

François Brigneau

1939-1940

# L'année terrible



LE DERNIER ÉTÉ DE LA PAIX ★ LE PREMIER HIVER  
DE LA GUERRE ★ L'EXPLOSION DU PRINTEMPS ★  
★ L'ESPÉRANCE SUR LES RUINES ★

## **DU MEME AUTEUR**

**(LIVRES POLITIQUES)**

**LES PROPOS DE COCO-BEL-ŒIL (*Froissart*)**

**LE JAPON À L'ÈRE AMÉRICAINE (*Documents du monde*)**

**L'AVENTURE EST FINIE POUR EUX (*Gallimard*)**

**MON APRES-GUERRE (Edition originale: *Le Clan*.**

**Réédition: *Présent*)**

**PAMPHLETS (*Le Clan*)**

**MON VILLAGE À L'HEURE SOCIALISTE (*La Table ronde*)**

**JULES L'IMPOSTEUR (Edition originale: *Présent*.**

**Réédition: *DMM*)**

**PARIS**

**(*Publications F.B.*)**

**François BRIGNEAU**

**1939-1940**

# **L'année terrible**

Quatrième édition

**PUBLICATIONS EB.  
56 BIS, RUE DU LOUVRE  
75002 PARIS**

Couverture : Photo Viollet

# PREMIERE PARTIE

## LE DEUXIÈME ÉTÉ DE LA PAIX

### CHAPITRE I

#### A DEUX MOIS DE LA GUERRE, PARIS DANSE ET DALADIER PECHE LE MERLAN À CONCARNEAU

- Contre la guerre ! Contre les oligarchies financières ! Contre l'ingérence étrangère, demandez *La Flèche* ! Ce dimanche 9 juillet 1939, comme tous les dimanches d'été, un peu avant midi, j'arpente la place Jean-Jaurès à Concarneau, devant les remparts de la ville close et son beffroi où le cadran solaire dit que le temps passe comme l'ombre. Un paquet de journaux en plastron sur la poitrine, je crie mes slogans et propose aux premiers touristes de la saison l'hebdomadaire de Gaston Bergery.

Mon succès est mince. Si l'importance politique de *La Flèche* n'est pas négligeable, le grand public l'ignore. Son audience ne peut se comparer aux grands « hebdomadaires politiques, littéraires et artistiques » de l'époque, comme *Gringoire*, *Candide* ou *Marianne*. Songez que *Gringoire* qui, dans chaque numéro, offrait à ses lecteurs des pleines pages de romans en feuilletons, plusieurs nouvelles, des récits historiques, des enquêtes, des reportages, des articles politiques, de grandes critiques littéraires, des chroniques, des échos, le pamphlet de Béraud trente fois l'an, le tout pour un franc et sans publicité, atteignit un tirage de 800.000 exemplaires ! On avait le temps de lire. Il est vrai que la télé n'existait pas.

*La Flèche* ne peut se comparer à ces géants. C'est un journal qui se veut de gauche, mais d'une gauche non-conformiste, hostile aux staliniens, opposée à Léon Blum et très critique à l'endroit des chefs radicaux comme Herriot et Daladier.

Les journalistes que La Flèche a rassemblés viennent d'horizons et sont de tempéraments différents. On les trouvera dans tous les camps de la guerre civile qui se prépare. Jeanson est un anar de cinéma qui lancera un des premiers quotidiens de l'Occupation, Aujourd'hui, avant d'être arrêté par les Allemands. Galtier-Boissière, grand bourgeois, voltairien, ancien combattant pacifiste, se révélera boutefeu de 1940 à 1944, ne parlant que de fusiller les « collabos », mais lancera la première campagne pour l'amnistie (dans *L'Intransigeant*) et ouvrira à Rebatet, sortant du bagne, les colonnes du *Crapouillot*. Félicien Challaye, universitaire distingué, membre éminent de la Ligue des Droits de l'Homme, fmira dans la collaboration tandis que Christian Fouchet rejoindra Londres, dès l'été 1940. Hubert Lagardelle, théoricien du syndicalisme révolutionnaire, puis du fascisme, était l'ami de Benito Mussolini. Laval se servit de lui lors de tentatives de négociations avec Rome.

L'ensemble pouvait dérouter. Gaston Bergery lui-même n'était pas un personnage simple. Avocat d'affaires, très mondain, marié en secondes noces à Lubova Krassine, fille de l'ancien ambassadeur soviétique à Paris, il aurait pu sortir d'un roman d'Huxley. Il avait fait dans l'infanterie ce qu'on appelait alors une « guerre brillante », blessé et plusieurs fois cité. Il avait participé à la Conférence de la Paix et à la Commission des Réparations. Chef du cabinet d'Herriot, au quai d'Orsay, en 1926, une carrière politique importante lui semblait assurée dans le système. On le voyait à la tête du parti radical et futur ministre des Affaires étrangères. C'était oublier que ce nonchalant sarcastique, qui ressemblait à Jouvett, était sans concession, que ce sceptique croyait à ses idées, et que cet ambitieux ne détestait pas le paradoxe.

Elu, en 1932, à Mantes (Seine-et-Oise), Bergery démissionna en 1934 parce que la majorité de gauche, à laquelle il appartenait, venait de porter à la présidence du conseil un homme du centre droit et mou, Gaston Doumergue, dit Gastounet, dit Merguedou, président de la République à la retraite, franc-maçon méridional (loge: *L'Echo du Grand Orient*), qu'on était allé chercher à Tournefeuille, en catastrophe, pour faire oublier le 6 février, les scandales et les morts. Naturellement dans l'élection partielle qui suivit, Bergery fut blackboulé.

Réélu en 1936, il devint vite l'adversaire du Front populaire dont il avait été l'un des instigateurs. Il dénonçait la politique sociale et étrangère de Blum. En 1938, Gaston Bergery fut un munichois lucide et de raison. En 1939, il met toute son énergie, toute son intelligence dans la bataille pour la paix. C'est le ciment de son journal et de l'équipe qui lui est restée fidèle. C'est pourquoi, obscur jeune homme perdu au bout du Finistère, je suis là, solitaire et obstiné, à m'égosiller dans l'indifférence générale:

- Contre la guerre ! Contre les ingérences étrangères ! Contre les oligarchies financières ! Demandez *La Flèche* !

Il faut bien que jeunesse se dépasse.

### L'Odeur de la guerre

Il fait beau. C'est un des rares beaux jours de ce dernier été de la paix qui fut maussade et gris.

- Soixante jours de pluie et puis la guerre, rapporte Fabre-Luce. Je déambule, toujours sans grand succès.

- Demandez *La Flèche* !

Parfois des badauds me conseillent de me la mettre quelque part.

D'autres m'arrêtent. Ils engagent la conversation. Ils ne croient pas, ils ne croient plus à la guerre.

Leurs arguments ne sont pas sans force.

A la mort du maréchal Hindenburg (2 août 1934), Adolf Hitler est devenu le Führer, le chancelier et le maître absolu de six millions de chômeurs et d'un pays au bord du chaos (1). Vingt mois plus tard, violant le traité de Versailles et le pacte de Locarno, il profite d'un week-end pour occuper militairement la Rhénanie (7 mars 1936).

Il ne possède que quelques divisions de jeunes recrues mal entraînées. La France, sortie victorieuse de la Grande Guerre, passe pour avoir la plus puissante armée du monde. Le coup de force du Führer est un dangereux coup de poker. Il avouera, plus tard, avoir redouté le pire, c'est-à-dire, pour lui, le repli de ses soldats. Le président du conseil français, Albert Sarrault, radical-socialiste et franc-maçon, prononce à la radio un discours romain qui semble annoncer des représailles:

- Nous ne sommes pas disposés à laisser placer Strasbourg sous le feu des canons allemands, dit-il avec une rare détermination et l'accent de Toulouse.

Mais ce sera tout!

Ce sera la seule riposte au premier grave défi hidérien. Le gouvernement de gauche d'Albert Sarrault n'était surtout « pas disposé » à mobiliser des électeurs, à quelques semaines d'une élection législative où la victoire du Front populaire était annoncée (3 mai 1936).

Il faut ajouter que, si nous l'avions fait, nous aurions été seuls. L'Angleterre n'aurait pas suivi. En 1939, l'Angleterre poussait à la guerre. En 1936, elle freinait.

Quoi qu'il en soit, en mars 1936, nous n'avons pas fait la guerre alors que la menace allemande était directement dirigée contre nous et que le rapport des forces nous était favorable.

Nous ne l'avons pas faite non plus le 12 mars 1938, quand Hitler entra dans Vienne, pavoisée, et annexa l'Autriche !

Comment aurait-on pu déclarer la guerre, ou quoi que ce fût ?

Nous étions sans gouvernement. Camille Chautemps venait de démissionner. Léon Blum ne le remplacerait que le lendemain, le 13, et pour quelques jours seulement, puisqu'il s'en irait le 10 avril 1938 ...

Ce ne sont pas de bonnes dispositions pour engager un conflit.

**Rappelons à ce propos que, de l'armistice de 1918 à la déclaration de guerre de 1939, quarante gouvernements se succédèrent à Paris – en majorité de gauche.** Il ne faut pas chercher ailleurs la cause majeure de la défaite.

Nous ne fîmes pas la guerre en septembre 1938, quand Hitler, après plusieurs semaines de tension, décida de réunir au Reich un morceau de la Tchécoslovaquie, le pays sudète, peuplé de trois millions d'Allemands.

Nous ne fîmes pas la guerre le 15 mars 1939, quand Hitler, malgré les assurances qu'il avait données, circonvint le président Hacha, entra dans Prague et étendit sa « protection » sur la Tchécoslovaquie tout entière.

Alors pourquoi ferait-on la guerre aujourd'hui?

Pour empêcher Hitler de prendre Dantzig, ville à majorité allemande, dont le Sénat est déjà acquis aux nationaux-socialistes (2) ? Ce n'est pas sérieux. Cette ville n'est même pas polonaise. A Versailles, on l'avait déclarée « ville libre » et placée sous l'autorité de la SDN. C'était une des extravagances du traité. Allait-on déclencher une guerre, qui ne pourrait pas ne pas devenir une guerre mondiale, pour s'opposer à une revendication, somme toute justifiée, d'Hitler, alors qu'on lui en avait accordé d'autres qui ne l'étaient pas ?

Pourriez-vous nous le dire, jeune homme?

Non, je ne le pouvais pas. Je lisais beaucoup. J'écoutais beaucoup.

J'essayais de comprendre. Mais j'étais incapable d'expliquer logiquement, avec des faits et un raisonnement construit, comment et pourquoi, à l'encontre de la majorité des gens, je sentais monter l'odeur de la guerre au-dessus du parfum des jardins mouillés.

### Dansons la Polonaise

Car, en juillet 1939, la guerre pèse moins sur la vie qu'un an plus tôt, au moment de Munich. La saison de Paris s'est terminée par des fêtes fastueuses malgré des orages violents et le froid qui obligea les élégantes à ressortir les fourrures. Ce qui ne les empêchait pas de porter, comme coiffures, des plumes d'autruches, des aigrettes ou des paradis.

A la *Nuit de Longchamp*, organisée par Léon Volterra du *Casino de Paris*, Mme Albert Lebrun, l'épouse du président de la République, recevait l'empereur et l'impératrice d'Annam; M. Bullit, l'ambassadeur des USA; M. Marcel Régnier, qui était ministre des Finances lors de l'affaire de Rhénanie, un petit vieux tout blanc avec une barbichette en pointe au bout d'un visage en triangle, ce qui ne surprenait personne, puisqu'il avait été membre de la Loge *L'Equerre*.

Il y avait aussi les locomotives du Tout-Paris: la princesse de Faucigny-Lucinge, Mme Srizanna Magnaguy de Inschaspé et son face-à-main, Malou Gérin, mélancolique dans une crinoline en satin matelassé, qui essayait d'oublier l'histoire passionnelle et criminelle dont elle avait été l'héroïne en 1936.

Le même Soir, Lady Mendl, l'épouse du Conseiller de l'ambassade de Grande-Bretagne, recevait dans sa villa de Versailles. Dans le parc illuminé, à côté d'un orchestre tyrolien, sans doute pour rappeler Munich, et d'un bar, des clowns, des chiens savants, des chevaux dressés occupaient la piste d'un cirque. Parmi les invités, l'homme le plus important était le baron Maurice de Rothschild qui paraissait soucieux; le plus regardé: Douglas Fairbanks Qui représentait Hollywood avec Mary Pickford; et la femme la plus admirable: Eve Curie, ravissante dans une veste d'hermine blanche.

On la retrouve à l'ambassade de Pologne dont c'est le dernier raout. M. Lukaciewicz, l'ambassadeur, a voulu qu'il soit inoubliable. Il le sera. Il y a là Paul Reynaud, ministre des Finances; Hore Belisha, juif anglais, ministre de la Guerre britannique, Arthur Rubinstein, le pianiste, et son épouse « habillée de rubans comme un mât de cognac ». A une heure et demie du matin, Serge Lifar l'entraîne dans une mazurka. A six heures, c'est M. Lukaciewicz, lui-même, qui dirige la « polonaise ».

- Tous les hommes à gauche. Toutes les femmes à droite.

C'est un triomphe. On bisse. Au milieu des rires et des applaudissements, le baron Eugène de Rothschild fait un mot:

- Quel chopin, cette « polonaise » !

Personne ne semble penser à la danse sur un volcan.

### Le Prophète condamné

On parle aussi beaucoup du mariage de Sacha Guitry, le quatrième, mais le premier religieux, avec Geneviève de Séville, dans la petite église de Fontenay-le-Fleury. Sacha est en gris, la mariée en bleu. Pierre Bénard écrit dans *Paris-Soir*.

« La cérémonie est terminée. Les Suisses s'avancent majestueusement. On a l'impression qu'ils vont annoncer:

- Le mariage que nous venons de célébrer devant vous est de M. Sacha Guitry.

*Et ils pourraient ajouter:*

*- La musique est de M. Adolphe Brochard.*

*Car, lorsqu'il se marie, Sacha Guitry fait composer une musique nouvelle, comme pour une opérette ...*

*Tout le monde est parti. Les fleuristes remportent les plantes vertes. Elles ne sont ici qu'en location. Elles pourront peut-être encore servir la prochaine fois. »*

Un autre mariage ravit la fleur bleue et la romance bien de chez nous: celui d'Henri Garat. Il épouse en troisièmes nocces Marie Tchernicheff-Besobrasof.

Mariage très parisien. Henri Garat, le jeune premier à la mode, est d'origine roumaine. Sa première épouse était américaine; la deuxième anglaise. Garat a dû son succès à la UFA, la grande firme allemande, où il a tourné et chanté *Le chemin du paradis* de Wilhelm Thiele, avec Lilian Harvey. La presse cosmopolite vire dans l'extase. D'autant plus que le meilleur ami d'Henri Garat est un Juif hongrois, Paul Misraki, musicien de talent. Il joue dans l'orchestre de Ray Ventura (et ses collégiens). Il compose de charmantes chansons, dans le genre inventé par Mireille et Jean Nohain. En 1939, toute notre jeunesse fredonne:

*Sur deux notes*

*Je te dis que je t'aime.*

*Ou:*

*C'était un petit, tout petit voilier,*

*Un petit bateau de pêche ...*

C'est plus agréable à écouter que les voix graves et frémissantes des prophètes de l'apocalypse. Céline, par exemple. Son dernier pamphlet n'a pas franchi le mur du silence. Il porte pourtant un titre rugissant : *L'École des cadavres*, et, en exergue, une phrase qui hantera beaucoup d'entre nous durant les années qui vont suivre: *Dieu est en réparation*. D'entrée de jeu, il annonce la situation, sans précaution, sans ménagement:

*« Aucune dramatisation ... Nous sommes pour ainsi dire en guerre. Pas besoin d'en rajouter, on y est dans la 'der des der" ... Nous sommes déjà dans la danse ... Les Démocraties veulent la guerre. Les Démocraties auront la guerre finalement. Démocraties : masses aryennes domestiquées, rançonnées, vinaigrées, divisées, ahuries... Que la guerre s'avance, adorablement préventive, providentielle ! Après la bave, le sang. Une boucherie punitive dont on parlera dévotieusement, extatiquement, dans les chaumières aryennes pendant vingt siècles encore. Tous les prétextes seront valables... N'importe lequel suffira pourvu qu'il emporte les masses aryennes fanatisées vers les gigantesques massacres, qu'il détermine sans réticences possibles l'extermination enragée des peuples les plus militaires d'Europe ... »*

Comme écrivit Céline plus tard : *« L'École des cadavres était le seul texte de l'époque présageant la catastrophe absolue en cas de conflit. »*

Il ne fit pourtant aucun bruit, alors que le précédent (*Bagatelles pour un massacre*) avait déclenché le tonnerre. C'est à peine si l'on sut que son auteur était poursuivi. Il fut condamné le 21 juin 1939 par la XII<sup>e</sup> Chambre devant une assistance composée de quelques amis de Louis-Ferdinand Céline : Mlle Almonzor, sa future femme, Denoël, l'éditeur, Tcahnn, Montandon, (et son parapluie), grand spécialiste de la question juive, Marie Chanavaggia... Il n'y eut aucun écho. Il ne fallait pas risquer de gâcher les dernières vacances de la paix.

## **Un Pernod pour Edouard**

- Demandez *La Flèche* !

Tiens, un acheteur !

- Vous avez un visiteur de marque aujourd'hui à Concarneau, me dit-il en prenant le journal.

- Ah ... Et qui donc?

- Daladier.

- Daladier? Edouard Daladier?

- Oui.

- Pas possible!

- Si. Je viens de le voir comme je vous vois. Il est là ... De l'autre côté de la rue, à la terrasse du café.

Le café, c'est le Grand Hôtel, l'établissement chic de Concarneau, qu'on appelle aussi le café de l'Amiral: c'est le nom qu'il porte dans le film tiré du roman de Simenon, *Le Chien jaune*. L'hiver, les bourgeois huppés viennent faire leur partie de cartes dans le bar aux boiseries sombres. L'été, sa terrasse est le rendez-

vous des touristes. Elle s'ouvre sur le quai, l'arrière-port, les murailles de Vauban, les bateaux et la lumière de la Cornouaille, si chère aux peintres de l'Ecole de Pont-Aven.

Aujourd'hui, plus encore qu'à l'ordinaire, elle semble attirer et retenir les promeneurs. Ils ralentissent devant les tables blanches coiffées de parasols de couleurs. J'y cours, à demi convaincu de la véracité de la nouvelle. On aura voulu me faire une farce ... Mais non. C'est vrai. Au premier coup d'œil, je découvre le grand homme. En vérité il est plutôt épais, comme tassé sur sa chaise, la tête dans les épaules et un foulard noué autour du cou. Il boit un anis, du pernod sans doute. C'est la mode. On ne connaît pas Ricard en 1939. Le grand slogan, c'est: « Et un Pernod pour Arthur! » Daladier passe pour l'apprécier. Son visage rond, aux traits lourds, avec un nez de boxeur, des yeux et une bouche qui tombent, un menton qui se voudrait énergique, est allumé, rougeoyant. Non par l'alcool. Par le soleil. La rumeur l'affirme. Le président du Conseil revient de mer. Il est allé dans la baie, la baie de la Forêt, « la plus belle du monde », disent les Concarnois, « après celle de Douarnenez », ajoutent les Douarnenistes.

- Savez-vous comment s'appelle le bateau où il a embarqué?

-Non.

-*Le Mutin* ! Ça ne s'invente pas !

*Le Mutin* ! Nom donné par un pêcheur communiste à sa barque en l'honneur d'André Marty, surnommé Le mutin de la mer Noire parce qu'en 1917, en rade d'Odessa, il avait participé à la mutinerie du Protée où il était officier-mécanicien. Cet exploit lui avait valu vingt ans de réclusion par le tribunal maritime de Toulon. Mais André Marty était franc-maçon. Il appartenait à la loge n° 162, Saint-Jean des Arts et de la Régularité.

En 1922, le Grand Convent du Grand Orient, réuni à Paris, pressait « les parlementaires francs-maçons à intervenir au plus tôt et avec une insistance justifiée par le noble caractère de ce Frère et par les manifestations électorales récentes, pour la libération du Frère André Mart. »

Satisfaction était bientôt donnée au Grand Orient. Marty sortait de prison pour entrer au parti communiste et devenir député de Seine-et-Oise. Stalinien de stricte orthodoxie, secrétaire du Komintern, Moscou l'envoyait en Espagne avec le titre d'Inspecteur général des Brigades internationales. Il s'y comportait de façon telle qu'il gagnait un nouveau surnom: celui de Boucher d'Albacète (3).

Que le président du Conseil, ministre de la Défense nationale et de la Guerre, ait embarqué à bord du Mutin pour aller pêcher le merlan entre Beg Meil et le Cabellou, c'était un clin d'œil du destin, un de ces signes que l'on reçoit sans bien en deviner le sens. .

Cette fois, l'explication n'allait pas tarder ...

## NOTES

(1) Il n'est peut-être pas inutile de rappeler brièvement les ultimes étapes de cette conquête du pouvoir. En 1932, élections présidentielles. Hindenburg est élu (dix-neuf millions de voix contre treize à Hitler). 31 juillet 1932 : élections au Reichstag. Le parti national-socialiste est le premier parti du Parlement (230 députés). Le 30 janvier 1933, le maréchal Hindenburg appelle Hitler à la tête d'un gouvernement de coalition qui ne compte que deux autres nationaux-socialistes. Le 23 mars 1933, le Reichstag lui vote les pleins pouvoirs. Un an plus tard, il est le maître absolu.

(2) Dantzig. 400 000 habitants. A l'embouchure de la Vistule. Un des deux ports de la Pologne (l'autre: Gdynia). Ville libre au Moyen Age. Rattachée à la Prusse au XVIII<sup>e</sup> siècle. Occupée par Napoléon (1807). Retour à la Prusse en 1813. En 1939, Dantzig est une ville libre, gouvernée par un Sénat de douze membres, élu par le Volkstag, une diète de soixante-douze députés. Un Haut commissaire (M. Burckhardt) est chargé d'aplanir les difficultés.

Jusqu'en 1930, le parti national-socialiste ne comptait pas plus de trois cents adhérents. C'est Gregor Strasser qui y organisa et intensifia la propagande. Gregor Strasser représentait l'extrême gauche du mouvement. Il fut supprimé en juin 1934, lors de la fameuse « Nuit des longs couteaux ». Le Gauleiter de Dantzig s'appelait Albert Forster. Il était l'un des plus jeunes compagnons d'Hitler qu'il avait rejoint à dix-sept ans.

Le problème de Dantzig se compliquait de celui dit du « Corridor ». En 1919, le traité de Versailles avait attribué à la Pologne le territoire allemand dit de Prusse-Occidentale. L'Allemagne était donc séparée de sa province de Prusse-Orientale par ce « Corridor » que ne cessait de dinoncer Hitler.

(3) Henry Coston. Dictionnaire de la Politique française, t. 1.





## CHAPITRE II

### « UN RÉGIME AFFAÏSSÉ, DES HOMMES NULS, DES INSTITUTIONS VIDÉES DE LEUR SUBSTANCE... »,

DISAIT MITTERRAND  
DE LA FRANCE DE DALADIER

Nous ne le savons pas encore. Ce n'est que l'année d'après, l'été suivant, un été superbe celui-là, flamboyant et rugissant, que nous allons découvrir, sur le terrain, sur les routes de la déroute, parfois derrière les barbelés et les sentinelles, plus tard, pour certains, dans d'amères galères, que la France n'existe plus. Je veux dire la France: puissance souveraine et indépendante ayant une politique, la volonté et les moyens de la conduire.

Le jeune de vingt ans qui regarde Edouard Daladier derrière son guéridon et son anis, le visage maussade et fermé, quoiqu'il fût entouré de jolies estivantes minaudières, croit voir le chef du gouvernement de la France. Il ne sait pas que ce gouvernement ne gouverne pas. Il ne sait pas que la France n'est plus la nation héroïque et debout qui terrassa l'empire allemand après quatre années d'une guerre impitoyable. Il ne peut pas imaginer que son pays n'est plus qu'un pays livré aux coterie étrangères, ramolli, ruiné « *par le régime affaïssé, les hommes nuls, les institutions vidées de leur substance ...* ». Ce n'est pas moi qui le dit. C'est le jugement que porte le sergent-chef François Mitterrand, en 1940, tandis que son wagon de prisonniers roule vers un stalag de Thuringe.

En cet été 1939, la France est le domaine de l'illusoire. Elle se croit à l'abri derrière la Ligne Maginot. Comme si la Ligne Maginot, qui devait défendre la frontière de la Suisse au Pas-de-calais, ne s'était pas brusquement arrêtée en Alsace, faute de crédits, d'imagination et de ténacité.

La France se prend encore pour une grande puissance militaire. Ses chefs le répètent. Ce mois de juillet 1939, le général Weygand est à Lille. Il préside un concours hippique. C'est un homme compétent et sérieux. Il ne donne pas dans la faribole ni la complaisance. Il n'en déclare pas moins:

*« Je crois que l'armée française a une valeur plus grande qu'à aucun moment de son histoire. Elle possède un matériel de première qualité, des fortifications de premier ordre, un moral excellent et un Haut commandement remarquable. Personne chez nous ne désire la guerre, mais j'affirme que si on nous oblige à gagner une nouvelle victoire, nous la gagnerons. »*

J'ai beaucoup d'estime pour le général Weygand. Je respecte sa mémoire. Ce qu'il a dit ce jour-là à Lille n'en relève pas moins du faux patriotisme et du bobard.

Nous avons la prétention d'être le gendarme de l'Europe. Nous donnons des assurances et des garanties ici et là, à la Tchécoslovaquie, à la Pologne. Mais nous ne faisons plus d'enfants et nous ne faisons pas d'avions. Soixante par mois en 1938, alors que l'Allemagne en fabrique six cents.

Nous sommes dotés d'un système politique aberrant. Quarante ministères en vingt ans: c'est un jeu de massacre, l'auto-sabotage systématique, l'impuissance et la paralysie organisées par la Constitution, au nom de la défense républicaine et démocratique.

Paris est déjà ville ouverte : ville ouverte à l'étranger. Le parti anglais tient la Finance. Le parti juif tient la presse, la radio, le cinéma, le parti russe a soixante-dix députés. Le parti allemand possède quelques salons et a pénétré les milieux briandistes. La France française n'est plus qu'un mirage. Une oasis-mirage dans un désert peuplé de nations de proie. Mais elle ne le sait pas.

### Les hommes nuls

Au sommet de ce mirage, un président de la République fantôme est assis dans un fauteuil doré. Il s'appelle Albert Lebrun. C'est un modéré fort digne, qui porte bien la redingote et le pantalon rayé. Il a des cheveux en brosse, une moustache, des grands pieds et la larme facile. Il est parfait dans les inaugurations où il amène son petit garçon, surnommé Papou, pour la plus grande joie des photographes.

Albert Lebrun avait succédé en 1932 au président Doumer assassiné par un émigré russe complètement frapadingue : Gorguloff. Durant ce premier septennat, il avait donné toute la mesure de son insignifiance.

Certaines de ses formules sont devenues historiques. Le lendemain du 6 février (une vingtaine de morts, un millier de blessés, place de la Concorde où la troupe a tiré sur les Anciens Combattants), Lebrun reçoit une délégation de parlementaires et devant leur indignation répond :

- Vous rendez-vous compte, messieurs ? Il est quatorze heures et je n'ai pas déjeuné!

Au même moment de Munich, c'est à des députés pacifistes qu'il dit :

- Oui, vous avez raison, la guerre est une chose affreuse. Mais nous ne pouvons faire autrement. L'Angleterre, messieurs !

Ce qui était scandaleux et idiot. Car le président de la République ignorait qu'à Munich l'Angleterre ne voulait pas la guerre, au contraire ; elle était même décidée à faire autrement. Mais l'eût-elle voulue, pourquoi étions-nous obligés de nous y laisser entraîner ?

Un an plus tard, quand il l'eut déclarée, le grand-père de Papou eut cette autre trouvaille:

- La victoire nous est due, dit-il.

Maxime qui, dans le sottisier national, peut rejoindre le fameux : « *Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts* » de Paul Reynaud.

Était-ce à son prédécesseur, le président Lebrun, que pensait le futur président Mitterrand, en parlant en 1940 des « *hommes nuls* » ? Sans doute.

Mais aussi à Daladier, député radical de 1919 à 1939, plusieurs fois ministre, trois fois président du Conseil, six fois ministre de la Guerre de 1933 à 1939, un des plus responsables parmi les responsables du malheur.

Cinquante ans après, à regarder la carrière de ce faux-dur versatile et hésitant, capable de dépenser des trésors d'astuces et d'intrigues pour s'imposer comme chef de la coalition gouvernementale et, ce résultat obtenu, s'employant surtout à ne pas gouverner, on demeure stupéfait que ce « roseau peint en fer » ait pu faire illusion si longtemps.

On ne comprend pas comment celui qui, le 6 février 1934, fit fusiller les nationalistes soit devenu en 1939 l'homme fort des nationaux!

Comment ce président du parti radical-socialiste, l'inventeur du slogan des 200 familles « maitresse de l'économie française et en fait de la politique française », celui qui en 1936 à la Bastille. paradait le poing levé entre Thorez et Blum dans les rassemblements du Front popu, ait pu, trois ans après, être le Taureau du Vaucluse acclamé par la droite!

Nous avons vu cela ; nous avons vécu cette pitrerie lamentable. et pourtant les preuves ne manquaient pas qui permettaient de douter de ce bonhomme « à visage de mauvais prêtre ». comme écrivait Henri Béraud.

En janvier 1933, le 31, comme Hitler entre à la Chancellerie, Daladier devient président du Conseil pour la première fois. Son cabinet va durer jusqu'au 26 octobre. Il compte cinq francs-maçons: Camille Chautemps, haut dignitaire, 30°, Chevalier Kadosch, loges *Les Démophiles* et *Les Enfants de Rabelais* ; Albert Sarraut, lowton (1) ; Joseph Paganon. loge *L'Alliance écossaise* ; Albert Dalimier. loge *Les Philanthropes réunis*; Eugène Prot. loges *Etienne Dolet* et *Les Fervents du Travail*, co-fondateur de la loge *Aristide Briand* (2).

Edouard Daladier n'était pas initié. Mais c'était un allié. Il avait pris la parole à la tenue collective des loges de la Région parisienne. le 30 décembre 1927.

La franc-maçonnerie est alors briandiste, pacifiste, pour le rapprochement franco-allemand, avec d'autant plus de ferveur que le ministre des Affaires étrangères d'Allemagne est maçon: le frère Stresemann. Les résolutions des convents du Grand Orient vont dans ce sens. Citons :

« *La paix doit être l'exaltation, en même temps que la réalisation du sentiment maçonnique de la fraternité universelle.* » (1924).

« *Nous considérons qu'après son rôle national chocune des sections nationales de la grande Internationale maçonnique doit s'employer à réaliser l'entente entre les hommes, la paix entre les hommes.* » (1927)

« *Pour que la paix règne sur la terre, il appartient à tous les ancs-maçons de reculer les bornes de l'ignorance et de pourchasser l'injustice partout où elle se trouve. Alors se lèvera sur l'humanité entière l'aube de la liberté, de l'égalité et de lafraternité.* » (1933).

« *Notre devoir de maçon, la maçonnerie étant une puissance morale considérable, est de créer l'état d'âme pacifiste non seulement dans le monde maçonnique, mais également dans le monde profane. Nous avons comme principe inscrit dans notre constitution que nous voulons propager la fraternité universelle.* » (1933, l'année où un certain Adolf Hitler prend le pouvoir (3) !

Daladier est imprégné de cette philosophie. Déjà en 1928, dans un discours à Avignon, il avait demandé l'évacuation totale anticipée de l'Allemagne.

En 1933, quand les SA (Sections d'Assaut) pénètrent en Rhénanie, occupent Kehl, Spire, Cologne, et que les troupes suivent, s'installant dans les casernes et entreprenant des travaux de fortifications, tout cela en violation complète du traité de Versailles et du pacte de Locarno (4), que fait Daladier ?

Daladier ampute le budget militaire de quatre milliards. Il supprime 5 000 officiers d'active sur 30 000. Malgré l'opposition du Conseil supérieur de la guerre, du maréchal Pétain et du général Weygand, il fait voter par la Chambre (368 députés socialistes et radicaux-socialistes sur 594) la réduction de 200.000 hommes des effectifs de notre armée. Il nomme au ministère de l'Air un radical soviétophile, Pie Col, qui, en 1936, livrera à l'Espagne rouge les avions qui nous firent tant défaut en 1940.

Tel fut le bilan du premier ministère Daladier.

### Une image du 6 février

Le second ne fut pas plus brillant. Il dura dix jours (30 janvier-9 février 1934) avant de sombrer dans le sang français. Cette fois, on y comptait huit francs-maçons sur quinze ministres. Outre Frot et Paganon qui appartenaient déjà au premier, on y trouvait Paul Marchandeu, loges *Orion et La Sincérité* (5) ; Jean Valadier, loge *Les Amis des Hautes-Alpes* ; Paul Bernier, loges *L'Ecole mutuelle et L'Atelier socialiste* ; Emile Lisbonne, loge *L' Humanité, de la Drôme, et La Parfaite Egalité* ; Léon Martinaud-Deplat, loge *L'Effort*, et André Marie, loge *La Fidélité normande* dont il sera radié le 21 janvier 1939 pour avoir négligé de payer ses cotisations.

Le 30 janvier, le jour où le second cabinet Daladier se présentait devant les Chambres, Hitler substituait à la fédération des pays allemands l'Etat centralisé de la nation germanique, le Reich. En France, c'était contre la droite et les ligues que la gauche allait mobiliser. C'était sur des Français que les radicaux-socialistes allaient faire tirer.

J'ai gardé de ces jours des images, formées plus tard en écoutant des récits de témoins. L'une d'elles me hante. C'est le 6 février au soir. La séance se prolonge. La minorité a demandé plusieurs scrutins publics. Dehors la manifestation s'allonge. Elle grossit dans la nuit et la lumière jaune des lampes. Daladier est à son banc (6), Franklin-Bouillon (7) à la tribune crie aux socialistes :

- Et c'est pour ça que vous allez voter ?

Ça, c'est le malheureux Taureau du Vaucluse écrasé sur son banc, sa lourde tête baissée sur des épaules qui tombent. Soudain, des éclats de voix. Deux députés de Paris viennent de rentrer : Lionel de Thastes et Georges Scapini. Ils sont blêmes. Ils crient :

- On tire sur la foule.

Et, tournés vers le président du Conseil :

- Qui a donné l'ordre de tirer ?

Daladier ne répond pas.

Scapini est aveugle. Grand blessé de guerre. Il se dresse, à son banc, avec ses lunettes noires comme des trous dans son visage ravagé.

- Qui a donné l'ordre ?

Daladier ne répond pas.

On l'adjure de faire cesser le feu.

Il ne répond pas.

On le traite d'assassin.

Il ne répond pas.

Dans la salle, c'est la panique. Les députés s'invectivent. Les huissiers courent partout et s'interposent. Toujours à la tribune, Franklin-Bouillon tonne :

- Tout le monde vous méprise. Pour vivre, vous avez renié votre parole d'honneur. Vous avez trahi vos engagements, vous êtes indigne d'être là où vous vous êtes traîné. Allez-vous-en avant que le pays ne vous chasse comme vous le méritez.

Daladier ne répond toujours rien. Il est 21 heures. Le président de la Chambre, le souriant Fernand Bouisson qui, lui, sera le président du Conseil d'un ministère qui durera huit jours ! (1er juin-7 juin 1935) lève la séance. Tel était Edouard Daladier, l'homme qui, en 1939, conduisait la France pendant le dernier été de la paix.

## Le Taciturne allume

Sa vie privée fut aussi frappée par un drame. Longtemps elle parut exemplaire. Edouard Daladier naquit à Carpentras en 1884. Son père était boulanger. L'enfant, sérieux et appliqué, fit de solides études. Il devint agrégé et professeur d'histoire à Grenoble, Nîmes, Marseille, puis Paris, au lycée Condorcet. C'est là qu'il rencontra celle qui allait devenir son épouse, Mlle Lafont, femme d'une intelligence supérieure, amie d'Henriette Poincaré, fille d'un médecin, chercheur et savant.

Nous sommes un peu avant 1914. La guerre éclate. Daladier part comme sergent. Il revient capitaine, décoré de la Croix de guerre, trois citations. Fils du peuple, instruit, héros de la guerre: les conditions du succès politique sont réunies. En 1919, Edouard Daladier est élu député radical-socialiste du Vaucluse et devient, très vite, ministre (1925).

C'est la réussite. C'est le bonheur. Deux enfants naissent. Deux garçons. La réputation de Daladier s'étend, mais le malheur va entrer dans la maison. Sa femme s'affaiblit. On lui conseille de quitter Paris et de se soigner à Davos. Une nuit d'octobre 1932, Mme Daladier dit à son infirmière :

- Il est minuit. Je mourrai à quatre heures. Veuillez emmener les enfants.

Elle trouve encore la force de dicter ses dernières volontés. A quatre heures du matin, elle meurt.

Daladier est alors ministre des Travaux publics dans le troisième ministère Herriot (qui, soit dit en passant, ne compte pas moins de onze maçons, toujours les mêmes, ou presque : Renoult, Chautemps, Palmade, Julien Durand, Abel Gardey, Albert Sarraut, Candace, Léon Meyer, Marchandeu, Paganon, Paul Bernier ... Tous de gauche, bien sûr, ce qui permet de mesurer la responsabilité de celle-ci dans le phénomène dénoncé par M. Mitterrand: « *Le régime affaïssé ... , les institutions vidées de leur substance* »).

Cette mort et la lente agonie qui la précéda bouleversent Daladier.

Sa peine est profonde. Il paraît égaré, puis renfermé, avec de brusques explosions de colère, des spasmes d'agressivité et à nouveau le mutisme renfrogné. On l'appellera: le Taciturne.

On dit qu'il s'est mis à boire, ce qui va lui jouer quelques mauvais tours.

Ainsi, dans les jours qui précèdent Munich, le 20 septembre 1933, Daladier, alors président du Conseil, et Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, arrivent à Londres. Ils vont être reçus, dans la soirée, par le Premier anglais, M. Chamberlain. Avant l'entretien, les Français dînent dans leur ambassade. L'ambassadeur, M. Corbin, se flatte d'une excellente cave. A Londres, c'est nécessaire. Daladier qui a déjà pris deux apéritifs au Bourget se laisse aller sur le bourgogne et la vieille fine. Cela remonte le moral.

Aux cigares, il ne fait plus qu'une bouchée d'Hitler. A 21 heures, quand il arrive à Downing Street, Edouard Daladier est vindicatif et congestionné. Comme le Premier britannique parle de la Ligne Siegfried, avec laquelle il faudra compter, Daladier réplique, dédaigneux :

- La Ligne Siegfried ? Elle est en carton-pâte.

C'était là une opinion assez largement répandue à l'époque. Nous dansions même sur l'air d'un fox-trot anglais, dont le refrain disait: « Nous irons pendre notre linge sur la Ligne Siegfried - Si elle est encore là ! »

M. Chamberlain ne doit pas partager ce point de vue. Entre ses dents, il demande à l'interprète :

- What does mean « carton-pâte » ? Renseigné, il hoche la tête et dit doucement: - No. It's béton.

Alors Daladier, le mufle en avant, rugit:

- Vous ne connaissez pas mon artillerie lourde !

Huit jours plus tard, le décor a changé. Daladier aussi. Nous ne sommes plus à Londres, mais à Munich et Daladier est redevenu le pacifiste de 1928 et de 1932. A son arrivée en Bavière, la foule allemande l'a acclamé. Il a été heureusement surpris. François-Poncet, notre ambassadeur à Berlin, l'a remarqué.

Ciano note dans son Journal:

« *Daladier défend la cause des Tchèques avec peu de conviction. Il dit que tout ce qui arrive aujourd' hui est uniquement dû à l'entêtement de Benès.* »

Selon Mussolini, Daladier fut le plus conciliant des hommes de Munich. Il confiera à sa femme Rachel, qui l'écrira dans son Journal: « *Il est clair que la France n'est absolument pas prête pour un conflit.* »

Hitler, lui, était d'un avis plus nuancé. Il le dit au Duce :

- *Je peux très bien m'entendre avec Daladier. C'est un soldat du front, comme nous. On peut donc causer raisonnablement avec lui.*

## Un ministère divisé

Munich fut accueilli en France dans la liesse et la joie. L'aéroport du Bourget est rempli d'une foule enthousiaste. On se congratule. On s'embrasse. On crie:

- Vive la paix 1 Vive Daladier 1

Seul Daladier n'est pas satisfait 1 Il a encore changé d'avis. Il n'est plus munichois :

- S'ils savaient ce que je leur rapporte, dit-il.

**Il n'en fit pas moins ratifier l'accord de Munich par la Chambre du Front popu. Elle l'approuva en votant la confiance au gouvernement qui l'avait signé par 535 voix contre 75.**

Les 73 voix des communistes, plus celles de Kérillis et d'un socialiste inconnu nommé Jean Bouhey.

Blum, lui, avait voté pour.

Aujourd'hui, on a tendance à l'oublier...

La versatilité de Daladier n'est pas seulement de tempérament. Elle a des causes extérieures. Son troisième cabinet, celui qu'il a constitué le 10 avril 1938 et qui ira jusqu'au 26 mars 1940, compte huit francs-maçons. Certains que nous avons déjà rencontrés : Chautemps, Marchandeu, Sarraut; d'autres qui sont nouveaux mais connus: Frossard, Ludovic-Oscar, le père du *Cavalier seul*, loge *L'Internationale* ; Ramadier, loges *La Parfaite Union*, *La Nouvelle Cordialité*, *L'Internationale*, maçon de haut rang, 18° .! ; Jean Zay, loge *Etienne Dolet*; *Marc Rucart*, loges *L'Indépendance* et *La Fraternité vosgienne*, dignitaire du Droit Humain ; Alphonse Rio, loges *La Libre Conscience* et *La République*.

Mais, en 1939, la franc-maçonnerie est divisée comme tous les mouvements et partis de France. Il y a des francs-maçons pacifistes, tel Marchandeu et Frossard, et des francs-maçons ultra-bellicistes, comme Jean Zay.

Ce troisième cabinet Daladier est du reste coupé en deux.

Il y a le clan de la guerre: Reynaud (Justice), Mandel (Colonies), Champetier de Ribes (Anciens Combattants et Pensions), de Chapdelaine (Marine marchande), Jean Zay (Education nationale), Campinchi (Marine de guerre).

Et il yale clan de la paix : Georges Bonnet (Affaires étrangères), Frossard (Travaux publics), puis Anatole de Monzie, Marchandeu (Finances) et, dans une certaine mesure, Guy La Chambre (Air) et Chautemps (Coordination).

Daladier est soumis à ces deux pressions, la première étant plus forte que la seconde; mais la seconde plus efficace que la première, au moins jusqu'au printemps 1939, grâce surtout à Georges Bonnet. Pour lui, non seulement il ne faut pas déclarer la guerre, mais il faut tout faire pour l'éviter.

Malheureusement pour les pacifistes, les deux conseillers de Daladier, ceux qui collaborent à la rédaction de ses discours, sont tous deux bellicistes. Le premier, Jacques Kayser, milite dans les organisations juives. (Il est le neveu du capitaine Dreyfus). Le second, André Chamson, protestant communiste (il collabora à *L'Humanité*) fut le fondateur de *Vendredi*, l'hebdomadaire des intellectuels du Front popu.

## Tout va très bien, Madame...

Enfin, il y a l'égérie du président du Conseil, l'inspiratrice, la marquise de Crussol, née Marie-Louise Béziers, du nom de son père, un exploiteur du peuple, qui payait des salaires de misère aux femmes pour mettre des sardines en boîte dans son usine de Douarnenez (Finistère).

Ce qui expliquait, sans doute, la présence de Daladier à Concarneau en ce dimanche de juillet

Tandis que le papa Béziers faisait fortune à Douarnenez, sur le dos d'un des prolétariats le plus misérable de France, maman Béziers donnait à Paris de fastueuses réceptions où le personnel servait en costumes bretons rehaussés de sardines d'argent.

Marie-Louise voulut faire mieux encore. Elle désirait anoblir son argent en lui donnant des armoiries. Grâce aux conserves, elle acheta à Saint-Péray (Ardèche) un château du XII<sup>e</sup> siècle, véritable nid d'aigle, posé au sommet d'un rocher dominant la vallée du Rhône et, pour faire bonne mesure, acheta en même temps son propriétaire, le marquis de Crussol, dont la dynastie remontait à Charles VII, mais qui avait l'infortune d'être désargenté. Ça arrive.

Devenue marquise, Marie-Louise Béziers fréquenta la Chambre, les ambassades, et tint dans son luxueux appartement, 103 avenue Henri-Martin, un salon politique et littéraire où l'on voyait beaucoup le parti anglais et cosmopolite. Pour effacer la tache originelle, les sardines Béziers, Marie-Louise penchait et pensait à gauche. Béraud l'appela *La marquise rouge*.

C'est dans ce salon que Daladier fit sa connaissance et noua des relations assez intimes pour que l'on retrouvât leurs noms côte à côte, sur la liste des passagers du Massilia (10), avec ceux d'un certain nombre de leurs invités de l'avenue Henri-Martin: M. et Mme Vienot, née Mayerisch, une intrigante toujours fourrée au Quai d'Orsay ; la famille Zay ; la famille Lévy-Alphandéry ; la famille Grumbach ; Mandel et Béatrice Breuy ; Jean Perrin, prix Nobel, et son amie Nina Choucroun ; Yvon Delbos ; Julien Caïn ; la famille Campinchi ; les Huysmans, etc, etc.

Daladier n'était pas mondain. Il sortait peu et ne se montrait guère.

Il retrouvait sa marquise rouge dans une villa discrète de Saint-Cloud, où il rencontrait aussi Paul Reynaud et sa favorite, la comtesse Hélène de Portes, ainsi qu'Alexis Léger, le secrétaire général et véritable patron du Quai d'Orsay.

Ces gens-là détestaient Daladier. Ils lui reprochaient ses tergiversations, ses foucades, son indécision permanente, ses emportements velléitaires, son aboulie. Paul Reynaud, ambitieux énervé, ne songeait qu'à le remplacer, excité si besoin était par Mme de Portes, faite pour l'intrigue et l'influence. Mais ils le voyaient pour contrebalancer l'action de Bonnet et le pousser vers le point de non-retour. Ils le flattaient pour mieux le convaincre qu'on ne risquait rien et surtout pas la guerre en disant: « Non » à Hitler.

C'était la grande astuce du clan de la guerre. Selon lui, Hitler bluffait. Il n'y avait qu'à lui tenir tête, il se dégonflerait.

- Oui, disait Daladier.

Mais quand Bonnet lui faisait observer que nous n'étions pas prêts et que le conflit, s'il éclatait, ne sauverait ni Dantzig ni la Pologne, il disait également :

- Oui, vous avez raison ..

C'était un homme ballotté, divisé, partagé, comme l'étaient son gouvernement, les partis, les appareils politiques, les journaux, tandis que la majorité des Français croyait que la guerre s'éloignait alors qu'elle approchait à grands pas.

La rengaine à la mode était prémonitoire. C'était «*Tout va très bien, madame la Marquise* ».

On aurait pu la chanter à Marie-Louise de Crussol.

Sur ses terres, l'incendie était déjà allumé.

## NOTES

(1) Lowton : Louveteau. Fils de maçon élevé dans la Loge.

(2) La franc-maçonnerie est très hiérarchisée. Elle comporte un certain nombre de grades, appelés degrés, dont le nombre varie selon les rites. Le rite écossais en compte 33. Le plus bas, 1° degré, est celui de l'Apprenti. Le plus haut, le 33° degré, est celui de Souverain Grand Inspecteur Général. Les plus importants sont le 4° degré: Maître secret ; 14° degré: Grand Elu Parfait et Sublime Maçon ; 18° degré: Chevalier Rose-Croix ; 30° degré: Chevalier Kadosch; 31° degré: Grand Inquisiteur Commandeur; 32° : Sublime Prince du Royal Secret

(3) Citations extraites de La République du Grand Orient, d'Henry Coston,p.192.

(4) Locarno. Ville du Tessin (Suisse) sur le lac Majeur. A l'automne de 1925, une conférence internationale s'y tint qui réunissait Aristide Briand (France) ; Austen Chamberlain (Grande-Bretagne, le frère aîné de Neville Chamberlain, Premier ministre en 1939) ; Stresemann (Allemagne), Vandervelde (Belgique), Mussolini (Italie). L'accord fut signé à Londres (1er décembre 1925). Sous la garantie de l'Angleterre et de l'Italie, la France, l'Allemagne et l'Italie s'engageaient à maintenir le statu quo territorial et l'inviolabilité des frontières fixées par le traité de Versailles. L'Allemagne se déclarait aussi résolue à observer les dispositions des articles 42 et 43 sur la zone démilitarisée du Rhin. Elle refusait de reconnaître ses frontières orientales. Mais elle acceptait de ne pas les modifier par la force. En 1935, considérant que le pacte franco-soviétique violait les accords de Locarno, Adolf Hitler les dénonça. C'était lui qui ne les avait pas respectés le premier en 1933.

(5) Paul Marchandau. Né en 1882 à Gaillac, où il fut initié à la loge Orion. en 1904. Avocat, député-maire de Reims, directeur de L'Eclaireur de l'Est, il était le ministre de la justice de Daladier lorsqu'il prit, en avril 1939, un décret-loi protégeant les israélites des attaques de la presse. Il n'en profita guère. Ayant eu la

faiblesse de voter les pleins pouvoirs au Maréchal le 10 juillet 1940, Paul Marchandeu, dont la courtoisie et l'urbanité étaient légendaires, fut frappé d'inéligibilité en 1944. Pour faire bonne mesure, son journal qui couvrait cinq départements fut interdit tandis qu'on rétablissait son décret-loi qui, lui, avait été supprimé par Vichy !

(6) Voir les récits de Philippe Henriot: Le 6 février et d'Horace de Carbuccia : Le massacre de la victoire.

(7) Franklin-Bouillon, député radical indépendant de Seine-et-Oise, franc-maçon, loge L'Hunanité future. Le plus à droite des hommes de gauche. Le plus à gauche des hommes de droite. Coston dis de lui : « Franklin-Bouillon peut être considéré comme le précurseur du centrisme et du mouvement réformateur »

(8) Paul Allard : Les favorites de la IIIe République, Ed. de France.

Livre : page 31



## CHAPITRE III

### GRYNSZPAN, LA CITÉ, HITLER: LE TOBOOGAN VERS LA GUERRE A PRIS DE LA VITESSE...

(MAIS LA FRANCE EST TOUJOURS EN VACANCES)

Malgré le temps maussade, gris et froid, le défilé militaire du 14 juillet, de l'Arc de Triomphe à la Concorde, avait été superbe. Une foule énorme se pressait sur les trottoirs, si dense que la plupart des spectateurs ne voyaient rien, malgré les périscopes en carton vendus par les camelots. Il y eut des plaintes. Pour permettre aux Français de « voir et complimenter l'armée française », certains proposèrent de retourner à Longchamp, comme au temps du général Revanche. D'autres voulaient faire partir les troupes de la porte Maillot et de Luna-Park, le parc d'attractions qui s'y trouvait alors.

Tout au long du parcours, l'enthousiasme s'était traduit en applaudissements et en clameurs. On agitait des drapeaux tricolores. On criait:

- Vive l'Armée! Vive la France! Et parfois :
- Vive Daladier !

La droite était militariste de tradition. La gauche le devenait par anti-hitlérisme. Sans se mêler, elles mêlaient leurs vivats. Ni l'une ni l'autre ne pouvaient imaginer que, dans quelques mois, l'armée qui défilerait sur les Champs-Élysées ne serait plus française. A cause de leurs divisions, sans doute. A cause de leurs politiques suicidaires, certainement.

Le détachement le plus applaudi fut celui du 1- Régiment de la Légion étrangère. Un bataillon était venu de Sidi Bel Abbès avec sa musique, son pas ralenti, ses barbes fameuses, ses sapeurs et leurs tabliers, ses képis blancs, son prestige.

Le soir, ils connurent un succès inouï. Dans un bal du onzième arrondissement, un photographe de Match fixe une scène inoubliable:

Marlène Dietrich, les yeux mi-clos, pâmée dans les bras d'un légionnaire dont on apprendra qu'il se nomme Renard.

Marlène, c'est un mythe et un mystère. C'est un mystère car elle est devenue mondialement célèbre en ayant tourné un chef-d'œuvre (L'Ange bleu) et de nombreux navets, comme Le jardin d'Allah où elle joue le rôle d'une religieuse partie dans le désert avec une malle de robes pour y retrouver Charles Boyer qui y cherche la foi et la recette d'une liqueur.

Même nous, les ploucs du bout de la terre, si loin des Lumières de la ville, perdus entre nos landes, nos granits et l'océan, nous connaissons Marlène, son regard filtrant, sa bouche lasse, son fume-cigarette à rallonge, et ses cuisses gainées de soie, ses cuisses qui n'en fmissent pas, et sa voix rauque et fatiguée qui trouble les cœurs les plus innocents.

C'est aussi un mythe. Marlène Dietrich est allemande. Elle n'a pas encore chanté *Lily Marlène*, la chanson des soldats allemands. Elle vit en Amérique. A Hollywood. D'où elle ne craint pas de dire ses quatre vérités à Adolf. La voir toupiller avec un de la Légion, c'est encore plus beau que dans Morocco ; car ce n'est pas du cinéma. On a l'impression d'avoir gagné la guerre sans avoir eu la peine de la faire.

#### La victoire par la crème fouettée

Les bals du 14 juillet dureront jusqu'au 17. C'est l'euphorie. Les journaux rapportent deux bonnes nouvelles. Sur le Tour de France, quoiqu'il se fût enrhumé sous la pluie et qu'il eût fallu lui poser des ventouses, René Vietto a repris le maillot jaune. Il devance Sylvère Maes, le Belge, de plus de deux minutes à la sortie des Pyrénées. Décidément nous sommes invincibles. (Hélas, c'est Maes qui arrivera le premier à Paris et gagnera le dernier Tour de la III<sup>e</sup> République et de la paix).

Autre sujet de satisfaction : « *Les fraises à la crème sont interdites en Autriche.* » C'est le titre d'un entrefilet paru dans le numéro de *Paris-Soir* daté du 17 juillet. On lit:

*« M. Burckel (le gauleiter de Vienne) a promulgué une nouvelle ordonnance réglementant la consommation et l'emploi de la crème fouettée en Autriche. On sait que la crème fouettée a complètement disparu du territoire du Reich et que seuls les Autrichiens peuvent bénéficier encore de cette friandise. Prenant prétexte de ce que la consommation de crème fouettée a augmenté de 25 % depuis 1937, M. Burckel ordonne qu'on ne serve la crème fouettée dans les cafés et les confiseries qu'avec des boissons chaudes comme le café, le cacao et le thé. Dans les pâtisseries, la crème fouettée devra désormais n'être employée que pour garnir ou remplir les gâteaux. La consommation de la crème est interdite pour la glace, le café glacé et comme accompagnement des fraises et des framboises. La population autrichienne et particulièrement la population viennoise ne manquera pas, sans doute, d'éprouver une certaine déception de ces mesures de restriction de la crème fouettée dont elle est si friande. »*

Cette information est du plus haut intérêt. Elle incite à penser que les Autrichiens n'ont plus le moral depuis 1937, date de leur rattachement au Grand Reich, puisqu'ils se consolent comme ils le pouvaient en mangeant davantage de crème fouettée et que, la consommation de celle-ci devant diminuer, leur moral sera atteint d'autant.

On ne voit pas un pays en plein désarroi moral se lancer dans la guerre, c'est une preuve de plus que Hitler bluffe. Il n'y a rien à craindre. Comme écrira Aragon, quelques semaines plus tard dans le quotidien communiste *Ce Soir*: *« La guerre a reculé. »*

### **La chance de Munich**

En vérité, depuis l'automne 1938, la guerre s'était rapprochée par trois coups d'accélérateurs successifs.

Le premier fut donné le 7 novembre 1938. Nous sommes à un peu plus d'un mois de Munich. Horace de Carbuccia, le directeur de Gringoire, écrira plus tard avec beaucoup de pertinence:

*« Munich était l'aboutissement d'une longue série d'erreurs et de capitulations. Les apôtres, pendant vingt ans, de la paix à tout prix, les responsables du désarmement matériel et moral de la France, ont tenté de faire oublier leur antimilitarisme et leur antipatriotisme, en jouant les va-t-en guerre. Ils ont cherché à dissimuler leurs fautes irréparables en accréditant la légende que les accords de Munich sont à la base de tous nos malheurs. Le terme munichois est devenu une injure. On enseigne aux écoliers (E. Tersen : Histoire contemporaine, p. 742) que Munich est une capitulation. Mais on ne reproche pas à Briand l'évacuation totale et anticipée de la Rhénanie ; à Herriot l'évacuation sans contrepartie de la Ruhr ; à Sarraut et à Blum d'avoir permis aux Allemands l'un de remilitariser, l'autre de fortifier la rive gauche du Rhin ... On n'accuse pas Blum d'avoir capitulé le jour de l'Anschluss (1). »*

Munich avait un mérite: il avait évité la guerre. Peut-être n'était-ce que retarder pour mieux sauter?

Oui, mais mieux vaut reculer que mal sauter. Munich, c'était au moins un répit que nous aurions dû mettre à profit pour faire de la France un camp retranché. C'était le slogan quotidien de Charles Maurras et de L'Action française: **Armons. Armons. Armons.**

Celui que la Cour d'Injustice de Lyon allait condamner à la réclusion perpétuelle et à la dégradation nationale pour intelligence avec l'ennemi écrivait qu'*« il fallait remédier en vitesse à notre éclatante infériorité aérienne »*.

*« J'avais trouvé Paris ému de cette dernière et triste vérité partout affirmée - poursuit Maurras - que nous n'avions pas assez d'avions. - Alors, disais-je, fabriquons-en.*

*- C'est trop long, était-il répondu.*

*- Achetez-en ...*

*- Nous n'avons pas d'argent.*

*- Alors organisons une grande souscription nationale!*

*Et je lançais en tête de L'Action française l'idée de réunir de gros capitaux en vue d'assurer la liberté du ciel français ...*

Munich a offert onze mois qui auraient pu être onze mois d'efforts.

S'il ne le furent pas, les Munichois n'y sont pour rien. Les responsables ce sont les socialistes dont les lois de 1936 paralysèrent les arsenaux. Ce sont les communistes qui désorganisèrent la production par les grèves et le sabotage.

Munich aurait même pu donner davantage. **Pendant quelques semaines on a entrevu la possibilité d'un élargissement et d'un approfondissement de l'accord.**

Neville Chamberlain commença par signer avec Adolf Hitler une déclaration aux termes de laquelle la Grande-Bretagne et l'Allemagne s'engageaient à agir de concert « *pour supprimer toutes les causes possibles de désaccord* ».

Dans ses Cent ans de République (2), Jacques Chastenet rappelle : « *Au cours de sa conversation avec François-Poncet, le Führer a nettement indiqué qu'il était prêt à négocier un accord analogue avec la France. Pourquoi repousser cette invite ? Comme l'a écrit notre ambassadeur: en fermant les oreilles au vœu de l'Allemagne, nous lui procurerions à notre détriment l'alibi qu'elle souhaite peut-être pour couvrir ses entreprises futures.* »

Un avant-projet est rédigé au Quai d'Orsay. Il est soumis à l'ambassadeur du Reich en France, le comte Welczek.

Celui-ci (qui n'appartient pas au parti national-socialiste) donne son approbation. On annonce pour le mois de décembre la visite à Paris de Joachim von Ribbentrop, le ministre des Affaires étrangères d'Allemagne. Une nouvelle conférence est en vue. Paris chanssonne, sur une java à la mode (*Encore une petit belote*) le couplet suivant:

*Encore une petit' parlote,  
Et puis ça va,  
On parlote, on reparlote,  
Bla-bla, bla-bla,  
Tout ça n'a pas d'importance,  
Car si on n'aboutit pas,  
On rel' ra une conférence,  
C' est-y pas mieux comme cela?*

Comme on disait dans les musettes à tampon de l'époque - le tampon humide frappé sur le dos de la main remplaçait le billet :

- A l'assaut, les valseurs et passez la monnaie !  
Les valseurs allaient être servis.

Le 7 novembre 1938, un homme porteur d'un long pardessus sombre et d'un chapeau noir se présente à l'ambassade d'Allemagne à Paris. Il s'agit d'un certain Herschel Grynszpan. C'est un Juif, de nationalité tchèque ou polonaise, les témoignages ne concordent pas. Grynszpan demande à rencontrer le comte Welczek. C'est le conseiller d'ambassade, Ernst von Rath, qui le reçoit. Grynszpan l'ignore. Devant l'Allemand, il sort un revolver de la poche de son manteau. Il tire. Von Rath tombe, mortellement blessé. Si tant est qu'ils eussent duré longtemps, ce sont les accords de Munich qui viennent aussi mourir.

Grynszpan est conduit au commissariat du quartier des Invalides de l'Ecole militaire. Il déclare avoir « voulu venger ses frères persécutés ». La provocation paraît évidente : il ne faut pas être Sherlock Holmes pour deviner à qui le crime va profiter. Les bellicistes jubilent. C'est une victoire de l'antifascisme. Quand ils n'approuvent ouvertement Grynszpan, ils le comprennent et l'excusent. A Moscou au cours d'un dîner diplomatique, le ministre des Affaires soviétique Maxime Litvinov, issu de la bourgeoisie israélite russe et marié à une Anglaise, ne cacha pas sa joie.

- Daladier est foutu, s'écria-t-il.

C'est notre attaché militaire en Urss qui l'apprend et transmet Paris (3). Le voyage de Ribbentrop paraît compromis. Il n'en sera rien. Néanmoins les répercussions de l'assassinat de von Rath par Grynszpan vont être considérables.

### **Violences antisémites**

Dès le lendemain, 8 novembre, à Kassel et Dessau, des juifs sont pris à partie, insultés et molestés. Ce ne sont là que des réactions isolées et sporadiques. Le 10, c'est toute l'Allemagne nationale-socialiste qui se déchaîne. A Berlin, à Munich, à Nuremberg, à Leipzig, à Francfort, à Cologne, à Hambourg, des synagogues sont saccagées et brûlées, des magasins juifs pillés et démolis. Il y a des morts, des blessés. Les arrestations se multiplient. Sur un appel de Goebbels, cette vague de répression se calme le 11, mais les mesures coercitives officielles déclenchent le 12. Une ordonnance de Goering frappe les juifs de nationalité allemande d'une contribution d'un milliard de reichsmarks. A partir du 1- janvier 1939, ils ne pourront plus être commerçants, chefs d'entreprise, ni artisans à leur compte. Goebbels leur interdit l'accès aux salles de spectacle. Cette fois, nul ne peut plus en douter, Hitler veut chasser tous les Juifs d'Allemagne.

Ils s'en vont. Cette nation errante se remet en marche. Mais pour aller où ? L'Angleterre a fermé ses frontières. Les Etats-Unis ne acceptent qu'au compte-gouttes, selon des quotas très serrés. Reste la France. Je les vois défiler à l'école où nous logeons, tous les jours de plus en plus nombreux. Munis de lettres de recommandation signées de la Ligue de l'Enseignement, de la Ligue des Droits de l'Homme, du parti socialiste qui s'appelle alors SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière), ils viennent vendre des cravates rouges frappées des trois flèches (l'emblème du Front populaire) ou de la faucille et du marteau.

Ma mère compatit; mais se demande ce qu'on va faire de toutes ces cravates. Mon père est soucieux. Par discipline, il reçoit les camarades étrangers victimes de l'hitlérisme et des persécutions raciales, mais leurs discours l'irritent. Les bras encore pleins de cravates, d'écharpes, de pochettes, ils appellent à la guerre sainte, à la croisade, dans des sabirs gutturaux. Je vois le regard de mon père s'assombrir et sa moustache se gonfler.

Il se sent prisonnier de ses contradictions. Quand on est internationaliste, on ne devrait pas s'offusquer de voir des étrangers venir vous faire la leçon chez vous! Pourtant il l'est. Ça le démange de les remettre à leur place. Il se contient. Mais il bout. Pacifiste de toujours, il ne veut pas faire la guerre même pour abattre Hitler. C'était hier la position de la gauche. Elle l'abandonne aujourd'hui. Lui pas. Et ce ne sont pas ces marchands de bretelles qui vont le jeter aux frontières, musiques en tête et fusil au poing ...

Je ne note pas cela par goût des souvenirs personnels, mais parce que ce débat caractérise l'époque. Il a divisé les familles, les partis, les églises, attisé par le vent violent de la propagande.

Car maintenant c'est parti, force 9. Félix Frankfurter, juge à la Cour suprême, le chef d'orchestre du brain trust de Roosevelt, Morgenthau, secrétaire au Trésor, Lehmann, gouverneur de l'Etat de New York, Bernard Baruch, lointain descendant d'un des douze prophètes de la tribu de Juda, organisent une manifestation nationale de protestation qu'ils ont l'habileté de faire conduire par le haut-clergé catholique et protestant : l'archevêque Mitty, Mgr Carrigan, Mgr Ireton, le Révérend Buttrick, président du Conseil fédéral des Eglises, le Révérend Henry Saint George Tucker, président de l'Eglise épiscopale protestante.

Le 14 novembre, quand le paquebot allemand, le Bremen, entre dans le port de New York, les quais sont envahis par une foule hérissée de pancartes et de banderoles : « *Les navires allemands restent en rade... Embargo sur le commerce avec Hitler.* » L'ambassadeur des Etats-Unis à Berlin, Hugues Wilson, est rappelé à Washington « pour consultation ». On lit dans le New York Times: « *Une rupture des relations diplomatiques n'est pas exclue (4).* »

En même temps, à Londres, vaste rassemblement anti-hitlérien, à Hyde Park. Les discours qu'y prononcent des ministres de Chamberlain condamnent la politique de négociation et d'apaisement. Dans le Times, Mgr Cosmo Gordon, archevêque de Canterbury, dénonce Berlin. Un tournant vient d'être pris par le train de la guerre. Ce qui est le plus grave, c'est que la Cité y est montée.

La Cité de Londres est le plus grand syndicat de banquiers et de marchands du monde. C'est elle qui impose sa politique au gouvernement britannique et, par contrecoup, au gouvernement français qui a pris l'habitude d'assurer en Angleterre ses fins de mois difficiles.

Or, durant de nombreuses années, la Cité a été opposée à toute idée de guerre avec l'Allemagne. D'abord parce qu'elle ne souhaitait pas que la France fût la nation la plus puissante du continent. Ensuite parce que les intérêts économiques anglais et allemands étaient très liés. Quelques exemples suffiront à le montrer.

### **Le revirement de la Cité**

Le *Courtaulds Ltd*, trust anglais de la soie artificielle, était étroitement associé avec la *Vereinigte Glanzstoff Fabriken A.C.*, trust allemand. Ces deux trusts avaient une filiale commune : la *Glanzstoff Caurtaulds GmbH.*, dont le siège était à Cologne. La *Siemens*, puissante entreprise allemande de matériel électrique, avait des filiales en Angleterre. Le conseil d'administration du trust *Unilever* (huiles et margarines), présidé par un Anglais, d'Arcy Cooper, était composé en majeure partie d'Allemands, ce qui n'empêchait pas Robert Hudson, membre de la Couronne, ministre du Commerce du ministère Chamberlain, d'y siéger. Oliver Littleton, président de la *London Tin Corporation*, trust anglais de l'étain, était administrateur de la *Metallgesellschaft*, société allemande pour le commerce des métaux. Arthur Chamberlain, cousin du Premier ministre, était administrateur dans trois sociétés allemandes, etc, etc.

Il est vraisemblable également que la Cité n'était pas, a priori, hostile à une expansion allemande à l'Est. La mise en valeur de l'Ukraine - entre autres - aurait nécessité d'énormes capitaux. Qui mieux qu'elle aurait été capable de les fournir?

C'est ce qui explique pourquoi pendant longtemps elle a fait la sourde oreille aux exigences des hautes instances juives internationales, comme le comité exécutif du Congrès juif mondial qui, à la veille de Munich, adressait à Chamberlain le télégramme suivant:

*« Il est de notre devoir de vous faire part de l'émotion croissante qu'éprouvent des millions de Juifs représentés par notre organisation en présence de la tentative de l'Allemagne, persécutrice des Juifs, de s'emparer de nouveaux territoires habités par des Juifs et de les livrer à l'oppression de ses partisans.*

*Le monde juif ne peut oublier la manière inhumaine dont les populations juives ont été traitées dans tous les territoires livrés au national-socialisme, que ce soit à Dantzig, dans le territoire de la Sarre ou en Autriche. Le Comité exécutif du Congrès juif mondial vous conjure de ne consentir à aucun règlement qui ne sauvegarde entièrement les droits imprescriptibles de nos frères de race et de religion, ainsi que les principes les plus élémentaires de la justice et de l'humanité. » (17 septembre) (5).*

Mais trois événements nouveaux allaient modifier l'attitude de la Cité et transformer sa passivité en agressivité.

Il y eut d'une part le voyage de Walter Funck, ministre de l'Economie du Reich dans les Balkans, le lendemain de Munich.

A Belgrade, le 1<sup>o</sup> octobre, Funck déclara :

- Nous pouvons absorber en Allemagne tout ce que la Yougoslavie produit. Nous pouvons envoyer en Yougoslavie tout ce dont elle a besoin. Les prix que nous pouvons vous faire, aucun autre pays n'est en mesure de vous les offrir ... Notre programme économique comporte l'augmentation de la production de tous les pays du sud-est de l'Europe. L'Allemagne est le meilleur acheteur de leurs produits. Ces pays constituent les meilleurs débouchés pour les produits allemands.

Le 6 octobre, Funck arrivait à Ankara. Il accordait à la Turquie un crédit de douze millions de livres pour la reconstruction industrielle et minière de la Turquie. En contrepartie, celle-ci s'engageait à utiliser du matériel et des techniciens allemands.

A Sofia, le 12 octobre, il parlait d'un axe balkanique, allant de la frontière allemande jusqu'à la mer Noire et de « vastes plans de constructions économiques pour ces trois pays ».

La Cité commença à réagir.

Elle le fit avec une certaine nervosité. D'Extrême-Orient arrivaient des nouvelles qui n'étaient pas meilleures. Les Japonais viennent de prendre Canton et Hankeou. La Chine est coupée de Hong Kong. Le 3 novembre, le prince Konoye, chef du gouvernement de Tokyo, proclame la nécessité d'une révision générale des traités internationaux en Asie:

- Il s'agit d'effacer les atteintes à l'indépendance et à la paix imposées dans les derniers siècles par l'impérialisme occidental en Extrême-Orient

Quand on sait l'importance de la Chine dans l'économie britannique, on mesure l'émotion.

Enfin, le 10 décembre, ce fut la goutte d'eau. Le gouvernement mexicain signait un accord commercial avec l'Allemagne. En 1939, il troquerait pour 18 millions de dollars de pétrole contre des appareils d'irrigation, des machines agricoles, du matériel.

*« Ainsi, non seulement l'Allemagne aura du pétrole sans passer par la Royal Outeh, mais la transaction se sera faite sans que la Cité prélève un shilling sur les opérations de crédit, les courtages, les warrants, les frets ou les primes d'assurances, écrit Georges Champeaux qui relate le fait. C'en est trop! »*

## **Le coup de Prague**

Le troisième coup d'accélérateur, c'est Hitler qui va le donner au mépris de ses engagements. Après Munich, qui rattachait les Sudètes au Reich, il avait déclaré :

- C'est la dernière revendication territoriale que j'ai à formuler en Europe. Je le garantis.

Ce n'étaient que paroles verbales et promesses de joueur. En vérité, Hitler voulait disloquer la Tchécoslovaquie, s'emparer de son industrie lourde et y établir ses bases de départ pour de futures opérations à l'Est.

L'encre des signatures n'était pas encore sèche que l'agitation reprenait. Ulcéré par ce qu'il considérait comme la trahison de l'Angleterre et de la France, Benès (6) s'était exilé aux Etats-Unis.

Il avait été remplacé à la présidence de la République tchèque par le président du Tribunal suprême: Emil Hacha. Celui-ci entra tout de suite en conflit avec le chef du gouvernement slovaque, Mgr Josef Tiso, qui était aussi le chef du mouvement séparatiste appuyé par Berlin. Le processus de l'explosion était engagé. Le

10 mars 1939, Hacha destitue Mgr Tiso, qui refuse de se soumettre. Le 11, Mgr Tiso décrète l'état de siège. Il fait appel à Hitler. Il part le 13 pour Berlin. Voyage éclair. Mgr Tiso est de retour le 14. Il obtient de la Diète slovaque la proclamation de l'indépendance. La Ruthénie (7) l'imité.

Le 14, il y a aussi un grand bal politique et mondain à Paris. Laissons parler un témoin, Jean Montigny, avocat et député radical de la Sarthe:

- *A notre table se trouvent Albert Sarraut et une personnalité très parisienne, lady Mendl, dont l'époux est notoirement le chef de l'Intelligence service en France. Ces voisinages ne me plaisent guère, mais je me laisse gagner par la gaieté d'une fête brillante. Vers minuit, Jacques Chastenet (8) me fait signe d'une table voisine, me prend à part et me dit :*

- *Mauvaise nouvelle : Hitler envahit cette nuit la Tchécoslovaquie.*

*Ce fut comme si un cataclysme s'était abattu sur cette salle bourdonnante de plaisir: l'entrée d' Hitler à Prague, c'est la guerre pour demain ! ... Tous nos efforts sont anéantis, nos espoirs balayés. Mon ami qui connaît admirablement l'Angleterre partage mon émoi:*

- *C'est la guerre avant six mois, prédit-il. Hitler ne s' arrêtera plus et les Anglais ne le supporteront pas (9).*

Ce n'est encore qu'une rumeur. Georges Bonnet, notre ministre des Affaires étrangères l'a prise tellement au sérieux qu'il a déjà convoqué l'ambassadeur d'Allemagne.

Prévenez le Chancelier que l'entrée des troupes allemandes à Prague marquerait la rupture des accords de Munich et la destruction de tous nos efforts pacifiques, lui dit-il. Ce serait le pas décisif vers la guerre européenne.

Jamais le Führer ne commettra la faute d'annexer les Tchèques, répond le comte Welczek.

Le comte Welczek est mal informé et manque de perspicacité ... à moins qu'il ne dissimule.

Dans cette nuit du 14 mars 1939, pendant qu'on danse à Paris, convoqué impérativement et d'urgence par Hitler, le président Hacha arrive à Berlin. C'est un vieux monsieur, émotif et fatigué, lancé dans une partie qui le dépasse. Le Führer va n'en faire qu'une bouchée. A brûle-pourpoint Hitler l'avertit. Demain, 15 mars, l'armée allemande occupe Prague. La Bohême et la Moravie sont érigées en protectorats et intégrées au Reich.

Hacha suffoque. Il porte la main à son cœur. Il s'effondre, évanoui.

On le soigne. On le ranime. Aussitôt Hitler repart. Il martèle. Si Hacha ne cède pas, Prague sera détruite à l'aube par les bombardiers allemands et l'armée allemande écrasera toute résistance.

Le président Hacha n'est plus qu'un pantin disloqué. On lui présente le diktat ainsi formulé:

« *Le président de l'Etat tchécoslovaque a remis le destin de ce pays et du peuple tchèque entre les mains du Führer du Reich allemand. »*

Effondré, Hacha s'en va. Selon Jacques Chastenet, Hitler se met à bondir et à danser dans le bureau en criant:

- *C'est le plus beau jour de ma vie ! Je serai considéré comme le plus grand Allemand qui ait jamais vécu !*

Dès le petit jour, les blindés foncent vers Prague. La Wehrmacht suit. Devant le château des rois de Bohême, le généralissime tchèque Sirovy accueille Hitler, lui serre la main et le conduit au palais du Hradschin où il passera la nuit, comme un visiteur ami. Ce qui lui permettra de prétendre qu'il n'a pas violé les accords de Munich puisqu'il a occupé pacifiquement la Tchécoslovaquie avec le consentement de ses dirigeants.

L'état artificiel fabriqué en 1919 par Philippe Berthelot (10), Edouard Benès et le Grand Orient a vécu. La Ruthénie est occupée par les Hongrois. Le protectorat allemand s'étend sur la Bohême-Moravie et la Slovaquie. Il ne cessera qu'en 1945 pour être remplacé par le protectorat soviétique qui, lui, a duré depuis 44 ans.

L'Angleterre et la France protestent en termes choisis et indignés, mais ne bougent pas.

Comme toujours, dit l'homme de la rue qui commence à préparer ses vacances.

Non. Le 31 mars, brusquement, l'Angleterre garantit les frontières de la Pologne. Le 13 avril, celles de la Roumanie et de la Grèce. Le 18, Chamberlain déclare être préoccupé par l'indépendance de la Hollande et de la Belgique. Le 12 mai, il annonce la conclusion d'un pacte d'assistance mutuelle avec la Turquie.

La France l'imité (11). Non sans de secrètes frayeurs. L'Angleterre fournit l'encre et la plume. La France fournit les soldats. L'Angleterre n'a pas de conscription et pas d'armée de terre. Elle protège avec l'armée française. *Radio-Stuttgart* le dira plus tard : « *Les Anglais fournissent les machines ; les Français fournissent les poitrines. »*

Cela est d'autant plus inquiétant que c'est Varsovie qui décidera. Chamberlain a été sans ambiguïté : Dans l'éventualité d'une action qui menacerait nettement l'indépendance de la Pologne, et à laquelle le gouvernement polonais estimerait être de son intérêt vital de résister avec toutes ses forces nationales, le gouvernement de Sa Majesté se considérerait comme tenu d'apporter immédiatement au gouvernement polonais toute l'aide en son pouvoir.

Cette fois, le sort en est jeté. Le peuple ne le sait pas. Le peuple ne le sent pas. Mais la guerre est là.

## NOTES

(1) Horace de Carbuccia. *Le Massacre de la victoire*, t. 2, p. 212. (2) Id. t. 7, p. 22

(3) Jean Montigny. *Le Complot contre la paix (Table ronde)*, p. 197.

(4) *La Croisade des démocraties* de Georges Champeaux, t. 2, p. 362 et suiv.

(5) Cité par G. Champeaux, t. 2, p. 131. Le problème des réfugiés devenait de plus en plus critique. A la requête du Dr Wise, président du Congrès juif mondial, et de l'American Jewish Congress, Roosevelt avait convoqué une conférence chargée de trouver une solution à l'émigration juive. Elle s'était tenue à Evian, en juillet 1938. Trente-deux nations y étaient représentées sous l'autorité de l'Américain Myron C. Taylor. Le fiasco fut total. La plupart des délégués invoquèrent la crise économique et le chômage pour refuser l'entrée des Juifs sur leur territoire. Le délégué anglais argua de l'hostilité des Arabes pour combattre la proposition d'un transfert en Palestine. En conclusion, la conférence accoucha d'un comité intergouvernemental qui reçut la mission d'aboutir là où les 32 avaient échoué. Il se réunit le 29 août 1938 à Paris et le 31 août à Londres. Trois ambassadeurs américains y assistaient : Bullitt, ambassadeur en France, Joë Kennedy, ambassadeur en Angleterre (le père de Jack), Wilson, ambassadeur à Berlin. Ce qui montrait assez la gravité et l'urgence. La seule décision prise fut la nécessité d'engager des négociations avec le gouvernement allemand « dès que la situation politique le permettrait »,

Elle ne le permit pas.

(6) Edouard Benès (1884-1948). Né en Bohême. Inventeur de l'Etat tchécoslovaque. En 1916, alors qu'il vivait à Paris, Benès (franc-maçon important) écrivit une brochure intitulée *Détruisez l'Autriche-Hongrie*. Elle servit de base aux travaux de la conférence de la paix qui, au nom des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, créa une nation nouvelle. 6 millions de Tchèques annexeront 3 700 000 Allemands, 2 millions de Slovaques, 700 000 Hongrois et 400 000 Ruthènes.

(7) Ruthénie. Ancienne province de Hongrie, appelée encore Ukraine carpatique, découpée en 1919 pour aider à la composition de la Tchécoslovaquie. Aujourd'hui annexée par les Russes.

(8) Jacques Chastenet. Directeur Du Temps (1938-1942), académicien. auteur d'une précieuse Histoire de la III République (cent ans de République !).

(9) Montigny. Op. cit.

(10) Philippe Berthelot. Secrétaire général du Quai d'Orsay. Ami de Benès.

Livre : page 45

## CHAPITRE IV

### ROOSEVELT SE RÉSERVE ET STALINE MANŒUVRE MAIS PARIS NE VEUT RIEN SAVOIR

L'Amérique avec nous ! C'est ce que répètent sur tous les tons, depuis un an, les journaux communistes et ceux où le lobby juif domine. Dans les semaines qui précédèrent Munich, on pouvait lire ceci :

**Paris-Soir** (1<sup>er</sup> septembre). « *Ce qui frappe le plus dans la réaction américaine, c'est le sentiment clair que son avenir est engagé d'une façon presque aussi certaine que celui de l'Angleterre ou de la France.* »

**Ce soir** - communiste, directeur Aragon - (3 septembre). Gros titre de Une: *Une escadre américaine temporaire pour l'Atlantique.* Avec ce commentaire: « *La tension en Europe n'est pas étrangère à cette décision. ...* »

**Paris-Soir** (4 sept.). Manchette : *M. Roosevelt envisage l'aide de l'Amérique aux démocraties menacées.*

**Le Temps** (5 sept.). De son correspondant de Washington. Titre: *En cas de conflit, l'Amérique sera automatiquement aux côtés de l'Angleterre et de la France.*

**L'Ordre** (7 sept). Titre de l'article de Julien Benda: *Qui se risquerait contre l'alliance militaire France, Grande-Bretagne, Russie, Etats-Unis?*

Comme il le fait souvent, Washington décide d'envoyer un observateur à Genève au Conseil de Sécurité de la Société des Nations. Réactions:

**Ce soir** (9 sept.). « *L'ambassadeur des Etats-Unis à Berne est désigné pour suivre les travaux de la session genevoise. C'est la première fois que Washington prend une décision de cet ordre.* »

**L'Ordre** (9 sept) : « *C'est la première fois que le gouvernement des Etats-Unis manifeste officiellement un intérêt aux débats du Conseil de l'Assemblée de Genève.* »

**L'Humanité** (9 sept). Sous la signature de Gabriel Péri : « *.. Pour la première fois depuis 1918, un ministre américain sera à Genève aux côtés de Litvinov, de Georges Bonnet et de Lord Halifax.* »

Cette campagne était si appuyée et si répétitive que Roosevelt lui-même fut dans l'obligation d'intervenir et de rectifier le tir. Le 10, il déclara que, contrairement à ce que prétendaient certains journalistes, l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris « *n'avait jamais dit que les USA et la France étaient indissolublement liés dans la paix et dans la guerre* », « *que son discours ne constituait pas un engagement moral de la part des Etats-Unis envers les démocraties* » et « *que ceux qui comptaient sur l'aide assurée des Etats-Unis en cas de guerre en Europe se trompaient totalement* ».

C'était clair, net et sans ambiguïté. Rien n'y fit.

**L'Ordre** (11 sept) supprima ce passage de la dépêche. Paris-Soir du même jour l'assortit d'un commentaire de son correspondant disant:

« *Il ne faut pas tourner en noir les paroles qu'a dites hier le président Roosevelt à la presse. Sans doute cette mise au point est-elle une nécessité de politique intérieure en pleine période électorale... Il n'y a pas de croisade idéologique. Il y a des intérêts et des buts essentiels communs aux Etats-Unis, à la France et à l'Angleterre. C'est sur cette base que se fait l'union, que s'engrène nécessairement l'action liée des trois pays. Mieux vaut le fait précis que les paroles ...* »

Le bourrage de crânes continuait. Tous les bobards étaient bons qui pouvaient convaincre les Français qu'en cas de conflit les Américains étaient à leurs côtés. La mise en condition de l'opinion était telle que ce fut dans la stupéfaction et la consternation qu'on apprit le 20 juillet 1939 que Roosevelt renonçait à modifier en notre faveur la loi de neutralité.

A cause d'un amendement, dit amendement Vornys, cette loi stipulait que si la guerre éclatait en Europe les Etats-Unis seraient neutres.

Toutes les livraisons d'armes seraient frappées d'embargo, qu'elles fussent destinées aux agresseurs ou aux agressés, aux nations démocratiques ou aux pays totalitaires. Roosevelt désirait que le Sénat revînt sur cet amendement Vornys. Devant l'hostilité de la majorité des sénateurs, il s'inclina.

- Je ne dissimulerai ni notre surprise ni notre déception, déclara Yvon Delbos, ancien ministre des Affaires étrangères, député radical-socialiste, un des chefs du parti de la guerre.

Il n'était pas au bout de ses peines. Une désillusion encore plus grave l'attendait.



## Les Soviets partout !

Dans cet été 39, nombreux sont les Français qui sont persuadés que les Soviets sont à l'Est ce que les Américains sont à l'Ouest: des amis indéfectibles et généreux. Nous avons tendance à nous croire aimés pour nos beaux yeux, notre allant guerrier et notre charme irrésistible. La France fut la première nation à porter assistance à la jeune république américaine. Cela mérite des retours d'ascenseur. La Fayette, nous voici. Chanson connue ...

La France fut également une des premières nations à rétablir les relations diplomatiques avec Moscou. C'est un Français de gauche, Edouard Herriot, président du parti radical-socialiste, franc-maçon sans tablier, président du Conseil, qui, en 1924, fit reconnaître la dictature bolchevique par la France des Droits de l'homme. C'est encore un Français de gauche mais passé à droite, Pierre Laval, ancien député socialiste d'Aubervilliers, qui, après un voyage à Moscou avec René Mayer, alors conseiller politique des Rothschild (1), conclut un accord avec Staline.

Le 2 mai 1935, à Paris, Pierre Laval et Potiemkine, ambassadeur d'URSS en France, signaient un pacte « d'assistance mutuelle ». En cas d'agression allemande, la France et l'Union soviétique s'engageaient à se prêter « une aide réciproque dans le cadre de la Société des Nations ».

Pour Laval, cet accord était surtout à usage interne. Il croyait avoir réussi un coup fumant. Il avait ramené de Moscou une déclaration de Staline lui-même disant qu'il « comprenait et approuvait » l'effort militaire français. Toute la propagande antimilitariste du parti communiste contre les deux ans, les "gueules de vache", etc., se trouvait donc court-circuitée.

Ce pacte n'était pourtant pas sans danger. Si nous avions une frontière commune avec l'Allemagne, l'URSS n'en possédait pas. Pour nous prêter main-forte, il lui fallait traverser la Pologne ou (et) la Roumanie. Ni l'une ni l'autre n'acceptaient cette hypothèse. La Pologne l'avait fait savoir sans ménagement à Paris. En résumé, si l'Allemagne attaquait l'Union soviétique, nous devions et pouvions voler à son secours. En revanche, si l'Allemagne nous attaquait, l'Union soviétique ne pouvait rien faire !

D'autant plus que nous avions aussi des traités « d'assistance mutuelle » avec la Pologne et la Roumanie et qu'elles auraient pu nous appeler à l'aide pour empêcher l'URSS de venir nous assister! Cette diplomatie kafkaïenne tournait au délire. Un délire dangereux : Hitler pouvait se prétendre encerclé, et menacé, alors qu'en réalité il ne l'était pas !

## Une mission à Moscou

Depuis 1935, le parti communiste, ses organisations satellites et ses groupes d'influence poussaient au renforcement de cet accord tordu. Aragon qui, dans son *Traité du style*, avait écrit ces lignes inoubliables : « *Je dis que je ne porterai jamais plus l'uniforme français, livrée qu'on m'a jetée il y a onze ans sur les épaules, je ne serai plus le larbin des officiers, je refuse de saluer ces brutes et leurs insignes, leur chapeau de Gessler tricolore ... J'ai bien l'honneur, chez moi, dans ce livre, à cette place, de dire très consciemment que je conchie l'armée française dans sa totalité.* », Aragon qui chantait:

*Les trois couleurs à la voirie*

*Le drapeau rouge est le meilleur*

*Leur France, jeune travailleur,*

*N'est aucunement ta patrie,*

réclamait maintenant dans *Ce soir* une alliance de fer et de feu entre le soldat français et le soldat russe. Pendant des mois et des mois, ce fut le leitmotiv. Et pas seulement à gauche. Kérillis (2) dans *L'Epoque*, (banquier: Louis Louis-Dreyfus), Buré dans *L'Ordre* (3), Géraud dit Pertinax, dans *L'Ordre* aussi et le *Daily Telegraph*, Geneviève Tabouis dans *L'Œuvre* et le *Sunday Times*, affirmaient tous les jours à leurs publics de droite ou de modéré que les Soviets nous ouvraient les bras et ils pressaient nos dirigeants de s'y jeter.

Ils furent entendus. Les conversations franco-soviétiques commencèrent le 5 avril 1939. Dès l'ouverture, les Russes exigèrent la participation de l'Angleterre qui avait refusé de signer l'accord Laval-Potiemkine. Londres accepta. Elle se dit prête à accorder son aide à l'URSS si Hitler l'attaquait. Londres et Paris promirent de s'engager pour les Pays Baltes, s'ils étaient envahis. En revanche, ils comprenaient fort bien que Moscou ne bougeât pas si c'était en Suisse, au Luxembourg ou en Hollande que le boulimique Chancelier entrait. A chaque concession, Staline en ajoutait de nouvelles. Il exigeait que la France et la Grande-Bretagne lui reconnussent le droit de "protéger" la Lettonie, l'Estonie et la Finlande, comme Hitler

avait exigé que lui soit reconnu le droit de "protéger" la Tchécoslovaquie. « D'accord », disaient la France et la Grande-Bretagne, qui acceptaient que ces petits Etats anticommunistes fussent occupés par l'Armée Rouge. On cédait, on cédait toujours, sans que l'appétit de l'Ogre fût jamais satisfait. On cédait en espérant hâter la conclusion et la signature finale de l'alliance. Quand on prend ses désirs pour des réalités, on néglige d'accorder aux "détails" l'importance qu'il faut leur donner.

### Vers des « Révisions déchirantes »

Le 10 mars 1939, devant le XVIII<sup>e</sup> Congrès du parti communiste, Staline avait prononcé une phrase qui méritait l'attention de tous. Il avait dit :

**« Nous ne permettrons pas aux provocateurs de guerre (les Occidentaux), habitués à faire tirer les marrons du feu par les autres, d'entraîner l'Union soviétique dans des conflits. »**

Voilà qui ne semblait pas aller dans le sens d'une alliance élargie et renforcée. Voilà qui rétrécissait même « l'assistance mutuelle » de 1935. Voilà qui pouvait rassurer le Führer. Il n'avait plus à redouter de second front. S'il est entré à Prague cinq jours plus tard, cette assurance nouvelle n'y est peut-être pas pour rien.

En avril, le capitaine Stehlin (4), adjoint à notre attaché militaire à Berlin, se voit confier par un collaborateur de Goering « qu'il y a maintenant quelque chose en train du côté de l'Est » et il prédit un quatrième partage de la Pologne (5).

M. Coulondre, ambassadeur de France à Berlin, juge l'information si importante, qu'après l'avoir transmise il dépêche le capitaine à Paris pour la confirmer et en souligner l'intérêt. Stehlin ne trouve qu'indifférence et scepticisme.

Un ami lui conseille :

- Si tu veux rester en poste à Berlin, abstiens-toi dorénavant de messages de ce genre. Ils dérangent. Ici on ne tolère que les vérités qui plaisent et les informations qui flattent les illusions.

La rumeur persiste. On sait que l'ambassadeur soviétique a rencontré le secrétaire général des Affaires étrangères du Reich et exprimé le vœu que des liens « plus étroits s'établissent entre les deux pays ».

Peu après, un général allemand tient devant notre conseiller d'ambassade à Berlin, le même propos sur un nouveau partage de la Pologne. Coulondre rend compte à nouveau. Daladier cherche à avoir des précisions. Il est alors rassuré par un démenti donné à notre ambassadeur à Berlin « *par son collègue soviétique. O candeur (6)!* »

Six mai. On apprend que Maxime Maximovitch Meier Hénoch Wallach-Finkelstein, dit Litvinov, est brusquement limogé de son poste de commissaire aux Affaires étrangères d'Union soviétique qu'il occupait depuis neuf ans. C'était un bolchevik de la première génération. Il était entré dans la lutte clandestine en 1898. Il avait vingt-deux ans. Arrêté, déporté, il s'était évadé et avait rejoint en Suisse les sombres bataillons des révolutionnaires russes émigrés. Il s'était spécialisé dans la contrebande d'armes vers la Russie. Expulsé de France en 1908, il s'établit à Londres où il épousa une anglaise. Wallach-Finkelstein, dit Litvinov, avait représenté l'URSS à Genève, en 1922. Juif, d'une famille de la bourgeoisie israélite, il était « partisan d'un rapprochement de l'URSS avec les démocraties occidentales surtout après l'accession au pouvoir d'Hitler (7) ».

Son successeur est aussi un bolchevik de la première génération :

Viatcheslav Mikhaïlovitch Scriabine, dit Molotov (du russe Molot : marteau), engagé à seize ans dans le mouvement. Plusieurs fois exilé et déporté, il joua un rôle important en 1917. Il fut le collaborateur de Staline à la Pravda. Enfin il n'est pas juif. Encore un "détail", mais qui pourrait faciliter d'éventuelles conversations entre Moscou et Berlin. A Paris, personne ne semble s'en apercevoir, sauf Maurras qui a depuis longtemps annoncé comme possible un renversement des alliances et les « révisions déchirantes » qui suivraient.

### Un aveu de Staline

Le 22 mai, tandis que Mussolini et Hitler signent le « pacte d'acier » qui resserre leur alliance, Staline fait une curieuse déclaration devant le comité directeur de l'internationale communiste :

**« La reprise d'une action internationale d'envergure ne sera possible que si nous réussissons à exploiter les antagonismes entre les Etats capitalistes pour les précipiter dans une lutte armée... Le travail principal de nos partis communistes doit consister à faciliter un pareil conflit (8). »**

Cette fois, c'est clair.

Staline souhaite une guerre à l'Ouest où les Etats capitalistes s'entre-détruisaient pour pouvoir profiter ensuite de leur affaiblissement et il demande aux partis de ces pays (il n'y a pas de parti communiste en 1939, il ya la SPIC: Section française de l'Internationale communiste) de faciliter l'exécution de ce plan.

En somme, il demande aux communistes français et à leurs alliés de pousser à la guerre afin que la France soit privée de ses forces et vidée de son sang.

Et c'est nous qui nous faisons traiter de "criminels" et de "cyniques" quand nous disons souhaiter, si la guerre éclate, qu'elle éclate à l'Est !

Je me souviens d'une querelle de bistrot. Nous étions deux gamins, dressés comme deux jeunes coqs, contre une meute de camarades qui nous mettaient de gros poings de dockers sous le nez.

- Salauds ! Vous voulez qu'Hitler fasse la guerre à nos frères. On va vous casser la gueule ...

J'étais le dos au mur, pour ne pas être tourné, une canette de bière dans chaque main ; avec un peu de chance le premier et le second auraient leur compte, après ce serait l'avoinée sauvage, mais je faisais front et je criais :

- D'abord, ce ne sont pas nos frères ... Ce sont des Russes ... Et oui, je préfère que ce soient des Russes qui meurent que des Français.

- Salaud ! Ordures ! Vendus !

- Et puis, on ne sait jamais ... C'est grand la Russie ... Hitler peut s'y perdre ... Il peut mettre du temps à revenir ... Ça sera toujours ça de gagné : du temps, donc des tanks en plus, des avions en plus ... Sans compter qu'Adolf, il sera peut-être moins fringant au retour qu'à l'aller.

- Ta gueule, fumier !

Les batailles pour la paix n'étaient pas sans danger. Inquiet pour ses bouteilles et ses glaces, le patron du bistrot avait heureusement prévenu la gendarmerie. Au-dessus du tumulte, il y eut soudain deux grosses voix de l'Aveyron:

- Alors, qu'est-ce qu'il se passe là-dedans ?

Je fis comme Léon Blum après Munich: j'éprouvai un lâche soulagement.

Ce ne sont pas seulement les orages qui chargent l'air d'électricité.

Le climat se dégrade. Comme les hirondelles avant l'averse, les accusations et les insultes volent bas. Dans l'Œuvre du 21 juillet, un article de Marcel Déat est révélateur de l'air du temps:

*« Je m'excuse de ne pas être encore en prison et de ne ressentir que fort peu d'émotion devant certaines injures, certains déchaînements et même devant certaines calomnies assez perfides. Il paraît que ce sont les nouvelles mœurs journalistiques: du moment que l'on n'envisage pas de gaieté de cœur le massacre de dix millions d'hommes à propos de Dantzig ou de tout autre problème hérité du traité de Versailles, il doit être entendu que l'on est payé par Hitler, que l'on est en collusion permanente, et - de toute manière - on doit être voué au mépris des Français, en attendant d'être mis hors d'état de nuire par un gouvernement digne de ce nom, ou simplement abattu par quelque vengeur de la patrie. »*

### La 5<sup>e</sup> colonne

Pour masquer à la fois la réserve américaine et le possible retournement soviétique, l'activité visible et souterraine des groupes de pression et l'influence israélites (9), ainsi que celle de l'Internationale communiste puissamment organisée depuis vingt ans, une campagne de presse s'organise qui dénonce pèle-mêle les Allemands, agents de l'Allemagne en France, les espions, les traîtres, les hommes politiques et les journalistes favorables au Reich, bref, la Cinquième colonne.

Plusieurs affaires éclatent simultanément, qui sont jetées sur la place publique avant d'avoir été instruites et même engagées.

Il ya l'affaire Darquier de Pellepoix, M<sup>r</sup> J.-C. Legrand et Cie (10). Ils auraient reçu d'un agent (*ou plutôt d'une "agente"*, paraît-i fort sémillante. écrit L'Œuvre) une « distribution de fonds ». Pour faire quoi ? De la propagande. Quelle propagande ? Anticomuniste et antisémite. Donc pro-nazie .. CQFD. Les suspects protestent comme de beaux diables. Ils nient. Ils poursuivent leurs accusateurs. Mais la calomnie est partie. Elle s'enfle. Elle monte. Un mensonge répété finit par être pris pour une vérité, on le sait.

Voici encore l'histoire Pierre Clémenti. Sur mandat de M. Combeau, juge d'instruction, M. Roches, commissaire de police judiciaire, a perquisitionné 87, boulevard Sébastopol, au siège du journal *Le Porc-Epie* pour en saisir le n° 1.

Son directeur, François Etienne Clémenti, qui signe Pierre Clémenti, a été conduit au dépôt pour « provocation au meurtre ». *Le Porc-Epic* était - ou plus exactement se promettait d'être, puisqu'il s'agissait du n° 1 - un journal antisémite. M. Pierre Clémenti est donc un agent allemand.

Il y a l'affaire Aubin-Poirier. M. Aubin est chef des informations du *Temps*, dont *L' Huma* disait qu'il était le journal du *Comité des Forges*, mais que le bourgeois moyen considérait comme le journal officieux de la III<sup>e</sup> République. M. Aubin est l'image même de l'homme sérieux dans une presse sérieuse. Rien du journaliste du *Café du Cadran*, le rigolo licheur de chopines qui refait le monde et lutte pour la justice dans les estaminets. Il jouxte la soixantaine. Il porte le veston noir et le pantalon rayé. Il est glabre. Il a l'œil sévère. Il est officier de la Légion d'honneur. *Match* dit qu'il connaît tout le monde quoique n'allant nulle part. Sauf aux courses. Son violon d'Ingres a quatre pattes. Il galope à Longchamp, il saute à Auteuil, il trotte à Vincennes. Ce sont les chevaux. Passion funeste ! Sa femme, la troisième (peut-être aime-t-il aussi les dames) pleure. Le 17 juillet, l'austère turfiste du *Temps* a reçu un coup de fil.

Il a dit à ses collaborateurs :

- Je descends au *Quick*.

Le *Quick* était un bar anglo-américain, à la mode de l'époque, fréquenté par les journalistes du *Temps*. M. Aubin n'est jamais remonté.

Deux messieurs l'attendaient. Il couchait le soir au *Cherche-Midi*. Comme M. Poirier. Portrait de M. Poirier par *Match*:

« M. Poirier est un grand et honorable vieillard, plus digne encore que M. Aubin, et aussi officier de la *Ugion d' honneur* que lui. Il est au *Figaro*. En dehors du journal et pour son compte personnel, il s'occupe de publicité financière. Ce sont là des jeux dangereux (sic). M. Poirier s'est occupé notamment des transactions concernant les actions de Pathé-Nathan. Il a fallu vingt-quatre heures d'interrogatoire sans arrêt pour le faire avouer. Il en a fallu moins pour venir à bout de M. Aubin.

Il est vrai que M. Aubin n'avouait qu'un million, quand M. Poirier en avouait trois et demi.

Ils ont été inculpés d'espionnage.

*Le journalisme mène à tout à condition d'en sortir. »*

Admirable document sur l'intox journalistique. Car si on croit savoir que MM. Aubin et Poirier ont été dénoncés par un Juif allemand, ami de Stresemann, un des ces « publicistes volants qui font la navette entre Berlin et Paris (11) », on ne sait pas ce qu'ils ont espionné. Ce qu'ils ont avoué, c'est d'avoir reçu, de firmes allemandes, des sommes en chèques et en nature (« lots de fourrures à négocier, notamment, à ce qu'on dit », écrit *L'Œuvre*), en paiement de services commerciaux et publicitaires rendus à l'occasion de transactions.

On voit mal des espions payés en ballots de fourrures, mais cela n'empêche pas *L'Œuvre*, le journal des Droits de l'Homme, d'écrire d'un porte-plume impavide:

« En vertu d'un des derniers décrets-lois, c'est aux inculpés qu'il appartient de faire la preuve qu'en échange de l'argent reçu ils n'ont traité que d'affaires de cinéma et non pas livré de documents et fait de l'espionnage. »

Pour le quotidien des radicaux et des socialistes indépendants quotidien divisé entre ses rédacteurs bellicistes (Geneviève Tabouis, Edmond Sée, Jean Nocher) et ses rédacteurs pacifistes (Marcel Déat, Georges de La Fouchardière) - c'était au suspect de prouver son innocence.

De minables histoires, on le voit, mais qui faisaient monter la fièvre.

## L'Affaire Abetz

Tout autre était l'affaire Abetz dont on s'étonne qu'elle n'ait pas inspiré de roman.

Abetz avait couché avec la France, et le souvenir lui en était resté doux. Il avait même couché avec une Française, sa femme, née Suzanne de Bronchire. C'était dans les années 30 et il avait une trentaine d'années. Le jeune Otto Abetz avait un visage rond, un nez rond, des yeux ronds et bleu pâle, un sourire charmant et des cheveux blonds. Il enseignait le dessin aux jeunes Allemands de Karlsruhe et parlait de l'Europe, de la réconciliation européenne, presque sans accent. Homme de gauche, il venait souvent à Paris où il fréquentait les milieux du rapprochement franco-allemand. Les juifs y étaient nombreux. Les francs-maçons aussi.

Son meilleur ami était l'un et l'autre. Il se nommait Weil-Curiel et appartenait à la loge *l'Union des Peuples* (12). Tous deux fréquentaient l'équipe des *Nouveaux Temps*, journal briandiste et radical-socialiste, dont le directeur était Jean Luchaire (fusillé à la Libération), le rédacteur en chef Jacques Chabannes, le secrétaire de rédaction S. Zadoc-Kahn, les membres du comité de direction Pierre Brossolette (socialiste qui se suicida

dans une prison allemande) et Guy Crouzet (dont j'ai partagé la cellule, quelques semaines, à Fresnes, en 1945).

L'histoire est moins simple que veulent le faire croire les historiens de bandes dessinées qui sévissent aujourd'hui.

Otto Abetz était si peu hitlérien qu'il voulut s'expatrier lorsque Adolf Hitler, fut porté au pouvoir par la majorité des électeurs allemands. C'est Weil-Curiel qui lui conseilla de n'en rien faire.

Abetz se rallia au régime. Ses connaissances du monde politique français étaient précieuses. Il devint le collaborateur de Ribbentrop et poursuivit ses voyages à Paris. Il continuait à fréquenter des gens de gauche - comme Charles Pomaret (député "républicain-socialiste") qui allait devenir le ministre du Travail de Daladier, ou Jean-Michel Renaitour, maire d'Auxerre, député de l'Yonne, républicain-socialiste également, et franc-maçon (loge Francisco Ferrer) - mais élargit le cercle de ses relations en créant le Comité France-Allemagne où entrèrent des anciens combattants (Goy, Pichot, Lhôpital - ancien aide de camp du maréchal Foch -, Scapini) soucieux d'éviter un nouveau carnage, et Fernand de Brinon, lui aussi ancien combattant (il avait fait la guerre dans l'infanterie et les dragons) et ex-rédacteur en chef du Journal des Débats ..

A Paris, Otto Abetz loge à l'hôtel d'Iéna, en face du Comité France-Allemagne. Il reçoit et sort beaucoup. C'est une personnalité très parisienne. Des photos le montrent à la terrasse du Fouquet's, avec Corinne Luchaire, la vedette de *Prisons sans barreaux*, un film à succès.

On n'a rien de précis à lui reprocher. Mais un jour de juillet, à sept heures du soir, alors qu'il rentre à son hôtel, un homme l'accoste. Il se présente :

- Inspecteur du 2° service de contrôle de la police administrative.

Je suis chargé de vous remettre ce billet d'avion pour Berlin. Le gouvernement français ne veut plus vous voir ici. Votre place est retenue pour demain.

Otto Abetz, qu'on appelle le "sondeur de Ribbentrop" ne répond pas, mais obéit. C'est une grande victoire. *Match* lui consacre une page et demie. Comme un bonheur n'arrive jamais seul, on apprend le 6 août que le général Doumenc et l'amiral britannique Plumkett sont partis pour Moscou. Ils vont y concrétiser l'accord militaire. Edouard Herriot, que Pierre-Antoine Cousteau avait fait colonel de l'armée rouge, pavoise. Il écrit à Georges Bonnet: « Je vous félicite d'avoir terminé cet accord anglo-franco-soviétique. Vous pensez si je m'en réjouis. »

Toujours les désirs et la réalité. Le pauvre ...

## NOTES

(1) René Mayer. Administrateur de sociétés. Animateur de la banque Rothschild. Devint député radical-socialiste de Constantine après la guerre, plusieurs fois ministre et président du Conseil (1953). C'est lui qui reprocha à Mendès-France de provoquer des réactions antisémites dont pâtissait la communauté juive.

(2) Henri de Kérillis (1889-1958). Fils d'amiral. Officier de dragons en 1914, puis aviateur (250 raids, 6 citations). Directeur des Usines Farmann. Se lance dans la politique en organisant un "Centre de propagande des Républicains nationaux" contre la gauche et les communistes. Journaliste à L'Echo de Paris, il se brouille avec Lion Bailby (pacifiste) et fonde avec l'aide de Louis Louis-Dreyfus *L'Epoque*, quotidien conservateur et pro-soviétique. Réfugié à Londres, puis aux USA, il déclara la guerre au Maréchal, puis au général de Gaulle dans un pamphlet intitulé De Gaulle dictateur.

(3) Emile Buré. Journaliste à opinions variables: boulangiste, anarchiste, socialiste, monarchiste, il fonda *L'Ordre* avec l'argent des royalistes avant de s'affirmer anti-allemand et pro-soviétique. Ses adversaires (dont Maurras) l'accusaient d'émarger à l'ambassade russe.

(4) Paul Stehlin. Général d'aviation, devient député centriste de Paris.

Provoqua un scandale en conseillant l'achat d'avions américains plutôt que des Mirages.

(5) Déclaration de Daladier devant la Commission d'enquête parlementaire.

(6) Jean Montigny. Complot contre la paix, p. 234.

(7) Michel Mourre Dictionnaire encyclopédique d'Histoire. (8) Jean Montigny Op. cit., p.235.

(9) L'influence juive était très grande dans la presse d'avant-guerre. *Louis Louis-Dreyfus* possédait *Match*, *Pour Vous*, *l'Intran* (rédacteur en chef *Latzarus* dit *Gallus* ; rédacteurs : *Lehmann*, *Wolf*, *Lewden*, *Uvitan*, etc). *Simond* était le directeur-rédacteur en chef de *L'Echo de Paris*. Au *Populaire* (*banque Lazare*) on trouvait *Blum*, *Mayer*, *Ziromski*, *Rosenfeld*, *Uvy*, *Bloch*, etc). A *L'Humanité* : *Cohen*, *Soria*, *Benda*, *Bloch*, *Kalmanovitch dit Coran*, *Oswald dit Wallon*, *Gsell*, *Wurmser*. *Bernard Lecache*, fondateur de la *LICA*, y tint une rubrique antimilitariste : *Les Gueules de vaches*. A *Vendredi* : *Kaysers*, *Ulmann*, *Soria*, *Uvy*, *Abraham*,

*Cassou, Benda, Bloch*. Le Petit Bleu appartenait au banquier *Worms* et son directeur s'appelait *Oullmann*. Les Echos étaient aux *Schreiber*. Etc. Etc.

(10) Jean-Charles Legrand. Célèbre avocat d'assises (Affaire Almazian. Aéropostale, procès de Mlle Cotillon contre l'inspecteur Bony). Crée en 1937 le Front de la Jeunesse et lance un hebdomadaire au vitriol Le Défi. Blessé au feu pendant la guerre, il se retira au Maroc.

(11) Match. 20 juillet 1939. Stresemann était un ami de Briand et le grand Allemand de la gauche française.

(12) Henry Coston. La République du Grand Orient, p. 222.

Livre : page 58

## CHAPITRE V

### DEPUIS 1935 L'UNION SOVIETIQUE PRÉTENDAIT ETRE L'ENNEMIE IRRÉDUCTIBLE DE L'ALLEMAGNE NAZIE...

#### LE 23 AOUT 1939, DANS MOSCOU PAVOISÉ DE DRAPEAUX HITI.ÉRIENS ATFERRIT RIBBENIROP, LE MINISTRE DU FÜHRER

Elle s'appelait ... Non, je ne dirai pas son nom. Peut-être vit-elle encore, entourée de petits-enfants. Elle s'appelait I... C'était ma dame en blanc. J'étais amoureux. Il faut bien l'avouer... en août 1939, *La Flèche*, la guerre, la politique, tout le tremblement qui s'annonçait comptaient moins qu'une jeune femme, de quelques années mon aînée, qui lisait du Pierre Benoit sous un parasol orange.

Pour la regarder, je m'étais mis à fréquenter assidûment la plage.

Alors que je détestais passer mes après-midi sur le sable, vautré au soleil, sitôt le déjeuner avalé, j'y courais. Je m'installais pour l'attendre, avec l'attirail du baigneur.

J'avais commencé par renvoyer à ses enfants leur ballon, puis par les aider dans leurs châteaux. J'avais prêté mon journal (Marianne) à sa tante, une duègne de comédie qui l'accompagnait. Enfin, j'avais été admis à partager son ombre, comme un petit frère.

Elle était brune, très brune, plutôt petite, avec de beaux yeux tristes et étonnés, un sourire tendre, à la fois moqueur et craintif qui me chavirait le cœur. J'avais vingt ans.

Elle portait des tailleurs blancs et un maillot de bain noir. Sa tante tendait une grande serviette éponge, sous le parasol, pour qu'elle pût se déshabiller à l'abri des regards curieux. Elle avait la peau dorée sombre des brunes. Je l'aimais. Je tremblais en tenant sa main dans la mienne pour y lire notre avenir. J'étais un magicien. Je devinais les secrets. Je perçais les mystères. Je savais tout.

J'ignorais pourtant le plus important. Quelques semaines plus tard, à Quimper, devant la gare, sous la pluie, je la tiendrais pour la dernière fois dans mes bras. Pour la dernière fois, je lui embrasserais le cou, sous les cheveux frisés de la nuque. Pour la dernière fois, elle me tiendrait les mains en disant:

- Mon chéri ... il faut que je rentre.

Je me souviens. C'était un soir d'octobre. La nuit tombait. Il pleuvait doucement. On pouvait pleurer sans avoir l'air d'être faible. J'ai traversé la gare comme un marin saoul, mon barda sur le dos. Le train des appelés de la classe 39 était à quai, luisant sous la lumière bleue qui tombait des lampes peintes par la Défense Passive. Aux portières, des grappes de futurs héros, allumés jusqu'à la congestion par le gwin ru, chantaient Rina Ketty :

*J'attendrai*

*Le jour et la nuit*

*J'attendrai toujours*

*Ton retour.*

J'ai cherché un coin tranquille. J'ai sangloté comme un gosse. On m'a passé un bidon. J'ai picolé. Je me suis mis à chanter avec les autres. TI était inutile de s'attendrir. C'était fini. Rien ne serait plus comme avant. Je ne pouvais plus être ce jeune homme à peine sorti de l'adolescence, cet amoureux candide et ému. J'étais un troufion. La guerre n'attendait pas. Le général Gamelin m'appelait pour sauver la démocratie.

#### Un étrange généralisme

Depuis un an, la France vit sur un pied de guerre, dans un état d'alertes quasi permanentes et d'inquiétudes. Même si beaucoup de Français se comportent comme des somnambules, ils savent qu'un des hommes les plus importants de leur destin est le chef d'état-major de la Défense nationale. Mais peu d'entre eux connaissent son nom. Il s'appelle Maurice Gustave Gamelin.

C'est un homme de 67 ans. La France est vieille. Dans un visage blafard de caniche sans menton, il porte une petite moustache blanche taillée en biseau et un regard fuyant, ce qui n'est pas de bon augure quand on est pour l'offensive.

Après la défaite de Quarante, devant l'ampleur du désastre : 150 000 morts, 2 millions de prisonniers, les Allemands à Bayonne en quelques semaines, il n'y avait pas de mots assez durs pour parler de Gamelin. Les grivetons paumés dont j'étais l'appelaient *La Gamelle*. Les plus fûtés ajoutaient:

- Avec l'autre général, le nommé Revers, on était mal partis ! Pas étonnant que nous soyons arrivés où nous sommes.

Dans tous les Cafés du Commerce de France et de Navarre entendait le même refrain. Gamelin, c'était une ganache, un abnuti, un crétin, un imbécile étoilé, un gland sous ses feuilles de chêne, et j'en passe.

La vérité est assez différente. Gamelin était avant tout un courtisan. Ancien chef de cabinet du maréchal Joffre (franc-maçon, loge *Alsace Lorraine*), il avait été nommé en 1936 vice-président du conseil supérieur de la Guerre par Pierre Laval, alors président du Conseil. La grande idée politique de celui-ci était de s'entendre avec Mussolini pour empêcher le rapprochement de l'Italie et de l'Allemagne. Gamelin fut dépêché à Rome. Il y rencontra le Duce. « *J'ai trouvé le maître de l'Italie très résolu dans sa conception d'une entente avec la France, se déclarant très satisfait de l'accord militaire qui nous lierait désormais (1).* »

Mussolini demanda à Gamelin s'il croyait au maintien de la paix.

- Excellence, cela dépend avant tout de notre solidarité, répondit le général.

- Vous avez raison, dit Mussolini.

Sur ces bonnes paroles, Laval fut renversé et remplacé par Albert Sarraut puis Léon Blum. Ceux-ci préféraient la guerre à une alliance avec le fascisme. Gamelin changea donc son fusil d'épaule. Il s'adapta à la nouvelle politique avec une docilité qui ressemblait à de la conviction.

- Gamelin ? C'est une chemise de soie. Plus on froisse, plus souple, disait Loustaunau-Lacau (2).

Un jour, Horace de Carbuccia demanda à André Tardieu (3) comment Laval et Maginot avaient pu choisir un tel homme pour remplacer Weygand.

- Parce qu'il avait les meilleures notes.

Et le directeur de Gringoire de conclure :

- Un bon élève, en somme, qui n'a pas réussi dans la vie (4).

Il publia ses mémoires sous le titre : *Servir*. Il aurait pu ajouter : *ma carrière*. On a dit de ces trois tomes d'auto-défense qu'ils constituaient un « monument d'inconscience » et de leur auteur « qu'il aurait pu faire un bon préfet ». Voici, pour aider à percer le mystère Gamelin, car il y a un mystère Gamelin, le portrait pointu qu'en trace Loustaunau-Lacau (5):

« Gamelin, le préfet diplomate, à la main glacée, au regard flottant, domine le lot (du Conseil supérieur de la guerre) de son intelligence féline toujours en quête d'un zigzag, d'une feinte. Il joue sa partie d'échecs et c'est un joueur de classe. Jusqu'au trentième coup, tout va bien, puisqu'il excelle à manier les tours, les chevaux, les fous, les pions. Régulièrement au *Kriegspiel*, les autres généraux sont battus par ce jeu ordonné et classique, paré de tous les côtés. Mais lorsqu'il s'agit de sauver le roi, la dame, on le sent hésitant et divers. Jamais un coup droit qui renverse. Cet homme ne gagnera pas. »

### « J'attaquerai »

Cinquante ans plus tard, quand on relit le grand livre du passé, avec une angoisse au fond de soi: ai-je eu raison d'avoir pensé ce que j'ai pensé? cru à ce que j'ai cru? fait ce que j'ai fait? ; cinquante ans plus tard, on demeure confondu devant l'inconsistance de ces hommes, qui jetèrent leur patrie dans l'abîme. Avant Munich, Gamelin était devenu guerrier. Pour un militaire, c'est bien le moins (Je déteste les généraux pacifistes et les dominicains coureurs de jupons).

Il disait:

- J'attaquerai.

Mais attaquer où ? Alexis Léger, le secrétaire général du Quai, le lui demande. Et Gamelin explique:

*-Forcer le Rhin, d' ailleurs fortifié, pour aller buter sur la Forêt-Noire? Rien à faire. Nous n'aurions un espace et des objectifs intéressants que par la Belgique. Or elle ne nous laissera pas passer (6) et nous ne pénétrerons pas dans son territoire sans son assentiment. Donc terrain entre Rhin et Moselle. Je livrerai le plus tôt possible une bataille offensive.*



A Kasprzycki, le ministre de la Guerre polonais venu à Paris, il déclare que l'aviation française agira vigoureusement pour dégager la Pologne et que « *la ligne Siegfried pourra être attaquée après le dix-septième jour* (de la mobilisation française) *pour une opération de rupture.* »

On sait ce qu'il en fut. Avec l'assentiment de Gamelin, Albert Lebrun allait déclarer la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939. Gamelin ne livra jamais la bataille offensive. L'aviation française n'intervint pas en Pologne. La ligne Siegfried ne fut jamais attaquée. Ce fut l'Allemagne qui attaqua la première, le 10 mai 1940.

Le général Gamelin tenait donc des propos de courtisan pour flatter le Daladier va-t-en-guerre et sa coterie belliciste. Propos d'autant plus graves et criminels que notre général en chef savait mieux que quiconque :

1) Que l'armée française n'avait pas été conçue et qu'elle n'était pas formée pour l'offensive mais pour la défensive.

2) Qu'en cas de guerre, l'Angleterre ne s'était engagée à nous fournir qu'un «apport initial de deux divisions ».

3) Que le gouvernement polonais ne permettrait pas plus à l'armée rouge de traverser son pays que le gouvernement belge n'était disposé à ouvrir ses frontières à l'armée française.

Mais qu'importe. Les yeux au-dessus des regards et des têtes, comme pour examiner l'horizon lointain, Gamelin répétait :

-J'attaquerai !

Quoiqu'il ne crût pas à la guerre de mouvement. En août 1939, il disait à Georges Bonnet :

**- L'aviation n'aura pas un rôle décisif dans la prochaine guerre... Les tanks ne pourront pas occuper le terrain... Une fois de plus la guerre sera gagnée par la bonne et vieille infanterie (7).**

*Comme de bien entendu*, chantait Arletty dans *Circonstances atténuantes*, un film du printemps 39.

Comme de bien entendu, le généralissime Maurice Gustave Gamelin n'avait que mépris pour le caporal Adolf Hitler.

### Hitler menace

Vous vous en rendez compte: j'écris sans plan. Je laisse monter mes souvenirs et je les nourris de ce que j'ai lu et appris en un demi-siècle. Ce matin, je suis assis dans mon lit, un carton sur les genoux, entouré de livres, de fiches, de journaux, de photos. Mon schnauzer monte et descend sans arrêt, du rez-de-chaussée au premier, fait un tour dans mon fouillis, renifle ici et là, cherche une caresse, lèche la main et file pour revenir aussitôt. La fenêtre est ouverte sur le jardin. Le bouleau ressemble à un tableau de Pissaro. Nous sommes le 16 août. Je suis encore engourdi par la journée d'hier, sa simplicité, sa ferveur. Nos amis de Saint-Etienne viennent de repartir. Je pense à mes Niçois et à mes Bretons préférés, trop rapidement vus, et à tous ces témoignages d'amitié reçus. A certains moments, sur le trottoir de la rue du Louvre, regardant passer la procession, tous ces sourires, ces regards, ces gestes, ces témoignages de solidarité me bouleversaient. L'émotion n'est pas dissipée. Elle avive le souvenir. C'est excellent pour retrouver les images et les sentiments de jadis. (7 bis)

L'Europe ressemblait aux cirques à la mode américaine. Sur trois pistes ils présentaient des spectacles divers : chiens savants, ballerines sur poney, fil-de-féristes, augustes et clowns, dompteurs d'ours, avant de s'ouvrir au final pour permettre l'attaque de la diligence par les Indiens et l'intervention de la cavalerie bleue.

Une des pistes se trouve à Berchtesgaden. Le 12 août, à 9 heures du matin, une automobile noire qui arrive de Salzburg s'arrête devant l'entrée du Nid d'aigle. En sort un monsieur au chapeau vert, nommé Burckhardt, Suisse de nationalité, économiste et historien de profession (il a écrit un livre sur Richelieu), neveu de l'ami fraternel de Nietzsche, et, pour l'instant, haut-commissaire de la Société des Nations à Dantzig.

M. Burckhardt a rendez-vous avec le Führer. Il le trouve, derrière son bureau, étudiant des décors pour les têtes commémoratives de la bataille de Tannenberg (8). Après quelques propos préliminaires, Hitler se lève. Il va et vient devant des fenêtres ouvertes sur les montagnes éclairées par le soleil. Il gronde :

- J'ai tout fait pour arriver à une entente avec les Polonais. Je leur ai proposé un port franc à Dantzig, avec tous les avantages économiques en résultant. Je n'ai pas été écouté ... Mais je vous préviens. Ma patience a des limites. Si un incident se produit à Dantzig, je fondrai comme l'éclair sur les Polonais avec toute la puissance de mon armement mécanisé, et, en quelques jours il n'y aura plus de Pologne.

- Alors se sera la guerre générale en Europe, dit Burckhardt.

- Si je dois faire la guerre, j'aime mieux la déclencher aujourd'hui que demain, répond Hitler. J'aime mieux la diriger à cinquante qu'à soixante ans. Je ne la mènerai pas comme Guillaume II qui a toujours eu des scrupules de conscience devant l'application intégrale de toutes les armes.

Burckhardt objecte que l'Allemagne se trouverait devant une véritable coalition anglo-franco-russe.

- La France et l'Angleterre ne me donnent pas la chair de poule en me menaçant de l'armée russe. Nous avons battu les Russes partout où nous les avons trouvés. Et aujourd'hui ils ont tué leurs meilleurs généraux (9) ...

- Puis-je laisser mes enfants à Dantzig? demande Burckhardt.

- Ils seraient mieux en Suisse, dit Hitler (10).

### **Vorochilov godille**

Deuxième piste à Moscou. Ici la comédie tourne à la farce. Le maréchal Vorochilov, commissaire du peuple à la Défense, amuse le tapis. Avec l'amiral Plunckett et le général Doumenc, il multiplie les entrées comiques. Un jour, il exige que les Anglais et les Français lui révèlent l'état de leurs forces militaires, terrestres, aériennes, navales, leur armement, le matériel, les munitions.

Le Français et l'Anglais s'exécutent.

Renseigné, le Soviétique change de sujet

Et la Pologne ? Et la Roumanie ? Il faut que la Russie obtienne la libre circulation de ses troupes dans ces pays. Et les Etats Baltes ? Il faut que l'armée rouge puisse occuper leurs îles et leurs ports.

Le maréchal Vorochilov prévient:

- Sans réponse nette, la continuation de nos questions serait sans intérêt

A Paris, on s'affole. Georges Bonnet interroge l'ambassadeur polonais qui lui répond :

- Permettriez-vous aux Allemands d'entrer en Alsace-Lorraine? A Varsovie, notre ambassadeur, M. Léon Noël, en appelle au maréchal Rydz-Smigly qui lui dit lentement:

- Avec les Allemands, nous risquons de perdre notre liberté. Avec les Russes, nous perdrons notre âme (11).

Daladier voit s'effondrer son plan. Il lui faut signer l'accord à tout prix. Il fait télégraphier au général Doumenc : « Garantisiez au nom de la France le passage des armées russes par Vilna. » (Vilna était une ville de Lituanie que les Polonais annexèrent en 1920).

Réponse sèche de Vorochilov: la Pologne est un Etat souverain. La France ne peut pas prendre d'assurance ni donner de garanties en son nom.

Le fiasco n'est plus loin. Une nouvelle l'aggrave. Elle arrive de Berlin le 19 août : « Un accord commercial germano-soviétique vient d'être signé. »

### **Hitler à Staline : signons**

Berlin. Ici la partie se joue dans le secret des bureaux. Le chancelier Hitler profite de ce traité de commerce pour télégraphier directement à Staline:

*« J'accepte le pacte de non-agression que votre ministre des Affaires étrangères m' a fait remettre, mais je considère qu'il est nécessaire de toute urgence de clarifier les questions connexes.*

*La substance du protocole additionnel souhaité par l'Union soviétique peut être mise au point dans le délai le plus rapide si un homme d'Etat responsable peut se rendre lui-même à Moscou pour négocier.*

*La tension entre l'Allemagne et la Pologne est devenue intolérable.*

*Il est donc dans les intérêts de nos deux pays de ne plus perdre de temps. Donc je propose à nouveau que vous receviez mon ministre des Affaires étrangères le 22 ou au plus tard le 23 août. Il a tous les pouvoirs pour signer non seulement le protocole mais le pacte. »*

La dépêche part le 20, en même temps que l'ordre aux troupes allemandes de se rapprocher des frontières polonaises.

La réponse de Staline arrive le 21 :

« Le gouvernement soviétique m'a chargé de vous informer de son accord sur l'arrivée de Herr von Ribbentrop à Moscou le 23 août. » Explosion de joie du Führer qui brandit le télégramme.

- Ce que j'ai là, c'est la victoire! dit-il.

C'est dans la nuit du 22 au 23 que Staline laisse filtrer la nouvelle:

Ribbentrop est attendu en URSS le lendemain, alors que l'amiral Plunckett et le général Doumenc sont toujours à Moscou.

Georges Bonnet, en pleine nuit, téléphone à Daladier qui lui réplique grossièrement:

- Vous trouvez malin de me réveiller pour des conneries de journaliste !

Ce n'est pas une « connerie de journaliste ».

Le 23 août, l'avion de von Ribbentrop atterrit dans la capitale soviétique. Le premier souci de l'homme d'Etat allemand est de s'enquérir sur le sort des missions militaires anglaises et françaises:

- On leur signifiera poliment leur congé, dit Staline.

### La stupéfaction !

La stupéfaction et l'émotion sont énormes. Pour beaucoup, la nouvelle est incroyable. Le jour même, Anatole de Monzie note dans son journal publié sous le titre *Ci-devant* :

« 23 août 1939. Daladier, sous l'influence de Léger, nie la possibilité d'une entente germano-soviétique en vue d'un nouveau partage de la Pologne (p. 139). »

Il est vrai que le président du Conseil était mal informé. M. Coulongre, qui avait remplacé André François-Poncet à l'ambassade de France à Berlin, lui écrivait, le 29 juin :

« Avec les Soviets, les contacts qu'ont presque certainement cherché à prendre les services officiels allemands ne paraissent pas avoir été fructueux. »

L'ambassadeur de France à Moscou, M. Naggiard, ne tenait pas un autre langage : « *La négociation commerciale germano-russe ... est tenue ouverte par la Russie comme un moyen de pression sur la France et l'Angleterre pour les amener à conclure le traité aux conditions soviétiques.* » (27 juin).

Jean Zay, était ministre de l'Education nationale, quoiqu'il eût écrit dans sa jeunesse une fameuse Ode au drapeau où il plantait le drapeau tricolore dans le fumier. Député radical-socialiste du Loiret, franc-maçon (loge Etienne Dolet), Zay écrit dans son Journal:

« 22 août 1939 : *La France et l'Angleterre étaient restées dans l'ignorance la plus absolue des pourparlers germano-soviétiques. Elles n'en ont rien su avant 23 heures cette nuit.* »

On a une preuve de cette ignorance en lisant *Match*. Le numéro qui est en vente cette semaine-là dans tous les kiosques de France porte le n° 40 (nouvelle série) et la date du 20 août 1939. Page 6, dans la rubrique Le match de la vie, un article est intitulé: MM. les ministres en vacances. Le style est alerte et le ton bonhomme. On y apprend que (après Concarneau) M. Daladier s'est offert un « petit congé ». Il a caboté en Méditerranée, à la barre du yacht de son ami Vermorel, *Velleda II*. Il a fait escale à Port Cros et à Hyères. « M. Daladier aime descendre dans un petit bistrot. Il commande le pastis et mange de bon appétit le repas. »

Paul Reynaud, le ministre des Finances, « a fait un voyage au long cours. Il est allé jusqu'en Corse sur le yacht du sénateur Amaury de la Grange, ancien président de l'Aéro-club de France », avec, comme lecture, non pas Mein Kampf, mais un livre de Stefan Zweig sur Magellan.

Après la Méditerranée, M. Paul Reynaud est venu tremper un orteil dans la Manche, au Touquet, et un autre dans l'Océan à Arcachon.

M. Marchandeu, ministre de la Justice, « un pli au front et un autre à son pantalon » a pris douze jours de vacances à Evian. M. Mandel, ministre des Colonies, était à Deauville. M. Guy La Chambre, ministre de l'Air, était dans son château de Dinard. M. Campinchi, ministre de la Marine de guerre, s'était réfugié « à Vignacourt, chez son beau-père, qui a un bon petit vin qu'il tire de ses vignes de Calvi ».

Charmant tableau d'un été paisible. Et tout d'un coup dans un ciel qu'on voudrait bleu, le tonnerre ! Le 23 août, Ribbentrop atterrit à Moscou. Les drapeaux hitlériens flottent sur Moscou (12). On joue les hymnes nationaux. Il y a des poignées de mains, des accolades. Ribbentrop est reçu par Molotov et Staline, dans l'après-midi. Le soir, le pacte et l'accord secret sont signés. L'Allemagne et l'Union soviétique s'engagent à demeurer neutres si l'une d'elles entre en guerre contre une tierce puissance. Cette guerre n'entraînera pas l'arrêt des relations économiques. Dans l'accord secret, Hitler abandonne à Staline la moitié de la Pologne, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, la Finlande et la Bessarabie, province roumaine.

« Tout le monde est rayonnant et la caméra enregistre des visages fendus jusqu'aux oreilles par des sourires satisfaits. On sable le champagne. Staline propose un toast. Il déclare qu'il a "**toujours eu la plus grande admiration pour Hitler... Je sais combien la nation allemande aime son Führer** s'écrie-t-il. **J'aime donc boire à sa santé**"(13). »

Les camarades communistes n'ont pas été mieux traités que les ministres bourgeois. Depuis 1935, et plus encore depuis Munich, l'URSS se pose comme l'ennemie irréductible du régime hitlérien non seulement devant l'opinion publique, qu'on accepterait facilement de leurrer, mais pour le parti, le parti dans ses profondeurs, le parti de la base au sommet. Or voilà que, sans mot dire, sans avertissement, l'ennemi devient l'allié.

A *L'Huma*, on n'est pas seulement stupéfait. On est pétrifié.

D'autant plus qu'il est impossible d'attribuer la nouvelle aux hitlérotrotskistes diviseurs du peuple: elle provient de l'Agence Tass.

Que faire ? Aucun des grands du Parti n'est là. Thorez, Duclos, Marty prennent encore leurs vacances. Clément (14) est, lui aussi, absent Seul Marcel Gitton, secrétaire à l'organisation, est présent. L'événement excède ses capacités d'analyse (15) ... Alors ça flotte. L'annonce de l'accord commercial, *L'Huma* l'a modestement passé en page deux. Le départ de Ribbentrop pour Moscou a été publié « sous réserve », sans commentaire. Mais devant la crise qui secoue le Parti, il faut bien définir une position et une ligne.

Dans *L'Huma* du 24, Thorez déclare: « Il faut s'entendre avec Hitler. » Dans Ce soir du même jour, Aragon affirme : « Je le répète, la guerre a reculé. » Mais partout c'est le désarroi. Le vieux Clamamus se dit « effondré ». Deux députés de la Dordogne, Saussot et Loubradou démissionnent Renaud-Jean, député communiste du Lot-et-Garonne, directeur de Voix paysanne, membre du comité central, délégué en 1935 au Congrès de l'Internationale communiste qui siégeait à Moscou, s'écrie:

- Ce pacte, c'est la guerre ! Thorez réagit mollement.
- Non, ce n'est pas la guerre ... Non je ne peux rien expliquer ...

Le coup est rude. certes.

Nombreux sont les communistes qui déchirent leur carte. Ils ne peuvent accepter que Thorez puisse aujourd'hui publier la profession de foi suivante : « *Au moment où l'Union soviétique apporte une nouvelle et appréciable contribution à la cause de la paix, constamment mise en péril par les fauteurs de guerre fascistes, le parti communiste français adresse au pays du socialisme, à son parti, à son grand chef Staline, un salut chaleureux.* »

Plus nombreux encore sont les anticommunistes qui réclament la dissolution de la SPIC, section française de l'Internationale communiste, dont les chefs russes sont désormais les alliés du Führer.

### **À la défense nationale**

Le 23 août 1939, à la demande de Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, Edouard Daladier réunit d'urgence le comité permanent de la Défense nationale. Bonnet pose la question:

- Le pacte germano-soviétique modifie complètement l'équilibre des forces. Dès lors, faut-il appliquer aveuglément notre alliance ? Dans ce cas, la guerre est certaine. Vaut-il mieux, au contraire, pousser la Pologne à un compromis, pour gagner du temps et nous permettre de résister plus facilement?

Le général Gamelin répond le premier. Il jugeait l'alliance franco-soviétique indispensable. Il n'en est pas moins résolument optimiste.

- L'armée polonaise va offrir une résistance honorable à l'armée allemande, dit-il. Le froid et le mauvais temps vont arrêter rapidement les hostilités. Au printemps 1940, la bataille se poursuivra encore à l'Est. A ce moment, l'armée française sera renforcée par de nombreuses divisions britanniques.

En conséquence, le comité permanent de la Défense nationale répond catégoriquement: non, il n'y a pas lieu de modifier notre politique ni de chercher à gagner du temps. On accepte donc d'aller à la guerre. Pour l'affronter, quels sont les moyens militaires à mettre en œuvre ?

- L'armée est prête, dit le général Gamelin.
- La marine est prête, dit l'amiral Darlan.

(Ce qui ne l'empêchera pas de déclarer le 23 mai 1941, à la radio de Vichy: «N'ayant pas su préparer la guerre ni moralement ni matériellement, nos gouvernants l'ont pourtant déclarée. »)

Guy La Chambre, ministre de l'Air, répond à la place du général Vuillemin (hostile à la guerre, en raison de notre infériorité) :

- Notre aviation est en gros progrès par rapport à septembre 1938. Notre aviation de chasse possède maintenant des appareils modernes, sortant en grande série, et les moyens franco-anglais équilibrent sensiblement les moyens italo-allemands. Notre aviation de bombardement ne sort pas encore en grande série, il faut attendre le début de 1940. Mais d'ici là l'Angleterre prend à sa charge des bombardements

massifs en Afrique du Nord (sic). Malgré ce que nous savons des forces allemandes (4 000 avions de guerre en ligne, 5 000 en réserve, 3 000 avions de coopération), la situation de notre aviation ne doit plus peser sur les décisions du gouvernement comme elle l'avait fait en 1938.

Lorsqu'ils regarderont le ciel de France, les combattants de mai 1940 et les errants de l'exode auront un avis différent de celui du ministre de l'Air. Mais c'est son avis qui compte. En conséquence, la mobilisation générale est décidée (16).

## NOTES

(1) Gamelin. *Servir*, t. 2, p. 168.

(2) Loustaunau-Lacau Georges (1894-1955). Officier d'ordonnance du maréchal Pétain de 1934 à 1938. Créa en 1936 un réseau anticommuniste dans l'Armée sous le pseudonyme de Navarre. Anti-allemand, il fut arrêté et déporté en Allemagne.

(3) Tardieu André (1876-1945). Professeur, journaliste (au Temps), capitaine de chasseurs (croix de guerre, Légion d'honneur), député de Belfort, ministre, président du Conseil (trois fois). Un des hommes d'Etat les plus intelligents de la droite parlementaire ; un de ceux qui, à l'intérieur du régime, dénoncèrent son impuissance. Compromis (semble-t-il) dans de grandes magouilles financières (la N'Goko Samga, les Chemins de fer de Homs-Bagdad). Eprouvé, il se relira de la scène politique, annonçant notre effondrement (tout en étant antimunichois) et s'éteignit à Menton.

(4) Horace de Carbuccia. *Le massacre de la victoire*, t. 2, p. 244.

(5) Loustaunau-Lacau. *Mémoires d'un Français rebelle*, p. 108.

(6) Le ministre belge des Affaires étrangères – confirme Daladier – a dit à notre ambassadeur, M. Bargelon : « Nous venons de faire des manoeuvres à la frontière française pour marquer que si vous entrez cluez nous ... vous rencontrerez l'armée belge. »

(7) Cité par Horace de Carbuccia, *Op. cit.* p. 244.

(7 bis) Allusion à la grande manifestation et procession catholique traditionaliste du 15 août 1989.

(8) Tarmenberg. Grande bataille entre les Allemands commandés par Hindenburg et Lwendorff, et les Russes commandés par Samsonov et Rennenkamps (26-29 août 1914). Les Russes perdirent 100 000 prisonniers et toute leur artillerie. Samsonov se suicida sur le champ de bataille.

(9) Touthatehevski. Maréchal soviétique, ancien officier tsariste rallié à la Révolution. Commissaire du peuple à la Défense. Le principal organisateur de l'armée rouge. En 1926, il avait signé avec von Seeclrt des protocoles qui permettaient aux techniciens de la Reichswehr de venir faire leur entraînement en URSS – les blindés et l'aviation étant interdits en Allemagne. Il fut accusé de trahison par Staline, condamné à mort et exécuté en 1937 avec sept autres généraux et 35 000 officiers.

(10) *Le Quai d'Orsay sous trois Républiques. La fin de l'Europe* (Bonnet). Cité par Montigny. *Op. cit.*, p. 240.

(11) Rydz-Smigly. Artiste peintre devenu maréchal. Commandant en chef de l'armée polonaise en 1939. Il réussit à s'enfuir en Roumanie en 1940, puis disparut.

(12) A. Rossi. *Deux ans d'alliance germano-soviétique*. Angelo Tasca, dit Rossi, membre du Komintern, puis exclu par le parti communiste italien, est le père de Catherine Tasca, la ministre de M. Rocard chargée de la télévision.

(13) Rossi. *Op. cit.* p. 50.

(14) Roland Gaucher. *Histoire secrète du parti communiste*, p. 265 et suiv.

(15) Clément (Desider Fried, dil). Un des chefs occultes parti communiste français et conseiller de Maurice Thorez. Voir le livre de Roland Gaucher.

(16) Sources: Montigny, Bonnet, rapport officiel du Comité de Défense nationale, journaux.

Livre : page 72

## CHAPITRE VI

PAS DE DEBATS A LA CHAMBRE – LA DECLARATION DE GUERRE  
A L'ALLEMAGNE N'EST PAS VOTEE - ON "OUBLIE" L'ULTIMATUM A STALINE

### C'ÉTAIT LE DERNIER ÉTÉ DE LA PAIX

CINQUANTE ANS APRES ELLE N'A TOUJOURS PAS ETE SIGNEE

La mobilisation générale ne démobilise pas les combattants de la paix. On lit dans *Le Matin*, sous la signature de Stéphane Lauzanne :

« *Il n'est ni fatal, ni inéluctable que la France et l'Angleterre se fassent perpétuellement tromper, duper, trahir, et que, par-dessus le marché, elles se rendent ridicules. Tour à tour, elles ont expérimenté le coup de Brest-Litovsk (1), le coup de Rapallo (2), le coup de Moscou ... Trois coups du genre, en vingt ans, c'est beaucoup, c'est trop.* »

Dans *La Nation belge*, sous la signature de Robert Poulet:

« *Ce qu'on ne peut empêcher peut du moins être retardé, rendu moins décisif et plus précaire. Le temps joue, quant à la comparaison des forces et des ressources, en faveur des nations occidentales. Ce qu'il pourrait leur arriver de pire, c'est d'être contraintes à l'offensive sur le terrain le moins favorable et à l'époque la moins propice.*

*Par ailleurs, le mirage soviétique se dissipe à leurs yeux, il leur reste des possibilités moins fallacieuses : du côté du Japon, de l'Espagne, de l'Italie dont l'attitude n'a peut-être pas été calculée depuis trois ans en fonction de la situation actuelle, où elle peut avoir un grand et noble rôle à jouer.* »

Il y a Pierre Dominique (dans *La République*), Déat et La Fouchardière (dans *L'Œuvre*), Jeanson, Bergery, Léon Emery, toute l'équipe de *Je suis partout*, Cousteau et Laubreaux en tête (Brasillach est rentré d'Espagne pour rejoindre son unité), Béraud, dans *Gringoire*, Claude Jeantet dans *La Liberté*, Emmanuel Berl dans *Les Pavés de Paris* et Michel Alexandre dans *Les Feuilles libres* - deux juifs pacifistes : c'est trop rare pour n'être pas souligné et plutôt deux fois qu'une ! -, *L'Action française* où l'on remarque la revue de la presse de François Léger, immense fresque quotidienne où les mensonges sont dénoncés, des erreurs réfutées, des vérités éclairées, le tout dans une langue claire, simple et vive, qui enchante, cinquante ans après, ce qui ne surprendra pas ceux qui le tiennent pour un grand écrivain français ; et bien sûr l'admirable, l'implacable Charles Maurras dont *La Politique* couvre les deux tiers de la première page.

Dans Notre avant-guerre, Robert Brasillach a écrit sur ce Maurras 39 des lignes inoubliables qu'il faudrait donner en dictée aux enfants des écoles, si le vieux lion de *L'Action française* y avait droit de cité :

« *Nous regardions, à chaque fois que nous le rencontrions, ce petit Provençal sec et gris, qui portait le poids de tant d'angoisses et de tant d'efforts. Nous savions que son enfance avait été nourrie des récits d'une guerre, et qu'il avait été témoin d'une longue et terrible guerre de quatre ans, et qu'il ne voulait pas voir, une troisième fois, la jeunesse française s'user dans une autre guerre encore. C'est ce qui donnait à sa prose, cette année-là, un frémissement qu'elle n'avait peut-être jamais eu, une anxiété sacrée et mystérieuse ; c'est ce qui donnait à son accueil, quand il levait ses larges yeux athéniens sur les jeunes gens qu'il recevait, quelque chose de paternel et d'inquiet à la fois, comme s'il avait voulu les sauver des dangers grandissants qu'il apercevait derrière eux. Dans chaque jeune homme, il semblait voir une victime possible. Il s'avançait, il tendait les bras, il jetait un regard triste et plein d'espérance. Je ne crois pas qu'un seul jour, dans cette année menaçante, Charles Maurras ait eu d'autre pensée que celle d'éviter la guerre à la jeunesse française.* »

### Citations sur le front des troupes

Je suis loin de partager toutes les convictions et les certitudes de Charles Maurras. Pour ne pas nous éloigner du sujet, contentons-nous d'un exemple.

Je ne crois pas que le pacte germano-soviétique fut, tant pour Hitler que pour Staline, la preuve de « leur double affinité profonde » ni l'expression d'une politique « séculaire » d'entente entre le Germain et le Slave.

Je crois que le pacte germano-soviétique a été le fruit d'une décision tactique et brutale. Devant la résistance anglaise, Hitler a provoqué ce pacte idéologiquement contre nature, mais politiquement et stratégiquement génial. Il lui laissait les mains libres en Pologne. Il pouvait donner à réfléchir aux Anglais. Dans le cas contraire, il l'assurait de la neutralité russe. Le calcul de Staline était du même ordre. Le pacte lui laissait les mains libres en Estonie, Lettonie et Finlande. Il lui accordait une partie de la Pologne et de la Roumanie (3). En plus, Staline calculait que cet accord n'empêcherait pas la guerre mondiale où Hitler ne pourrait que s'affaiblir. (Staline se faisait des illusions sur la puissance militaire réelle de la France.)

L'un et l'autre étaient persuadés que ce pacte ne durerait pas. Il n'était que la traduction momentanée de leur *realpolitik* commune (4). Hitler n'avait pas renoncé pour autant à ses projets de coloniser l'Ukraine et la Russie. Staline savait qu'un jour il reprendrait la marche de l'impérialisme soviétique vers l'ouest.

Il n'empêche qu'au mois d'août 1939, L'Action française pouvait se vanter d'avoir été le seul quotidien à annoncer cette entente entre l'Allemagne et la Russie depuis la fin de la première guerre mondiale. Elle le prouvait en publiant des citations de Bainville (5) qui avaient l'éclat et la dureté du diamant:

AF, 5 juillet 1918 : « *Tout ce qu'on voudra, mais ne plus douter que les Bolcheviks et l'Allemagne ne font qu'un.* »

AF, 10 mai 1919 : « *Du jour où un Etat russe renaîtrait et serait capable d'avoir une politique extérieure, son alliance se nouerait automatiquement avec l'Allemagne contre les pays formés à leurs communs dépens. La Pologne, comme au temps de ses malheurs, serait prise entre deux feux.* »

AF, 10 juin 1919 : « *Souvenons-nous qu'il y a maintenant entre l'Allemagne et la Russie une Pologne qui peut devenir un fameux trait d'union. Notre politique à l'Est ne sera pas simplifiée par la résurrection de la Russie. Il faudrait y penser avant de rêver à un retour aux douceurs de l'alliance russe.* »

AF, 30 janvier 1920 : « *Contre les Polonais le même intérêt continue à rassembler la Russie et l'Allemagne.* »

AF, 12 août 1921 : « *L'alliance de 60 millions d'Allemands et de 100 millions de Russes contre les faibles Etats qui les séparent est presque fatale.* »

Il y avait ainsi, après un départ en première page, deux colonnes en deux, où Bainville répétait que « *cette idée que les Soviets ont rompu, rompent ou rompront avec l'Allemagne du chancelier Hitler* » il n'est pas démontrée.

Tant de clairvoyance et de lucidité, tant d'intelligence dans la lecture de l'avenir laissait le lecteur interdit.

Surtout celui qui pouvait comparer avec les déclarations, avertissements et prophéties de Léon Blum:

« *Aujourd'hui 30 juin 1930. les derniers détachements français auront évacué la troisième zone rhénane. Cinq ans avant l'échéance fixée par le traité de Versailles, l'occupation de l'Allemagne prend fin. Nous ne dissimulerons pas notre satisfaction et notre fierté. Ce qui s'accomplit aujourd'hui c'est ce que nous avons voulu, ce que nous avons préparé, ce que nous avons fait... Les circonstances actuelles prouvent avec une évidente clarté, que nous n'avons pas travaillé seulement pour la pacification de l'Europe, mais pour la sécurité de la France.* » (Le Populaire).

« *La France n'a plus à redouter l'agression allemande.* »

« *Relativement à l'Allemagne. nous pouvons dès maintenant entamer le désarmement.* »

« *L'idée d'un gouvernement constitué par les bandes Hitler-Ludendorff, ou même dépendant d'elles de quelque façon. est parfaitement insensée.* »

« *Hitler est aujourd'hui loin du pouvoir* (6). » (Le Populaire, 13 mai, 15 mai, 24 juillet, 26 novembre 1930).

« *Le flot hitlérien commence à décroître.* » (Le Populaire, 3 avril 1931).

« *Le désarmement serait encore plus nécessaire si demain le racisme hitlérien accédait au pouvoir.* » (Le Populaire. 25 avril 1932).

« *Entre Hitler et le pouvoir une barrière infranchissable est dressée. Hitler est exclu du pouvoir. Il est même exclu, si je puis dire, de l'espérance du pouvoir.* »

« *L'accès du pouvoir légal et illégal est désormais clos devant Hitler. La social-démocratie a eu Hitler.* » (Le Populaire, 8 et 9 novembre 1932).

Trois mois plus tard, le 30 janvier 1933, Hitler était chancelier du Reich, en route pour le pouvoir absolu.

## Un article de maurras

Contre la meute belliciste, vociférante et énervée, Charles Maurras argumente pied à pied. Il a deux supériorités primordiales sur la plupart des autres hommes politiques du camp de la paix. D'abord son antigermanisme viscéral, jusqu'à l'absurdité (« *Je suis d'une génération qui appelait son chien Bismarck* »). L'Allemand, pour lui, c'est toujours le Boche et il le hait. Il s'en méfie. Il ne veut jamais se trouver devant lui en position de faiblesse et d'infériorité.

Ensuite son pacifisme n'est pas de principe mais d'occasion. La guerre, même la guerre préventive, il n'y est pas opposé. Le 27 août, il l'écrit encore :

*« Il est bien clair qu'il peut être fort imprudent de laisser grandir un ennemi qu'on aurait pu abattre facilement en s' y prenant plus tôt ... Il peut devenir important de se hâter. Il peut être sage et habile d'attendre ... Cela est affaire de calcul politique. Ni les déclamations sur l'honneur national ni les vociférations de la rue n'y comptent pour beaucoup. Toutes les fois qu'il s'agit de se résoudre au dur, rare, haut et difficile parti d'une guerre offensive, on a le devoir de réduire au maximum les réflexes de la passion pour mobiliser les forces du jugement et de la raison. »*

Or que dit la raison ?

Elle dit qu'*« on a laissé passer le temps où l'avenir de l' Allemagne hitlérienne ou non hitlérienne pouvait recevoir des coups brefs et forts. Faut-il ou non lui en administrer aujourd' hui ? En d'autres termes. est-on équipé pour le faire, pour le bien faire. et sans de trop lourds sacrifices? Nous tenons l'action militaire antigermanique pour une nécessité évidente de l'Europe moderne, car l'Allemagne elle-même nous l'imposera. On court des risques à l'attendre. On en court d'autres à la prévenir. La question devrait être débattue froidement. Pour la dénaturer on y verse l' huile bouillante. »*

Ce sont ces verseurs d'huile bouillante que Maurras dénonce et attaque, ceux qui ont le pied sur l'*« accélérateur des hostilités. »* Comme il dit, ces *« émigrés allemands de race juive qui encombrant les couloirs, les bureaux, les services de la Finance juive internationale, principalement anglaise et américaine.*

*Et cette Finance elle-même, à la même réaction impatiente que ses chouchous. Car c'est elle qui paye. Et elle paye cher, et elle paye chaud. Cela coûte, un peuple exilé! Et plus le temps passe, plus l'entretien en devient difficile! Plus on désire un prompt dénouement.*

*Le catastrophisme nerveux qui est inné aux fils d'Israël est médiocrement impressionné par la perspective de la défaite au bout de cette aventure. Israël en a l'habitude: une de plus !*

*Quand il évoquait cet étal d'esprit juif, Paul Bourget aimait citer le poète : 0 passi graviora ! Les Juifs en ont vu tant d'autres! Et comme il leur semble que ce dernier coup peut réussir, ils poussent, ils poussent de leur mieux à la roue du char de la guerre, en faisant pleuvoir tous leurs ors sur les plus zélés accélérateurs de ce véhicule macabre ...*

*Concluons : les Français qui sont assez libres d'esprit pour se demander si la guerre immédiate correspond à l'intérêt immédiat de la France seront sages de surveiller, et de très près, chez nous, qui-conque tombera dans la servitude des Juifs.*

*Ce sont les Juifs presque seuls qui sont pressés dans cette affaire.*

*Mais fort puissants en Angleterre, ils la poussent - lisez le dernier discours de M. Chamberlain - et c'est ce qui permet de tout redouter.*

*Gare aux Juifs ! Gare aux Juifs ! »*

Ceux qui étaient surpris d'apprendre que ce germanophobe forcené fut condamné, le 27 janvier 1945, par la cour de Justice de Lyon, à la réclusion perpétuelle et à la dégradation nationale pour intelligence avec l'Allemagne, seront moins surpris aujourd'hui.

## Gamelin a des doutes

Charles Maurras n'est pas seul à éprouver des inquiétudes quant à l'opportunité d'un conflit immédiat. Même les seigneurs du camp de la guerre en nourrissent.

Le 1er septembre, le général Gamelin, l'optimiste Gamelin lui-même, déclarait au général Gauché :

- Jamais, à aucune période de son histoire, la France ne s'est engagée dans une guerre dans des conditions initiales aussi défavorables. Elle est prise dans l'engrenage politique. Elle a le dos au mur, et ne peut plus



reculer ... Nous aurons toutes les forces allemandes sur le dos ; seuls il nous faudra tenir le coup, pour pennette aux autres de se préparer et d'arriver (7).

De son côté, Paul Reynaud écrit :

- A partir du changement de camp des Russes, la partie me paraissait perdue en France. Car Hitler... lèverait assez de divisions qui nous écraseraient de leur poids (8).

Enfin, voici l'avis de Churchill dans ses Mémoires:

*« Et maintenant ... la Grande-Bretagne, tenant la France par la main, s'avancait pour offrir sa garantie à la Pologne, à cette même Pologne qui, avec un appétit de hyène, pas plus de six mois auparavant, avait participé au partage et à la destruction de la Tchécoslovaquie ... Maintenant les deux démocraties occidentales se déclaraient prêtes à s'unir pour sauver l'intégralité territoriale de cette étrange République de Pologne. On peut fouiller dans tous les recoins ce tableau des crimes et des folies du genre humain qu'on appelle l'histoire, sans qu'il soit possible d'y trouver un équivalent à ce revirement soudain et total par lequel une politique de facilité et d'apaisement vieille de cinq ou six ans se trouva transformée, presque du jour au lendemain en une sorte d'empressement à accepter une guerre imminente dans les plus mauvaises conditions... Cette fois, la France et l'Angleterre refusaient enfin de se soumettre. C'était au bout du compte une décision prise au plus mauvais moment, sur le terrain le moins favorable, et qui devait sûrement provoquer le massacre de dizaines de millions d'hommes. »*

### **Tenir, tenir, tenir...**

C'est sans doute pourquoi les combattants du camp de la paix crurent jusqu'au dernier moment, jusqu'à ce 3 septembre, 17 heures, à la possibilité d'éviter la guerre. Ils se raccrochent à toutes les branches, mais toutes les branches cassent les unes après les autres.

Il y a d'abord l'étrange décision de Hitler de remettre à plus tard ce qu'il avait décidé de faire le 26 août. A l'aube de ce dernier samedi du mois, les armées allemandes devaient entrer en Pologne. Le Führer arrête l'attaque. Il convoque les ambassadeurs de Grande-Bretagne et de France à Berlin et, à leur stupéfaction, il se déclare « prêt à assurerer à l'empire britannique une aide directe partout où elle pourrait être nécessaire (9). » Le 27, un ingénieur suédois du nom de Dahleros, ami de Goering, très actif et très introduit à Londres, s'envole pour l'Angleterre avec un protocole d'accord en six points :

- 1 - L'Allemagne est prête à conclure une alliance avec la Grande-Bretagne.
- 2 - Celle-ci devrait aider l'Allemagne à obtenir Dantzig et le corridor, la Pologne conservant le port de Gdynia sur la Baltique avec une voie d'accès.
- 3 - L'Allemagne garantirait de nouvelles frontières polonaises.
- 4 - Des colonies devraient lui être attribuées.
- 5 - Des garanties seraient données à la minorité allemande de Pologne.
- 6 - L'Allemagne s'engage à défendre l'Empire britannique.

Dans la soirée, Dahlerus est de retour à Berlin avec une réponse officieuse de l'Angleterre.

L'offre allemande de voler au secours de l'Empire et la demande de colonies sont rejetées. En revanche, la Grande-Bretagne était « disposée à signer un pacte avec l'Allemagne à condition que celle-ci acceptât de régler la question du Corridor par voie de négociation avec la Pologne; cette négociation devrait s'ouvrir immédiatement; les nouvelles frontières de la Pologne seraient garanties par les cinq grandes puissances. »

Goering estime cette réponse « peu favorable ». Ce n'est pas l'avis de Hitler. A minuit, il dit:

- J'accepte la proposition anglaise.

On peut croire la paix sauvée. Pour certains journaux parisiens, le bluff allemand est démontré. Hitler n'est pas en état de faire la guerre. C'est l'opinion de plusieurs ministres: Mandel, Reynaud, Jean Zay, Campinchi. Lors du Conseil qui se réunit le 31 août à 18 heures, ils interviennent vigoureusement dans ce sens. Daladier leur donne raison. Il sort d'un dossier une lettre qu'il se met à lire, lentement d'abord, puis de plus en plus vite, d'une voix qui vibre. C'est une lettre adressée à Albert Lebrun par M. Coulondre, notre ambassadeur à Berlin.

*«30 août 1939, au soir, Monsieur le Président,*

*L'épreuve de force tourne à notre avantage. J'apprends de source sûre que depuis cinq jours M. Hitler se montre hésitant, qu'il y a un flottement au sein du parti nazi et que les rapports signalent un mécontentement grandissant dans le peuple. L'attaque allemande contre la Pologne était fixée au 26. M. Hitler a reculé au dernier moment ... Il n'est que de continuer à tenir, tenir, tenir ... A vous communiquer ce*

*premier bulletin, mon cœur est gonflé d'émotion. Suivant ce qui m'est dit, M. Hitler se demande comment sortir de l'impasse. Il faut, par notre attitude de fermeté, l'amener à se convaincre qu'il n'obtiendra plus rien par les méthodes qu'il a employées jusqu'ici ...*

*Vous êtes pêcheur, je crois. Eh bien! le poisson est ferré ... »*

- Cette lettre produit un effet énorme, note Bonnet

Du coup Daladier repasse dans le clan des yes. Il est gonflé à bloc.

Il renonce à envoyer de Monzie à Rome pour participer à la conférence qu'offrait de tenir Mussolini. Hitler se dégonfle ! Hitler se dégonfle ! Les durs pavoisent. Pas pour longtemps. Irrité par les lenteurs et les attermoissements du colonel Beek (10), Hitler rompt les discussions (11). Le 1- septembre 1939, à 4 h 45, le ciel polonais s'embrace. Sans déclaration de guerre, l'armée allemande attaque: 15 divisions blindées, mécaniques et motorisées, 42 divisions d'infanterie, 2000 avions dont 300 chasseurs-bombardiers modèle Stukas. En tout, 1 500 000 hommes, tous d'active.

A huit heures, Bonnet est chez Daladier.

- Vous voyez que Hitler ne bluffait pas, contrairement à ce qu'ont dit la plupart de vos ministres, dit-il.

- Mes ministres sont des imbéciles, dit Daladier.

Mais quel était donc l'idiot qui les avait choisis ?

### Un débat escamoté

Même si les combats ont commencé, certains croient toujours à la paix. Mussolini, par le comte Ciano, maintient son offre de conférence. Bonnet obtient que la Pologne y soit invitée. On cesse le feu, et on parle. Londres est d'accord, mais pose une condition qui va faire capoter la tentative : le cessez-le-feu ne suffit pas. Il faut que les troupes allemandes évacuent le terrain polonais.

Le 2 septembre, à 9 heures, un incident pénible se déroule au Quai d'Orsay. L'ambassadeur polonais, Lukaszewicz, « tremblant de colère », prend Georges Bonnet à partie. Il reproche au ministre des Affaires étrangères de n'avoir pas encore envoyé un ultimatum à Hitler.

- C'est qu'avant de prendre une telle mesure, il faut l'assentiment des Chambres, répond Bonnet.

- Vous nous aviez promis une aide efficace et rapide. Votre armée et votre aviation devaient être à notre disposition. La France n'a pas de parole (12).

- J'excuse vos propos par les malheurs de votre patrie, dit Bonnet.

Le 2 septembre, à 15 heures, les Chambres sont convoquées. Les députés hostiles à la guerre ont constitué un intergroupe, qui s'appelle modestement *Comité de liaison*. Il réunit des hommes de droite (Tixier-Vignancour, Scapini), du centre (Brille, Delaunay, Montigny), de gauche (Bergery, Château, Cayrel, Brunet, Chouffet, Rives, Froment, Deschizeaux, Rauzy). Plusieurs d'entre eux sont francs-maçons. Delaunay (loge *La Tolérance et l'Etoile de Saintonge réunies*) ; Château (*L'Union parfaite*) ; Chouffet (*La Fraternité progressive*) ; Brunet (*Pythagore*) ; Rives (*Les Amitiés internationales*). Ce seul fait permet de mesurer la division des esprits. La guerre a fait éclater l'affrontement traditionnel droite-gauche.

Ce comité de liaison charge Gaston Bergery d'expliquer que la seule chance d'éviter le pire est d'accepter la proposition italienne. Depuis Munich, le prestige du directeur de *La Flèche* ne cesse de grandir. On parle encore du discours remarquable qu'il avait prononcé le 4 octobre 1938, jour de la ratification du traité. Avec un an d'avance, il avait posé le problème de Dantzig et du Corridor, en déclarant:

*- Certains d'entre vous pourraient me dire : « Pourquoi parlez-vous d'une difficulté qui n'est pas actuellement soulevée ? » Messieurs, l'Allemagne aujourd'hui ne la soulève pas pour des considérations de diplomatie germano-polonaise que nous connaissons tous. Mais quelqu'un parmi vous se figure-t-il que c'est une situation durable? Nous savons bien tous que non. Nous savons bien tous qu'il ya intérêt, au lieu d'attendre de se trouver encore devant un diktat, ou un fait accompli, à appliquer le mot d'un grand diplomate : « La diplomatie, c'est l'art de profiter des choses qui sont inévitables. »*

L'intervention de Bergery est attendue avec beaucoup de curiosité.

D'autres orateurs veulent montrer que nos engagements avec la Pologne n'ont pas autant de rigueur qu'on le prétend. Des réalistes, constatant l'avance allemande, foudroyante dans le hurlement des blindés et des Stukas, affirment que Varsovie aurait avantage à traiter avant qu'il ne soit trop tard. Certains proposent d'appeler à la Société des Nations. N'a-t-elle pas été créée pour ce type de situation?

Bref le débat promet d'être passionné et passionnant. D'une importance capitale. Déjà, dans les couloirs, les députés, qui arrivent des quatre coins de France, confrontent leurs impressions et sont d'accord. Le pays est morne, résigné. Il se laissera sans doute conduire à la guerre. Il ne la fera pas. Alors ...

Le clan de la guerre découvre les dangers d'une discussion générale. Au cours de la réunion des présidences de groupes, Albert Sarraut, l'homme qui ne tolérerait pas que Strasbourg fût sous le feu des canons allemands, fait appel au patriotisme. Il faut que les orateurs inscrits renoncent à leur temps de parole. Le gouvernement est en pleine négociation avec l'Allemagne par l'intermédiaire de Rome. Des paroles imprudentes pourraient être prononcées qui gêneraient la manœuvre. Il faut imposer le silence, et voter les crédits sans débats.

- C'est le meilleur moyen d'aider le Gouvernement à maintenir la paix (13) ?

Qui ne veut aider le Gouvernement à maintenir la paix ?

Herriot parle. Daladier parle. Les orateurs inscrits se taisent. Seul Bergery essaye d'intervenir. Des clameurs couvrent sa voix. Le débat est escamoté. Pour le parti de la guerre, la partie est déjà gagnée. Le piège ne peut plus ne pas fonctionner.

### La guerre à la sauvette

Suit une suspension de séance pour permettre à la commission des Finances d'examiner le projet de loi « portant ouverture de crédits de 75 milliards ». Ici aussi on découvre le camouflage et le subterfuge. Initialement, dans l'exposé des motifs, rédigé par Jardel, le directeur du Budget, celui-ci avait écrit: Pour « *faire face aux trois premiers mois des hostilités* ». Paul Reynaud avait trouvé la formule trop franche et brutale. Il la remplace par « *Dépenses pour faire face aux obligations résultant de la situation internationale* ».

Néanmoins les députés membres de la commission hésitent. Ils flairent le traquenard. Daladier intervient. Il répète à plusieurs reprises :

- Nous sommes résolu à tout faire pour maintenir la paix. En ce moment même le Gouvernement négocie. La mobilisation n'est pas la guerre. Mais il faut donner à Hitler l'impression d'une volonté unanime.

Frot pose alors une question:

- Est-il bien entendu que le vote des crédits n'implique en aucune façon un octroi de pouvoirs au Gouvernement pour déclarer la guerre ?

Daladier répond avec la plus grande fermeté :

- Vous savez bien que la Constitution est formelle : le vote des Chambres est nécessaire pour déclarer la guerre. Si la guerre devait être déclarée, nous reviendrions devant vous.

Le duc d'Audiffret-Pasquier, député de l'Orne, insiste :

- Il est bien entendu que le Gouvernement, en réclamant ces crédits, ne se trouve nanti d'aucun mandat nouveau et qu'il ne s'en autorisera pas pour ouvrir, d'une manière ou d'une autre, les hostilités.

- D'accord, répondent d'une même voix Daladier et Reynaud.

François Piétri, à son tour, obtient l'engagement formel de consulter à nouveau le Parlement avant toute déclaration de guerre.

« *C'est à cette occasion que, lors de la reprise de séance, le rapporteur de la commission émet un avis favorable, raconte un témoin: Jean Montigny, député de la Sarthe. Alors intervient le vote à mains levées, lâche et scandaleux en une telle circonstance. L'Officiel croit devoir affirmer qu'il y a eu unanimité favorable. Je m'inscris en faux car les membres du comité de liaison n'ont pas levé la main ; à aucun moment, ils n'ont applaudi ni ne se sont associés aux manifestations d'enthousiasme qui ont salué les orateurs. Je suis assis, mâchoires serrées, à côté de l'un de mes amis. Nous attendons que le président, après avoir constaté le nombre de mains levées, accomplisse un devoir formel de sa fonction en prononçant la phrase traditionnelle : «Avis contraires ? ». Mais il se garde bien de poser la question sachant que quelques-uns au moins rompraient la prétendue unanimité. Ainsi débat et vote ont-ils été escamotés (14). »*

Pour Daladier et les ministres bellicistes, l'essentiel est accompli. Il ne s'agit plus maintenant que d'une question d'heures. Finalement Londres et Paris s'accordent sur ceci. L'ultimatum britannique à Hitler prendra fin le 3 septembre à 11 heures. Celui de la France suivra à 5 heures. Il n'est plus question d'un retour devant les Chambres, bien entendu.

Comme le note encore Jean Montigny: **La guerre a été votée sans l'être tout en l'étant, anonymement et à la sauvette.**

Quand on apprend à Paris l'ampleur et l'efficacité des bombardements effectués en Pologne par la Luftwaffe, Daladier s'émeut. Il téléphone à Chamberlain :

- J'espère, comme promis, que votre aviation va protéger notre mobilisation.
- Nos ressources sont insuffisantes, dit Chamberlain.

M. Coulondre, notre ambassadeur à Berlin, est reçu par von Ribbentrop. Il l'informe que, faute d'évacuation par l'Allemagne des territoires qu'elle a envahis en Pologne, la France commencera les hostilités à 17 heures.

- Eh bien, c'est la France qui sera l'agresseur, dit Ribbentrop.
- L'histoire jugera, répond l'ambassadeur.

La France avait tenu parole et respecté ses engagements. En partie tout au moins.

Car le 17 septembre, quand l'armée rouge, à quatre heures du matin, entre en Pologne, occupe Vitno et Brest-Litovsk, et bientôt Lwow, la France se garde bien d'adresser un ultimatum à Staline.

Elle préférerait sélectionner les agresseurs.

Ainsi prit fin le dernier été de notre jeunesse; ainsi commença la Seconde Guerre mondiale qui fit une cinquantaine de millions de victimes. Cinquante ans plus tard. on constatera que la paix n'a pas encore été signée.

## NOTES

(1) Brest-Litovsk. Dès le mois d'avril 1917, Lénine préconisait la paix immédiate avec l'Allemagne et la fraternisation des soldats russes et allemands. Quelques semaines après la Révolution d'octobre qui, comme chacun sait, eut lieu en novembre, il signa (le 15 décembre 1917) un armistice avec les troupes germano-autrichiennes à Brest-Litovsk, petite ville de Biélorussie. Ainsi l'Allemagne put utiliser à l'ouest une partie de son armée engagée à l'Est. Parmi les premières victimes de la révolution bolchévique, il faut compter les soldats français.

(2) Rapallo. Ville d'Italie, près de Gênes. C'est là que le 16 avril 1922, l'Allemagne et l'URSS signèrent à la surprise (et à l'inquiétude) de la France. le traité par lequel « les deux pays renonçaient à leurs réparations de guerre, décidaient l'ouverture de négociations économiques. et une consultation permanente sur les grands problèmes ... »

(3) Le protocole secret stipulait : « La sphère d'intérêt de l'Allemagne et de la Russie sera déterminée par les rivières Vistule, Narev et San. La question de savoir s'il est de l'intérêt des deux parties de maintenir un Etat polonais indépendant sera déterminée par un accord amical entre les gouvernements russe et allemand d'après le développement des événements politiques. Les Russes ayant manifesté un intérêt pour la Bessarabie. Dans le sud-est européen. l'Allemagne déclare se désintéresser complètement de cette partie de la Roumanie.

(4) Malgré les déclarations officielles ou quasi officielles contraires. Ainsi Paris-Soir publiait le 26 août une dépêche d'agence en provenance d'Allemagne qui disait : « Le revirement des relations soviétiques n'est pas une manœuvre tactique. mais un événement d'une portée historique, qui doit être considéré comme décisif pour les rapports futurs germano-soviétiques à longue durée. » La longue durée n'excéda pas 22 mois (Opération "Barberousse", 22 juin 1941).

(5) Voix d'outre-tombe. Le couple Allemagne-Russie. (Textes de Jacques Bainvilk), AF dMje/ldi 24 août 1939.

(6) Des élections venaient d'avoir lieu qui avaient amené au Reichstag 107 députés nationaux-socialistes représentant 6 400 000 voix.

(7) Benoist-Méchin. Soixante jours ... t.l. p. 51.

(8) Paul Reynaud. Envers et contre tous, cité par J. Montigny. (9) Chastenot. Cent ans de République, p. 98.

(10) Beek Josef (1894-1944). Il avait fait fait la première guerre mondiale dans la légion polonaise de Pilsudski et fut attaché militaire à Paris avant de quitter l'armée (avec le grade de colonel) et de se lancer dans la politique. Ministre des Affaires étrangères, il signa un pacte de non-agression avec l'Allemagne national-socialiste en 1934. Après Munich, il participa avec Hitler au démantèlement de la Tchécoslovaquie et se fit octroyer le district charbonnier de Teschin. Mais, en 1939, il s'opposa à toute solution pacifique du problème de Dantzig. Il avait abusé les nations occidentales sur les capacités militaires de la Pologne, autant qu'il avait cru aux promesses des bellicistes français. Tout fut réglé en moins d'un mois (1er septembre:

début des hostilités. 27 septembre: capitulation de Varsovie). La Pologne, pour la liberté de laquelle on a fait la Seconde Guerre mondiale, ne devait plus retrouver une certaine indépendance qu'en 1989.

Le colonel Beck est mort en Roumanie.

(11) Devant le Reichstag, le Fiihrer se justifie en déclarant qu' il a attendu deux jours un plénipotentiaire polonais qualifié et qu' il n' a reçu que des réponses dilatoires. Il conclut : « Si l' on croit pouvoir traiter ainsi le Reich allemand et son chef, l'Allemagne n'a plus qu' à disparaître de la scène politique. »

(12) Il existait depuis le 15 mai un accord signé entre le général Gamelin et le général Kasprzycki, délégué par l' état-major de Varsovie, accord non ratifié par les gouvernements, stipulant que quinze jours au plus tard après la mobilisation, 35 divisions fraises prendraient l'offensive (Chastenet).

(13) Témoignage de P.-E. Flandin. (14) Montigny. Op. ciL p. 267.

Livre : page 87

# DEUXIEME PARTIE

## LE PREMIER HIVER DE LA GUERRE

### CHAPITRE I

#### LA GUERRE DE L'ATTENTE DANS L'ATTENTE DE LA GUERRE

Samedi 2 décembre 1989. Anne Le Pape, de Choc, Serge de Beketch, Radio-Courtoisie, Paul Robert, directeur de la SERP, déjeunent à la maison. Ils font une cassette de souvenirs, témoignages, réflexions, commentaires sur 1939 et la guerre. C'était il y a cinquante ans. J'en avais vingt.

Question d'Anne Le Pape :

- Si je vous demandais, tout à trac, à brûle-pourpoint, de ces premiers mois de guerre quel est le souvenir qui vous a d'abord marqué, l'impression qui domine et s'impose ...

Ce genre de question est toujours arbitraire. Il n'y a pas un, mais des souvenirs dominants. J'ai appris jadis, en psychologie, que lorsque je prononçais le mot cheval, c'était toujours le même cheval que je me représentais. Si cela est exact, je suis un anormal. Quand je prononce le mot cheval, c'est rarement le même cheval que je vois. Il change selon le jour, l'humeur, le livre que j'ai lu, la conversation que j'ai eue, les images que j'ai vues. Ce peut être le cheval blanc de l'Auberge, ou la Jument Verte ..

Quand le passé revient et qu'il traîne en moi son écharpe d'images, ce ne sont pas les mêmes scènes, avec les mêmes personnages, dans les mêmes décors, ni les mêmes visages, ni les mêmes émotions, ni les mêmes voix, ni les mêmes bruits, ni les mêmes odeurs qui s'imposent.

Après un instant de réflexion, j'ai répondu à Anne Le Pape :

- L'ivrognerie.

Nous étions à la fin du repas. Nous ne l'avions pas traversé comme un désert, en ménageant la gourde. Evoquant la guerre, il avait bien fallu marcher au canon. Sur la desserte, les flacons vides, formés en dernier carré, l'attestaient Ce fut peut-être leur vue qui me donna en bouche le goût de fer des bidons.

Mais aujourd'hui, dimanche 10 décembre, dix heures du matin, j'écris tout en regardant par la fenêtre le bouleau déplumé qui dessine, en noir, sa dentelle japonaise sur un ciel plat et gris, couleur de neige. Alors je répons :

-Le froid

L'image qui s'impose est celle de l'hiver, l'hiver terrible, « tueur de pauvres gens », comme disait le poète, en l'occurrence Jean Richepin, l'auteur des *Gueux*. Mon père en savait des pages entières par cœur. Qui connaît encore son nom ?

En novembre 1939, il fait un froid de loup et de banquise. - 15° - 20°. De ma vie, il n'y aura qu'en prison que j'aurai plus froid. Et encore ... Après qu'on m'eut volé mes couvertures.

« *Quelque part en France* » selon l'expression autorisée par la censure, (*"Taisez-vous, méfiez-vous, les oreilles ennemies nous écoutent* »...), autour d'un brasero fabriqué dans un fût de cinquante litres d'huile de camion, je vois des trouffions qui dansent, sur place, un piloupilou pour esquimaux clochards. Ils tapent dans leurs mitaines. Comme ils appartiennent à un régiment du sud-ouest, le 57<sup>e</sup> régiment d'infanterie de Bordeaux (caserne Xaintrailles), ils disent, avec l'accent :

- Putaing de cong, ça cailleu l

Ils ont le col de la capote relevé, le calot baissé en passe-montagne, et, enroulé jusqu'aux yeux, le cachez en grosse laine, tricoté par la marraine de guerre. Ce qui donne à rêver. Alors, à travers les lainages, on les entend souffler :

- A ma prochaine perm', les gonzes, vous allez voir ce que je vais lui tricoter, à ma marraine !...

En essayant de voir alentour, sous les capuches en angora, les yeux deviennent flous. L'affiche du foyer qui recommande :

*Quand tu parles des Femmes,*

*Pense à ta Soeur*

*Et pense à ta Mère.*

si émouvante et judicieuse qu'elle soit, n'a pas encore modifié les mœurs ni le vocabulaire du bidasse. Ceux du gradé non plus.

Il fait si froid qu'à la mi-janvier, lorsque je reviens à Concarneau en convalescence (j'ai été blessé à l'exercice et j'ai contracté une pneumonie à l'infirmerie), je découvre l'eau de l'arrière-port gelée. Les bateaux à quai, pris dans les glaces, comme les navires hollandais, enlevés à l'abordage devant Texel par les hussards de Pichegru: de mémoire de marins concarnois, on n'avait jamais vu ça.

L'avant-port et la baie sont blancs d'argent, couleur des immenses bancs de sprats et d'anchois qui fuient des eaux encore plus froides. On les pêche dans des bennes qui servent d'ordinaire à ramener du maërl - mélange de gravier, de détritrus d'algues et de coquillages, que les paysans bretons utilisent pour amender leurs champs. La température est si basse que les équipages se relaient toutes les deux heures et qu'il faut se réchauffer en buvant des soupières de vin chaud.

### **Le vin chaud du soldat**

Le vin chaud! Le vin chaud du soldat! C'est la boisson patriotique, la potion miracle de ce premier hiver de la nation en armes. Les trains qui viennent de nulle part et vont on ne sait où, s'arrêtent dans des gares où ils n'ont rien à faire. Sous la lumière bleue des lampes qu'on a peintes pour déjouer les raids de l'aviation ennemie, un essaim de dames vêtues comme des infinières et coiffées d'un tchador laïque frappé de la croix rouge, jaillit alors des salles d'attente transformées en salles d'accueil ou de premiers secours. Elles portent à bout de bras des brocs qui fument. Elles trottent le long du convoi en criant:

- Du vin chaud ! Du bon vin chaud pour nos p'tits soldats !

Les p'tits soldats, déjà sérieusement éprouvés, tant par les arrêts précédents que par les numéros de clairon au bidon, effectués entre les haltes, (« *C'est pas d'la soupe, c'est du rata, c'est pas d' la m ... mais ça viendra ... Vive la quille, bon dieu d'vingt dieux !* »), se penchent aux portières et tendent leurs quarts, culottés comme de vieilles pipes. Ceux-ci sont de deux sortes. Les anciens, en fer, ronds, largement ouverts, qui ont gagné Verdun. Les nouveaux, en alu, étroits et plats, qu'on ne peut remplir et où on ne peut boire sans verser à côté.

Ils vont perdre Sedan.

Quoique comparaison ne soit pas raison, les commentaires sont immédiat :

- L'est meilleur ici que là-bas.

- Savent y faire ... Y'z'ont mis de la cannelle !

- Tu rigoles ou quoi ? C'est pas d' la cannelle, c'est du bromure.

Le bromure dans le pinard: c'est le refrain de l'hiver. Pour éviter que les trois millions neuf cent mille gaillards (1) qu'on a mobilisés depuis le 3 septembre aient le coeur trop gros, le soir, en pensant à leur payse, dans leur "sac à viande" (nom poétique donné au drap cousu pour faire un sac de couchage), le Haut Etat-Major mettrait du bromure dans le vin.

Tous les matins, au réveil, il y a toujours deux ou trois boute-entrain pour constater l'étendue des dégâts :

- Ben dis donc, Paulo, c'est pas encore aujourd'hui qu'on va t'appeler Triplepatte.

- Si Germaine voyait ça, elle en aurait les tannes aux yeux.

- Penses-tu. Ya le facteur ... etc.

Les variations sont infinies.

Malgré ses ravages, le bromure n'empêche pas la consommation.

On boit le matin pour se mettre en train. On boit le soir pour glisser dans le sommeil. On boit dans les chambrées. On boit à la cantine. On boit dans les bistros. Ne croyez pas que j'exagère. Un monsieur aussi distingué que M. Chastenet, directeur du *Temps*, membre de l'Académie française et de l'Académie des Sciences morales et politiques, signale les «grandes facilités laissées aux débits de boissons dans les cantonnements. Résultat: l'ivrognerie fait des progrès aux armées et force est d'aménager, dans les grandes gares, des locaux spéciaux, pudiquement baptisés "salle de déséthylation" (2). »

On boit contre l'ennui. On boit parce qu'on s'emm ... c'est la rengaine que l'on chante de Bitche à Biarritz et de Dunkerque à Menton

*Ah ! c' qu'on s'emm ici (ter)*

*M ... ici, m ... ici, m ... ici.  
Tsoin, tsoin!*

### **Cette guerre qu'on a déclarée et qu'on ne fait pas !**

La situation est absurde, surréaliste. Sartre qui a été mobilisé en qualité de météorologue en Alsace, où il mesure la vitesse du vent pour les artilleurs, dira : "kafkaïenne". C'est énorme. C'est bouffon. Nous l'avons dit au chapitre précédent: le 15 mai 1939, le général Gamelin, chef d'état-major de la Défense nationale avait signé avec son homologue polonais l'engagement suivant: quinze jours, au plus tard, après le début de la mobilisation, la France jettera 35 divisions françaises contre l'Allemagne (3).

Or que se passe-t-il ?

L'Allemagne entre le 1er septembre en Pologne. Elle attaque sur un front de 600 km. Ses blindés foncent sur Varsovie, coupent les voies ferrées, écrasent la fameuse cavalerie polonaise dont Gamelin prétendait qu'elle tiendrait jusqu'au printemps. Les avions allemands - les Stukas - mitraillent en piqué l'infanterie et la clouent au sol. En cinq jours, Von Rundstedt fait voler en éclats tout le dispositif du généralissime Rydz-Smigly. Le 6, Cracovie est prise. Varsovie est bombardée et menacée. Que fait Gamelin ? Rien.

Ou si peu.

Nous avons déclaré la guerre à l'Allemagne le 3 septembre. La mobilisation s'est accomplie sans que Hitler eût cherché à l'enrayer. Des avions allemands ont survolé la France, mais pour lancer des tracts, pas des bombes. Nous avons mis sur pieds 62 divisions d'infanterie, 2 divisions légères mécaniques, 3 divisions motorisées de cavalerie, 50 régiments d'artillerie, 2200 chars et 1660 avions.

La Pologne possède 32 divisions d'infanterie, 36 régiments de cavalerie et 300 avions.

L'Allemagne a lancé contre elle l'essentiel de ses forces : 42 divisions d'infanterie, 2 000 avions (sur 3 000), 15 divisions blindées, mécaniques et motorisées. Au début du mois de septembre, il ne reste à l'ouest, face à la France que 11 divisions d'infanterie, dont 8 d'active.

En 1945, à Nuremberg, le général Hadler, ancien chef de l'état-major particulier du Chancelier déclara :

*- Si les Français avaient attaqué au début de septembre, ils pouvaient franchir le Rhin sans rencontrer de résistance sérieuse.*

Ce que confirma le général Keitel, devant le même tribunal :

*- Une attaque française se serait heurtée, du côté allemand, à une simple couverture, et non à une défense réelle.*

Enfin, le général Guderian, le stratège des chars, écrit dans ses Souvenirs :

*« Nous avons été stupéfaits de voir que les Français ne profitaient pas de l'occasion qui s'offrait. Il était impossible de comprendre les raisons de cette abstention (4) ... »*

En France non plus on ne comprend pas. Les cafés ont acheté des cartes et des petits drapeaux. Ils sont restés sur la ligne Maginot.

Il y a eu pourtant un début de commencement d'offensive. Le 7 septembre, entre Sarreguemines et Bitche, 9 divisions avancent. Sous le commandement du général Prételat, elles pénètrent en Sarre sur un front de 25 km. Le moral est excellent. L'air sent la poudre. La Ligne Siegfried, que l'on dit en carton, va connaître son baptême du feu. Mais non. L'ordre arrive de Paris: « Stoppez ». Jacques Chastenet raconte :

*« Le 12, une instruction secrète adressée au général Prételat l'invite à faire établir une position défensive sur la ligne occupée et à s'abstenir de toute nouvelle attaque. Le même jour, le commandant en chef fait part de sa décision au commandement réuni à Abbeville. Il est approuvé et, à l'issue de la réunion, il écrit : "J'ai l'impression que c'est pour tous un soulagement." La Pologne est bien définitivement abandonnée à son sort (5)>>*

C'est pourtant pour la sauver et la protéger de la barbarie qu'on avait déclaré la guerre... Une guerre qu'on ne fait pas.

### **Bobards et bourrage de crânes**

Bientôt l'ordre arrive de se replier sur les positions de départ. Ce va-et-vient ridicule aura fait quelques dizaines de morts (200 durant ce mois de septembre). Il est salué comme un fait d'armes, un exploit, digne de l'héroïsme des poilus. Voici - par exemple - ce qu'on peut lire dans *L'Illustration* (6). C'est le général H ... qui parle à Paul-Emile Cadilhac, correspondant de guerre :



*-La Sarre! Oui, nous sommes entrés en Sarre. mais parce qu'il le fallait. la Pologne était assaillie. accablée. On devait la soulager, attirer sur nos frontières le maximum de forces ennemies. et ce but a été atteint (sic).*

Il passe au récit des actions qu'il a dirigées au centre de la ligne, face à Sarrebruck, tandis que d'autres progressaient, à gauche, dans la forêt de Warndt, et, à droite se battaient au-delà de Sarreguemines. Deux méthodes s'opposaient: préparation d'artillerie massive, marmitage intense ou, au contraire, infiltration par ruse et occupation par surprise.

Le second procédé est adopté. *« Dans la nuit du 9 au 10 septembre, des éléments légers, à la nage, en barque, en radeau, passent de la rive droite sur la rive gauche de la Sarre, surprennent les avant-postes, les font prisonniers et, dès le matin, progressent, obtenant par cette audacieuse marche en avant des résultats inespérés. Cependant les pontonniers travaillent sans un instant de repos. A 10 heures et demie du matin, un premier pont est lancé. Un second le suit vers midi; un troisième vers 14 heures. Mais la résistance s'organise. Des mines explosent si nombreuses que par endroit on peut en compter une par mètre carré. Une maison saute, à l'entrée d' un village, ensevelissant huit hommes, et le bataillon qui débouche hésite. Des courriers arrivent portant des nouvelles fâcheuses : on n'avance pas, à gauche; l'artillerie n'a pas pu encore franchir les ponts et l'infanterie se trouve sans soutien ni base solide. Ni les hommes, ni leurs chefs ne se troublent. Et je songe, tandis que la narration se déroule, à ce mot d'un général de Napoléon - Desaix, je crois - qui, envoyant un message à l'empereur, lui déclarait ou à peu près : "Ma gauche est tournée, mon centre faiblit, je donne l'ordre d'attaquer". »*

Les mauvaises nouvelles, d'ailleurs, se révèlent fausses. *« Incidents de bataille »*, conclut le grand chef qui balaye le souvenir d'un geste. ( ... )

- *« Et le repli, mon général, demandons-nous cependant.*

- *Le repli était nécessaire. On ne se bat pas avec deux rivières dans le dos : la Sarre et la Blies.*

Il poursuit :

- *Notre tâche était accomplie, révolue même, puisque la Pologne avait succombé. Rester adossé à la Sarre et à la Blies, c'était, en cas de crue, risquer de faire capturer plusieurs régiments. Nous n'avions pas le droit de provoquer ce risque. »*

Et il décrit l'opération avec la même verve heureuse: les troupes retirées méthodiquement et secrètement, un rideau interposé pour tromper l'ennemi, les batteries changeant de place en vitesse pour faire croire à l'activité d'éléments nouveaux, et l'ennemi abusé tirant des centaines d'obus sur des positions fantômes. Enfin, épisode suprême, le retrait des derniers éléments, dramatisé par une crue subite, la Blies montant de 1,20 m en deux heures dans la nuit; trois ponts emportés et, malgré tout, le passage réalisé avec les moyens de fortune. *« Sur la gauche, un bataillon de chasseurs n'ayant pas reçu l'ordre de retrait, ou plutôt feignant de ne pas l'avoir reçu, continue de se battre. Une nuit entière - toute liaison rompue - on demeure sans nouvelles. Puis, vers la fin de la matinée, les chasseurs arrivent. dégagés, vifs, le béret en bataille. On me cite des traits émouvants: des éléments légers restés en plein bois, encerclés. se battent à un contre quatre. D'autres, sans s'émouvoir des obus qui commencent à grêler, ont franchi les ponts au pas et en colonne par trois.*

*L'ennemi a été durement "sonné" et ses pertes ont été lourdes: plusieurs milliers d' hommes. Surpris, médusés par ce repli, les Allemands se sont bien gardés de crier victoire. »*

Admirable morceau, touchant de naïveté patriotique et d'innocence dans le bobard. En France, attaquer en déclarant qu'on ne se bat pas avec deux rivières dans le dos, c'est limiter la bataille. Affirmer que *« la tâche était accomplie. révolue même, puisque la Pologne avait succombé »*, et que notre repli avait laissé l'ennemi *« médusé »*, c'est prendre de grandes libertés avec la vérité.

Le 14 septembre, Varsovie tient toujours. On se bat autour de Lodz. Une ligne de résistance essaye de s'implanter sur le Niemen et dans les marais du PripeL Armés de pelles, de pioches, de piques, des paysans combattent à côté des soldats. La bataille tourbillonne tandis que les panzers exécutent, avec une maestria qui stupéfie les spécialistes, leurs mouvements de dislocation en tenailles.

Le 17 septembre s'ouvre un nouveau fronL Conformément aux clauses secrètes de l'accord germano-soviétique, l'armée rouge entre dans la danse sur quatre axes. Au Nord, vers Vilno, plus bas vers Brest-Litovsk, plus au sud, entre Rowna et Wladimierz, et enfin vers Tamopol et Lwow, que les Allemands évacuent pour permettre aux communistes de s'y installer.

La région pour eux est pleine de souvenirs. C'est à Brest-Litovsk que les Bolcheviks, au début de 1918, signèrent le traité qui porte ce nom. Ils abandonnaient aux Allemands la Pologne, la Finlande, les Etats baltes et permettaient à l'armée allemande de l'Est de revenir grossir le front français.

Vingt ans plus tard, le 2 septembre 1939, la jonction entre les envahisseurs allemands et soviétiques est à nouveau accomplie. Néanmoins ni l'Angleterre, ni la France ne déclarent la guerre à l'URSS. Ni Londres, ni Paris n'envisagent même de rompre les relations diplomatiques avec Moscou. Ce fait, à lui seul, suffit à montrer l'ambiguïté du conflit. Cette guerre est truquée. Cette guerre est politique. Quand Hitler envahit la Pologne, les traités qui garantissent l'inviolabilité du territoire polonais nous obligent à déclarer la guerre. Quand Staline envahit la Pologne, les traités qui garantissent l'inviolabilité du territoire polonais n'obligent même pas à renvoyer son ambassadeur.

### L'Extraordinaire Général Maurin

Les Allemands ont fait 600 000 Polonais prisonniers. Les Soviétiques la moitié : 300 000. Dans Varsovie, on se bat pied à pied. C'est une bataille de rues et de maisons. Des milliers de cadavres pourrissent dans les décombres. Ce n'est que le 24 que la ville investie par les blindés baisse les armes. Il y a douze jours que l'offensive française s'est arrêtée après une progression de huit kilomètres et une semaine que nous avons repassé la Blies, pour ne pas l'avoir dans le dos.

Cela n'empêche pas le général Louis Maurin, commentant le discours du président polonais Moscicki («*La Pologne s'est sacrifiée pour sauver le genre humain de la barbarie* »), d'écrire ces lignes inoubliables :  
« *Pas une allusion n'a été proférée relativement à la lenteur de notre progression. Admirable leçon de patience. L'ancien président de la République polonaise sait ce que représente l'effort déjà fourni par l'armée française et nous devons tous être persuadés de la valeur de cet effort. Le point d'attaque a été excellemment choisi; le front a été suffisamment étendu pour éviter des actions de flanc toujours redoutables lors de l'avance des troupes. Le président Daladier qui sait ce que c'est la guerre, car il fut un vrai combattant, a rendu un public hommage aux chefs et à la troupe qui ont réussi, aux moindres frais, une telle avance dans un terrain semé d'embûches, et où avaient été accumulées les défenses inattendues, comme celles que nous avons rencontrées en 1918 : un objet traîne sur une table, mais, si on y touche, un pétard éclate; une porte est restée entrouverte, mais l'imprudent qui la poussera provoquera une redoutable explosion ...* » (*Match*, n° 65).

Pour donner à ce délicieux morceau encore plus de saveur, rappelons que le général Maurin était le ministre de la Guerre qui permit le 7 mars 1936 à Hitler et à trois bataillons de réoccuper la Rhénanie, Aix-la-Chapelle, Trèves et Sarrebruck. C'était le premier geste qui allait nous conduire à la guerre. Interrogé en conseil des ministres sur la riposte qu'il fallait donner à ce coup de force, le général fit deux réponses fabuleuses. Il dit :

- Si vous décrêtez la mobilisation, vous porterez atteinte au moral de l'armée car vous savez bien que vous ne ferez rien (7).

Et :

- L'état actuel de l'armée française ne permet pas de courir ces risques (8).

Ce n'était pas l'avis d'Hitler. Il demeura à sa table de travail deux jours et deux nuits. Plus tard, l'affaire réussie, il devait dire à son interprète (9) :

- Les quarante-huit heures qui ont suivi l'entrée de nos troupes en Rhénanie ont été les plus angoissantes de toute ma vie. Si les Français avaient alors avancé, nous eussions dû nous retirer avec notre courtoise honte, car les forces militaires dont nous disposions étaient insuffisantes pour tenter une résistance même modeste.

Rien ne fit pourtant changer d'avis l'incroyable général Maurin.

Deux ans plus tard, en mars 1938, il écrivait dans *Le Journal*: « *La France sut faire la réponse qu'il fallait au geste allemand du 7 mars 1936. En cette heure grave, l'armée s'est montrée admirable, tout simplement.* »

Tel était l'homme que Prouvost, directeur de *Match* et futur ministre de l'Information dans le prochain gouvernement (celui que formera Paul Reynaud, au printemps), avait choisi pour être son Clausewitz et expliquer la guerre aux Français.

Nous n'y sommes pas encore. Après l'intermède sarrois, la guerre s'est enlisée. Les communiqués se limitent à une phrase: «*Au cours de la nuit, activité habituelle des patrouilles.*» Ou :« *Rien à signaler sur l'ensemble du front.* » On s'installe dans cette guerre qui n'en est pas une, On s'attendait à des batailles de

mouvement comme en Quatorze (on fait constamment référence à l'ex-der des der), ou à des bombardements sauvages, comme à Varsovie. Rien ne se passe. On avait craint les gaz. Un moment tout le monde militaire et civil portait son masque, dans un étui. Bientôt on laisse le masque à la maison. L'étui sert de sac à main (à Marseille pour y mettre la bouteille de pastis).

Les feuilles tombent. Il en tombe même du ciel, en papier dentelé, couleur rouille, comme des feuilles de marronniers. Sur une face, on voit une tête de mort, coiffée d'un casque français. Sur l'autre côté, on lit :

*Automne*

*Les feuilles tombent. Nous tomberons comme elles.*

*Les feuilles tombent. parce que Dieu le veut*

*Mais nous. nous tomberons parce que les Anglais le veulent*

*Au printemps prochain. personne ne se souviendra plus*

*Ni des feuilles mortes.*

*Ni des poilus tués*

*Et la vie passera sur nos tombes.*

*Ce sont les aviateurs allemands qui s'amuse.*

Mon père m'écrit. Il est persuadé que la guerre n'aura pas lieu. On l'a déclarée. Rien d'irréparable n'a été accompli. Aujourd'hui, quand on fait la guerre on ne la déclare pas. Voyez la Pologne. Quand on la déclare, c'est qu'on n'a pas très envie de la faire. Voyez la France.

Un mot de Cocteau circule :

*« La tragédie de la guerre a été soigneusement montée. Le public est favorable. Toutes les conditions du succès sont réunies. On attend. pourtant la pièce ne marche pas. »*

On attend. On n'arrête pas d'attendre. Depuis septembre 38, on attendait la guerre. On l'a eue. Depuis septembre 39, on attend. Quoi? La paix. Non. On attend ...

#### NOTES

(1) Exactemen 3 970 000.

(2) J. Chastenet. Cent ans de République (Flammarion), t. 7, p.151.

(3) Ce qui est stupéfiant, c' est que cet accord n'a jamais été ratifié par les gouvernements polonais et français.

(4) Chiffres et citations données par J. Chastenet, op. cil.. (5) Id.

(6) N°5045.11 novembre 1931,p. 265.

(7) Mot rapporté par Mandel à Reynaud (Au cœur de la mêlée, p.181).

(8) D'après H. de CarbuccĭIJ. Le massacre de la victoire. t. 2, p.106. (9) Id. p. 101.

Livre : page 102

## CHAPITRE II

### THOREZ S'EN VA REYNAUD ARRIVE

A Bordeaux, à la cantine de la caserne Xaintrailles, tenue par un personnage dont le nom m'enchanté autant que ses filles (il s'appelle Dieumegarde), les rumeurs bruissent comme une volière. On entend :

- Roosevelt a dit que ça serait fini au printemps.

- Les Boches i'z'ont plus rien. Pour mettre du lait dans leur café, ils traient les nourrices.

-Oh!

- Si. C'était sur le journal (l).

- Paraît que Musso veut organiser une conférence. On comptera tout : les avions, les canons, les chars, les bons-hommes, tout. Comme ça s'équilibre, on trouvera un accord, et chacun chez soi.

- En attendant, les vendanges, la femme et les gosses les ont faites sans moi... Putaing de sort ... Et je suis ici, à rien foutre et à gagner cinq sous par jour. Tandis que les fonctionnaires, eux autres, ils touchent leur traitement.

- Bois un coup, y a que ça de vrai.

Parfois le grand Delmas, qui est d'*Action française*, entre comme au théâtre et, sur le pas de la porte, imitant Briand, lance d'une voix de caverne:

- Arrièreu les canons ! Arrièreu les mitrailleuseus ! ... Il chante un vieux couplet anarchiste :

*Plus de guerre,*

*Guerre à la guerre,*

*Tremblez, potentats souverains,*

*Le peuple n'est pas un bétail humain,*

*C'est lui qui règnera demain !*

Et il tennine en clamant le slogan du Front Popu :

- Le pain ! La paix ! La liberté ! Vive Léon ! (Blum)

On rit. Certains applaudissent Les socialistes, qui piquent du nez sur leurs chopines, grommellent.

Une histoire court qui émeut les âmes sensibles.

- T'as connu Patureau ... Mais si. .. le ventre-à-choux ... un petit gros ... Même qu'il s'était laissé pousser le collier ... Celui qui passait son temps à sculpter des bâtons ... Patureau... Il est en cantonnement du côté de Saint-André de Cubzac. L'autre jour qu'il était de corvée de pluches, voilà-t-y pas qu'il entend aboyer. « Tiens donc, qu'il fait comme ça, on dirait la voix d'Arsène. » Arsène, c'est son chien. Un corniaud noir et blanc, avec une tache sur l'œil. Patureau, il l'aime plus que sa femme. Même qu'il a sa photo sur lui. Il la montre à tout le monde, avec des observations: « C'te bête, c'est plus intelligent que bien des hommes, et ça fait pas de vacheries... » Sacré Patureau ! .. Il a pas fini de dire ça que voilà-t-y pas qu'un clebs lui saute sur le poil et se met à le lécher partout. C'était Arsène! Parole d'homme. C'est Mougeotte, le caporal du ravito, qui a assisté à la séance et qui m'a tout raconté. Le Patureau, il pleurait comme une madeleine. « Mon petit Arsène, mon petit Arsène, mais comment t'as fait? »

Faut dire, Patureau, il reste plus haut que Nantes, un bled, La Chapelle Basse-mer. Le chien, il avait fait trois cents bornes, tout seul, pour retrouver son maître. C'est pas beau ça ?

Un gros malin :

- Je veux que c'est beau. Surtout qu'Arsène, il pouvait pas s'arrêter en chemin pour demander sa route, ni où qu'il était, Patureau !

Rires. Mais l'émotion demeure. Chacun tire sur sa pipe et voit Patureau pleurant, avec Arsène dans les bras.

### La désertion de Maurice Thorez

Moins émouvante, une autre histoire fait beaucoup jaser et suscite partout des réactions passionnées. C'est celle de Maurice Thorez, secrétaire général du parti communiste. Le pacte germano-soviétique. Les photographies de Staline trinquant à Moscou avec von Ribbentrop à la santé du Führer bien aimé, l'entrée de

l'Année Rouge en Pologne ont provoqué des cassures et des affrontements à l'intérieur de la famille communiste. Vingt et un députés et un sénateur entrent en dissidence. Marcel Ginon, député de la Seine, vient en uniforme dans un commissariat de police faire enregistrer sa démission. (Il sera assassiné en 1941.) Parmi les noms des rebelles à Moscou, on trouve ceux de : Clamamus, maire de Bobigny, ancien député, sénateur de la Seine, Capron, maire d'Alfortville, député, Auguste Vassart, membre du bureau politique, Vital Gaymann, le second d'André Marty aux Brigades internationales, etc.

Auguste Lecœur est alors le secrétaire de la Fédération du Pas-de-Calais. Il tient une réunion à Nœux-les-Mines :

« *A peine avais-je ouvert la bouche que je fus accueilli par une bordée d'injures, raconte-t-il dans son livre, Le Partisan. Je tins tête, parlai, mais personne ne m'entendit et plusieurs membres du parti vinrent à la tribune déchirer ostensiblement leur carte du parti ...* »

A Auchel vit un vieux de la vieille, un militant exemplaire, blanchi au feu des luttes syndicales et révolutionnaires. Il se nomme Dubus. C'est l'oncle de Thorez, et fier de l'être ... Il tient la permanence; jusqu'au jour où l'armée du prolétariat entre en Pologne. Alors, le vieux bolcho s'approche de la photo du "fils du peuple", son neveu; qui couvre un mur du local. Sur les yeux, il dessine des croix gammées. Il zèbre le visage d'une injure. Il prend sa casquette et plus voûté que par le travail, il s'en va ...

Maurice Thorez est mobilisé depuis le 3 septembre comme sergent, au 3<sup>e</sup> Génie, à Chauny, dans l'Aisne. C'est un sapeur. Mais sans reproche, disent les chansonniers. Il essaye de se faire oublier. Il évite les discussions. Il n'est l'objet d'aucune poursuite. Le 4 octobre • dans la chambrée, il joue aux cartes. On l'appelle :

- Maurice, des amis t'attendent, en voiture.

Roland Gaucher raconte dans son Histoire secrète du Parti communiste :

« Le sergent Thorez se lève, pose ses cartes sur la table et s'en va très tranquillement. En effet, à proximité de la caserne, une voiture stationne. Un peu plus tard, elle n'est plus là. Un peu plus tard encore, on commence à s'inquiéter : le sergent Thorez n'a pas reparu (2). »

On ne le reverra en France que cinq ans plus tard. Le secrétaire général du Parti communiste (celui qui, quelques semaines plus tôt, le 23 août 1939, déclarait à l'issue de la réunion du groupe parlementaire communiste : « **Si Hitler, malgré tout, déclarait la guerre, alors qu'il sache bien qu'il trouvera devant lui le peuple de France uni, les communistes au premier rang, pour défendre la sécurité du pays, la liberté et l'indépendance des peuples** ») vient de désertir. Il est condamné le 29 novembre par le tribunal militaire d'Amiens à six ans d'emprisonnement pour désertion à l'intérieur en temps de guerre (3).

### Offensives pour la paix

Les remous sont profonds et violents. D'autant que les communistes "moscoutaires", comme on les appelle, qui depuis 1936 poussaient à la guerre, sont maintenant des pacifistes résolus et décidés. Ils le clament à tous les échos.

Depuis Moscou, où il s'est réfugié, André Marty, l'ancien mutin de la mer Noire, écrit une lettre ouverte à Léon Blum où il dit :

« *L'actuelle guerre européenne est une guerre provoquée par deux groupes impérialistes dont chacun veut dépouiller l'autre; par conséquent les ouvriers, les paysans, les peuples n'ont rien à voir avec cette affaire ... Cette guerre, monsieur Blum, les ouvriers et les paysans français n'en veulent pas. Vous et les vôtres, socialistes d'Union sacrée, vous avez été à la tête de la lutte contre le parti communiste français, la seule force opposée à cette guerre, et c'est pour cela que vous avez exigé sa dissolution, croyant ainsi que la bourgeoisie aurait les mains libres pour mener cette guerre impérialiste, cette guerre injuste ...* »

Cette littérature défaitiste indigné la classe politique, les journaux, les fabricants et marchands d'opinion. A la base, dans le peuple, il n'est pas certain qu'elle ne trouve pas d'échos.

Certes on applaudit au décret du 26 septembre 1939 qui ordonne la dissolution du parti communiste et de « *toute association, toute organisation ou tout groupement de fait qui s'y rattachent et de tous ceux qui, affiliés ou non à ce parti, se conforment dans l'exercice de leur activité. à des mots d'ordre relevant de la Ille Internationale communiste* ».

On approuve l'interdiction des journaux et périodiques du Parti, comme on approuvera quelques semaines plus tard la déchéance et l'arrestation des élus communistes. C'est incontestable. Il y a un rejet général de la volte-face et de la trahison communistes. Mais cela ne signifie pas pour autant que ses mots d'ordre ne

soient pas entendus. Son appareil clandestin et son agitprop connaissent admirablement leur travail. Ce n'est pas par hasard si l'on entend au bistrot, sur les marchés, dans les trains et nos chambrées, des conversations comme :

- On a déclaré la guerre pour sauver la Pologne ...
- y a plus de Pologne.
- y avait qu'à leur donner Dantzig ...
- D'ailleurs ils l'ont.

Pour avoir tenu ce propos, un quidam écope de quatre mois de prison (*L'Œuvre* du 17 septembre). Le populo râle:

- Ça, c'est exagéré.

Les gars qui reviennent du front sont très entourés. Ils racontent que les Frisés (on ne dit plus les Boches, on dit les Frisés, ou les Fritz, ou les Chleuhs) promènent le long du Rhin des pancartes où l'on peut lire : « Nous ne voulons pas faire la guerre aux Français ».

Il circule, véhiculé dans mon bataillon par un instituteur socialiste de tendance Marceau Pivert - le Krivine de l'époque - un tract intitulé Paix immédiate. On en a beaucoup parlé. Mais le texte est assez rare pour que je ne crois pas inutile de le citer en entier :

*«Malgré tout l'effort des pacifistes sincères, le sang coule déjà.*

*Déjà presque toute l'Europe est dans la guerre. Le monde entier va sombrer dans le sang des hommes.*

*Tous le savent, tous le sentent.*

*La tristesse infinie des mobilisés eux-mêmes et la douleur pathétique de leurs proches en sont la preuve.*

*Pas de fleurs au fusil, pas de chants héroïques, pas de bravos au départ des militaires. Et l'on nous assure qu'il en est ainsi chez tous les belligérants. La guerre est donc condamnée, dès le premier jour, par la plupart des participants de l'avant et de l'arrière.*

*Alors faisons vite la paix.*

*N'attendons pas qu'elle nous soit offerte par les auteurs de guerre. Le prix de la paix ne sera jamais aussi ruineux que le prix de la guerre. Car on ne construit rien avec la mort ; on peut tout espérer avec la vie.*

*Que les armées laissant la parole à la raison déposent les armes ! Que le cœur humain trouve son compte dans une fin très rapide de la guerre.*

*Réclamons la paix ! Exigeons la paix. »*

Ce joli morceau fleure bon la phraséologie anarchiste. Il est en effet l'œuvre d'un correcteur d'imprimerie libertaire: Louis Lecoin. A cinquante ans, Lecoin en a passé une dizaine en prison pour antimilitarisme. On peut discuter ses idées. On ne discute pas son courage, ni son dévouement à la cause pacifiste. C'est Louis Lecoin qui, par des grèves de la faim répétées (et pas des grèves-bidon !) fit reconnaître l'objection de conscience. En 1939, il dirige un journal intitulé Solidarité Internationale Antifasciste (SIA) auquel collabore le scénariste et dialoguiste Henri Jeanson, le polémiste-vedette du Canard enchaîné.

L'histoire fabriquée et falsifiée qu'on nous raconte aujourd'hui prétend qu'en 1939 les pacifistes étaient des fascistes acquis ou vendus à Hitler. Paix immédiate n'était signé que par des gens engagés à gauche. Il y avait Marcel Déat, député, ancien ministre, qui sortait du parti socialiste. Des syndicalistes : Georges Dumoulin (ancien secrétaire de la CGT), Yvonne et Roger Haguenaer (du Syndicat de l'Enseignement), Marie Langlois, Georges Yvetot (président des Bourses du travail), Vivès, Vigne. Un philosophe de gauche : Alain. Des écrivains classés à gauche: Jean Giono (l'auteur du Refus d'obéissance qui prêchait l'insoumission en temps de guerre) ; Thyde Monnier; Henry Poulaille (l'auteur des Damnés de la terre, chef de me des "écrivains prolétariens") ; Victor Margueritte (auteur de La Garçonne et de la Patrie Humaine). Des journalistes de gauche:

Henri Jeanson, déjà cité; Robert Louzon (le théoricien de la Révolution prolétarienne) ; Léon Emery (directeur des Feuilles libres, président de la Fédération de la Ligue des Droits de l'Homme du Rhône); Robert Tourly (ancien collaborateur de L' Humanité) ; Félicien Challaye, Georges Pioch, Germaine Decaris, etc .

La plupart de ces noms sont oubliés et n'évoquent rien pour le lecteur d'aujourd'hui. En 1939, ce sont ceux d'hommes et de femmes très connus et respectés à gauche, où ils constituent une certaine élite.

L'impact du tract déclenche des poursuites. Convoqués par le juge d'instruction, la plupart des signataires ergotent et se défilent

- Ayant vu dans le manifeste le mot paix. j'ai signé sans lire le reste, répond le philosophe et moraliste Alain (4) au capitaine Marchat venu chez lui pour l'interroger.

Déat nie avoir signé. Il le fait savoir par voix de presse. Dans son livre *De prison en prison* (p. 183), Louis Lecoin écrit : « *Depuis, j'ai retrouvé dans mes papiers ce document signé de la main de Decaris et de Déat.* »

- Il l'avait sans doute oublié, dit Henry Coston qui rapporte l'anecdote. (5)

### **Hitler : À bas la guerre !**

L'Etat polonais a cessé d'exister. Le président de la République, les ministres, le colonel Beek, le généralissime Rydz-Smigly se sont enfuis en Roumanie, où ils ont été incarcérés. Hitler a parfaitement réussi la première partie de son plan. Il propose donc la paix.

Le 6 octobre, il monte à la tribune du Reichstag. De sa voix rauque et passionnée, qui roule comme les tambours de Wagner et qui semblerait menaçante même s'il parlait d'amour, Hitler déclare la paix à l'Angleterre et à la France.

*- Pourquoi la guerre à l'Ouest? s'écrie-t-il. Pour la restauration de la Pologne. Il serait insensé d'anéantir des millions d'hommes et de détruire des biens valant des milliards pour reconstruire un Etat qualifié d'avorton dès sa naissance.*

Hitler doute que l'affaire polonaise soit la cause réelle de la guerre.

La cause réelle de la guerre, c'est le régime politique que l'Allemagne s'est démocratiquement donné. C'est pour abattre ce régime, c'est pour abattre le national-socialisme que la guerre a été déclenchée. Mais c'est là une colossale erreur, car ...

*- Si réellement cette guerre est faite pour imposer à l'Allemagne un régime nouveau qui plaise aux ploutocrates britanniques et aux politiciens français, alors des millions de vies humaines vont être sacrifiées en vain,* poursuit le Führer.

A l'en croire, il y a mieux à faire. Hitler propose une conférence entre les grandes nations européennes. Lui ne revendique plus rien, sauf quelques colonies. A part cette cession, on étudiera la réduction des armements, les garanties qu'il convient de donner à la paix et la solution du problème juif.

Et il termine, pathétique :

**- Une chose est certaine : au cours de l'histoire du monde, il n'y a jamais eu deux vainqueurs, mais souvent deux perdants. Que les peuples et les dirigeants qui admettent cette vérité donnent maintenant leurs réponses. Et que ceux qui considèrent la guerre comme une solution refusent ma main tendue.**

On le voit: le Chancelier ne manque pas d'audace. Les journaux allemands font un tintamarre du diable autour de ce discours présenté comme un tournant de l'histoire. En France au contraire, la censure interdit d'en parler. Sauf pour le condamner. Le 7, à la Chambre, Daladier déclare que la France ne déposera jamais les armes tant que la Pologne et la Tchécoslovaquie ne seront pas redevenues des nations indépendantes, souveraines et libres, et que des « garanties de paix véritables et de sécurité générale » n'auront été apportées. Il est applaudi par toute l'Assemblée, debout, droite et gauche confondues.

Sauf par les députés communistes. Ils ont changé de nom - ils s'appellent maintenant Groupe Ouvrier et Paysan - mais ils n'ont pas changé d'esprit. Le 30 septembre, Florimond Bonte a donné lecture d'une lettre au président Herriot, qu'il a signée avec son collègue et camarade Arthur Ramette. (Ils sont tous deux députés communistes du Nord). Dans cette lettre, ils invitent la France à rechercher la conclusion d'une paix rapide avec l'Allemagne. Car les ordres sont les ordres. Molotov n'a-t-il pas déclaré :

*« L'Allemagne se trouve dans la situation d'un Etat qui aspire à voir la cessation rapide de la guerre ... tandis que l'Angleterre et la France, qui hier encore s'affirmaient contre l'agression, sont pour la continuation de la guerre et contre la conclusion de la paix. »* (discours reproduit dans les Cahiers du Bolchevisme de janvier 40).

Et ne lit-on pas dans le n° 4 de Monde Journal de l'Internationale communiste publié en Belgique) :

*« La rage des impérialistes français et de leurs valets SFIO est compréhensible. En exprimant le désir unanime de la paix du peuple français, nos amis communistes démasquent les plans de carnage des 200 familles qui veulent continuer la guerre impérialiste à tout prix. »* (7 octobre 1939).

### **Reynaud : Qu'on me donne la guerre**

Edouard Daladier, président du Conseil du premier cabinet de guerre, n'a pas à combattre que Florimond Bonte et Adolf Hitler. Un adversaire particulièrement pugnace et vindicatif vient de se dresser devant lui. C'est Paul Reynaud. Si ça ne bouge pas sur le Rhin, sur la Seine ça remue beaucoup. Le Paris politique est en pleine effervescence. Celui qui pousse les feux et maintient la pression est Paul Reynaud, aidé en coulisses par un homme inconnu encore des Français, mais dont le nom va devenir célèbre : le colonel Charles de Gaulle.

Paul Reynaud a 61 ans. Il en paraît dix de moins. Il est petit, musclé, vif, alerte, bien entretenu par le sport quotidien. Il marche vite, le menton en avant, l'œil pointu. D'une voix coupante, incisive et nasillarde, il aime les formules qui frappent comme des balles, alors qu'elles devraient surtout tuer leur auteur: « *Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts.* » « *La route du fer est et demeurera coupée.* » « *Je crois à la France parce que je crois au miracle.* »

Il est né à Barcelonnette (Basses-Alpes), dans une famille qui avait fait fortune dans le négoce, au Mexique. D'où le surnom qu'on lui donna, en 1930, quand il devint ministre des Finances dans un ministère Tardieu : *Le bazardier de Mexico.*

Député des Basses-Alpes, puis de Paris, Paul Reynaud était le type même de l'homme politique de droite auquel la gauche blumiste de l'avant-guerre était sensible, pour deux raisons. Au temps de la République de Weimar et jusqu'à l'arrivée de Hitler, Reynaud avait été partisan d'une collaboration et même d'une alliance industrielle francoallemande. Il avait aidé le redressement allemand par des accords sur la potasse, le fer, et avec les grandes industries chimiques (6). Mais, au même moment, il prônait l'entente avec l'Union soviétique, si bien qu'à la veille de la guerre, cherchant à prolonger la vie du Front populaire moribond, Léon Blum avait lancé la formule d'une nouvelle Union sacrée « de Thorez à Paul Reynaud ».

Dans ce gouvernement Daladier, Paul Reynaud occupe le ministère des Finances, mais, poussé par son égérie, la comtesse Hélène de Portes, il nourrit des ambitions beaucoup plus hautes.

Paul Reynaud était premier secrétaire à la confédération des avocats quand il connut puis épousa la fille d'Henri-Robert, gloire du barreau français. Quelques années plus tard, il rencontre la comtesse de Portes qui s'appelait encore Rebuffet. Elle était la fille d'un négociant de Marseille qui, en 14-18, avait fait fortune dans les huiles, les savons: les petits pois en conserve. Tout le monde ne pouvait être au front.

Ce fut le départ d'une aventure tumultueuse, compliquée et devait se terminer d'une façon tragique. Cet amour n'empêcha Hélène Rebuffet de devenir Hélène de Portes, mais ce mari n'empêcha pas non plus la comtesse de Portes de demeurer la *Passionaria* de Paul Reynaud. Elle était blonde, pas très belle, mais élégante, distinguée, audacieuse, capricieuse, érotiquement très avertie. La chronique scandaleuse de Paris rapporte que, la première fois qu'elle rencontra Paul Reynaud dans une villa où ils étaient invités, elle s'étendit de tout son long, sur le billard, la poitrine entièrement nue. Il se jeta sur elle en bégayant : « Oh ! Quelle peau ! Quel grain de peau (7) !

André Maurois, qui la connaissait bien, racontait cette anecdote à son propos :

- C'était une grande nerveuse, ce qu'on peut appeler une "dingo" et, comme le démontrèrent les faits, une personne très dangereuse. Un jour, comme je critiquais une nomination politique que je trouvais inopportune, et que je croyais faite par Daladier, Reynaud entendit mes réflexions. Se tournant aigrement vers moi, il me lança, d'un air de défi :

- Ce n'est pas Daladier qui a fait cette nomination. C'est la comtesse de Portes.

Paul Allard ajoute :

- Dès que la guerre fut déclarée, l'ambition de la comtesse Portes ne connut plus de mesure. Elle ne pouvait supporter que son ami Paul Reynaud fût seulement ministre des Finances : elle était résolue à le porter, coûte que coûte, à la présidence du Conseil.

Alors que des peuples immenses commençaient à s'étripier, pour la comtesse de Portes, donc pour Paul Reynaud, le premier homme à abattre était Daladier.

Yves Bouthillier, le secrétaire général du ministère des Finances: futur ministre du Maréchal Pétain, était dans le bureau de Reynaud le dimanche 3 septembre, à 5 heures, heure à laquelle la France déclara la guerre à l'Allemagne. Il raconte :

- Nous étions debout, M. Reynaud et moi, devant la baie qui s'ouvre devant la cour du Louvre. Mes yeux allaient de vieilles pierres admirables d'ordre et de grâce à l'homme qui se tenait auprès de moi. Tout à coup, il brandit sa montre et dit : « Cinq heures, la France est en guerre. » La voix était claire, l'œil brillant, toute la personne tendue et allègre.

Pour Reynaud, la guerre est un tremplin et Daladier un obstacle.



Dès octobre, selon Joseph-Elie Bois, directeur du Petit homme très introduit dans les ministères, Reynaud répète :

- Qu'il me donne la Guerre ! Qu'il me donne la Guerre ! Ce ministère n'est pas dirigé. Mais il ne le voudra pas. Il a peur que je fasse l'inventaire des erreurs commises.

"Il", c'est naturellement Daladier.

Le chef de cabinet de Paul Reynaud est Gaston Palewski, dit Gaston-la-lavande, sémillant personnage d'une quarantaine d'années, juif apparenté aux Diamant-Berger, les cinéastes. Il est aussi la tête de pont politique et mondaine du colonel Charles de Gaulle à Paris.

De Gaulle a reçu le commandement des chars de la Ve armée mais ce qui l'intéresse, c'est le pouvoir. Il se pousse auprès de Paul Reynaud. Il lui écrit de nombreuses lettres où il se montre plat intrigant et flagorneur. Reynaud en a publié quelques-uns souvenirs. L'une d'elles se termine ainsi : « *Vous seul... en raison de votre poste, de votre personnalité, de la position que vous seul depuis six ans, vous pouvez mener la tâche à bien ... Bien entendu, je n'ambitionne pas d'honneur plus grand que de vous servir dans cette œuvre capitale, dès lors que vous jugerez à propos de l'entreprendre.* (8) »

Le colonel de Gaulle bombarde Palewski de conseils tactiques, susceptibles de guider l'action de Reynaud. Une de ces ouvertures par le contrôle postal et communiquée à Daladier. C'est celui-ci qui est la cible de l'opération. C'est lui qu'il faut abattre, ou, au moins, obliger à nommer Reynaud au ministère de la guerre. Comment y parvenir ? Le colonel de Gaulle, militaire et politicien a un plan. Il faut avoir l'appui parlementaire des socialistes. Ce appui, on l'obtiendra de plusieurs façons. D'abord en reprochant à Daladier sa mollesse, son manque d'audace et d'initiative. Ce qui plaira aux Blum et aux Zyromski qui tiennent le parti socialiste. Mais ensuite, en utilisant un argument encore plus convaincant : les fonds secrets dont dispose le ministre des Finances.

« Qui veut la fin veut les moyens. » Dès le départ, de Gaulle n'a jamais eu d'autre maxime. Il n'a pas tort. Reynaud ne va pas tarder à lui marquer sa reconnaissance. Devenu président du Conseil, il fera nommer le colonel de Gaulle général de brigade à titre temporaire par Weygand et, le 5 juin, tandis que la bataille se déclenche sur la Somme, l'arracha à ses blindés pour en faire un sous-secrétaire d'Etat à la Guerre.

## NOTES

(1) Le Temps. « Durant la première semaine de la guerre, Le Temps n'avait pas hésité à imprimer dans ses majestueuses colonnes que, faute de lait en Allemagne, on avait commencé à traire les femmes. » Lucien Rebatet. Les Décombres, p.108.

(2) Il va passer la frontière belge, du côté de La Madeleine, un pot à lait à la main, habillé comme un mineur. Après s'être planqué, sans doute à Anvers, il gagnera l'URSS. En bateau, disent les uns. Par la Suisse et l'Allemagne, prétendent les autres. Il faut absolument lire L'Histoire secrète du parti communiste par Roland Gaucher. C'est passionnant.

(3) Maurice Thorez sera gracié le 6 novembre 1944 par le général de "Gaulle, le démocrate chrétien François de Menthon étant Garde des Sceaux. Il deviendra ministre d'Etat du gouvernement provisoire du Général, en 1945, puis vice-président du Conseil sous les gouvernements de Félix Guin, de Georges Bidault et de Paul Ramadier.

(4) Lettre de Paulhan à Sartre: Les carnets de la drôle de guerre, p. 35. (5) Henry Coston : Partis, journaux et hommes politiques, p. 144.

(6) Voir le Dictionnaire politique d' Henry Coston, t.1, p. 929.

(7) Paul Allard : Les favorites de la III<sup>e</sup> République, p.103.

(8) Cité par Beau de Loménie: Les Responsabilités des dynasties bourgeoises. L 5 : De Hitler à Pétain. p. 510.

Livre : page 114

## CHAPITRE III

### CE N'EST PAS L'INVASION QUI SE PRÉPARE, C'EST L'OURAGAN

« Cette guerre est une guerre juive ! » Nombreux sont les nationalistes et patriotes français, pour beaucoup formés à l'école maurrassienne, qui en sont persuadés ! La Pologne n'a été qu'une cause secondaire du conflit. La preuve, c'est que ni l'Angleterre ni la France n'ont rien fait de sérieux pour la défendre.

La guerre n'a été déclarée que sous la formidable pression des groupes d'intérêts et de défense israélites et pour trois objectifs majeurs :

La destruction du régime national-socialiste antisémite.

La création en Palestine d'un Etat hébreu, indépendant.

La constitution d'un pouvoir mondial où le rôle des Juifs serait prédominant.

A propos de ce dernier point, Charles Maurras publiera bientôt dans L'Action française une lettre à Karl Marx signée de Baruch Lévi (Juif éminent du siècle dernier, ami des Rothschild) parue dans la Revue des Deux Mondes en 1928. Dans cette lettre, entre autres choses, Baruch Lévi écrivait :

« Le peuple juif pris collectivement sera lui-même son messie... Son règne sur l'univers s'obtiendra par l'unification des autres races humaines. la suppression des frontières et des monarchies qui sont le rempart du particularisme, et l'établissement d'une République universelle. » (1)

Une pareille entreprise ne va pas sans guerres. Elle les justifie. Les nationalistes français en sont convaincus. Néanmoins ils ne minimisent pas pour autant la responsabilité de l'Allemagne en général et d'Hitler en particulier. Celui-ci a profité des erreurs et des faiblesses de la politique française soumise depuis Versailles à l'Amérique, à l'Angleterre et aux idéologies de gauche. Par ses provocations répétées, Hitler a imposé la guerre. Elle est là. Juive ou non, il faut maintenant la gagner.

A l'opposé de certains rédacteurs du *Canard enchaîné*, les journalistes de *Je suis partout* n'ont pas envisagé une seconde de se soustraire à leur devoir. Comme en 1938, le lieutenant Robert Brasillach est à Ingwiller, en Alsace. Lieutenant de vaisseau, Georges Blond a rejoint l'escadre, à Brest. Jacques Perret est caporal dans un corps franc. Cousteau est brigadier du train des équipages. André Nicolas, que son frère, le général Nicolas, veut envoyer en mission en Espagne, refuse. Il s'engage comme 2e classe dans un régiment de cuirassiers. Il sera cité deux fois à l'ordre du jour. Lèbre, qui a fait 14-18, est capitaine d'infanterie. Claude Roy est soldat de 1ère classe dans les chars. Sont aussi sous les drapeaux : Thierry Maulnier (quelques semaines), Henri Massis, Max Favaletti. Ralph Soupault, le dessinateur, est réformé. Après plusieurs tentatives qui échouent, il réussit à se faire engager. Rebatet, "fascicule bleu", attend. « Il doit être dans un état de rage voisin de l'apoplexie », écrit Brasillach dans une de ses lettres. (2)

#### Les curieuses lettres de Brasillach

Celles-ci sont curieuses. Cinquante ans après, leur lecture surprend. Elles ne correspondent pas à l'état d'esprit d'un « traître », « vendu aux Boches », comme le prétend Kérillis. Elles sont si révélatrices d'une manière de penser et d'être, ainsi que de l'air du temps, que je crois utile d'en donner quelques extraits.

#### 30 septembre 1939. A sa sœur. Sur la censure

« On coupe à tort et à travers, on autorise dans un journal ce qui est interdit ailleurs ... Jamais je n'aurais cru cela possible. Naturellement interdiction d'attaquer Blum, ni en général personne de ceux qui se sont trompés. Même pas la Russie ! Pire encore : j'avais écrit à Maurras pour lui rappeler que, dans Mein Kampf, Hitler parle tellement du séparatisme qu'on voit bien son importance et qu'on a dit que lui-même avait failli être séparatiste bavarois. La censure a coupé la lettre dans l'AF. (naturellement Maurras ne m'avait pas nommé, ce n'est donc pas la raison). On n'a même pas le droit d'engueuler Hitler ! »

5 octobre. A sa sœur. Sur l'Amérique.

« Les seuls vrais salauds, ce sont les Américains, parce que les Américains sont responsables de l'après-guerre, c'est-à-dire de la guerre, et qu'aujourd'hui ils n'arrivent même pas à voter l'autorisation de vendre des armes à la France. »

7 octobre. A sa sœur. Sur Hitler.

« *l'ai écouté hier Hitler. Son discours est en réalité un discours qui a peur de ce qu'il déchaîne. J'ai le grand espoir que la guerre sera courte, que l'Allemagne sera étranglée petit à petit, sans trop de casse.* »

26 octobre. A Maurice Bardèche. Sur la guerre.

« *Il est évident que les Allemands sont affolés. J'en tiens toujours pour ma formule : l'Angleterre montre la force française pour n'avoir pas à s'en servir. Et maintenant je crois tout possible, y compris les choses les plus folles, la démission volontaire d'Hitler, etc ... Ce sont des fous, et avec les fous il faut s'attendre à tout. Mais je crains bien que la paix ne soit idiote. Comme toutes les paix d'ailleurs. Et toutes les guerres. Il y a pourtant un extraordinaire mouvement de bon sens pour "les Allemagnes". Le plus peigne-cul vous tient des raisonnements à la Maurras. Ça s'est fait tout d'un coup, comme une révélation. Et il me paraît difficile qu'il n'en reste pas quelque chose. Mais P.-A. Cousteau me dit qu'il a reçu un gros paquet de journaux anglais et que les Anglais ne rêvent qu'à la bonne Allemagne juive, la bonne Tchécoslovaquie juive, etc ... Ledit Cousteau, d'ailleurs, depuis qu'il vit dans la boue, est devenu furieusement militariste.* »

21 novembre. A Maurice Bardèche. Sur la paix.

« *Je lis dans les journaux le discours de M. Attlee, le discours de lord Snell (3) promettant aux Allemands qu'on ne touchera pas à leur territoire. Cousteau me dit qu'il lit les journaux anglais, où des centaines de lettres de lecteurs protestent contre l'attentat à la liberté (freedom) que constitue l'interdiction du parti communiste en France, et qui publient des photos représentant d'une part les brutes hitlériennes en Pologne, de l'autre les Polonais "acclamant" l'armée soviétique; Et des articles sur la bonne Allemagne républicaine. Bref, les Anglais préparent la paix prompte et idiote. Elle est dans l'air depuis huit jours. On a interdit à la censure depuis le 28 octobre toute allusion au démembrement de l'Allemagne. On veut restaurer le Reich - et abattre Hitler. Les troubles allemands y aident encore (4). Comme dit si bien Mandel dont je connais le mot, "il n'y a que les Allemands pour nous tirer de ce mauvais pas", il faudrait pour cela qu'ils fassent une grande Révolution. Mon optimisme ne va pas jusque là. Je crois qu'ils feront une petite Révolution, menée par la Reichswehr qui se retirera avec dignité en disant : "Après tout, nous n'avons pas été battus" (air connu). Et ce serait la paix prompte et idiote ... Note que cette paix prompte et idiote, un Louis XI en tirerait quelque chose, à coup sûr. Mais nous n'avons pas de Louis XI.* »

24 décembre. A Maurice Bardèche. Anecdote.

« *Cousteau a écrit à un journal anglais (5). C'est une histoire amusante. La presse anglaise est fondée en grande partie sur la tribune des lecteurs, comme on sait. Il y avait un débat sur la bonne Allemagne. Pac a envoyé une lettre où il demandait le démembrement, "point de vue du soldat français" Ils l'ont publiée car ils sont sportifs. Alors, depuis, une bagarre permanente s'est instituée sur la lettre du "brigadier français" : Cousteau a trouvé en rentrant de permission une cinquantaine de lettres et des colis de Noël de vieilles misses démembrées. Et un type de la mission française à Londres lui a écrit que sa lettre avait un grand retentissement ! C'est tordant. Je vais le raconter à Maurras.* »

### **Du beau, du bon, du bobard**

*Je suis partout* reflète parfaitement cette façon de voir. Même Alain Laubreaux tempère sa virulence pacifiste. Né en 1898, à Nouméa, c'est le seul rédacteur qui vienne de la gauche. Il a été critique littéraire à la *Dépêche de Toulouse*, le grand quotidien radical-socialiste.

« *Il se flattait très haut, n'importe où, de sa réforme de complaisance, obtenue autrefois à la colonie, pour "amaigrissement progressif" et qui jurait d'énorme façon avec sa mine plantureuse de grand vivant bien nourri : "J'ai quatre frères dans cette chienlit, clamait-il, un dans les chars, deux dans l'aviation, un autre sergent d'infanterie. C'est suffisant pour la famille. Je ferai n'importe quoi, mais on ne me mettra pas le grappin dessus." Haïssant et méprisant totalement cette guerre, repoussant toute argutie, Laubreaux était donc sans réserve pour la paix.* »

Ainsi parle Lucien Rebatet dans *Les Décombres* (p. 218). Disons que cela ne se sent pas dans les numéros de *JSP* que je viens de relire.

Dès le 8 septembre 1939, un long éditorial donne le ton, trace la ligne et fixe la politique du journal :

« *La guerre est là. Il faudra la mener, la finir victorieusement, parce que c'est la première condition de tout le reste ...*

*Nous ne nous battons pas contre Attila, nous ne nous battons pas contre une faction. Nous nous battons contre le germanisme tout entier, dénoncé ici sans relâche depuis huit ans, dont Hitler est la dernière et épouvantable création.*

*Nous ne souffrirons pas, nous ne mourrons pas pour rogner les moustaches d'Hitler, comme on devait rogner celles de Guillaume. Nous lutterons, nous saignerons, nous triompherons pour la réduire à l'impuissance définitive ... »*

Pour autant *Je suis partout* se refuse à donner dans le conformisme des béni-oui-oui de la grande presse. Cette "déclaration de principes" dit encore :

*« Nous méprisons ( .. ) les bobards, l' héroïsme versé par les romanciers octogénaires, par les polygraphes décorés il y a vingt ans au titre de reporter aux armées et qui font la mobilisation, la guerre, la bataille en vieux professionnels du papier imprimé, corrune ils "faisaient" la journée des Drags et l'élection de Miss Paris. »*

Cette humeur anti-bobard s'exprime en page 2 par une revue de presse rapide (Anthologie), réservée aux perles du bourrage de crâne. On trouve:

- *Les Allemandes doivent se nettoyer sans savon, a déclaré une fûhrerin du Front du Travail. Il suffit qu'elles prennent leur bain dans du jus d'aiguilles de pin ou de sapin. Quant au visage, on le lavera avec une solution aqueuse de peaux de marrons desséchés. La Déplche de Toulouse. 19.XI.39.*

- *L' homme est à cette chasse qu'est la guerre. Il est parti pour faire sortir du foyer ce tiers, cet individu qui y pénétrait depuis trois ans, qui y vivait, qui assistait aux repas, qui était là quand on habillait les enfants pour l'école, qui se mettait sans cesse entre le mari et la femme, la mère et le fils, et qui était Hitler. Il est parti pour chasser Hitler du jardin, de la cuisine, de la chambre et du coeur de la nuit. Jean Giraudoux. Allocution radio. 26XI.39.*

-*Durant cette guerre, Cocteau ne sera ni journaliste, ni artilleur. Il écrira. C'est la mission des écrivains. Si le geste de Péguy ne fut pas inutile, que ceux qui ne peuvent mourir dressent au moins leur flambeau. Michel Georges-Michel. Le Cri de Paris. 26.XI.39.*

Cette dernière citation sous le titre : Les Indomptables :

- *C'est sans doute parce que les couturiers parisiens présentent tant de robes ([ alerte que les bombardements boches épargnent la capitale. Pierre de Trévières. Le Cri de Paris. 3.XII.39.*

Après le Goncourt et le Fémina (6) :

- *Ce n'est pas encore sur le terrain des prix littéraires que l'Allemagne battra la France, oh ! non! Le Veilleur. Paris midi. 5XII.39.*

Ou même:

- *On dit que le port de la barbe est devenu en Allemagne un signe d'opposition au régime nazi. Arguant que le savon est rare et doit être économisé, les Allemands qui portent la barbe affectent de se conduire ainsi en bon patriote, mais en réalité ils savent que le Führer déteste cet ornement pileux, qu'ils trouvait naguère entaché de "marxisme". Aussi lorsqu'ils se rencontrent passent-ils la main sur la barbe, en ayant l'air de dire : « Bien le bonjour à Hitler ! » **Paris-midi. 17 .XII.39.***

- *Il fallait une guerre pour apprendre à certains Parisiens à se coucher tôt. **Paris-midi. 17.xII,39.***

- *Merci de ton joli colis. Les sardines étaient magnifiques, le saucisson valait dix .. quant aux biscuits, je les ai bouffés avec mon chien: un chien gros comme le poing, qui gueule quand un obus ennemi tombe à nos côtés et qui remue la queue quand c'est nous qui tirons. **Pierre Wolf. Le Jour. 19.XII,39.***

-*Les Folies-Bergères rouvrent. «Elles manquaient à Paris, nous a dit M. Paul Derval, ce maître du music-hall contemporain. J'ai estimé même, avec un peu defatuité que, sans elles, la capitale ne vivait plus, qu'i/lui manquait quelque chose. L'encouragement du gouvernement, la légère reprise des affaires ne pouvaient que m'inciter à lancer, en pleine guerre, une grande revue. Ce n'était pas facile. L'effort accompli, vous le verrez, mérite le respect. » **Le Matin. 23.xn.39.***

### **Drôle de guerre au théâtre**

A la déclaration de guerre, tous les spectacles - théâtres, cinémas, cabarets - avaient été fermés. La mesure ne tint pas. Pour que l'arrière garde le moral et tienne le choc, le Concert Mayol rouvre ses portes. Les petites femmes nues lèvent la jambe, mais sur un fond de scène tricolore, et les seins rythment la Madelon. La Comédie-Française suit de 24 heures. Pour une matinée poétique, d'abord. Capitaine de réserve, Edouard Bourdet, l'administrateur, est mobilisé comme Pierre Dux, Jean Martinelli et Jean Weber. En revanche, Alexandre, Denis d'Inès et Fernand Ledoux (deuxième réserve) sont là. Ils donnent la réplique à Berthe Boyy, Marie Bell, Marie Ventura, Mary Marquet, Béatrice Breny, Germaine Rouer et Madeleine Renaud qui revient de province où, craignant les bombardements, elle était allée mettre son enfant à l'abri.

Le branle est donné. J'ai dit déjà que 1914 obsédait les esprits. En souvenir de la précédente guerre, le théâtre Michel ressort son grand succès de 1916 dont le titre, très court, en dit long: *Plus ça change*, de Rip.

Le Palais-Royal, lui, a voulu s'appuyer sur l'actualité. La Défense Passive fait beaucoup parler. Portant casque et brassard, les mobilisés de l'arrière font les importants. Sous le commandement d'un *chef d'îlot*, dès la nuit venue, ils courent les rues. Ils verbalisent ceux qui n'ont pas bien camouflé leurs lumières et, quand retentissent les sirènes, ils obligent les passants à descendre dans les abris. M. Pierre Veber a donc écrit *La Vénus de l'îlot*, qui se passe dans une cave, pendant une alerte. La nuit aide aux quiproquos et le masque à gaz devient un masque à gags.

La guerre a aussi inspiré le fécond Louis Verneuil. En quelques semaines il a torché - il n'y a pas d'autre mot - *Fascicule bleu*. L'action commence en août 1939. Le jour de la déclaration de guerre, un grand constructeur d'avions, une sorte de Dassault, mais noble et solennel, puisque c'est Victor Francen qui incarne le personnage, découvre que Gaby Morlay, avec laquelle il vit, n'est pas une Suissesse comme il le croyait, mais une Allemande. Et qui plus est : une espionne. Quelle horreur! Naturellement il n'en est rien. Ce n'est qu'une fable. Une charmante personne comme Gaby Morlay ne peut nourrir d'aussi noirs desseins. Si elle espionne, c'est pour la France. L'honneur est sauf. Il faudra tout de même trois actes pour que M. Francen soit rassuré.

Autre pièce de circonstance: *Elvire*, d'Henry Bernstein. Bernstein est à lui tout seul un théâtre. Fils de Juifs américains et polonais, en 1896, à vingt ans, il décide de ne pas faire son service militaire et file à Bruxelles. Provoqué en duel, il refuse de se battre. De Bruxelles, il écrit à Urbain Gohier : « Je suis déserteur et je m'en vante. »

Une amnistie le blanchit. Il rentre en France. Il consent à devenir soldat: trois jours au Val-de-Grâce, puis découvre l'art dramatique et le patriotisme. Témoin à charge au procès de Mme Caillaux, il déclare : - La mobilisation peut être proclamée demain. Je pars le quatrième jour. Je ne sais quel jour part Caillaux ...

C'est superbe. Malheureusement la guerre éclate. Voilà Bernstein bien embêté. Auteur inventif, il dénoue adroitement la situation. Il « *fait une apparition sur le front de Salonique, se risque dans un avion, obtient en échange d'être cité. Puis une nouvelle réforme le rend à la vie civile ...* » (7)

Après quoi il continue de servir en écrivant des pièces patriotiques où si le cocu est cocu, c'est pour la France. On respire.

1939 lui permet de retrouver cette honorable industrie. Aux Ambassadeurs, *Elvire* raconte l'histoire de la comtesse Siebersberg, une Viennoise. Son mari a été tué dans un camp de concentration par un nazi ivre. (Henry Bernstein a l'alcool en horreur. Dans *Le Jour*, il a traité Daladier d'ivrogne ... ) *Elvire* a pu s'enfuir. Réfugiée à Paris, elle vit de privations et de dignité. Mais son exemple est tel qu'elle redonne le goût de vivre à un malheureux avocat qu'une épouse, fidèle à son mari, avait transformé en mort vivant. *Elvire*, c'est *Elvire Popesco* et l'avocat Henri Rollan. Il y a encore Jeannine Crispin et Julien Carette dans le rôle d'un journaliste. Il déclenche les rires qui donnent plus de prix aux larmes.

Au théâtre, la guerre a encore frappé, mais d'une manière moins directe. Armand Salacrou avait intitulé *Histoire de rire* une comédie amère où un homme renonce à s'engager auprès de celle qu'il aime parce que son meilleur ami est un mari trompé. Réflexion faite, on a trouvé que l'époque ne permettait pas un titre aussi frivole. La pièce s'appelle maintenant : *C'était ... histoire de rire*. Salacrou lui a ajouté une fin plus morale. L'infidélité des femmes n'est pas un sujet qui fait rigoler le mobilisé, immobile, sous la neige, quelque part en France: qui a d'autant plus le temps de penser à ce qui peut se passer derrière qu'il ne se passe rien devant.

### **Faut-il sauver la Finlande ?**

Car c'est toujours le même refrain : si nous avons déclaré la guerre, ce sont les autres qui la font. Le 30 novembre 1939, l'Union soviétique envahit la Finlande, avec laquelle elle avait signé un pacte non agression en 1932.

Encore un torchon de papier ! Mais chez les Russes, ça choque moins que chez les Prussiens.

Là encore, pas de déclaration, ni d'ultimatum. Au petit jour mercredi 30 novembre, c'est l'invasion. Une centaine de divisions contre quinze, des blindés, des avions qui bombardent Helsinki Viborg.

Le motif ? Les communistes veulent que la Finlande leur donne des ports sur la Baltique, en particulier celui de Hanko, à la limite golfe de Botnie et de celui de Finlande.

La Finlande refuse. Alors c'est l'agression, typiquement marxiste. Dès la première avancée dans la région de Petsamo, Staline installe un « gouvernement finlandais » que dirige le camarade Kuusinen, vieux bolcho, survivant historique de toutes les purges, secrétaire du Komintern, qui n'a pas mis les pieds en Finlande depuis vingt ans.

En retour, Kuusinen, nommé président de la République populaire finlandaise, appelle le grand frère soviétique à l'aide pour libérer la Finlande de l'oppression ploutocratique. La farce est jouée.

C'est ce que croit Moscou. Il oublie que les Finlandais manquent d'humour. Ils ne rient pas. Autour du vieux chef, le maréchal Carl Gustav Emil Mannerheim, ancien général tsariste et aide de camp Nicolas II, celui-là même qui, en 1918, avec l'aide des corps francs allemands du général von der Golz, ficha une pile mémorable aux bolcheviks, ce petit peuple de trois millions et demi d'habitants organise sa résistance.

Couvert de forêts et de lacs gelés, le pays s'y prête. Mannerheim a monté tout un réseau de défense devant l'isthme de Carélie. Les Finlandais, courageux, sportifs, entraînés, disciplinés, sont d'excellents soldats. Ils sont aidés par les jeunes Finlandaises, les *Lottas*, qui font l'admiration des observateurs. Ensemble, ils repoussent les soldats de l'armée rouge, des Kirghises, des Kalmouks, venus comme en Pologne du fond des steppes, abrutis, dépenaillés, portant des fusils avec des ficelles en guise de bretelles et croyant faire la guerre aux Allemands.

Même Geneviève Tabouis en convient qui, pendant des années, a poussé à l'alliance franco-soviétique. Dans L'Œuvre du 11 décembre, elle ose écrire :

*«L'année rouge s'est révélée si indisciplinée, si mal équipée. et si peu désireuse de se battre que pratiquement cette alliance militaire bolchevique affaiblirait l'armée allemande plus qu'elle ne la renforcerait.»*

Dans le froid polaire, les chars soviétiques tombent en panne.

Ombres blanches skiant sur la neige, les Finlandais, sur les flancs et les arrières des Russes, les surprennent et les tuent. Ils leur infligent des pertes sérieuses. Ils les battent à Suomosalmi et Agllijarvi. Ils les arrêtent et les repoussent d'une cinquantaine de kilomètres.

Le moment serait choisi de les aider. *« Répétons sans nous lasser, pour secourir efficacement l'héroïque Finlande : "Des canons, des avions pour Mannerheim!" »* écrit Charles Lesca à la une de *Je suis partout*.

Londres et Paris ont d'autres projets. La Société des Nations a condamné et exclu l'URSS le 14 décembre. **Les gouvernements français et anglais se sont bien gardés de rompre les relations diplomatiques avec Moscou.**

Daladier a répliqué à « l'agression stalinienne » en demandant à l'Assemblée de lever l'immunité parlementaire des députés communistes. Ensuite il a réuni le Conseil Suprême interallié composé de chefs militaires et de ministres français et britanniques pour étudier :

a) Comment faire parvenir du matériel à la Finlande, la Suède et la Norvège, pays neutres, étant hostiles au transit ;

b) L'opportunité de profiter de ce conflit pour ouvrir un second front;

c) L'éventuelle constitution d'un corps expéditionnaire.

Les séances n'en finissent pas. Tout au long de discours interminables, on parle de tout sans être d'accord sur rien. La vedette est sir Pound, le premier lord de l'Amirauté, qui, quel que soit le propos, pique des roupillons sublimes et admirés, en silence, par ses collègues.

Quand par extraordinaire un accord a été établi, on s'arrange pour le remettre en cause. Ainsi le projet du corps expéditionnaire est accepté. Il sera de 30 000 hommes, qui seront appelés *volontaires*. Les Anglais annoncent qu'ils donnent deux divisions. Le contingent français comprend une brigade mixte alpine, une brigade mixte polonaise et un régiment de marche étranger. Joie en Finlande, où les Soviétiques ont accentué leur pression. Huit jours plus tard, Londres renonce. Motif : il ne faut pas se brouiller avec les Russes ! Paris annonce qu'il ne fera pas cavalier seul. Les "volontaires" qui voudraient partir le seront vraiment (8). La Norvège et la Suède qui commençaient à céder, « réaffirment » leur neutralité. Le 12 mars, la Finlande capitule. Sir Pound peut dormir en paix (9).

### Quand Blum vénérât Pétain

Un des rares pays à vouloir aider vraiment la Finlande a été l'Italie fasciste. On lit dans *L'Illustration* du 26 janvier 1940 : *« On a appris le 8 janvier que le gouvernement du Reich avait arrêté une grande quantité de matériel de guerre italien en transit à destination de la Finlande. Même s'il est exact que cette mesure ait*

*été rapportée à la suite d' une protestation italienne, le fait n'en est pas moins ( ... ) caractéristique : il montre ( ... ) que l'Italie malgré ses liens avec l'Allemagne condamne l'agression soviétique et ce dissentiment est assez remarquable. »*

Il n'en faut pas davantage pour redonner du ressort au camp de la paix. Depuis 1934, le plan de certains hommes politiques français est simple : il faut faire le maximum pour ne pas jeter Mussolini dans les bras d'Hider. Les affinités idéologiques comptent moins que les rivalités d'influence, la concurrence des intérêts et l'opposition des politiques nationales.

L'Anschluss, le pangermanisme forcené d'Hitler, le pacte germaniétique irritent sourdement le Duce. S'il n'y avait pas eu les sanctions prises contre l'Italie et l'antifascisme caractériel de Blum qui entrainait en transes hystériques à la vue d'une chemise noire, on pu tenter d'empêcher Rome de se rapprocher de Berlin en la rapprochant de Paris. Toute la carte politique de l'Europe s'en serait ie changée. On aurait pu éviter la guerre. Ça ne s'est pas fait. Peut-on encore l'arrêter? Arrêter les massacres et les destructions formidables qui se préparent ?

Pierre Laval le croit. A condition qu'il puisse développer sa politique dans un large gouvernement d'union, serré autour d'une personne prestigieuse, un homme au-dessus des partis, dont le nom rappelait aux Français l'épreuve de 14-18 et la victoire de la France rassemblée. Cet homme existe. C'est Philippe Pétain, maréchal de France, le vainqueur de Verdun, devenu au mois de mars ambassadeur de France auprès du général Franco, le Caudillo vainqueur des rouges.

Pour des motifs totalement différents, mais par une démarche d'esprit semblable, Edouard Daladier est arrivé à la même conclusion que Pierre Laval. Contre les intrigues de Reynaud et dans la perspective d'un cabinet d'Union nationale, il a besoin du Maréchal. C'est le bouclier et le rassembleur, de la gauche à la droite unanimement respecté. Si les socialistes ont critiqué sa nomination au rang d'Ambassadeur en Espagne, c'est parce qu'elle faisait trop d'honneur à Franco. Blum écrit dans *Le Populaire*. du 3 mars 1939 des lignes qui en disent long sur l'estime que les socialistes portaient au Maréchal Pétain :

*Un tel ambassadeur juche tout de même un peu trop haut l'apprenti-dictateur auprès duquel on l'accrédite. Le plus noble, le plus humain de nos chefs militaires n'est pas à sa place auprès du général Franco ... Pourquoi le chef du gouvernement a-t-il éprouvé le besoin d'envoyer au général Franco ce qu'il y a de mieux, l'homme qui, par son passé, son caractère, le respect général qu'il inspire, a chance d'exercer sur lui le plus d'ascendant ? »*

« Le plus noble », « le plus humain de nos chefs militaires », « ce qu'il y a de mieux »: nous sommes loin de « l'ambitieux sénile » et du « vieux traître » que la même presse socialiste essayera d'envoyer à la mort cinq ans plus tard. Daladier sait bien ce qu'il fait en demandant au Maréchal de participer avec Edouard Herriot et le cardinal Verdier à un gouvernement représentant les « forces de la patrie ».

Philippe Pétain refuse. Il suit les événements de Madrid. Il a 85 ans. Il écrit beaucoup, surtout aux dames. Il suit attentivement ce qui se passe à Paris, où l'on s'apprête à passer le premier Noël de guerre. Les magasins proposent des cadeaux utiles pour "vos" soldats : Passe-montagne et gants fourrés : 50 F. Chandail kaki fait main : 235 F. Chez Stéphane, 22 rue Cambon. Au Petit Matelot, 27 avenue de la Grande-Armée (maison fondée en 1790), sac de couchage en forme avec capuche : 560 F. Tenue militaire tous grades, sur mesures. Service rapide. Lloyd Sloane et Co, 36 rue de Châteaudun propose Le poncho du poilu, un carré de toile kaki 125x150 cm; il sert à la fois comme imperméable, abri ou couverture. Plié, il se glisse dans la poche. 55 F. Avec le capuchon : 75 F.

Androuet, maître fromager, offre le Colis pour poilus. 3 fromages, 1 pot de beurre : 25 F.

La vie est chère. Les salaires sont bloqués, mais tout augmente. 20% en quelques mois. Aux Halles, le bœuf coûte entre 12 et 21 F (le kilo), le poulet (vivant) de 21 à 28 F (la pièce). Le turbot de 24 à 27,50 F (le kilo). On s'apprête à fêter Noël. Rina Ketty, Suzy Prim et Pierre Dac sont à l'ABC, le grand music-hall des Boulevards. Au Casino de Paris, Maurice Chevalier chante :

*Et tout ça, ça fait  
D'excellents Français  
D'excellents soldats  
Qui marchent au pas  
Ils en avaient perdu l'habitude  
Mais comm' la bicyclette, ça n's'oublie pas!*  
Et Joséphine Baker :  
*J'ai deux amours Mon pays et Paris.*

Au cinéma, Fernandel fait rire dans Ernest le Rebelle et Guitry sourire dans Ils étaient neuf célibataires. La plus longue alerte a eu lieu le 23 décembre dans le Nord-Ouest: de 20 h 40 à 22 h 20. Pour la plupart des Français, la guerre est encore irréaliste. Beaucoup continuent à croire que ça va s'arranger. Pourtant un gros industriel qui revient d'Allemagne dit à P.-B. Gheusi, l'ancien directeur de l'Opéra-Comique:  
- Ce n'est pas l'invasion que prépare l'ennemi, c'est l'ouragan (10).

#### NOTES

(1) Le numéro 10 de Révision (15 F. Abonnement 6 numéros 100 F, 11 rue d'Alembert, 92130, Issy-les-Moulineaux) donne le texte complet de la lettre assorti de commentaires intéressants.

(2) Pierre-Marie Dioudonnat. Je suis partout (1930-1944). Les maurrassiens devant la tentation fasciste (La Table Ronde).

(3) Clément Attlee, chef du parti socialiste (Labour Party) depuis 1935.

En mai 1940, il va entrer comme lord du sceau privé dans le ministère de coalition formé par WUlston Churchill.

(4) Le 11 novembre, Hitler avait échappé à un attentat. (5) Le Picture Post.

(6) Le Gorucourt, celle année-là, fut donné à Philippe Hériat pour son roman Les enfants humiliés, par six voix, contre trois à Robert Brasillach (Guitry, Benjamin, Rosny aîné) pour Les sept couleurs et une (Léon Daudet) à Mme Simone. L'amitié politique, la collaboration de Brasillach à l'A.F. où il tenait le feuilleton littéraire avaient été sans effet sur Daudet. 4( Le superbe mépris des contingences de ce vieux m'émervaille », écrit Brasillach à Bardèche.

(7) Alfred Fabre-Luce. Journal de la France, p. 216.

(8) Parmi ceux-ci, Jean Fontenoy, ancien communiste, passé au PPF de Doriot, collaborateur de Je suis partout. Lieutenant d'infanterie d'assaut sur ski, il sera blessé en janvier 40. Il était le mari de l'aviatrice Madeleine Charneaux.

(9) Les discussions traînent d'autant plus en longueur que le pouvoir militaire est dispersé.

(10) F.-B. Gheusi. La danse sur le volcan, p. 396 (Plon).

Livre : page 128



# TROISIEME PARTIE

## L'EXPLOSION DU PRINTEMPS

### CHAPITRE I

#### MARS 1940 : ENFIN LA GUERRE ET UNE VICTOIRE FRANÇAISE !

#### REYNAUD-DALADIER VAINQUEURS DE DALADIER-REYNAUD.

(C'EST LA 106<sup>ème</sup> CRISE MINISTERIELLE EN 70 ANS)

Mars 1940. Voilà sept mois que le gouvernement français a déclaré la guerre à l'Allemagne pour l'empêcher d'envahir la Pologne. La Pologne a été envahie. Non seulement par l'Allemagne ; par l'Union Soviétique aussi. Hitler et Staline se la sont partagée. Les hostilités n'ont pas pour autant commencé. Encapuchonnés de passe-montagnes et bandouillés d'écharpes double-mérinos tricotés par les bonnes marines de guerre, gonflés au vin chaud du soldat. Trois millions de mobilisés attendent. L'hiver se termine dans une atmosphère irréaliste de non-guerre - non-paix, et un froid sibérien. A défaut de l'alliance russe, c'est toujours ça. On a manqué de charbon. Jean Berthelot, directeur de cabinet d'Anatole de Monzie, le ministre des Travaux publics, note dans ses souvenirs :

*« L'Angleterre qui, plus que nous, fait la drôle de guerre. ne nous a pas apporté l'aide que nous souhaitions ; elle n'a pas comblé le déficit des importations allemandes et polonaises. Les mineurs anglais n'ont pas augmenté leur temps de travail. Les compagnies anglaises hésitent à faire les investissements nécessaires à un accroissement de leur production ... Nos représentants auprès des ministères anglais des Mines et de la Marine Marchande doivent sans cesse batailler pour obtenir d'abord le charbon, puis les bateaux. Et les mines magnétiques, les sous-marins ajoutent leurs contingents de difficultés. Des bateaux anglais chargés de charbon passent, sans relâcher, devant nos ports de l'Atlantique et de la Méditerranée: leur précieuse cargaison est destinée à des pays neutres, ou non-belligérants. Il s'agit, nous dit-on, de soutenir la livre-sterling par des exportations II (1).*

Il fait si froid qu'aux Ambassadeurs, lors de la générale de Bernstein (*Elvire*), on n'a pas entendu les sonneries électriques de la fin de l'entracte: elles étaient gelées. Ce climat polaire n'a pas empêché le Tout-Paris d'être là. Colette est venue en snow-boots; Claude Dauphin, en maréchal des logis. Il devait créer le rôle. La guerre l'en a empêché. Il y a tout de même des victimes.

On remarque dans la salle M. Paul Reynaud, ministre des Finances, M. Martinaud-Déplat, ministre de la Censure. On peut se battre et avoir des loisirs. Voici encore MM. Louis Gillet, Jérôme Tharaud et Jacques de Lacretelle, de l'Académie Française, Joseph Kessel de *Paris-Soir*. Ce n'est pas parce que trois millions de Français sont mobilisés aux Armées que l'arrière ne doit pas sortir de ses tranchées, afin de soutenir la croisade de la civilisation contre la Barbarie.

#### Activité intense sur le front du spectacle

Si, sur les fronts militaires, il n'y a rien à signaler (R.A.S.), sur le front culturel, les communiqués de presse font état d'une intense activité. Tous les théâtres ont rouvert : le grand comique Biscot est la vedette des

Concerts Mayol et de sa revue, *Sourires de femmes*, dont les morceaux de bravoure, les "clous" : *'Le Pont d'or* et *La Chasse d'amour*, enchantent la matinée et la soirée. On y oublie tous ses ennuis, assure-t-on. M. Daladier sait pourtant s'ils sont nombreux ...

Josseline Gael et Jules Berry font un malheur à Marigny, en jouant *Banco*, "le chef-d'œuvre d'Alfred Savoir", où les spectateurs gagnent à tous les coups. La Comédie-Française reprend: *L'Ane de Buridan* de Flers et Caillavet; L'Opéra: *La Flûte enchantée*; l'Opéra-Comique: *Carmen* ; le Châtelet: *Le Tour du monde en 80 jours*. André Beaugé est à Mogador dans *Les Cloches de Corneville* : Rip, aux Optimistes, pour la Revue: *Quelque part ... à Paris*; Alex et Porto, les clowns, font rire à Médrano. Si vous voulez "amuser papa, maman, sœur et grand-père", offrez-leur *La Familiale*, à la Michodière, où l'orchestre est à trente francs. A la lecture des programmes, qui pourrait imaginer que, depuis deux cents jours, nous sommes entrés dans la seconde guerre mondiale, celle qui va changer la face du monde et faire cinquante millions de morts ?

Au cinéma, cette guerre se devine un peu plus. Il y a des films de circonstance : Conrad Veidt dans *L'Espion noir* ; *Les Aveux d'un espion nazi* dans neuf salles au moins (Capitole, Clignancourt, Féérique, Lyon, Ménilmontant, Montparnasse, Palais des Arts, Palais des Fêtes, Pathé-Orléans) ; *Deuxième Bureau contre Kommandantur* ; après *Mein Kampf*.. *Mes crimes*, par Adolf Hitler, avec Roger Karl et Line Nom, réalisation J. Valjan (ce doit être un pseudo).

Mais la plupart sont de divertissement comme : *Ils étaient neuf célibataires*, de Sacha Guitry (il y en avait beaucoup plus que ça ... ), *La Famille Duraton*, avec Noël-Noël et Jules Berry, *Battement de cœur*, *Tourbillon de Paris*, *Madame et son clochard*, *Feu la Mère de Madame*, *M. Brotonneau*, ou, au Balzac, en première exclusivité : *Filles courageuses*, dont la publicité dit: "Enfin de la gaieté !".

Aujourd'hui, à relire la rubrique des spectacles dans les quotidiens de ce mois de mars 1940, on pourrait croire que le seul général que redoutent les Parisiens soit le général Hiver, la froidure et les frimas. Des placards vous invitent sur la Côte d'Azur. La saison y bat son plein.

«*Quel beau décor, la baie de Cannes, grande vue du large, la toile de fond de la Côte offre ses merveilleux hôtels dans les jardins et tous les clubs de sports.*

*Le Casino annonce avant Pâques et pour Pâques ses dîners de bienfaisance, ses spectacles avec Huguette Duflos, Gabrielle Dorziat, Lycette Darsonval, Lisa Duncan.*

*Les concerts classiques du vendredi présenteront successivement*

M. Jean Doyen, M. Maréchal, J. Thibaud, Ch. Panzera, Viva Bovy, avec un orchestre de 60 musiciens, direction J. Matras» (2).

Depuis le 3 septembre, le cinéma français s'est replié à Nice. Les salons à dorures du Négresco remplacent la terrasse du Fouquet's. Julien Duvivier vient de donner le premier tour de manivelle d'*Untel Père et fils*, histoire d'une famille de Français moyens en 70-71, 1418, 1939 et ... Qui le sait? Michèle Morgan, Juvet, Raimu en sont les principales vedettes. Ils tournent sous l'œil attendri de M. Bartolo, l'un des plus importants producteurs du cinéma italien, donc fasciste.

M. Bartolo veut faire travailler les studios romains. *Match* écrit:

*Déjà Jacques Feyder est engagé: il tournera à Rome un scénario adapté par Bernard Zimmer d'une comédie italienne. Il retrouvera là-bas Jean Renoir qui met en scène la Tosca* (3).

Le metteur en scène communiste Jean Renoir, le cinéaste n° 1 du Front Populaire, tournant en pleine guerre dans la Rome de Mussolini, voilà qui ne cadre pas tout à fait avec l'histoire officielle, conformiste et fabriquée, qui coule aujourd'hui à la télévision.

A Nice, on trouve encore M. Rabinovitch, producteur des films de Danielle Darrieux. Il prend l'air, et le vent. L'Italie, ce n'est pas mal. L'Amérique, c'est mieux. Or, d'Hollywood, *R.K.O*, *La Columbia* et *Universal* proposent à Michèle Morgan un contrat de trois ou cinq ans, interrompu, chaque année, par un séjour en France « où Michèle pourra revenir tourner un film ». Tout baigne ...

A ceci près que, pendant ces palabres de marchands de tapis volants, ou voleurs, aux studios de la Victorine, un vieillard discret sollicite l'autorisation d'assister aux prises de vues. C'est M. Charles Pathé, pionnier du cinéma français (4).

Aujourd'hui bien oublié, et bien seul. Il a peut-être eu la faiblesse de faire confiance à son associé Nathan.

On retiendra aussi, pour le contrepoint nécessaire, qu'à mille kilomètres du Négresco et du soleil de la Californie française, le lieutenant de réserve Joseph Darnand, volontaire au corps franc du 24<sup>e</sup> bataillon de chasseurs du 29<sup>e</sup> R.I. vient de ramener, à travers les lignes allemandes, avec l'aide de deux chasseurs, le corps de son ami, le lieutenant Agnely, tué en patrouille.

- Le plus bel exploit de la guerre ! devait déclarer le général Georges, en épinglant la rosette de la Légion d'honneur sur la poitrine de celui que l'on avait désigné, en 1918, « *comme l'un des principaux artisans de la victoire* » (5).

### Alertes au 2<sup>o</sup> Bureau

Malgré les apparences, en effet, la guerre est là. L'opinion la fuit. La censure la farde. La société de l'argent, du plaisir et de la vitrine s'abîme dans ses jeux et ses vices. La représentation politique pourrit sur le fumier du régime. Les signes se précipitent pourtant, qui ne peuvent tromper.

**Le janvier 1940**, le chef du 2<sup>e</sup> Bureau rédige la note suivante (6) :

« *Des renseignements de sources diverses attirent de nouveau l'attention sur l'éventualité d'opérations offensives allemandes contre la Belgique et la Hollande.* »

« *Une personnalité politique de premier plan -le nom de la personne figure dans la note originale - a exprimé la conviction que l'Allemagne était décidée à envahir la Belgique et l'Allemagne ...* »

*Suivent:*

« *29 janvier: On croit que l'offensive allemande aura lieu à la fin du mois de février. La famille de l'ambassadeur d'Italie à Berlin s'installera à cette date à Vienne. (Source diplomatique sûre).*

*1er février: L'état-major suisse est convaincu que l'Allemagne va d'ici quelques semaines. attaquer la Belgique et la Hollande. (Source excellente)*

**2 février:** *De l'avis de plusieurs généraux allemands, l'Allemagne fera une grande offensive au printemps, sur la Belgique et la Hollande. (Source importante: personnalité allemande).*

**3 février:** *L'invasion de la Hollande est indispensable à l'Allemagne pour attaquer l'Angleterre. (Milieux diplomatiques d'un pays neutre).*

**8 février :** *Les Allemands auraient l'intention de déclencher, au mois d'avril. une action très puissante qui viserait surtout l'Angleterre. Tous les Allemands habitant le grand-duché de Luxembourg ont reçu l'ordre formel du Reich de liquider leurs affaires et quitter le grand-duché avant la fin de février. (Renseignements venant d'un milieu industriel allemand).*

*2 mars: Un informateur en situation d'être très bien informé fait savoir qu'une offensive allemande serait imminente sur le front occidental. Elle comporterait l'invasion de la Belgique et de la Hollande. Elle serait accompagnée ou suivie d'actions sur la Norvège, la Suède et le Danemark.* »

Ces opérations devraient avoir lieu entre le 12 et le 15 mars. Cette date du 15 mars revient dans d'autres informations provenant de sources de moindre valeur.

Ce renseignement, en raison de la qualité de son origine, fait l'objet d'un compte rendu écrit au commandement. On souligne qu'il fait mention d'une action allemande contre les pays nordiques, ce qui donne plus de poids aux rumeurs circulant sur ce sujet.

### Militaires : Le désordre organisé

Devant ces avertissements, que fait le gouvernement? Comme le reste de la France, il hésite, il remet à demain et au destin ce qu'il ne veut pas faire le jour même. Pour l'heure, il est d'ailleurs immobilisé. Comme tous les samedis, Daladier disparaît Anatole de Monzie a essayé d'interdire la circulation des automobiles de tourisme pendant le week-end. Le prétexte est l'économie de carburant. En vérité,

« *Il s'agit, en imposant aux citoyens une légère contrainte. de leur rendre évident qu'il y a quelque chose de changé depuis septembre 1939 ... Monzie échoue. La majorité du Conseil des ministres désire épargner au Pays toute gêne inutile. Il paraît que pour soutenir le moral de l'arrière. il convient de troubler le moins possible les chères habitudes de l'entre-deux guerre* »(7).

Daladier est de cet avis. Quand on s'appuie sur Londres, la semaine anglaise, c'est sacré. Avec la marquise de Crussol, il se détend à Rambouillet, dans la propriété de son riche ami, Raymond Patenôtre, ministre et milliardaire de gauche, grosse fortune dans les mines d'argent, gros intérêts dans la presse: *Le Petit Journal*, *Marianne*. Au cours d'une de ces parties, Daladier est tombé de cheval. Comme on le sait porté sur les liqueurs fortes, Paris ricane. Il s'est cassé le pied. C'est un chirurgien-homme de lettres, futur académicien, le professeur Mondor, qui est appelé:

- Dites-moi la vérité, dit Daladier. Quelle sera la durée de mon immobilisation. Si elle doit durer six semaines, j'envoie ma démission au président de la République. On ne gouverne pas la France du fond de son lit.

Mondor est un chirurgien adroit et un homme habile. Il ne tient pas à assombrir davantage le président, trop porté déjà à la mélancolie renfrognée.

- Tout sera fini dans huit jours, dit-il. Mais, en sortant, il confie à ses confrères :

- Il en a bien pour deux mois (8).

Voici le président du Conseil, ministre de la Défense nationale, de la Guerre et des Affaires étrangères consigné rue Saint-Dominique. Ce n'est pas fait pour arranger nos affaires.

Où en sont celles-ci alors que le ciel se couvre et qu'approche l'orage ? Militairement (la Marine exceptée), c'est le désordre organisé, l'inefficacité soigneusement entretenue sous le parapluie de quelques idées fixes qui, dans certains cas, peuvent être plus néfastes que pas d'idées du tout.

Le général en chef inter-alliés, Gamelin, commande à Vincennes et possède en outre un quartier général particulier à Montry. Le général Georges, qui commande en second, a installé le grand quartier général près de Meaux, à la Ferté-sous-Jouarre, à l'est de Paris. Le général Vuillemin qui a la responsabilité de l'aviation est à Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux. Les troupes anglaises, sous le commandement du général Gort, opèrent dans un secteur dépendant du général Georges, mais lord Gort n'a d'ordres à recevoir que du général Gamelin, sauf en ce qui concerne l'aviation: la Royal Air Force n'obéit qu'au gouvernement britannique, qu'à Londres et au général Ironside. Enfin, l'amiral Darlan a établi le quartier-général de la Marine à Maintenon, où il vit en circuit fermé. (9).

Écoutons Berthelot:

*« Quelques baraques en bois dispersées sous les arbres du parc de Maintenon: c'est le quartier général de l'amiral de la Flotte. Un planton nous conduit au bureau du grand chef. Des cloisons de bois : un mobilier de campagne ; une table de travail libre de dossiers. A travers la fenêtre, l'œil se repose sur les pelouses du parc.*

*L'amiral Darlan jouit d'une autorité incontestée sur la Marine qu'il a fait renaître. Ses ennemis, des envieux, répandent que ce marin a peu navigué. C'est vrai seulement pour le récent passé, mais si, depuis plusieurs années, en dépit des traverses ministérielles, il s'est cramponné rue Royale, c'était pour concevoir et achever une œuvre nationale.*

*Patiemment il a construit un puissant instrument de guerre: un matériel magnifique servi par des hommes entraînés, sur qui la France peut compter. Lui seul était fondé à dire, en août 1939, qu'il était prêt.*

*Darlan parle simplement, dans une langue directe. Il n'aime ni les politiciens, ni les Anglais, ni les militaires. Il tient son ministre Campinchi pour un "bavard" et lui refuse sèchement le moindre renseignement sur les opérations. Il a concentré dans ses mains la Marine et les services du ministère. Ainsi a-t-il soustrait la Marine aux manœuvres qui ont paralysé l'armée de Terre en dispersant les responsabilités suprêmes entre de multiples états-majors.*

*Allié des Anglais, il les sert en frère d'armes, mais ne les porte pas dans son cœur. Il a ressenti comme une humiliation nationale le traité de Washington qui, après la guerre mondiale, a consacré en droit l'affaiblissement de la marine française.*

*Il méprise les militaires. Quand il dit "bête comme un militaire", il condense l'opinion qu'il a des chefs de notre armée de Terre. J'apprends donc que les marins ne sont pas des militaires ; qu'ils ne veulent pas être confondus dans la même addition d'incapacités. Et Darlan nous conte l'histoire du canon antiaérien de 90 :*

*- Au moment où l'Armée a commencé à s'occuper de DCA, j'avais déjà étudié et construit un canon de 90 qui marchait très bien. J'ai offert mon canon aux militaires, il y a plus de deux ans, mais ces idiots ont voulu en inventer un autre. Le résultat est qu'actuellement ils n'en ont pas » (10). Pour la fraternité d'armes: bonjour !*

Le général Gamelin est au-dessus de l'isolationnisme et du mépris maritime. Il a son plan. Il s'y tient. Il prévoit l'attaque allemande, mais entend y répondre victorieusement par la défensive. Et par la défensive seulement. Malgré ses déclarations et ses promesses (11), il n'a jamais eu l'intention d'envoyer des troupes pour soutenir la Pologne. Malgré l'offensive (?) en Sarre, au mois de septembre 39, il n'a jamais eu l'intention d'attaquer sérieusement l'armée allemande, ni de tenter de franchir la ligne Siegfried et le Rhin. Malgré les discours enflammés sur l'héroïsme de la petite Finlande, le général en chef a toujours été fermement décidé à se battre jusqu'au dernier soldat finlandais, mais pas plus.

Sa stratégie est fixée une fois pour toutes. Elle est double.

Si les Belges demeurent neutres, ferment leurs frontières et ne nous appellent pas à leur secours, nous attendrons le choc dans les défenses que nous avons établies à l'ouest de la ligne Maginot, des Ardennes à la mer du Nord.

Si les Belges l'autorisent, l'armée française, pivotant autour de Condé, s'installera sur la Dyle et, plus au nord, jusqu'à Breda, dans des positions fortifiées et préparées (si possible) à l'avance.

Dans une casemate de Vincennes, le général Gamelin explique volontiers ces manœuvres à ses visiteurs, devant des cartes d'état-major. Berthelot lui trouve :

« une bonne figure, l'air d'un homme qui dort bien et n'est pas écrasé par les soucis. Cet équilibre évident nous donne confiance. »

A tous, le général répète avec calme et en souriant :

- Je suis prêt.

### Politiques : Un sac d'embrouilles

A cette époque où le latin de cuisine était préféré au jargon, le citoyen lambda s'appelait le vulgum pecus. En principe il savait tout puisqu'il était chargé, par son vote, de définir la politique de la patrie. En fait, il ignorait l'essentiel et le plus important de l'accessoire. 1 mars 1940, Daladier était pour lui une sorte de Clemenceau, en plus jeune, sans moustaches et sans guêtres, installé au pouvoir jusqu'à victoire. En février, il avait obtenu un vote unanime de la Chambre.

Bergery, toujours pointu, avait remarqué, à la tribune :

- On donne l'unanimité à un gouvernement pour ne pas lui donner la majorité. Car un vote majoritaire signifie : *Vive le gouvernement !* Tandis qu'un vote unanime signifie seulement : *Vive la France !*

C'était subtil. Trop. On avait préféré entendre Jean-Daniel-Josl Archambaud, député de la Drôme, radical-socialiste, franc-maçon loge *Les Etudiants*. Nonobstant sa ceinture, il ne craignait pas l'enfiu et déclara, les bras en croix :

- Edouard Daladier a une popularité plus grande que n'ont eu, de leur temps, Jeanne d'Arc et Napoléon.

Ce sont des formules qui, dans la nuit des temps, laissent des traçes aussi pailletées que les queues des comètes. Pour Edouard Daladier, malheur, c'était que l'histoire le rapprochait plus de Rouen que d'Orléans, et de Sainte-Hélène que d'Austerlitz.

Trois semaines plus tard, il ne reste plus rien de cette apothéose dans l'unanimité. Dans la première quinzaine de mars, l'héroïque Finlande capitule. La veille, un patriote en peau de lapin, Wladimir d'Ormesson, écrivait encore dans *Le Figaro* que les « *Finlandais ne le supporteraient pas* ». Le lendemain, la Diète finlandaise accepte « *diktat de Moscou* » par 143 voix contre 3. L'émotion est considérable.

Le 12, à la Chambre, Daladier ne s'en tire qu'en trichant. Il utilise la méthode du ministre de l'Aviation, Guy La Chambre. Dans un précédent débat qui s'annonçait difficile pour lui, Guy La Chambre fit facturer des avions qui n'étaient pas encore construits, comme s'ils avaient été déjà livrés.

- Nous n'en avons que 800, lui cria un jour Fernand Robbe, né à Lorient, fils d'un lieutenant-colonel tué en 1917, lui-même grièvement blessé à Verdun, membre des Croix de feu, député et vice-président du groupe parlementaire du PSF.

- Nous en avons 2400, lui répondit, superbe, Guy La Chambre.

La preuve. Voici la facture. Ils sont payés.

Ils l'étaient. .. Mais ils n'existaient pas pour autant.

Dans la grande tromperie parlementaire, le président du Conseil se défend de la même manière. Citons Chastenot, nul ne le contestera :

« *Daladier donne lecture de la liste du matériel envoyé, mais il apparaît qu'il cite comme ayant été livrés (à la Finlande) des programmes qui n'ont été qu'inscrits sur un programme. L'impression est nettement fâcheuse.* »(14)

L'incendie qui couvait s'allume. Homme-double, Daladier a contre lui deux oppositions.

Il y a ceux qui veulent arrêter cette guerre avant qu'elle n'ait commencé et qui lorgnent vers Rome. - ce qui est un peu tard car Mussolini, après avoir flotté, vient de rencontrer Hitler sur le Brenner.

Il y a ceux qui veulent que l'on fasse enfin cette guerre que l'on a déclenchée et qui regardent vers New York et Washington - ce qui est trop tôt car Roosevelt en est encore à rassurer ses électeurs en multipliant les professions de foi isolationnistes. Jamais il n'entraînera son pays dans les sanglantes turpitudes

européennes. La présence de Summer Welles - l'un des proches collaborateurs du Président des USA à Rome, où il a des entretiens avec le Duce - accrédiète cette tendance.

Le 14, au Sénat, Daladier est accroché par Laval. Au début de 1939, une négociation était possible avec Mussolini.

- Je vous ai proposé de la tenter, dit Laval. Vous m'avez répondu: «Très intéressant ». Mais vous n'avez pas donné suite.

Irrité, le visage de marbre, Daladier hausse les épaules.

Le lundi 18 mars, il reçoit Albert Chichery, président du groupe radical. Un personnage attachant, cet Albert Chichery. Ancien coureur cycliste, patron d'une usine de vélos au Blanc (marques: *Dilecta* et *De Dion-Bouton*), député radical de l'Indre, franc du collier, franc du parler. Un destin tragique l'attend. Le 15 août 1944, il sera enlevé par des maquisards et assassiné d'une balle dans la nuque. Pour l'heure, seule la comédie dramatique qui se joue autour du (et dans le) gouvernement, retient son attention :

- Parlementaires, il y a six mois, vous étiez à cent, dit-il à Daladier. Il ya trois mois, vous étiez à quatre-vingt-dix. Aujourd'hui, vous n'êtes plus qu'à quarante. Dans huit jours, vous serez à dix, huit ou six. Il faut faire quelque chose.

Daladier a un projet: un nouveau cabinet, resserré, durci, ramassé, six noms, huit au maximum, dont quelques-uns chargés de symboles et de souvenirs glorieux. Le maréchal Pétain, le vainqueur de Verdun, qu'on rappellerait d'Espagne où il est ambassadeur. Facile à dire. Moins facile à faire. L'arithmétique parlementaire est terrible. Moins il y a d'élus, plus il y a d'adversaires. A son habitude, Daladier hésite. Il pèse : le pour, le contre. Malgré sa blessure, il danse d'un pied sur l'autre. Il faudrait agir. Il gémit

Le 19 mars, l'Assemblée siège en Comité secret, on attend les attaques de Frossard, caméléon d'espèce venimeuse, ancien communiste et futur ministre du maréchal Pétain quoique franc-maçon (loge *L'Internationale*), et Pierre-Etienne Flandin que la gauche présente comme l'homme de la City et du télégramme à Hitler. C'est Gaston Bergery qui domine le débat. Il fait une critique féroce de l'impuissance du gouvernement et termine, implacable:

- Les hommes qui n'ont su ni éviter, ni préparer la guerre ne sont qualifiés ni pour l'arrêter, ni pour la gagner.

On vote. Le gouvernement est largement vainqueur. 290 voix pour. Contre : 1. Mais il y a 300 abstentions.

- Prochaine séance, jeudi, 15 h 30, dit Herriot qui préside. Daladier sourit, l'air las. Il sait qu'il n'y aura pas de séance jeudi ...

Traînant la patte, il s'en va, les poings enfoncés dans les poches de son manteau.

- Vous souffrez ? demande Louis Marin.

- Oui, dans des votes comme celui-ci.

A onze heures du matin, le président du Conseil et son cabinet présentent leur démission au président de la République. Celui-ci souhaite que Daladier constitue un nouveau gouvernement. Après tout, il n'a pas été battu. Amer, fatigué, buté, Daladier s'entête.

- Non, je ne peux pas rester, dit-il.

- Je le regrette, dit Albert Lebrun. Dans ces conditions, j'appelle M. Paul Reynaud.

Le 21 mars, au soir, la France des Armées et la France de l'Arrière, pareillement abasourdiées, apprennent qu'en pleine guerre un gouvernement qui a obtenu 289 voix de majorité a démissionné et provoqué la 106<sup>e</sup> crise ministérielle en 70 ans; la 42<sup>e</sup> depuis la victoire de 1918 !

Leur surprise devient de l'écoeurement, du mépris et même de la fureur quand ils découvrent que l'équipe Reynaud-Daladier va remplacer l'équipe Daladier-Reynaud.

Je peux témoigner. Deux mois plus tard, sur les routes de l'exode, les Français qui fuyaient les blindés et les stukas allemands, s'ils avaient mis la main sur Daladier, Blum, Reynaud, Chautemps, Mandel, Sarraut, Herriot et consorts, nous aurions retraité entre des alignements de pendus.

## NOTES

(1) Jean Berthelot: *Sur les rails du pouvoir (1939-1942)*, p. 4142. Robert Laffont.

(2) *L'Œuvre*, 16 mars 1940.

(3) *Match*, 8 février 1940.

(4) *Id.*

(5) L'appellation ne concernait que Clemenceau, Foch et Darnand. (voir Coston, *Dictionnaire*, tome 1, p. 331).

- 6) Général Gauché: Le deuxième Bureau au travail, 1935-1940, p.196 et suiv., (Amiot Dunwnt).
  - (7) Berthelot, op. cit.
  - (8) D'après Alfred Fabre-Luce: Journal de la France,p. 245.
  - (9) Jacques Chastenet: Cent ans de République, t. VII, p.126/127.
  - (10) Berthelot, op. cil.,p. 45.
  - (11) Le 15 mai 1939, un accord était intervenu entre le général Gamelin et le général Kaspryski, délégué de l'état-major de Varsovie, stipulant que quinze jours au plus tard après le début de la mobilisation, 35 divisions françaises prendraient l'offensive, appuyées par cinq groupes d'avions de chasse. (Chastenet, op. cil., p. 120 et 12).
  - (12) Berthelot, op. cil.
  - (13) L'Œuvre, 16 mars 1940.
  - (14) Op. cil.,p.I60.
- \* Livre : page 142

## CHAPITRE II

13 AVRIL 1940 : PAUL REYNAUD :

### LA ROUTE DU FER EST DEFINITIVEMENT FERMEE

30 AVRIL : NOS FORCES SONT OBLIGÉES DE RÉAMBARQUER PRÈS DE TRONDHEIM

Vendredi 22 mars 1940 : Vendredi Saint. Nouveau président du conseil, Paul Reynaud est à la tribune. Le Palais-Bourbon est comble. Appelés en hâte, les députés mobilisés n'ont pas eu le temps de se changer. Le port de l'uniforme étant interdit dans l'hémicycle, ils ont passé un veston sur leurs pantalons de soldats.

- Messieurs, la France est engagée dans une guerre totale, dit Reynaud. Un ennemi puissant, organisé, résolu, transforme en moyens de guerre et concentre, pour triompher, toutes les activités humaines.

Cambré, comme dressé sur ses ergots, l'œil en bouton de bottine, le cheveu frisotté, le nez pointu, le menton en avant, il parle d'une voix nasillarde et métallique, en rythmant de la tête le mouvement des phrases.

La Chambre suit en traînant les pieds, maussade et renfrognée. Une seule formule a été applaudie avec chaleur :

- Aidé par la trahison des Soviets ...

Le reste ne rencontre qu'un assentiment poli. Le cœur n'y est pas.

La composition du ministère étonne.

On annonçait un cabinet dense et ramassé. Le matin même, le ministre de l'Intérieur, Henri Roi, sénateur du Loiret, franc-maçon influent, loge Etienne Dolet, écrivait dans la Correspondance Républicaine : « Gouvernement de guerre : on ne délibère pas efficacement à vingt ou trente ». Et voilà que Paul Reynaud se présente avec trente-trois ministres et secrétaires d'Etat (1). Lucien Galimand, qui souligne la contradiction, obtient un joli succès : « *Rires et applaudissements sur divers bancs à gauche. au centre et à droite* », note le *Journal Officiel*.

On prévoyait un cabinet homogène, composé uniquement de "durs" et d'activistes, un cabinet qui ferait enfin la guerre que Daladier semblait répugner à livrer, quoiqu'il l'eût fait déclarer. Or qui est le nouveau ministre de la guerre? C'est l'ancien: Daladier!

La nouvelle combinaison est savamment dosée entre les "munichois" incompressibles (Monzie, Pamaret, Frossard), les "antimunichois" irréductibles (Mandel, Campinchi), et des bien-pensants de centre-droit (Louis Rollin, Robert Schuman, Marcel Héraud) équilibrant des socialistes bon teint

L'un de ceux-ci déclenche le scandale. C'est Georges Monnet.

Député SFIO de l'Aisne, franc-maçon arriviste: loge *Le Phare soissonnais*, Monnet a une légende. Lors des obsèques de Bainville. il a protégé Léon Blum des Camelots du roi en colère. Favori du pape du *Populaire*, ministre de l'Agriculture, Monnet a ajouté une tête à ses prouesses: il se fait couper les cheveux à la Jeanne d'Arc. A l'époque, ça se remarque. Reynaud, qui aime le spectacle et la réclame, l'a transformé en ministre du Blocus. Ça sonne bien. C'est beau. Seulement voilà Il y a comme un défaut. Quelques années plus tôt, en 1932, le camarade Monnet a participé, à Amsterdam, au congrès Roland-Barbusse contre la guerre. Avec 290 autres délégués, il a signé une motion finale. M. Fernand-Laurent, député de la Seine, tendance PSF, se fait un plaisir d'en donner lecture à l'Assemblée:

- « *Les délégués considèrent que la guerre ne sera rendue impossible que par le renversement du capitalisme ; ils repoussent toute idée de défense nationale en régime capitaliste ...* »

On a beau avoir les idées larges et l'esprit de tolérance, pour un ministre du Blocus, ça la fiche mal !

M. Fernand-Laurent poursuit la lecture de la motion signée par Georges Monnet.

- Au cas où les efforts du prolétariat mondial uni contre la guerre ne réussiraient pas à l'empêcher, ils (les délégués) s'engagent à tout mettre en œuvre pour la transformer en guerre de classe (*Exclamations à droite*) par la prise du pouvoir par les ouvriers... (*Nouvelles exclamations à droite*).

M. le ministre du Blocus ne nie pas. Mais il crie, dans le tumulte :

- Monsieur Fernand-Laurent, je juge vos arguments misérables. (*Vifs applaudissements à l'extrême-gauche où se retrouvent les treize derniers communistes ; les seuls qui ne soient pas en prison ou en exil*).



Alors éclate la voix de bronze de Tixier-Vignancour :

- Le ministre a trouvé sa majorité. (2)

Elle est très juste. 268 voix pour, 156 contre, 111 abstentions.

La confiance est d'une voix. Pour un cabinet de guerre, qui se plaçait dans l'ombre tricolore de Clemenceau et de l'Union sacrée, c'est peu. Cette majorité n'en est même pas une, si l'on considère qu'une vingtaine de ministres et secrétaires d'Etat, qui ont participé au vote, sont à décompter des "pour".

- Eh bien, maintenant, vous n'avez plus qu'à vous retirer, dit Chichery à Paul Reynaud (3).

Le conseil de Mandel est tout autre:

- Vous avez huit jours pour fabriquer des événements (4). C'est celui qu'il va suivre.

### **Reynaud engage la France... sans la consulter !**

Nous n'avons pas attaqué en septembre quand l'Allemagne avait engagé le gros de ses forces en Pologne. Nous n'allons pas l'attaquer maintenant qu'elle n'a plus qu'un front: le nôtre. C'est donc elle qui va prendre l'offensive. Cette affirmation convient parfaitement aux plans stratégiques du général Gamelin qui est résolument poussé vers la victoire par la défensive.

Durant tout l'hiver, le haut-commandement a planché sur deux problèmes particulièrement délicats.

Comment affaiblir le potentiel militaire allemand ?

Quel serait pour nous le meilleur terrain de l'offensive allemande ?

Afin de répondre au premier point, toute une série d'opérations a été envisagée, prouvant que, pour l'imagination au moins, nos officiers ne craignent personne. Blocage des eaux norvégiennes, voire occupation du pays. Débarquement à Salonique. Occupation de la Grèce. Mise hors d'usage des pétroles roumains. Blocage du Danube.

Blocage de la mer Noire. Bombardement de Batoum et de Bakou. Interventions en Iran et en Afghanistan (5).

En ce qui concerne le meilleur terrain, pour le général Gamelin, l'idéal serait d'attendre les Allemands en Belgique, loin des centres industriels du Nord et du Nord-Est, mais SID" des positions fortifiées préparées à l'avance. Ce qui suppose que nous enuions en Belgique avec raccord des autorités belges et avant le déclenchement de l'attaque allemande.

Malheureusement le gouvernement belge est divisé sur la question.

Le roi Léopold III serait assez favorable. En revanche, le ministère (Spaak: en particulier) y est totalement hostile et accroché au principe de la neutralité.

Les transactions durent depuis des mois. Elles n'ont jusqu'à ce jour obtenu d'autres résultats que de mettre en alerte les services de renseignements allemands. Mais voici Paul Reynaud. Il est décidé à emballer la machine. Parmi les plans soumis, le plus réaliste lui semble le norvégien. Le minerai extrait en Suède, en particulier à Kiruna, « *la cité du fer* », est expédié par voie ferrée en Norvège. A Narvik, il est chargé sur des bateaux qui, le long des côtes norvégiennes, puis à travers le Skagerrak: et le Kattegat (détroits qui séparent la Norvège et la Suède du Danemark), rejoignent les ports allemands de Kiel et de Lubeck. C'est la fameuse "route du fer".

- Nous allons la couper, dit Reynaud.

Le 27 mars, il arrive à Londres, accompagné du généralissime Gamelin qui commandait tout, sauf la Marine; de l'amiral Darlan ; du général d'aviation Vuillemin, du ministre de la Marine, Campinchi, et du nouveau ministre de l'Air, Laurent-Eynac. On remarque pourtant l'absence du ministre de la Défense nationale et de la Guerre: M. Daladier. Elle va avoir des conséquences dramatiques.

Reynaud ne tient plus en place. Il veut qu'un chapelet de mines soit immédiatement immergé devant Narvik et dans les eaux territoriales norvégiennes.

- Excellent, dit Churchill. C'est exactement ce qu'il convient de faire.

- Dangereux, dit Chamberlain, des mines anglo-françaises dans les eaux norvégiennes constituent une violation de la neutralité. Et la riposte allemande? Y avez-vous songé?

- Nous débarquerons en Norvège, lance Reynaud, toujours superbe et généreux.

Le climat est à l'euphorie. On a déjà gagné la guerre; ou presque.

C'est alors que Paul Reynaud va donner aux Anglais ce qu'ils demandent en vain depuis le début des hostilités : l'interdiction réciproque « *non seulement de conclure une paix séparée, mais même de négocier séparément un armistice* » (6).

Dès novembre 1939, le général Spears, retour de Paris où Churchill - alors premier lord de l'Amirauté -l'avait envoyé en mission, avait suggéré à lord Halifax, ministre des Affaires étrangères, qu'il ne serait pas inutile de signer un accord de ce genre avec la France. Il l'a d'ailleurs écrit dans ses souvenirs, *Assignment to catastroph* : « Il était de notre intérêt de lier les Français, eux dont le cœur n'était pas encore à la guerre (7) .

Lord Halifax puis le général Spears eurent avec M. Corbin, ambassadeur de France à Londres, plusieurs entretiens sur le sujet. Le Quai d'Orsay semblait vouloir gagner du temps, lequel travaille toujours pour nous, on le sait.

Le 11 décembre, lord Halifax s'en ouvrit à M. Daladier, encore président du Conseil. M. Daladier répondit qu'il convenait, avant d'établir le texte d'un tel accord, de préciser les buts de guerre et de s'entendre sur ceux-ci. Les manœuvres britanniques d'après 1918 étaient encore vivaces dans les esprits.

Le 19 de ce mois de décembre, c'était Chamberlain qui demandait à Daladier « où en était le projet ».

- Il faut d'abord fixer les garanties matérielles de la France, répondit le président Daladier.

C'est-à-dire préciser l'exacte contribution de chacun en matériel, en armement et en hommes dans la bataille.

« A dater de ce moment, le cabinet Daladier avait été condamné dans l'esprit des dirigeants britanniques, écrit Benoist-Méchin. Ceux-ci s'étaient employés par tous les moyens dont ils disposaient à saper son autorité déjà chancelante et à la remplacer par une combinaison plus "solide". Ce fut l'accession de Paul Reynaud à la présidence du Conseil qui remit la question à l'ordre du jour. »

Et Paul Reynaud, sans consulter le général Gamelin ni l'amiral Darlan, paye alors son poste de président du Conseil à Paris de l'accord suivant:

« Le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume-Uni s'engagent mutuellement à ne négocier ni conclure d'armistice ou de traité de paix durant la présente guerre si ce n'est d'un commun accord. »

Plus énorme encore ! Ce texte qui engage la France à ne pas conclure d'armistice même si ses intérêts vitaux l'exigeaient, Paul Reynaud ne le soumet ni à la discussion du conseil des ministres, ni à la ratification de la Chambre et du Sénat. Il ne fut jamais communiqué officiellement aux sénateurs ni aux députés. M. Reibel, président de la commission de l'Armée au Sénat, l'ignorait encore quand fut signé l'armistice. Salué par la presse britannique comme « la déclaration solennelle et de la plus vaste portée qui eût été faite jusqu'ici », la presse française n'y attacha qu'une importance relative. (8)

Quelques jours plus tard, quand le fiasco norvégien fit rentrer dans les gorges des présomptueux les cris de triomphe trop tôt poussés, Daladier fit cette réflexion amère, terrible constat du piteux état où nous nous trouvions:

- Eh bien non! Je ne voulais pas attaquer tant que les Anglais n'aligneraient pas en France au moins vingt divisions et n'auraient pas promis d'en envoyer autant que dans l'autre guerre (9). Nous sommes pris dans l'engrenage depuis que Paul Reynaud, sans exiger de contrepartie, a lié la France par un engagement inconditionnel. Les Anglais me l'avaient aussi demandé, à moi, de m'engager à ne jamais conclure de paix séparée, mais jamais je n'aurais accepté sans obtenir de garanties. C'est pourquoi Paul Reynaud, qui se méfiait de moi, s'est arrangé pour que je ne l'accompagne pas à Londres (10).

Et à de Monzie :

« Il a fait tout ce qu'ils ont voulu, tout ce que je n'avais pas voulu. Je suis terrifié à la pensée de ce qu'un tel homme peut consentir au détriment de la France. » (11)

### **La ‘victoire’ de Narvik**

Outre la signature de ce document dont les Français mesureront plus tard l'importance (notamment à Mers-el-Kébir), des dates d'actions avaient été arrêtées le 28 mars à Londres. Le 4 avril, les avions britanniques doivent semer des bombes devant les côtes norvégiennes. En même temps, les Français mineront le Rhin.

Daladier, qui n'était pas à Londres, s'oppose à cette dernière mesure. Discussions. Le jour J ne sera plus le 4, mais le lundi 8 avril, et uniquement devant Narvik, largage par la Royal Air Force.

La réplique est foudroyante - trop foudroyante pour n'avoir pas été préparée longuement et minutieusement à l'avance par le général de Falkenhom. Dans la nuit du 8 au 9, des navires allemands ont forcé le blocus britannique en mer du Nord. De Stavenger, au sud, jusqu'à Narvik, à quelque 1000 km au nord, ils

débarquent et vont débarquer des troupes. Le 9 au matin, Oslo, capitale de la Norvège, est attaquée par mer, par air et par terre où un corps de débarquement manœuvre, comme à l'exercice.

Le Danemark est envahi, Copenhague occupée.

- Et la riposte allemande ? Y avez-vous songé ? demandait Chamberlain.

Oui, un homme y avait songé, mais « *sa lettre prophétique était restée sans suite* » (12). Rien n'est prévu. Rien n'est préparé. Reynaud trépigne. Il découvre qu'il n'est pas si facile de fabriquer l'événement -l'événement favorable, bien sûr.

Paul Baudouin (13) a raconté ce que fut, ce matin du 9 avril, l'entrevue Reynaud-Gamelin, au Quai d'Orsay où résidait le président du Conseil. A huit heures, il était déjà là, penché sur des cartes détaillées de la Scandinavie et cherchant à situer sur des atlas les ports où s'étaient déroulés les débarquements allemands.

Vers 8 h 20, Gamelin arrive, toujours lisse et reposé, remuant des "mains bénisseuses". A l'énervement et à l'irritation, il oppose le calme des vieilles troupes :

- Gardez-vous de juger, en partant de nouvelles fragmentaires. La guerre est faite de nouvelles imprévues.

- Considérez-vous l' invasion de la Norvège comme une nouvelle entièrement imprévue?

Gamelin. fait un geste évasif. Reynaud insiste, agressif, excédé.

Gamelin rétorque:

- C'est l'amirauté anglaise qui est responsable de l'opération.

- Avez-vous donné procuration aux Anglais pour vous faire battre? réplique Reynaud.

La confusion est extrême. On court à l'Elysée. On part pour Londres. Tout le monde s'agite. Peu de gens agissent. Les nouvelles les plus contradictoires arrivent. L'avancée des Allemands est partout confirmée. Le 10, ils occupent Narvik. Mais, en même temps, cinq navires de guerre britanniques, dont le *Cossack* et le *Forester* attaquent et coulent, dans le fjord même de Narvik, des transports allemands. Un sous-marin anglais, le *Snapper*, envoie sur le fond un pétrolier allemand. Il n'en faut pas davantage pour que Paul Reynaud retrouve sa superbe. Au sénat, d'abord, à la chambre des députés, à la radio enfin, il pavoise :

- La route permanente du fer est définitivement coupée.

Un des maux français: annoncer ce qu'on voudrait qui soit comme ce qui est.

### **Un sacrifice héroïque et dérisoire**

La réalité est, hélas, beaucoup moins flatteuse pour nos armes.

Contentons-nous du résumé le plus officiel et neutre qui soit: celui de M. Chastenet.

« *Cela n'empêche point Hitler de faire affluer ses troupes en Norvège, à travers le Kattegat. Sachant que l'adversaire est maître du ciel, l'amirauté britannique n'ose pousser dans ce bras de mer des navires de surface et doit se contenter de l'arme sous-marine. En outre, et en dépit des exhortations de l'ambassade de France. elle tarde à assurer le transport du corps expéditionnaire.*

*Ce n'est que le 19 avril qu'une brigade anglaise débarque à Namsos. petit mouillage situé au nord du grand port de Trondheim, qu' on n' a pas voulu aborder de front (14). Elle y retrouve trois bataillons norvégiens et y est rejointe par une division légère française sous les ordres du général Audet. En même temps, une autre brigade anglaise est jetée à Andalsness, au sud de Trondheim. Soumises à un intense bombardement en piqué par les Stukas allemands. ces forces sont le 3 avril et le 2 mai contraintes de se rembarquer. Après la Norvège méridionale, la Norvège centrale est perdue.*

*Reste la Norvège septentrionale. Une force alliée de 20000 hommes. commandée par le général anglais Auchinleck. mais composée surtout de chasseurs alpins et d'artilleurs de montagne français, de soldats de la Légion étrangère, de Polonais et de Norvégiens, occupe une île en face du fjord de Narvik. puis débarque de part et d'autre. En dépit des longues hésitations du commandement britannique, et à la suite d'une manœuvre d'encercllement dirigée par le général Béthouart, on s'emparera de Narvik le 26 mai. » (15)*

Le 26 mai, la Hollande a capitulé. L'année belge est encerclée.

Ayant crevé le front français à Sedan, les Allemands ont déferlé jusqu'à la Manche. La poche de Dunkerque est encerclée. Les troupes françaises qui s'étaient avancées en Belgique sont prises dans la nasse et la ligne Maginot à revers. Le succès de Narvik, héroïque et dérisoire, est emporté dans le maelström et d'autant plus oublié que Paul Reynaud et son gouvernement d'agnostiques, d'athées militants, de francs-maçons et de juifs étant allés, le 18 mai, se mettre à Notre-Dame sous la protection de Dieu, la moitié de la France fuit vers l'autre moitié qui n'est pas plus rassurée pour autant. En Norvège, il n'y a donc plus qu'à ramener en Grande-Bretagne les vainqueurs de Narvik.

## Un courtisan obséquieux : Charles de Gaulle

En France, l'histoire va moins vile que ce récit. Nous sommes toujours au début d'avril et Paul Reynaud vient de faire une découverte que lui avait dissimulée son service de renseignements : pour vaincre Hitler, il lui faut d'abord éliminer Gamelin. Il y est poussé par un militaire qui entend surtout se pousser lui-même et le mitraille depuis cinq ans de lettres d'une échauffante servilité. C'est le colonel Charles de Gaulle. Citons quelques perles de ce florilège:

« *Trop heureux s'il m'est donné de servir le pays en collaboration prochaine avec la grande forme d'avenir que vous représentez. Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments respectueux et profondément dévoués.* » (6 mai 1935)

« *Si les événements vous apportent le moyen de prendre dans le prochain gouvernement la direction de l'Armée française, laissez-moi vous supplier de ne pas vous en défendre. Il y a une grande tâche nationale à accomplir à cet égard. Puissiez-vous y attacher votre nom. Je demeure naturellement "votre homme" dans cette éventualité comme dans toute autre.* » (31 mai 1935)

« *Il n'y a pas de doute que l'année 1936 verra se poursuivre l'ascension politique et j'ajoute nationale de votre personnalité. "Les grands esprits, disait Vauvenargues, ne doivent attendre le succès que de grandes idées, de grandes actions et de rien d'autre." Vous êtes la démonstration vivante et éclatante de cette devise.* » (31 décembre 1935)

« *Permettez-moi de vous dire très simplement que j'ai, plus que jamais, confiance en votre destin.* » (1er mai 1936)

« *C'est vous qui aurez à faire, et peut-être prochainement, le regroupement national ... Ne vous semble-t-il pas que le moment soit venu pour vous de jeter au premier plan la question de nos armes ? Hitler n'a pas fait autre chose pour rassembler l'Allemagne.* » (25 juin 1936)

« *Tous les signes montrent que votre heure approche ... En attendant l'honneur de vous servir, je vous prie, etc.* » (23 septembre 1936)

« *Du 17 au 30 novembre, j'aurai des loisirs dont je vous prie d'user à votre gré.* » (7 novembre 1936)

« *Me trouvant actuellement des loisirs toutes les après-midi, sauf celle du 2 décembre (sic), je me tiens à votre disposition pour tout travail que vous voudrez bien me demander.* » (25 novembre 1936)

« *1937 sera "votre année" et je m'en réjouirai infiniment pour le pays.* »

« *N'ayant pu aller vous entendre, j'ai dû me contenter de lire et de relire à L'Officiel votre magnifique discours.* » (28 janvier 1937)

« *Vous êtes en notre temps le seul homme d'Etat de premier plan qui ait le courage, l'intelligence et le sens national assez grands pour prendre à bras le corps le problème militaire dont le destin de la France dépend. Il faudrait remonter à Jaurès pour trouver un autre exemple. Encore Jaurès ne jouait-il, d'un archet superbe, que d'une seule corde.* » (14 mai 1937)

« *Je souhaite ardemment, et en connaissance de cause, que vous soyez un jour, Monsieur le Ministre, l'organisateur de la puissance militaire française.* » (27 août 1937)

« *Je garde aussi vives que jamais la respectueuse admiration que je vous porte, et la résolution de vous servir en toute occasion que vous m'offrirez.* » (15 octobre 1937)

« *Vous avez, hier, révélé à lui-même l'éternel instinct national. Désormais il vous appuiera de toute sa puissance. Le pouvoir qui va, forcément, vous échoir à bref délai, vous aurez donc à l'exercer dangereusement. La France n'appellera pas, en effet, Paul Reynaud pour tenir une fonction, faire une transition, attendre et voir, mais bien pour défaites et grandes actions.* » (27 février 1938)

« *Les événements montrent, dans une lumière terrible, combien vous avez eu raison.* » (27 septembre 1939)

« *Je mesure et salue vos magnifiques succès. Sans doute valent-ils dans les domaines particuliers où vous les avez remportés. Mais en outre ils ont pour effet de rapprocher du sommet du pouvoir un homme d'Etat par excellence, digne et capable de conduire cette guerre.* » (15 décembre 1939)

« *En France, le grand homme de cette guerre sera Carnot ou ne sera pas. Vous seul. Monsieur le président, etc.* » (5 mai 1940)

On le voit: les jours de Gamelin sont comptés.

Ceux d'Adolf Hitler sont moins en danger.

## NOTES

1) Le premier ministère Reynaud compte six socialistes, trois socialistes indépendants, onze radicaux-socialistes, sept membres des groupes du centre, cinq indépendants et un non-parlementaire. On y relève huit francs-maçons :

Camille Clautemps, L.-O. Frossard, Henri Roy, Albert Sarraull, Fabien Albertin, Alphonse Rio, Georges Monnet, François Blanche. Curieusement Paul Reynaud était au nombre des 91 députés qui, le 28 décembre 1935, avaient voté la dissolution de la Maçonnerie. (Faisaient également partie de ces intrépides non-conformistes: René Coty, futur président de la République ; Laniel, futur président du Conseil ; Jacquinet, futur ministre du général de Gaulle. Voir Henry Coston : La République du Grand-Orient).

(2) Journal Officiel. Séance du 22 mars 1940, p. 601.

(3) Beau de Loménie, op. cit. T. V, p. 497.

(4) Clulstenet, op. cit. T. VI, p. 167.

(5) Les Documents secrets de l'état-major. Cité par Benoist-Méchin.

(6) Clulstenet, op. cit., p. 169.

(7) T.1 64165. Cité par Benoist-Méchin, p.15.

(8) Benoist-Méchin, op. cit., p. 17, et Alfred Fabre-Luce: La fumée d'un cigare.

(9) En avril 1918, contre les 181 divisions allemandes, il y avait 211 divisions alliées dont 104 françaises.

(10) Berthelot. Sur les rails du pouvoir, p. 47.

(11) Beau de Loménie, op. cit. p. 500.

(12) C'était l'amiral Darlan. Clulstenet, op. cit.. p. 172.

(13) Neuf mois de gouvernement, p. 22 et suivantes.

(14) Parce que les Allemands y sont déjà installés.

(15) Chastenet, op. cit., p.173.

(16) Charles de Gaulle, Lettres, notes et carnets, Juin 40-Juillet 41, Plon.

Lettres citées par Les Ecrits de Paris et récemment par Philippe Simonnot : Le secret de l'armistice. Plon. 1939-1949.

Livre : page 154

## CHAPITRE III

### 8 MAI 1940 : LE GENERAL COLSON : INUTILE DE RAPPELER LES PERMITIONNAIRES, L'ALLEMAGNE SE DÉSAGRÈGE

#### DANS LA JOURNÉE LE FÜHRER VIENT DE DONNER L'ORDRES DE L'ATTAQUE GÉNÉRALE, LE LENDEMAIN 10 MAI, AU LEVER DU JOUR

Le printemps 1940 est un printemps radieux. Fabre-Luce note que, la nuit, les étoiles éclairent les rues occultées. Les restaurants doivent fermer à 23 heures ; mais on triche, comme toujours, ou souvent, en France. Les étrangers apprécient ce laisser-aller. Les touristes reviennent : des Américains, ce qui rassure les Parisiens. Des Allemands même. Ce qui plaît moins. Fritz Thyssen, le magnat de l'industrie allemande, qui finança le mouvement national-socialiste de 1924 à 1932, est à Paris. Il vit dans un palace, va partout, prodigue ses conseils pour gagner la guerre rapidement. Gabriello, comique de music-hall, raconte l'anecdote et la prolonge :

- Bientôt nous allons voir arriver Goering. Il dira qu'il est dégoûté d'Hitler. Ce n'était pas ce qu'il croyait. Nous serons tellement contents que nous lui offrirons le ministère de l'Aviation.

La salle rit et applaudit.

D'immenses affiches couvrent les murs. Elles affirment: « **Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts** » Ce doit être vrai. Cet hiver, au lieu de chars de combat, nous avons construit 30 000 voitures de loisirs. Paris a retrouvé ses encombrements. C'est cela l'acier victorieux : de la tôle froissée.

Le mot favori de Paul Reynaud, c'est:

- Je suis ferré à glace ...

Il n'est pourtant pas satisfait des opérations de Norvège. L'allié anglais est catastrophique. Baudoin raconte la séance du Conseil suprême du 23 avril :

« *Le premier lord de l'amirauté, lord Dudley Pound, a dormi ce matin comme hier après-midi. De temps à autre, ses voisins le réveillent d'un petit coup de coude. Le général Ironside était enveloppé d'un épais nuage sortant de sa pipe, l'esprit aussi libre que celui d'un boa en train de digérer une antilope.* » (1)

Les Anglais n'ont pas meilleure opinion de Reynaud - qui chez nous passe pour leur être tout acquis. Le 29 avril, Campbell, l'ambassadeur à Paris, écrit à lord Halifax, son ministre des Affaires étrangères :

« *J'ai peur que les tendances de Reynaud de jouer les Napoléon de poche ne nous donnent du fil à retordre... Ce qui m'a choqué, c'est la légèreté avec laquelle il était prêt à renoncer à une décision à laquelle il avait souscrit quelques heures auparavant.* » (2)

Réponse de lord Halifax (30 avril) :

« *A mon avis, c'est un "sauteur" : il paraît toujours prompt à dire quelque chose sans avoir du tout réfléchi à ce qui va déboucher derrière.* » (3)

Le 1 mai, nouvelle lettre de Campbell :

« *J'ai vu Reynaud (toujours au lit) cet après-midi. Il s'est répandu en récriminations (comme à mes précédentes visites) contre le commandement français et le commandement britannique qui nous ont laissé prendre par surprise en Norvège ... Je vous rejoins tout à fait dans votre appréciation de Reynaud comme d'un "sauteur" : il ne voit que le futur immédiat (c'est à dire sa propre proposition) sans regarder plus loin. En outre, il ne me paraît pas bien connaître ses dossiers ni être sûr des faits qu'il avance...* » (4)

Unis comme au front !

#### La terrible Hélène de Portes

Pour comble de bonheur, Paul Reynaud est en effet alité. Au cours d'un de ses allers et retours Paris-Londres, malgré la température clémente, il a pris froid. Mauvais présage. Daladier s'était cassé le pied. Reynaud est victime de la grippe et d'un point de congestion pulmonaire.

Couché, dans sa garçonnière, 5 place du Palais-Bourbon, c'est sa maîtresse, Hélène de Portes, qui mène le jeu. Elle est assise à son bureau, entourée de hauts fonctionnaires. Pierre Lazareff - le directeur de Pourri-

Soir comme dit Maurras - venu aux nouvelles, raconte que, de temps en temps, elle se lève, passe dans la pièce attenante et dit:

- Reposez-vous bien, mon ami. Nous travaillons (5).

Quand elle est sortie, lesdits parlementaires et hauts-fonctionnaires font les indignés :

- C'est scandaleux ! De quoi se mêle-t-elle ? etc.

Sitôt revenue, les voilà attentifs, crayon en main, la mine intéressée et servile.

Nous avons d'Hélène de Portes (6) trois portraits qui se recourent.

Lazareff: *« Un peu boulotte, ses lèvres toujours un peu entrouvertes laissaient voir les dents du plaisir, ces dents carrées et projetées en avant de celles qui aiment le pouvoir. elle avait de beaux yeux et de belles jambes. mais elle était toujours habillée sans soin, sinon sans recherche, et mal coiffée. »*

Le général Spears, agent de renseignements de Churchill :

*« De taille moyenne, avec des cheveux noirs frisés remontés sur le haut de la tête qui lui donnaient un air peu soigné. Une grande bouche et la voix qui en sortait fort peu harmonieuse... Elle avait de jolies chevilles, mais le teint brouillé. »*

Philippe Barrès :

*« Elle avait 43 ans et en paraissait 50. Son visage, couvert de taches de rousseur et plutôt ordinaire, était animé par des yeux clairs et perçants. Vêtue d'un tailleur quelconque et d'un chapeau de velours assez provincial, elle n'était remarquable que par le ton décidé et presque agressif de sa voix et par la vigueur de ses mains carrées et nerveuses. » (7)*

Voici un exemple de sa puissance. Le 11 avril 1940, Hélène de Portes, la concubine du président du conseil, avec lequel elle forme un "vieux ménage" (8) appelle impérativement au téléphone M. Léon Wenger, gros pétrolier, président de la Pétrofina, chargé de "missions Spéciales" .

A l'époque, en liaison avec l'intelligence service, M. Wenger met au point la destruction du pétrole roumain. 40 raffineries vont sauter. Mais on indemnise les pétroliers roumains en leur versant 100 millions de dollars. Naturellement les intermédiaires ne seront pas oubliés.

- Connaissez-vous M. Goulin ? lui demande Mme de Portes tout de go.

- Le banquier? Oui. Je le connais.

- Je veux lui confier une million en Roumanie.

Interloqué, M. Wenger la regarde.

- Mais la mission en Roumanie, c'est moi. J'en ai été chargé par le gouvernement et le général Gamelin. M. Paul Reynaud m'a même suggéré d'emporter des crayons incendiaires. Je ne vois pas ce que M. Goulin ...

- M. Goulin sera chargé de vous contrôler.

- Madame, ma mission est secrète ... Il ne m'appartient pas d'y introduire une personnalité quelconque sans en prévenir le gouvernement et mes chefs militaires.

Comme au théâtre, Mme de Portes se dirige vers une porte. Elle l'ouvre. M. Goulin gros banquier de la rue Auber, en sort, comme dans Boubouroche l'amant de son armoire. La discussion reprend. A deux contre un, M. Wenger finit par céder. 2000 sondes à faire sauter; 3000 saboteurs à diriger; après la route du fer, la route du pétrole à couper: l'affaire est d'importance, on peut partager les profits.

En prenant congé de M. Wenger, Mme de Portes lui dit :

- Vous comprenez, je tiens absolument à être aimable avec M. Goulin. Il a sauvé l'affaire Rebuffet. Et, comme vous ne l'ignorez pas sans doute, je suis une demoiselle Rebuffet (9).

Au huitième mois de la guerre, voilà comment et par qui la France est gouvernée.

### **Une superbe "planche pourrie" : Frossard**

Comme de bien entendu, La France n'en sait rien. Sait-elle jamais grand-chose? On peut se le demander, tant sont puissants les moyens de ceux qui ont intérêt à faire prendre les apparences pour la réalité.

En outre, aujourd'hui, la censure veille. Les rares journaux qui ne sont pas aux ordres: *L'Action française* et *Le Merle blanc* (hebdomadaire libertaire) sont passés au peigne fin. Ils paraissent avec de longs passages en blanc. Le ministre de l'Information Ludovic-Oscar Frossard prend son rôle très au sérieux et c'est un malin, qui connaît toutes les ficelles du jeu de marionnettes.

A 51 ans, Frossard est l'une des grandes figures de la République de l'imposture et des profiteurs. On a pu écrire de lui:

«Frossard est peut-être le plus beau faux-frère, le plus impudent retourneur de veste, la planche pourrie la plus spongieuse qu'aura produit le régime démocratique. Bon journaliste, orateur sans élégance mais non sans mordant, il serait assez bien défini par le mot de Lamartine sur Fouché: « Il ne lui manqua rien en habileté, peu en bon sens, tout en vertu". » (10)

Demi-juif (sa mère se nommait Stéphanie Schwob), originaire du Territoire de Belfort, instituteur, il fut révoqué avant la première guerre mondiale pour activités révolutionnaires et antimilitaristes. Initié à la franc-maçonnerie (Loge: *L'Internationale*, comme son ami Lazurick, le futur directeur de *L'Aurore*), Frossard retomba vite sur ses pattes. Il exerça ses talents de pédadémagogue au parti socialiste, comme agitateur itinérant, autrement dit révolutionnaire professionnel.

Ce qui ne l'empêcha pas de provoquer l'explosion de ce parti, à Tours, en 1920, en faisant voter la motion dite Frossard-Cachin qui établissait la scission et la naissance d'un nouveau parti, le parti communiste, ou plus exactement la section française de l'Internationale communiste, bref l'œil et la main de Moscou à Paris: le parti bolchevique!

Charité bien ordonnée commence par soi-même. Frossard en devint, dans la foulée, le secrétaire général. Ce n'était pas un mauvais choix. L'homme était rusé, roublard (qui dit roublard dit roubles), sans scrupules, avec le sens des coups à faire et de la réclame. Il le fit voir aussitôt.

Pour avoir conduit une mutinerie en 1917, à bord du *Protée*, en rade d'Odessa, André Marty avait été condamné à vingt ans de réclusion. Les candidatures multiples étant alors autorisées, Frossard eut l'idée (géniale) de présenter André Marty aux élections municipales, cantonales, et d'arrondissement. Triomphe total. Le mutin de la mer Noire fut 42 fois élu. Frossard devenait le grand homme du parti communiste et la Loge le couvait d'un œil ému. Je l'ai déjà signalé. Au grand convent de 1922, une résolution du Grand-Orient l'avait en effet invité à *intervenir au plus tôt et avec une insistance justifiée ... pour la libération du frère Marty*. lequel avait été initié à la Loge n° 162 *Saint-Jean des Arts et de la Régularité* de Perpignan. Ce succès mettait en joie les cellules où l'on accueillait le camarade Frossard en chantant, sur l'air de *Mont' là-dessus* :

*GDV*

*En français cela veut dire gueule de vache*

*C'est bien approprié*

*A la gueule des officiers.*

Tout le monde n'est pas Béranger.

L'euphorie fut de courte durée. Très vite Frossard comprit que le parti bolchevique ne convenait pas à son destin. Lors d'un congrès, il saisit l'occasion. Un jeune orateur venait d'égratigner Jaurès. Frossard, rouge d'indignation, bondit à la tribune.

- Je ne resterai pas une minute de plus avec ceux qui insultent Jaurès (10).

Et il quitta la salle emporté par le vent de la dignité.

La vérité était légèrement différente. Moscou refusait de plus en plus expressément la double appartenance au parti communiste et à la franc-maçonnerie. Bon calculateur, Frossard mesurait les inconvénients qu'il y aurait à rompre avec elle. Il quitta donc le PC ; godilla dans les courants gauchistes ; créa un mouvement de division qui s'appelait naturellement *le parti communiste unitaire*; réintégra la SFIO pour devenir député et fut élu à la Martinique (1928), puis dans la Haute-Saône; quitta la SFIO pour *L'Union socialiste républicaine* afin de devenir ministre et le devint. A partir de 1935, il fut ministre du Travail dans les cabinets Buisson, Laval, Sarraut, ministre d'Etat (cabinet Chautemps), de la Propagande (ministère Blum en 38) et des Travaux Publics sous Daladier. De reniement en reniement, trahissant l'un, torpillant l'autre, Frossard avait monté une machine infernale contre celui-ci, en espérant le remplacer, mais ce fut lui qui explosa (11). En récompense, Paul Reynaud lui avait donné le ministère de l'Information. Il y montra beaucoup de zèle.

### **L'étrange procès des députés communistes**

On est surpris - par exemple - par la manière dont le procès des ex-députés communistes est conduit et exploité. Ils sont poursuivis pour avoir « *participé à la constitution du Groupe ouvrier et paysan et exercé une activité ayant directement ou indirectement pour objet de propager les mots d'ordre de la Ille internationale* » et d'avoir « *participé à la publication. à la circulation et à la distribution d'une lettre*



*adressée le 1er octobre 1939 à M. Herriot. président de la Chambre. préconisant la paix sous les auspices de l'Union soviétique ... »*

Or on s'aperçoit que les principaux chefs ne sont pas dans le box.

On n'y trouve ni Thorez, ni Marty, ni Duclos, ni Ramette, ni Péri, ni Monmousseau. Ils sont passés - et on les a laissé passer - à travers les mailles du filet. Cachin n'a pas été inquiété. Il a même pu venir faire son numéro de témoin.

Dans le box, peu de noms sont à l'époque connus du grand public, à l'exception de Florimond Bonte et de François Billoux .. A part les initiés, qui (en dehors de leurs villes) connaît alors Virgile Barel, J.B. Bartolini, Charles Benoist, Joanny Berlioz, Gaston Comavin, Emile Cossonneau, Alfred Costes, Jean Christofol, Ambroise Croizat, Antoine Demusois, Charles Gaou, Jacques Gresa, Pierre Lareppe, Georges Levy, Henri Lozeray, Henri Martel, Lucien Midol, Prosper Moquet, Arthur Musmeaux, Albert Petit, Alexandre Prachay, Louis Prot, Waldeck Rochet, Auguste Touchard et Etienne Fajon ?

Pour l'opinion on a jugé des lampistes.

Qui plus est, d'étrange façon. Le procès s'est terminé le 3 avril. Il a occupé vingt-cinq séances. Les deux premières ont été ouvertes à tous. Elles ont ressemblé au grand métinge du métropolitain. On y a tenu des discours communistes. On y a fait de la propagande communiste. On a chanté, sur tous les tons, la gloire des Soviets et démontré que le pacte germano-soviétique était la porte ouverte sur la paix. Dépassé par les événements et les maîtres-ouvriers de la dialectique, le colonel Gaffayoli qui présidait ce 3<sup>e</sup> Tribunal militaire, a ordonné alors le huis clos. On n'a donc entendu que le tapage des accusés.

Les peinès qui sont prononcées le 3 avril ne sont pas moins surprenantes. En moyenne: cinq ans de prison, 4 000 F d'amende, cinq ans de privation des droits civiques. Mais les contumaces : Maurice Thorez, Jacques Duclos, Gabriel Péri, Arthur Ramette, Gaston Monmousseau, Jean Rigal, Emile Dutilleul, Charles Tillon, Jean Catelas ne sont pas plus sévèrement frappés : cinq ans de prison également.

Les commentaires les plus sévères sont formulés par la presse socialiste. Paul Faure, le secrétaire de la SFIO, n'hésite pas à écrire :

*« Que les communistes aient toujours été les agents de Moscou : une fois encore, cela ne peut faire de doute pour personne. Il n'y a qu'à regarder leurs évolutions depuis 1920. Naturellement il y a eu plusieurs tournants, plusieurs périodes dans la vie de ce parti, mais ce furent toujours des considérations de politique étrangère, dictées par une puissance étrangère. qui les déterminèrent. »(12)*

Admirable ! Et ce sont avec ces gens, dont il savaient « depuis toujours » qu'ils étaient des « agents de Moscou », que les socialistes ont fait le Front Populaire, pour prendre le pouvoir et y mener une politique de guerre après avoir désarmé matériellement et spirituellement la France pendant dix-huit ans.

Maurras, l'admirable Charles Maurras qui n'aura peut-être jamais été plus grand que dans toutes ces années terribles, a beau jeu d'ironiser. A propos d'évolutions et de tournants, il rappelle ceux de Léon Blum en le citant. Le patriote Blum, le boutefeux Blum, celui qui soutient Paul Reynaud et répète « de l'audace, toujours de l'audace », c'est celui qui écrivait dans *Le Populaire*:

*« Aujourd' huit 30 juin 1930. les derniers détachements français auront évacué la 3- zone rhénane. Cinq ans avant l'échéance fuée par le traité de Versailles, l'occupation militaire de l'Allemagne prend fin. Nous ne dissimulons ni notre satisfaction, ni notre fierté. Ce qui s'accomplit aujourd' hui, c'est ce que nous avons voulu, ce que nous avons préparé, ce que nous avons fait. »*

29 juillet 1930 :

*« Je doute grandement que les bandes d' Hitler. même grossies et renforcées, représentent jamais un grand péril pour la République allemande et pour la paix européenne. »*

18 janvier 1932 :

*« Il est infiniment peu probable qu'une fois installé au gouvernement, Hitler se livre à des provocations directes vis-à-vis de la France, soit même vis-à-vis des puissances de l'Est. »*

8 novembre 1932 :

*« Hitler est désormais exclu du pouvoir. Il est même. si je puis dire, exclu de l'espérance du pouvoir. »*

19 décembre 1934 :

*« Le groupe socialiste n' a jamais voté les crédits militaires en temps de paix. il ne les votera pas tout à l' heure. »*

Rappelons qu' Adolf Hitler est chancelier du Reich depuis le 30 janvier 1933.

Ces polémiques amusent l'opinion. Si agacé qu'il soit dans son tréfonds socialiste, Frossard laisse faire. Son instinct d'intrigant et de carriériste le pousse à ménager la droite. Il a raison. Cela va lui permettre de

devenir le ministre du maréchal Pétain, puis d'être le directeur d'un journal collaborationniste de zone sud : *Le mot d'ordre* qui ne vivra que grâce aux subventions de Vichy (1400 000 F en 1943).

### Ce 9 mai 1940...

On s'intéresse aussi aux faits divers, surtout s'ils ont la couleur du temps. Comme l'histoire de Max Golberg.

Max Golberg était un juif allemand qui, plus lucide que Léon Blum, était venu s'installer à Paris en 1933. Au 116 bis avenue des Champs-Élysées, il avait ouvert un cabinet "d'affaires" en qualité "d'avocat à la cour d'appel hanséatique". Ça ne s'invente pas.

Les principales affaires de ce cabinet consistaient, moyennant commission, à faciliter le départ pour les Amériques des juifs en transit, désireux de s'éloigner le plus possible de la zone des combats (à venir). Un juif autrichien, nommé Kemeni, était de ceux-là. Grâce à un troisième juif teuton, appelé Herman Sary, il rencontre Goldberg, lequel lui promet, moyennant 350 dollars d'acompte et 1150 à valoir, des passeports et visas pour le Paraguay. Ceux-ci sont fournis par un certain Amar, de Marseille, via le consulat du Paraguay. Mais le Paraguay n'accepte pas les juifs. Sur les passeports et visas, Kemeni est donc baptisé catholique. Ce qu'il refuse, étant pratiquant de stricte orthodoxie. Il porte plainte pour escroquerie. Ça fait un procès bien parisien, où Mlle Goldstein, secrétaire de Max Golberg, révèle que celui-ci est un bienfaiteur de l'humanité, tandis que la police découvre qu'Herman Sary aurait dû être expulsé depuis 1936 pour escroquerie en Bourse, mais qu'il était protégé par des ministres socialistes du Front populaire. Mini scandale.

Il en est de plus grave. Le 9 mai 1940, Reynaud a décidé d'en finir avec Gamelin. À dix heures du matin, il a convoqué un conseil des ministres au ministère des Affaires étrangères. Fatigué par sa maladie, le président du Conseil parle d'une voix enrouée. Pendant deux heures, il lit un volumineux dossier que lui ont préparé MM. Leca et Devaux, ses chefs de cabinet, et le colonel de Villelume, son officier de liaison avec le Quartier général. C'est un réquisitoire contre le généralissime Gamelin. Sa stratégie générale, ses méthodes de travail, sont sévèrement condamnées; son manque d'envergure et de caractère cruellement dénoncés.

- Si nous continuons dans cette voie avec ce chef militaire, nous allons perdre la guerre, conclut Paul Reynaud. Messieurs, êtes-vous ou non d'accord avec cette analyse et les décisions qu'elle implique?

Silence gêné. Les ministres, surpris, s'interrogent du regard.

- C'est une exécution, dit à voix basse Lamoureux, le ministre des Finances, à de Monzie.

Puis, plus haut

- Vous avez raison, monsieur le président. Vous m'avez convaincu. Il est impossible de laisser le général Gamelin à la tête de l'armée française.

Massif, rugueux, la tête dans les épaules, le teint brique, le regard à la fois flou et dur, Edouard Daladier intervient:

-Pas d'accord, dit-il.

Il explique: la conduite de Gamelin a été dominée par le souci de gagner du temps afin de rattraper notre retard. Cette tactique était sage. Elle l'est encore. Il faut s'y tenir. Le général Gamelin est un grand chef.

- Le frapper serait commettre une grande injustice, dit-il en terminant. Ce sont des considérations d'équité qui m'interdisent de partager l'avis émis par monsieur le président du Conseil (14).

Reynaud est comme figé. Les yeux fixes, la bouche pincée, il demeure un instant silencieux. Puis:

- Dans ces conditions, je considère le cabinet comme démissionnaire, ce matin, j'avais informé le président de la République de cette éventualité. En raison des circonstances, il m'avait demandé que la démission du cabinet, si elle intervenait, demeurât secrète jusqu'à la constitution d'un nouveau ministère. Je vous demande donc le silence. Merci messieurs.

La veille, le Deuxième bureau avait reçu, via l'Italie, l'information suivante :

« *Attaque pour ce jour même* »(15).

Le soir du 9, le commandant Baril, un des chefs du contre-espionnage, suggère à l'état-major du général Colson de rappeler d'urgence tous les permissionnaires:

- Pour quoi faire, lui répond-on. Ce n'est pas encore demain qu'ils auront à se battre ! L'Allemagne est en train de se désagréger (16).

Drôle de désagrégation. Depuis plusieurs heures, le haut commandement allemand a lancé l'ordre suivant:

«*W. FA/Abt. L. N°22 -180/140 gK CHEFS*

*Le Führer et commandant suprême a décidé :*

*Jour A: 1015*

*Heure X :5 h45*

*Les mots conventionnels "Dantzig" ou "Augsbourg" seront donnés aux différentes fractions de la Wehrmacht le 915, avant 21 h 30.*

*Le chef de l' Oberkommando de la Wehrmacht:*

*Keitel. »*

#### NOTES

- 1) Paul Baudoin : Sept mois au pouvoir.
- 2) Philippe Simonnot: Le secret de l'armistice,p. 37. Plon.
- 3) Id.
- 4) Id.
- 5) Lazareff: De MUJÛch à Vichy.
- 6) Voir Paul Allard. Les favorites de la IIIe République, p. 163. Les Editions de France.
- 7) Citations faites par Philippe Simonnot. Op. cil., p. 27.
- 8) Paul Reynaud, premier secrétaire de la conférence des avocats, avait épousé une des filles d'un des ténors du barreau: Henri-Robert. Celle-ci l'aidait, dit-on, beaucoup. Ils s'étaient éloignés, sans cesser de se voir. Mme Paul habitait de l'autre côté de la Seine, 47 rue du faubourg Saint-Honoré.  
(9) D'après Paul Allard. Op. cil.  
(10) Georges Champeaux: La croisade des démocraties, T.2, p, 99.  
(11) Voir le détail du piège dans Champeaux, mêmes références, Roland Gaucher: Histoire secrète du parti communiste, p. 68, et Henry Coston : Dictionnaire politique, t. 1.
- 12) Lettre aux travaillistes anglais, citée par L'Action française, 25.N.40.
- 13) Citations parues dans l'AF du 4IV.40.
- 14) D'après Beau de Loménie, op. cit., p. 511.
- 15) Général Gauchi: Le Deuxième bureau au travail (p. 211).
- 16) Benoist-Méchin: Soixante jours ... , p. 58. Editions Bouquins.

*Livre : page 165*

## CHAPITRE IV

### 10 MAI 1940: ET LE CIEL NOUS TOMBA SUR LA TÊTE

La guerre, c'est d'abord le bruit. Le 10 mai 1940, alors qu'à l'est le ciel s'éclaire et annonce le lever du jour, de la mer du Nord au Rhin, l'Europe se met à gronder. C'est comme un tremblement de terre en marche. Toute l'aviation allemande attaque. Elle bombarde en même temps les aérodromes hollandais, belges, et français. Elle écrase les avions au sol. Elle fait exploser les gares de triage. Elle plonge sur les ponts. Au-dessus de Rotterdam, de Dordrecht, de Moerdijk, de Maastricht, de Veldweert, de Liège, du canal Albert, de grandes fleurs blanches s'épanouissent dans le petit matin d'un printemps radieux. Ce sont les 4000 parachutes de la 22e division aéroportée. Plus au sud, les blindés de Guderian, de Rommel, de Schmidt, de Reinhardt foncent à travers le grand-duché de Luxembourg en direction des frontières belge et française. A 5 h 35, cent trente-cinq divisions d'infanterie de la Wehrmacht montent à l'assaut de la Hollande, de la Belgique et de la France, où le premier objectif est Sedan.

Réveillé en catastrophe, le généralissime Gamelin exulte.

- Ils sont tombés dans la nasse, dit-il.

Voilà des semaines qu'il attend cette offensive allemande. Il la souhaite. Il a déclaré au général Visconti-Prasca, attaché militaire italien à Paris « *qu'il serait prêt à donner un milliard aux Allemands, s'ils lui faisaient le plaisir d'attaquer sans tarder* » (1).

Le 16 mars, il a fait tenir à Daladier un plan pour « *amener l'Allemagne à sortir de son expectative militaire* » (2).

Sa satisfaction est telle que Paul Reynaud calme les craintes de Jacomet (secrétaire général du ministère de la Défense nationale) en lui disant:

- Si vous veniez de voir comme moi le large sourire du commandant en chef, vous n'auriez aucune inquiétude. Les Allemands lui donnent l'occasion qu'il attendait (3).

Aujourd'hui que nous connaissons la suite de l'histoire, cette allègre confiance paraît stupéfiante. Rien n'aurait dû l'autoriser. Si, en nombre d'hommes, les armées allemandes et franco-britanniques s'équilibrent (environ 2 800 000 hommes de part et d'autre), nous avons moins d'avions (environ 2 000 contre plus de 3000), moins de blindés (environ 2000 contre près de 3000 également) et surtout nos avions et nos blindés sont inférieurs aux blindés et aux avions allemands. Notre artillerie antichar est médiocre. Notre artillerie antiaérienne dérisoire. Plus encore: nous nous croyons à l'abri derrière la ligne Maginot. Or la ligne Maginot s'arrête à la frontière belge. De Longwy à Dunkerque, il n'y a que des "fortifications légères". Quand elles existent. En beaucoup d'endroits, elle ne sont "qu'embryonnaires". Ce sont deux députés, membres de la commission de l'Armée, MM. Taittinger et de Frémond, qui l'ont écrit, dans un rapport, après une tournée d'inspection faite en mars 1940. A Sedan, dans certains ouvrages, le béton n'a même pas été coulé. La capacité de résistance de maisons dites "fortes" n'excède pas une heure (4).

« *En résumé, la France avait dépensé beaucoup de milliards pour se fortifier. Elle croyait avoir une cuirasse et elle n'avait que deux ou trois morceaux de cuirasse, cousus sur un maillot de fortifications légères qui craqua dans la région du cœur.* »

#### Des mensonges qui firent tant de mal

Qui écrit ces lignes lucides et graves? Reynaud!

On croit rêver. Reynaud qui n'a cessé de pousser à la guerre et, celle-ci déclarée, d'engager la bataille, alors qu'il savait, mieux que quiconque, que nous n'étions pas en état de la gagner.

Les textes sont là qui le prouvent. Jacques Benoist-Méchin en a déjà cité. Il convient d'en reproduire quelques-uns à nouveau, tant ils conviennent au côté paradoxal et surréaliste de cette histoire.

C'est Reynaud, le boutefeu Paul Reynaud, celui que démange l'envie d'en découdre, qui écrit:

*« Pas plus qu'elle ne s'est alliée,fortifiée et armée, la France ne s'est organisée pour se préparer à la guerre et la conduire. Nous n'avons pas pensé la guerre. C'est parce que nous ne l'avons pas pensée que nous ne nous sommes ni alliés, ni fortifiés, ni armés. » (5)*

En 1936, alors que son ami Léon Blum, pacifiste devenu traîneur de sabre, est au pouvoir, c'est Paul Reynaud qui écrit:

*« Ce n'est pas avec des serpentins, ni avec des articles de Paris qu'on fait la guerre. Or la métallurgie, elle, a baissé de 31 %. La France ne produit que 40 % de la fonte et le tiers de l'acier que produit l'Allemagne.» (6)*

En 1937:

*« Notre production mensuelle d'avions est tombée de 65 à 35 appareils, tandis que celle de nos voisins montait en flèche (350 pour l'Allemagne, et 200 pour l'Italie). Est-ce que nos dirigeants peuvent dormir la nuit? Quelle mesure héroïque ont-ils prise? Quel délai se sont-ils imposés pour l'appliquer? Nous n'étions pas prêts en 1870. Nous n'étions pas prêts en 1914. Allons-nous recommencer? » (7)*

En juillet 39 :

*« Il ne s'agit pas seulement, hélas, de doubler le cap d'un été périlleux. Le péril est là pour longtemps. Nous sommes au seuil de la période la plus périlleuse de notre histoire. » (8)*

En décembre 39 :

*«Il est facile, il est très facile pour nous de perdre la guerre. » (9)*

Ces jugements accablants m'ont longtemps poursuivi. Longtemps je me suis demandé comment nous avons pu, dans cette situation déclarer la guerre. En 1918, plusieurs politiques européennes étaient possibles. Nous n'en avons mené aucune. En 1934 et 1935, nous avions les moyens de détruire la force militaire allemande renaissante dans les mains du chancelier Hitler. La gauche française, l'impérialisme britannique et l'internationale communiste nous en ont dissuadés. En 1938, c'était trop tard, ou trop tôt. Fabre-Luce rapporte le récit d'un sénateur sortant d'un comité du Sénat:

- Nous avons entendu Daladier.

-Eh bien?

- Il nous a dit qu'au début de la guerre nous n'avions rien. Pas d'aviation, pas de D.C.A., pas de chars, pas d'antichars. Enfin, rien de rien.

- Et quelle a été la réaction du Sénat ?

- Oh ! Daladier a eu beaucoup de succès.

Tous les chiffres, les rapports, les dossiers le démontrent : il fallait attendre, encore attendre, faire durer la paix, vaille que vaille, pour fabriquer toujours plus d'avions, de blindés, de mitrailleuses, de soldats entraînés ; pour repenser notre stratégie, trouver des alliances nouvelles, modifier notre politique étrangère et notre politique tout court en mettant fin à cet imbécile système parlementaire.

Répétons-le: quarante et un ministères en vingt ans ! Et aujourd'hui encore; 10 mai 1940, Si Hitler n'avait pas sauvé Reynaud en attaquant, nous serions sans gouvernement !

Tout commandait d'attendre en travaillant d'arrache-pied. Les spécialistes avançaient même une date : 1942. Nous pourrions être prêts en 1942. Or pour faire plaisir à la Grande-Bretagne, qui nous jetait au contact sans être capable de nous apporter une aide sérieuse, puisqu'elle venait tout juste de rendre le service militaire obligatoire (27 avril 1939) ce qui entraîna le général Ironside, chef d'état-major, à déclarer: *«Je frémis en pensant à ce qui serait arrivé si l'Allemagne, nous avait attaqués en septembre! »*, c'est nous, en septembre, qui avons déclaré la guerre à l'Allemagne. Soyons justes : sans l'attaquer vraiment, sans ouvrir vraiment les hostilités, et Bergery disait:

- Il faut tout de même du génie pour nous avoir mis dans une situation ou nous ne pouvons faire ni la guerre, ni la paix !

Ce qui rendait Reynaud électrique ! Nonobstant le terrible état des lieux qu'il avait dressé et les sombres avertissements qu'il lançait, il voulait en découdre au plus tôt. Comprenne qui pourra. Le 12 avril, il rappelait encore« la nécessité de frapper vite et fort ».

Aujourd'hui il est comblé. Bataille de mots dans un tunnel. Hitler parle le premier :

*«Soldats du front de l'Ouest.*

*L'heure du combat le plus décisif pour l'avenir de la nation allemande a sonné. Depuis trois cents ans, le but des dirigeants français et anglais a été d'empêcher la consolidation du continent européen, et avant tout de maintenir la faiblesse et l'impuissance de l'Allemagne. A cet effet, depuis deux siècles, la France a déclaré trente et une fois la guerre à l'Allemagne. Depuis des dizaines d'années, le but de la politique des*

*dirigeants anglais a été d'empêcher l'Allemagne de s'unifier et de refuser au Reich les moyens nécessaires à la vie de 80 millions d'hommes. L'Angleterre et la France ont poursuivi cette politique quel que fût le régime qu'eût l'Allemagne. C'est le peuple allemand qui est visé.*

*L'Angleterre et la France cherchent, à la faveur d'une gigantesque manœuvre de diversion dans le sud-est de l'Europe, à avancer par la Hollande et la Belgique vers le Bassin de la Ruhr.*

*Soldats du front de l'ouest, maintenant votre heure est arrivée. La bataille qui commence aujourd'hui décidera du sort de la nation allemande pour le prochain millénaire. Faites votre devoir! Le peuple allemand vous accompagne de sa bénédiction. »*

Réplique de Reynaud:

*« Trois pays libres, la Hollande, la Belgique, le Luxembourg, ont été envahis cette nuit par l'armée allemande. Ils ont appelé à leur secours les armées alliées. Ce matin, entre 7 et 8 heures, nos soldats, les soldats de la Liberté ont franchi la frontière.*

*Ce champ de bataille séculaire des Flandres, notre peuple le connaît bien. En face de nous, se ruant sur nous, c'est aussi l'envahisseur séculaire.*

*Partout dans le monde, chaque homme libre, chaque femme libre regarde et retient son souffle devant le drame qui va se jouer.*

*Est-ce la force bestiale qui va vaincre? Hitler le crie. Depuis des années, il se jouait de notre amour de la paix pour préparer "sa" guerre. Il voulait faire croire à ses voisins qu'il ne dépendait que de leur faiblesse de vivre en bonne intelligence avec lui. Même après la guerre déclarée il a voulu croire encore à nos divisions, à nos faiblesses.*

*Il a espéré de la trahison communiste une dislocation intérieure de la France. Il a tenté de séparer les Alliés. Mais rien n'est venu. Aujourd'hui il jette le masque. A peine cherche-t-il à couvrir d'un prétexte dérisoire sa nouvelle ruée. C'est la France qu'il montre du doigt à ses armées et à ses avions de guerre.*

*"La France qui, à elle seule, dit-il, a déclaré en deux cents ans trente et une fois la guerre à l'Allemagne." C'est le vieux compte à régler. Le compte de la France dont il est si souvent parlé dans Mein Kampf.*

*La France, calme et forte, est debout. C'est l'heure du rassemblement. Vous savez déjà qu'au sein du gouvernement, tous les partis se sont rejoints (11). A l'heure où les meilleurs de notre peuple, ce qu'il a de plus jeune, de plus vivant, de plus fort, va risquer sa vie dans un combat solennel, une pensée grave habite chaque maison, chaque chaumière de nos villages. chaque cantonnement de nos armées. Une même pensée nous élève au-dessus de nous-même. Chacun se prépare à faire son devoir.*

*L'armée française a tiré l'épée: la France se recueille. »*

Dans son particulier, Reynaud est moins lyrique. Il dit à Baudoin:

- Voici Gamelin sauvé. Il a enfin la bataille qu'il attendait.

## **Vers le désastre au pas de gymnastique**

Le généralissime y a été aussi de son ordre du jour, bref et bien senti :

*« L'attaque que nous avons prévue depuis octobre dernier s'est déclenchée ce matin. L'Allemagne engage contre nous une lutte à mort. Les mots d'ordre sont pour la France et tous ses alliés: "Courage, énergie, confiance". Comme l'a dit, il y a vingt-quatre ans, le maréchal Pétain: "Nous les aurons!" .*

Signé:

*Gamelin. »*

Il adresse une copie de ce texte au Maréchal, à Madrid, « avec quelques lignes personnelles » et il se met au travail. Son plan est simple mais génial. Arrêté de longue date et consigné une fois pour toutes dans l'*Instruction personnelle et secrète n° 9*, il est d'une telle qualité qu'on n'en pourrait rien changer. A l'heure H, 33 divisions françaises s'appuyant sur Givet, ville des Ardennes, dont mon maître d'école disait qu'elle s'appelait ainsi parce que ceux qui y allaient disaient: « J'y vais ! » (et de rire !), montent jusqu'à la Dyle, petite rivière coulant devant Bruxelles. Les divisions légères mécaniques du général Prioux les franchissent même, pour retarder l'avance allemande et faciliter l'installation. En même temps, le général Giraud a mission de faire barrage entre Anvers et Breda. Une autre division progresse le long de la côte belge. En principe, nous devons trouver partout des positions préparées à l'avance: abris, postes de F.M. ou de mitrailleuses, etc. A l'exception, de ci, de là, de rouleaux de fils de fer barbelés étirés en accordéon, il n'y a rien.

En revanche, l'accueil est fantastique. On a sorti les grands pavois.

Partout des cris d'amitié, des applaudissements, des chopes de bière, des fleurs, des bouquets de lilas, des gerbes de tulipes, des guirlandes, des colliers, et des baisers à la volée. On pourrait croire la guerre déjà gagnée.

Hélas ... Voici la suite.

#### NOTES

(1) Ciano. Journal, Cité par Benoist-Méchin : Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident, p. 37, collection Bouquins.

(2) Documents secrets de l'état-major français, pp. 63165.

(3) Chastenet. Cent ans de République. t. VII, p.197.

(4) Paul Reynaud: La France a sauvé l'Europe. Cité par B.-M., p. 27.

(5) Paul Reynaud: id., t.I.

(6) Id.

(7) Id.

(8) Id.

(9) Id.

(10) Au conseil suprême.

(11) En réalité deux députés de droite: Louis Marin, né en 1871 et député de Meurthe-et-Moselle depuis 1905, anti-allemand de fondation, président de la Fédération Républicaine, et Jean Ybamégaray, député national des Basses-Pyrénées depuis 1914, dirigeant des Jeunesses patriotes et des Croix de feu, ont été seuls à entrer au gouvernement.

Livre : page 172

## CHAPITRE V

### CES DATES QUI DEMEURENT DANS

#### LA MÉMOIRE COLLECTIVE

##### **11 mai**

A Washington, dans un discours prononcé devant le VIII<sup>e</sup> congrès américain, le président Roosevelt déclare qu'il fera tout son possible pour tenir l'Amérique hors de la guerre. « *Les États-Unis se tiennent chaque jour plus éloignés de la guerre européenne* » dit-il.

##### **13 mai**

Rotterdam capitule. La Meuse est franchie. En présence du général von Rundstedt, l'attaque de Sedan se développe. L'aviation allemande est maîtresse de l'air et ses blindés, roulant au maximum de leur vitesse et de leur puissance, paraissent irrésistibles. La reine Wilhelmine quitte la Hollande et arrive à Buckingham. A Rome, Mussolini dit à Ciano: « Les Alliés ont perdu la guerre. »

##### **14 mai**

Repli français en Belgique et en France, à l'ouest de la Meuse.

##### **15 mai**

L'armée hollandaise est faite prisonnière. Le général Winckelman capitule. L'armée française des Flandres est menacée d'encerclement. Sur la Meuse, le front est enfoncé. Le général Corap est relevé de son commandement. Gamelin appelle Daladier:

- Une colonne blindée allemande croise entre Rethel et Laon.
- Il faut attaquer, réplique Daladier
- Avec quoi ? Je n'ai plus de réserves!
- Alors, c'est la destruction de l'armée française ?
- Oui, c'est la destruction de l'armée française.

##### **16 mai**

Gamelin donne l'ordre de repli général de nos troupes en Belgique.

Rommel entre à Avesnes et Guderian à Montcornet. Gamelin à Daladier: « *Les Allemands peuvent être à Paris ce soir* ». L'ordre de repli du gouvernement à Tours est donné puis rapporté. Au Quai d'Orsay on brûle les archives.

##### **18 mai**

Appelé d'urgence de Madrid, le maréchal Pétain se voit offrir la vice-présidence du Conseil. Il accepte. Gamelin, limogé, est remplacé par le général Weygand. Autres changements: Paul Reynaud prend le ministère de la Guerre. Daladier passe de la rue Saint-Dominique au Quai d'Orsay. Mandel succède à Henri Roy à l'Intérieur. Les Allemands avancent sur Calais. Le général Giraud est fait prisonnier à Cateau.

##### **19 mai**

Le gouvernement français, composé essentiellement, de libres-penseurs, de francs-maçons et de juifs, vient à Notre-Dame demander à Dieu d'intervenir en sa faveur.

##### **20 mai**

Sans en informer l'amirauté française, l'amirauté britannique prend ses dispositions pour évacuer par Dunkerque le corps expéditionnaire anglais. Le général Gamelin, sans un mot, quitte Vincennes. Cambrai est pris. On se bat devant Arras. Guderian traverse Amiens en trombe à 10 h 30 et à 20 heures, atteint la Manche près de Montreuil-sur-Mer.

##### **21 mai**

Confirmation de la conversion de Reynaud. A la Chambre des députés, il déclare: « *Pour moi si l'on venait me dire un jour que seul un miracle peut sauver la France, je dirais: je crois au miracle parce que je crois à la France.* »

##### **22 mai**



Sans prévenir le commandement français (général Blanchard), Lord Gort décide de replier ses troupes du nord d'Arras, ce qui condamne le plan Weygand

### **25 mai**

Pressé par ses ministres de rejoindre Londres, Léopold III refuse. Il dit au Premier ministre M. Pierlot :

- *J'ai décidé de rester. Je dois, quel qu'il soit, partager le sort de mon peuple.*

Une formidable campagne de diffamation va être orchestrée contre lui. En conseil des ministres français, l'armistice est pour la première fois envisagée par Paul Reynaud et le président Lebrun.

### **26 mai**

Télégramme d'Antony Eden à Lord Gort, non communiqué aux Français. Priorité absolue : le rembarquement : « *Vous vous frayerez un passage vers l'ouest. Toutes les plages à l'est de Gravelines pourront être utilisées pour l'embarquement. La marine vous fournira des unités navales et la RAF vous donnera tout son appui. De toute urgence prévoir les plans.* »

### **27 mai**

23 heures. Le roi Léopold III dépose les armes sans condition. Paul Reynaud adresse un message au président Roosevelt. Envoyez-nous six destroyers et surtout des nuées d'avions « *quel qu'en soit le modèle* », lui demande-t-il. Sans suite.

### **28 mai**

Du fait de la défection anglaise, la plus grosse partie de la 1<sup>ère</sup> Année qui défendait la Lys est encerclée. Belles contre-attaques dans le secteur d'Abbeville, devant Lille, sur la Somme. A Dunkerque le général Gort s'oppose au rembarquement des Français.

### **31 mai**

La ville de Dunkerque n'est qu'un brasier. Contrairement aux engagements pris, le général Alexander veut faire évacuer en priorité les trois divisions anglaises qui sont encore dans le camp retranché. Sur 220000 Anglais qui se trouvaient à Dunkerque, 160 000 ont été embarqués. A Paris, un conseil suprême interallié se tient au ministère de la Guerre. Paul Baudouin - chef de cabinet de Paul Reynaud qui y assiste écrit: « *La menace d'effondrement imminent de la France pèse sur cette réunion. qui est poignante.* »

Le mois de mai n'est pas toujours aussi joli que le dit la chanson.

### **1er juin**

Contre l'avis de l'amiral Abrial et de l'amiral Platon, le général Alexander, ayant constaté qu'il ne reste plus un soldat britannique à Dunkerque, monte à bord d'un aviso et met fin aux opérations d'embarquement 30 à 40000 Français sont encore sur les plages. Le 31, l'amiral Darlan avait écrit à sa femme: « *Le rampant britannique paraît avoir des ailes quand il s'agit de regagner la mer.* »

### **2 juin**

Gros différend franco-britannique. Le général Spears, sur ordre de Londres, commence à rapatrier, en Angleterre, après les troupes de Dunkerque, des unités stationnées en France. Protestations de Weygand et de Reynaud.

### **3 juin**

Derniers embarquements à Dunkerque. Environ 22 000 Français.

Vaste offensive de la Luftwaffe. Attaques sur Bron, Bourges, Nantes, Châtellerauld, Le Bourget. 300 avions bombardent les usines Renault à Boulogne-Billancourt après une démonstration de leur écrasante supériorité : vol à basse altitude, zigzag, plongeurs en piqué.

### **4 juin**

Dunkerque. Dans la nuit, fin des embarquements. L'amiral Abrial fait dynamiter les mûles et, le dernier, gagne Douvres à deux heures du matin. A 8 heures, les Allemands entrent dans la ville. Communiqué du Haut-Commandement: « *La grande bataille des Flandres et de l'Artois est terminée. Elle entrera dans l'histoire militaire, comme la plus grande bataille d'anéantissement de tous les temps... Toute l'ampleur de notre victoire en Hollande, en Belgique, et dans le nord de la France se mesure aux pertes de l'ennemi et au volume du butin capturé. Les pertes des Français, des Anglais, des Belges et des Hollandais, s'élèvent, en prisonniers à 1 200 000 hommes. Il faut ajouter à cela le chiffre, non encore connu, des morts, des noyés, des blessés. Les armées de choc françaises et anglaises sont détruites. Nous avons remporté une des plus grandes victoires de l'Histoire.* »

Pourtant, les Anglais ont réussi à rapatrier 215 000 hommes (sur 250 000) et les Français à en sauver 125 000 (sur 380 000).

Aux Communes, Churchill envisage une conquête totale de l'Europe par l'Allemagne mais affirme qu'il continuera le combat « au-delà des mers ».

- Nous ne nous rendrons jamais, dit-il.

### 5 juin

Proclamation d'Hitler: « *J'ordonne que l'on sonne les cloches pendant trois jours, dans toute l'Allemagne. Que leur carillon se mêle aux prières avec lesquelles le peuple allemand accompagne ses fils, car dès ce matin les divisions allemandes et nos escadres d'avions ont commencé la deuxième phase de la lutte qu'ils livrent pour la liberté et l'avenir de notre peuple.* »

De la Manche à la Meuse, sur 360 km, 104 divisions et six Panzer-divisions montent à l'assaut de ce qui reste de l'armée française, commandée par Weygand : une cinquantaine de divisions dont deux en morceaux. L'effort principal de l'offensive se situe dans la région de Péronne, haut lieu historique et militaire de l'histoire de France. Sur 6 km, 640 chars (100 chars au km), avancent de front et en quinconce, encadrés d'unités d'infanterie, d'un détachement d'assaut du génie, et suivis d'une deuxième vague blindée.

La 19<sup>e</sup> et la 29<sup>e</sup> Division d'infanterie (général Lenclud et général Gérodias) renforcées de batteries antichars, d'artillerie, de pionniers et organisées pour une « défense en profondeur » préconisée par Weygand reçoivent le choc de plein fouet et résistent. L'infanterie allemande est repoussée. Elle est coupée de ses blindés. Ceux-ci subissent de nombreuses pertes. Une contre-attaque de chars s'imposerait Hélas, il n'y en a pas.

Tout le front de la Somme s'embrase. Le ciel est aux avions à croix noires. Weygand télégraphie à Paul Reynaud: « *Le général commandant en chef est obligé de constater que les appels du gouvernement britannique sont restés vains. Nous recevons l'attaque allemande sans avoir bénéficié d'aucun concours nouveau de l'Angleterre. Ni chasse, ni divisions nouvelles.* »

On se bat de Péronne à la mer. La Somme est franchie. Le canal de l'Ailette aussi. Au comité de guerre, Paul Reynaud offre au maréchal Pétain le ministère des Affaires étrangères. Le maréchal refuse. Discussions sur la possibilité d'un armistice.

Reynaud: - *Le gouvernement ne pourra pas traiter avec les Allemands.*

Weygand: - *Si la bataille est vraiment perdue, le vrai courage, à ce moment-là, sera de traiter avec l'ennemi.*

A Londres, d'après le général Spears « *Churchill est sur le point de perdre patience, excédé par les réclamations continuelles des Français* ». A Washington, Roosevelt confie à Cordell Hull qu'il commence à trouver « *irritants les appels à l'aide de Paul Reynaud renouvelés de façon de plus en plus frénétique et sur le mode suraigu ...* ». Il est actuellement « *impensable que les Etats-unis puissent les satisfaire* ».

### 6 juin

Remaniement ministériel (daté du 5). Daladier et Monzie sont éliminés. Daladier est remplacé aux Affaires étrangères par Reynaud lui-même et Monzie par Frossard. C'est Prouvost, le grand patron de *Paris-Soir*, de *Match* et de *Marie-Claire* qui passe à l'Information.

A la suite du fléchissement de la 51<sup>e</sup> Division britannique (général Fortune) qui se replie sur la Bresle, la 31<sup>e</sup> division française recule sous Abbeville. Le repli - léger et contrôlé - est général. On parle de rétablissement sur nos « *secondes positions* ».

Au comité de guerre, vifs échanges entre le général Weygand et le général Spears.

- Je ne serais pas surpris d'apprendre que la RAF n'a pas une confiance illimitée dans le commandement de l'Armée de l'Air française, dit Spears.

Réaction courroucée de Weygand:

- Ceci est une attaque personnelle contre le général Vuillemin.

Voilà que les Anglais veulent nous dicter le choix de nos commandants en chef! C'est un comble! Sachez que les Français sont encore maîtres chez eux.

Pour la première fois on parle du « *réduit breton* » et de la poursuite de la guerre en Afrique du Nord.

Si la bataille en cours est perdue, le maréchal Pétain évoque la nécessité qu'il y aura de traiter avec l'ennemi.

- Si nous obtenons des conditions possibles ... , dit Reynaud, contrevenant ainsi à l'accord qu'il avait signé à Londres un mois et demi plus tôt le 28 mars 1940 et qui disait: « *Le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume-Uni, s'engagent mutuellement à ne négocier ni conclure d'armistice ou de traité de paix, si ce n'est d'un commun accord* ».

Rappelons que cet accord n'avait été ratifié ni par la Chambre des députés, ni par le Sénat, ni par le président de la République.

Inquiet de cette remarque, le général Spears demande à voir le maréchal Pétain. Celui-ci le mène devant une carte :

- Vous voyez cette ligne qui va d'Abbeville à Rethel ? Elle a plus de 200 kilomètres de long. Les Allemands peuvent nous y attaquer partout d'un moment à l'autre et nous ne saurons pas les empêcher d'attaquer aussi ailleurs. Ils n'ont certainement pas moins de 120 divisions d'infanterie et 10 divisions blindées. Contre quoi ?

Un silence ...

- Soixante des nôtres. Une des vôtres. Et dans quel état, je vous le demande ? Or vous n'êtes même pas capables de nous aider dans l'air ...

### **7 juin**

La ligne Weygand est ouverte en de nombreux points. Les Allemands s'engouffrent dans les brèches creusées. Leurs poches s'élargissent. Ils ont dépassé Forges-les-Eaux. Ils poussent vers Rouen et Les Andelys. La bataille de la Basse-Somme est perdue. Ordre de repli général sur la Seine et le camp retranché de Paris.

Churchill « déconseille fortement » à Paul Reynaud de donner les chiffres exacts de la participation britannique à la bataille de France. Ceux-ci sont si médiocres qu'elles pourraient frapper les imaginations. Reynaud obtempère.

### **8 juin**

La situation s'aggrave. L'Aisne est franchie en amont de Soissons.

Rommel arrive à Elbeuf, mais ne réussit pas à s'emparer des ponts. Visite du général de Gaulle, nommé sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, au château de Montay, QG de Weygand.

Conflit entre les deux hommes.

- Ils ont passé la Somme, dit de Gaulle. Et après ?

- Après ce sera la Seine et la Marne ...

- Oui. Et après...

- Après, ce sera fini.

- Comment, fini ? Et le monde ? Et l'Empire ?

Rire « désespéré » de Weygand. Revenu à Paris de Gaulle demande à Reynaud de retirer son commandement à Weygand. Motif : « il a renoncé à vaincre ... ».

- C'est impossible ? Et pour le remplacer par qui ?

- Par Huntziger. Il est capable de s'élever à une stratégie mondiale.

Le franc-maçon Camille Chautemps, vice-président du Conseil et « *chevalier Kaddosch* » est d'un autre avis. Il dit à Paul Beaudouin (chef de cabinet de Reynaud) :

« La lutte est inutile. Nous devons empêcher que les destructions s'étendent à l'ensemble du pays. C'est le maréchal Pétain qui comprend le mieux la situation. »

### **9 juin**

Rommel fonce vers Le Havre. Paris est pris en tenaille par quatre armées allemandes. L'Oise est franchie. Pertes sévères entre Compiègne et Chantilly et à Pont Saint-Maxence. De l'Aisne à la Meuse, von Rundstedt passe à l'offensive. Guderian a donné comme objectif à ses blindés Langres et Besançon. Ordre du jour de Weygand. « *Nous sommes au dernier quart d'heure. Tenez bon !* »

L'évacuation de Paris est de nouveau envisagée. Le général de Gaulle arrive à Londres chargé d'une mission auprès de Churchill. Les escadrilles basées en Grande-Bretagne sont trop éloignées du front.

- Transférez-les au sud de la Loire, demande de Gaulle.

- Non, dit Churchill.

En outre, il ne peut, même approximativement, indiquer la date à laquelle un corps expéditionnaire sera à nouveau envoyé en France.

« *Ainsi donc, écrit de Gaulle, l'union stratégique se trouvait pratiquement rompue entre Londres et Paris.* »

### **10 juin**

Rommel arrive à Veulette et devant Fécamp. Le front de l'Ourcq est forcé » Château-Thierry est pris.

De Gaulle assiste pour la première fois au Conseil de Guerre. Le général Weygand redoute de voir Paris encerclé.

- La situation empire de jour en jour, dit Baudouin.
- Si elle empire c'est qu'on la laisse empirer, dit de Gaulle.
- Qu'avez-vous à proposer? demande Weygand.
- Il ne m'appartient pas de proposer quoi que ce soit, répond de Gaulle.

A 16 heures, François-Poncet téléphone de Rome: l'Italie vient de déclarer la guerre à la France et à l'Angleterre. Le gouvernement décide de se replier sur Tours et le quartier général à Briare. M. Bullit, ambassadeur des Etats-Unis, décide de ne pas le suivre dans cet exode. La cohue est totale. La voiture emportant Paul Reynaud et le général de Gaulle met la nuit pour gagner Orléans, tant les routes sont encombrées de réfugiés et de fuyards.

« 10 juin. journée d'agonie », note de Gaulle.

### 11 juin

Dieppe évacuée. Saint-Valéry bombardée. La Seine est franchie à Elbeuf, aux Andelys, à Vernon. Les Panzers sont sur Evreux. A l'est, La Ferté-Milon et La Ferté-en-Tardenois sont occupées. Paris est directement menacé. Reims est investi. Guderian pousse plus à l'est encore ...

Sur instruction de Paul Reynaud, le général de Gaulle offre au général Huntziger de remplacer Weygand et de poursuivre la guerre dans le Cotentin. Refus d'Huntziger.

A Briare, Weygand déclare Paris « *ville ouverte* ». Il refuse une nouvelle fois le « *réduit breton* ».

Arrivée de Churchill, en avion, au château du Muguet.

Réunion au sommet. Dialogues de sourds. Churchill demande à la France de tenir un an. Weygand répond que nous sommes à la limite de la rupture. Nous nous battons à un contre trois ; sans appui réel de l'aviation.

- Il faut que tous les avions de chasse anglais soient envoyés en France, jusqu'au dernier, pour participer à la bataille qui scellera le sort des deux nations.

- Non ! rugit Churchill.

Il suggère qu'on défende Paris rue par rue, maison par maison, comme toutes les grandes villes de France, pour gagner du temps et entraîner l'intervention américaine.

- Non, dit le maréchal Pétain. Ce serait la destruction du pays. Les Etats-Unis se feront attendre si longtemps que la guérilla fera de la France une terre brûlée.

A 22 heures, dîner au château.

- Souvenez-vous, fait Churchill au maréchal Pétain. En 1918 nous avons connu des moments difficiles. Nous les avons surmontés. Nous surmonterons ceux-ci de la même manière.

- En 1918, je vous ai donné 40 divisions pour sauver l'armée britannique, répond froidement le maréchal. Où sont les quarante divisions dont nous avons besoin pour nous sauver aujourd'hui ?

### 12 juin

Saint-Valéry capitule. 46 000 prisonniers, dont le général Fortune et quatre généraux de division français. Repli sur une ligne Caen-Alençon, la Loire, Dôle, Champagnol-Iès-Rousses. Paris ville ouverte : confirmé. De Gaulle arrive à Rennes pour organiser le « *réduit breton* ». Le détail laisse pantois. Il est question de construire des fortifications en béton sur la Vilaine et le Couesnon. Le 12 juin !

Parallèlement, malgré le refus de l'Amirauté britannique de nous prêter le tonnage nécessaire, de Gaulle et le général Coison étudient le transport de 900 000 hommes et de 100 000 tonnes de matériel en 45 jours de Bordeaux à Casablanca

Question de nos amiraux : « Quel cerveau a pu concevoir un plan aussi grotesque ? ». A Briare, le climat est tout autre. Profondément ému, le maréchal Pétain parle beaucoup plus qu'à son ordinaire. S'adressant à Spears il dit:

- C'est un crime impardonnable que d'obliger une armée à poursuivre la lutte dans des conditions pareilles. Un armistice est inévitable ... Nous payons à présent - et nous payons cher - l'anarchie dans laquelle nous nous sommes complus. Où sont-ils, aujourd'hui, tous ces députés qui soignaient leur popularité en votant contre toute mesure de réarmement ? Et le Front Populaire ? Où sont ses chefs, maintenant que les pauvres bougres qui les suivaient en tendant le poing n'ont plus que leurs poings nus à opposer aux chars allemands ?

19 h 45. Conseil des ministres au château de Cangé (près de Tours).

Reynaud veut replier le gouvernement à Quimper. Weygand veut demander l'armistice. Pétain et Prouvost sont seuls à l'approuver ouvertement

### 13 juin

Les Allemands sont à Pacy-sur-Eure, Pantin, Romilly et avancent vers Vitry-le-François, Saint-Dizier et Dijon. Paul Reynaud décide de replier le gouvernement sur Bordeaux. Churchill arrivé à Tours, est mis au courant des « suggestions » d'armistice, de Weygand et Pétain. Palabres confus. Des entretiens particuliers précèdent la conférence qui commence à 15 h 30. Personnellement hostile à l'armistice, Reynaud déclare :

- La Grande-Bretagne n'estime-t-elle pas que la France peut dire : « mon sacrifice est si grand que je vous demande l'autorisation de signer un armistice » ?

Churchill, ému, les larmes dans les yeux :

- Nous comprenons la situation où vous vous trouvez. Nous ne ferons pas de récriminations dans une pareille hypothèse... Cependant, il conviendrait de lancer un suprême appel au président Roosevelt et de décider après.

Le désarroi est général. Mandel, Herriot, Jeanneney, de Gaulle sont atterrés que Churchill ait non pas « accepté » mais « compris » le principe d'un armistice séparé. Reynaud reparle du « réduit breton ». Lebrun essaye de trouver un accord impossible. Le maréchal, tirant un papier de sa poche, lit d'une voix lente et grave :

-« L'armistice est à mes yeux la condition nécessaire à la pérennité de la France. »

Des explosions font trembler les vitres du salon. Ce sont les avions allemands qui bombardent l'aérodrome de Tours.

### **14 juin**

Les soldats de la 18<sup>e</sup> armée (von Kuchler) entrent dans Paris. Le Havre est tombé. Les Panzers roulent vers Caen, Argentan, Alençon, à l'ouest. Vers Sens et Auxerre à l'est. Maintenant le front se déploie jusqu'à la frontière suisse.

Les seules bonnes nouvelles viennent de Méditerranée. Le Foch, l'Algérie, le Duplex, le Colbert (croiseurs de 10000 tonnes) ont attaqué Gênes et l'arsenal de La Spezia. Le seul contre-torpilleur touché: l'Albatros, regagne quand même Toulon.

- « Une déclaration de guerre immédiate des Etats-Unis à l'Allemagne est le seul espoir pour la France », dit Paul Reynaud à Drexel Biddle, ambassadeur, après avoir lancé un appel pathétique au président des USA.

Reynaud et de Gaulle arrivent à Bordeaux. Le soir, de Gaulle dîne à l'Hôtel Splendid. Le maréchal Pétain est assis à quelques tables. Le général va le saluer. Ils ne se reverront plus.

### **15 juin**

Le général sir John Dill, chef de l'état-major impérial britannique, cesse de se considérer sous les ordres du Haut commandement français. La division canadienne rembarque sans avoir combattu. La Wehrmacht descend vers Nantes à l'ouest et vers Lyon à l'est

A Bordeaux, c'est la cohue parlementaire. On voit Vincent Auriol, Bergery, Paul-Boncour, Paul Ramadier, Pierre Laval (qui loge chez le maire Adrien Marquet). Paul Reynaud voudrait une « capitulation militaire ». Elle n'engagerait que l'armée et laisserait le gouvernement libre de ses mouvements.

- Je refuse, dit Weygand.

- Et moi je ne céderai pas ! répond Reynaud.

Conseil des ministres sur ce problème. Le maréchal est de l'avis de Weygand :

- Ce n'est pas à l'armée de déposer les armes; c'est au gouvernement de conclure un armistice.

- Il faut tenir jusqu'au bout, répète Reynaud, buté.

- Quel bout ? demande un ministre. Mais vous êtes au bout !

La situation est bloquée. Chautemps trouve l'astuce.

- Les conditions d'armistice exigées par les Allemands vont être inacceptables, j'en suis convaincu, dit-il en substance. Donc demandons-les. Pour les refuser, publiquement et justifier notre départ en Afrique du Nord.

C'est le « coup de théâtre » comme dit Blum. Reynaud donne sa démission; la reprend; veut à nouveau obtenir de Weygand la capitulation de l'armée; multiplie les marches et les contre-marches, avec au cœur un seul espoir: Roosevelt.

Espoir déçu. Roosevelt répond à son appel du 14 par un long télégramme fleuri de bonnes paroles, de sentiments d'admiration et de promesses mais où il y a cette phrase :

*« Je sais que vous comprendrez que ces déclarations ne sauraient impliquer aucun engagement d'ordre militaire. Le Congrès a seul le pouvoir de tels engagements. »*

Pendant ce temps, sous prétexte d'inspecter le « réduit breton », le général de Gaulle est arrivé à Brest. Comme il l'avait demandé à l'amiral Darlan, le contre-torpilleur Milan l'attend pour le conduire à Plymouth.

Le général de Gaulle est dans un grand état de nerfs. Dans le bureau de l'amiral de Laborde, il s'exprime en termes injurieux sur le maréchal Pétain et le général Weygand.

- S'il n'avait pas été membre du gouvernement, je l'aurais fait mettre aux arrêts, dira plus tard l'amiral Laborde.

Le sous-secrétaire d'Etat sauve le général. Il débarque à Plymouth à 22h.

### **16 juin**

L'armée française se replie sur Rennes, sur Gien et Chalon-surSaône derrière la Loire dont les ponts sont attaqués, sur Bourges. Besançon est tombé.

Au Conseil des ministres. M. Jeanneney, président du Sénat et M.

Herriot, président de la Chambre, donnent leur avis favorable au départ du gouvernement en Afrique du Nord.

Problème de l'armistice. La question est posée de savoir quelles seront les conditions qui seront jugées « *inacceptables* » et si Churchill « *comprend* » toujours cet armistice séparé. Le maréchal Pétain intervient:

- Je ne peux demeurer plus longtemps au gouvernement, dit-il.

Plus le temps passe, plus nos armées se désagrègent. L'inévitable solution n'a été que trop retardée. Je ne veux pas m'associer à ce retard dont la France tout entière paye les conséquences.

Il se lève pour partir :

- Ah ! non, s'écrie le président Lebrun, vous n'allez pas nous faire ça en ce moment !

On le prie ; on le supplie. Reynaud annonce une réponse de Londres dans l'après-midi.

- Attendez jusque-là. monsieur le maréchal.

-Soit.

La réponse arrive. Mais Reynaud l'intercepte. Churchill accepte : « *A la condition. toutefois. mais à cette seule condition que la flotte française soit dirigée sur les ports britanniques. En attendant l'ouverture des négociations le gouvernement de Sa Majesté donne son assentiment à une enquête du gouvernement français en vue de connaître les conditions d'un armistice pour la France. »*

Fureur de Reynaud. Il espérait un refus sans condition.

Discussions entre Londres et Bordeaux sur les observations de Reynaud. Churchill retire son télégramme. TI fait part de la proposition que vient de lui faire de Gaulle: désormais la France et la Grande-Bretagne ne font plus qu'une nation franco-britannique indissoluble ! Churchill et Reynaud conviennent de se retrouver le lendemain à Concarneau.

Pendant que le *Primauguet* quitte le Verdon pour Dakar avec une partie de l'or de la Banque de France, le Conseil des ministres s'ouvre sous la présidence de M. Lebrun. Reynaud tait le télégramme sur l'autorisation conditionnelle des pourparlers d'armistice. Il ne lit que le projet de déclaration d'union franco-britannique.

- Je vois demain Churchill pour en déterminer les modalités d'application, dit-il.

Stupéfaction. Protestation. Désapprobation.

- Je ne veux pas que la France devienne un « Dominion », dit Chautemps.

- Il y a ici des gens qui veulent se battre et d'autres qui ne le veulent pas, dit Mandel.

- Non ... TI y a des Français désespérés de la situation où se trouve leur pays et qui cherchent le moyen de l'en sortir, réplique Chautemps. Je n'ai pas de leçons à recevoir de vous.

- L'honneur de la France est totalement engagé, crie Reynaud.

Vous ne pouvez pas toucher à l'accord du 28 mars.

Brouhaha. Discussions. Disputes. Paul Reynaud démissionne.

- Adressez-vous au maréchal Pétain, dit-il au président Lebrun. Vers 23 h 30 le premier cabinet Pétain est constitué. Le vice-président du Conseil est Camille Chautemps. Paul Baudouin est aux Affaires étrangères. Le général Weygand à la Défense nationale. Frossard aux Travaux publics. Robert Schumann aux Réfugiés. L'amiral Darlan à la Marine.

Le nouveau gouvernement se réunit aussitôt. Il décide de « *demander à l'Allemagne les conditions d'armistice* ».

Paul Reynaud ayant caché l'existence du télégramme, ni le maréchal, ni l'amiral Darlan ne connaissent les exigences de Londres concernant la flotte.

- Le général Weygand veut me faire arrêter, dit le général de Gaulle, qui vient d'atterrir à Marignagne.

### **17 juin**

A l'ouest, les Allemands sont à Angers et continuent d'avancer vers l'Atlantique. Des centaines de milliers de réfugiés sont perdus dans la nature, au hasard des routes (400 000 entre Paris et Quimper).

A l'est, Guderian arrive à Pontarlier et à Montbéliard. Via Madrid et M. de Lequerica, Hitler dans son quartier général de Sedan, reçoit la demande d'armistice. Il en informe Mussolini.

A Mérignac, de Gaulle feint d'accompagner Spears à l'avion. Au dernier moment, il monte dans l'appareil, qui décolle.

A 12 h 30, le maréchal lit à la radio le message demeuré célèbre : *« Je fais à la France le don de ma personne pour altérer son malheur ... C'est le cœur serré que je vous dis qu'il faut cesser le combat. Je me suis adressé cette nuit à l'adversaire, pour lui demander s'il est prêt à rechercher avec nous, entre soldats, après la lutte et dans l'honneur, de mettre un terme aux hostilités. »*

A la demande pressante d'Herriot, Lyon est déclaré « ville ouverte » !

### **18 juin**

Situation confuse. On ne se bat plus à l'intérieur des agglomérations de plus de 20.000 habitants, mais la bataille de Cherbourg fait rage. Des combats sporadiques éclatent, cessent et reprennent sur la Loire, à Roanne, dans les Vosges. Dans les ports tout ce qui peut flotter prend la mer : 80 bâtiments à Brest, dont le Richelieu (30 000 tonnes) qui vient de terminer ses essais. Ce qui ne peut naviguer se saborde. Le reste met le cap sur Dakar et Casa, parfois à 6 nœuds.

Mussolini et Hitler se rencontrent à Munich.

- Politiquement, il ne serait pas sage d'occuper la France tout entière, dit le Führer au Duce partisan d'une occupation totale.

A Londres, d'un studio de la BBC, le général de Gaulle lance l'Appel que l'histoire a retenu, mais qui fut alors ignoré de beaucoup de Français.

*« La France n'est pas seule. Elle n'est pas seule. Elle n'est pas seule ... Moi général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouveraient en territoire britannique, ou qui viendraient à s'y trouver, avec ou sans armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialisés à se mettre en rapport avec moi. Quoi qu'il arrive la flamme de la résistance ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. »*

A Bordeaux, dans les milieux politiques, deux tendances s'affrontent.

Il y a ceux qui veulent que le gouvernement quitte la métropole pour l'Afrique du Nord : Mandel, Daladier, Reynaud, Campinchi, Rio, Laurent-Eynac, Rollin, Delbos, Jeanneney, Herriot.

Il y a ceux qui prétendent qu'il faut rester avec le peuple prisonnier : Laval, Marquet, Bergery, Pietri, Portmann, Scapini, Lhéveder, Baroux, d'Audiffrel-Pasquier, Montigny. Ils se réunissent à la mairie de Bordeaux, puis dans la salle de l'Athénée municipal. Des pressions sont exercées sur le maréchal par Jeanneney et Herriot, en particulier pour qu'il gagne l'Afrique du Nord.

- N'insistez pas, dit le vainqueur de Verdun, j'ai décidé de rester en France quoi qu'il arrive.

Ceux qui veulent s'en aller se voient offrir un paquebot, le Massilia : 600 places, par l'amiral Darlan qui dans l'après-midi reçoit des plénipotentiaires anglais, Lord Alexander et sir Dudley Pound. Il leur donne l'assurance que nos bateaux ne seront jamais utilisés contre eux.

- Sur l'honneur ?

- Sur l'honneur.

### **19 juin**

Reddition de Cherbourg. Les Panzers de von Hoth arrivent devant Lorient et Morlaix. Quoique pouvant à peine manœuvrer, le Jean Bart (35000 tonnes) appareille de Saint-Nazaire et subit son premier bombardement. (Il arrive à Casa le 22.) Résistance à Tours et Saumur. Mais les Allemands occupent Vichy et débordent Lyon. La Luftwaffe bombarde Poitiers et Bordeaux.

Constitution de la commission d'armistice. Elle se compose du général Huntziger, de MM. Noel et Charles-Roux, ambassadeurs, du contre-amiral Leluc, du général de l'air Bergeret et du général Panisot.

Les Italiens n'ont pas encore attaqué. Les deux armistices n'en seront pas moins simultanées.

M. Pomaret, ministre de l'Intérieur, publie le communiqué suivant :

*« Le général de Gaulle, ayant cessé d'être membre du gouvernement, n'est pas autorisé à faire des déclarations au nom de la France. Ordre lui est donné de rentrer immédiatement en France pour s'y mettre à la disposition de l'autorité militaire. »*

### **20 juin**

Escarnouches sur le front des Alpes. Attaque sur le col du Mont Cenis. Les Allemands sont à Gérardmer. La délégation d'armistice part pour Paris. Elle arrive, avenue Hoche, à l'hôtel Royal-Monceau après dix-sept heures d'un voyage terrible.

Nouveau message du maréchal :

« Français ... Dès le 13 juin la demande d'armistice était inévitable. Cet échec vous a surpris. Vous souvenant de 1914 et 1918, vous en cherchez les raisons. Je vais vous les dire ... Le 1er mai 1917, nous avions encore 3 280 000 hommes aux armées malgré trois ans de combats meurtriers. A la veille de la bataille actuelle, nous en avons 500 000 de moins. En mai 1918 nous avions 86 divisions britanniques. En mai 1940, il n'y en avait que 10. En 1918 nous avions avec nous les 58 divisions italiennes et les 42 divisions américaines. L'infériorité de notre matériel a été encore plus grande que celle de nos effectifs. L'aviation française a livré à un contre six ses combats. Moins forts qu'il y a 22 ans, nous avons aussi moins d'amis. Trop peu d'enfants, trop peu d'armes, trop peu d'alliés, voilà les causes de notre défaite ... j'ai été avec vous dans les jours glorieux. Chef du gouvernement, je suis et resterai avec vous dans les jours sombres. Soyez à mes côtés. Le combat reste le même. Il s'agit de celui de la France, de son sol, de ses fils.

»

Ce ferme langage ne correspond pas à la réalité de la situation politique. Chautemps voudrait filer à Alger par Port-Vendres pour y constituer le gouvernement. Reynaud souhaite une mission pour Washington. Les « durs » gagnent le Massilia où Jean Zay, en uniforme, se fait gifler. Les « mous » manifestent leur volonté de rester autour du Maréchal, sur le sol de la patrie envahie.

### **21 juin**

Toute la Bretagne est occupée. Thouars, Cholet, Clermont-Ferrand, Vienne, sont pris par les Allemands. On se bat en Tarentaise et Maurienne, à Briançon, en Ubaye.

Le Massilia quitte le Verdon avec à son bord les Mendès-France (quatre), les Zay (trois), les Mandel (plus la veuve Dangel, dite Béatrice Bettry), les Grumbach (Salomon et Wally), les Lévy (quatre), Daladier, Delbos, Campinchi, Viennot ..

A Bordeaux, une centaine de députés, conduite par Pierre Laval, adjure le président Lebrun de ne pas quitter le territoire. Emotion. A Rethondes, au cœur de la forêt de Compiègne, dans le wagon où Foch signa l'armistice de 1918, le chancelier Hitler, Goering, Rudolf Hess, von Ribbentrop, le grand amiral Raeder, le général Keitel reçoivent la commission d'armistice.

Après un texte général où il est stipulé (entre autres considérations sur 1918 et la forêt de Compiègne) qu'après avoir déclaré la guerre « sans le moindre motif... la France est vaincue », Keitel soumet au général Huntziger le texte des 24 conditions. A la suite de nombreuses discussions, le général Huntziger obtient le général Weygand au téléphone.

- Quel est le ton ? demande Weygand.
- Dur.
- Les conditions?
- Dures. Mais rien qui soit contraire à l'honneur.
- Et la flotte ?
- Les Allemands n'exigent pas qu'elle leur soit livrée.

Huntziger lit alors les conditions à Weygand:

- Comment sont-elles? demande le maréchal.
- Dures, mais non déshonorantes.

### **22 juin**

Les Allemands sont établis de La Rochelle à la frontière suisse. Le nombre des prisonniers dépasse 1 500 000. Dans les Alpes, les Italiens sont parfois bloqués, sauf à Menton, où ils progressent légèrement. Le haut-commandement allemand a refusé à Mussolini de lancer des parachutistes. Le ministère est partagé sur l'armistice. L'amiral Darlan parle de bombarder les ports italiens. Après transactions et avantages obtenus sur la flotte et l'aviation, ordre est donné au général Huntziger de signer.

Il est 18 h 42. Dans le wagon chargé d'histoire passe comme un frisson.

- Mon général. vous êtes un soldat, dit Huntziger à Keitel. Vous imaginez l'épreuve que je viens de vivre ... Puissions-nous, nous militaires français, n'avoir jamais à nous repentir de ce que nous venons de faire.

Le général Jodl a les larmes aux yeux. Keitel répond:

- Il est honorable pour un vainqueur d'honorer un vaincu. Je tiens à rendre hommage au courage du soldat français. Je demande une minute de silence pour honorer la mémoire de ceux qui, de part et d'autre, ont versé leur sang pour leur patrie.

Reste à signer avec les Italiens.

### **23 juin**



La Wehrmacht atteint Rochefort, Royan, l'estuaire de la Gironde et descend dans la vallée du Rhône. Dans les Alpes les Italiens sont partout contenus.

La délégation d'armistice embarque au Bourget dans trois Junkers, qui atterrissent près de Rome. Les Français sont reçus par le comte Ciano et le maréchal Badoglio (entre autres). Celui-ci très ému. Le général Parisot est son ami personnel. Atmosphère presque cordiale, très différente de celle de Rethondes. L'Italie ne réclame comme zone d'occupation que le territoire occupé par ses troupes. Et comme celles-ci sont restées sur leurs positions ...

Nommés ministres d'Etat, Laval et Marquet assistent au Conseil des ministres. Sur proposition du général Colson, le colonel d'infanterie breveté d'état-major, Charles, André, Joseph, Marie de Gaulle est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

### **24 juin**

On se bat encore dans l'Isère, aux Echelles; sur la rive droite du Rhône au Puy.

La convention avec l'Italie est signée à 19 h 45. Le cessez-le-feu va devenir effectif dans la nuit (0 h 35). A Londres, de Gaulle constitue un Comité national de la Résistance.

Mais le général Béthouart - commandant le corps expéditionnaire de Norvège, rapatrié à Londres - et de nombreux marins, demandent à rentrer en France.

Le *Massilia* arrive à Casa.

Les armes se sont tues. Aujourd'hui est un jour de deuil national, dit M. Pomaret, ministre de l'Intérieur. Demain sera un jour d'espérance ...

Cruelle espérance.

Les Allemands occupent la France jusqu'à une ligne de démarcation qui part de Saint-Jean-Pied-de-Port, passe par Orthez, Mont-de-Marsan, Langon, Angoulême, monte jusqu'à Vierzon, oblique vers Moulins, Dijon, Châlon et Dôle. Il y a 200 000 morts, 4 ou 500 000 blessés, plus d'un million et demi de prisonniers - pour la plupart des hommes jeunes. Le cinquième de la population est nomade, sans domicile fixe. Les trains sont arrêtés. 750 ponts ont été détruits. Il n'y a plus ni poste, ni ravitaillement organisé. De nombreuses villes sont privées d'eau, de gaz, d'électricité. Les banques sont fermées. Les magasins sont vides. Les hôpitaux sont pleins. Les bandits se sont évadés de prison. Les familles sont dispersées. Il nous faut payer 400 millions par jour. Le peuple est comme assommé et frappé. Pourtant en écoutant le maréchal qui leur parle comme jamais un homme politique ne leur avait parlé, les Français se reprennent à espérer et dans la poussière des décombres, frissonne une sorte d'électricité.

(Chapitre réalisé en étroite collaboration avec Jacques Benoist-Méchin, Alfred Fabre-Luce, Jean Berthelot, Anatole de Monzie, Paul Reynaud, Emmanuel Beau de Loménie, etc.)

Livre : page 192

# QUATRIÈME PARTIE

## L'ESPÉRANCE DANS LES RUINES

### CHAPITRE I

#### À VICHY LES CANONS ANGLAIS DE MERS-EL-KÉBIR VONT COULER LA III<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE

Le 3 juillet 1940, au matin - un matin d'été radieux - les Français croient qu'ils ne peuvent rien connaître de pire que ce qui leur est arrivé. C'est François Mauriac, conscience et caution de la bourgeoisie éclairée, qui l'affirme dans *Le Figaro*, replié en zone sud, la zone non occupée, la zone nono, comme on dit, où le gouvernement de Vichy lui versera 4 469 504,50 F (environ 22 millions d'aujourd'hui), pour plaire à ses lecteurs en chantant la gloire du Maréchal (1).

Les événements qui se sont précipités ont été dramatiques. En six semaines, la France a perdu la guerre que le 105<sup>e</sup> gouvernement de la République avait déclarée à Hitler pour suivre le retournement politique de l'Angleterre et satisfaire aux exigences des groupes de pression juifs.

Quel toboggan !

Le 3 septembre 1939, nous volions au secours de la Pologne agressée. Le 10 mai 1940, nous étions toujours l'arme au pied, sur la ligne de départ. Alors Hitler entra dans le bal. Il ouvrait les hostilités, à sa façon : flamboyante et apocalyptique. Six jours plus tard, la bataille était déjà perdue. Dans le fracas des Panzers et le hurlement des Stukas, l'armée française, l'armée qui, en 1918, après quatre années de combats surhumains et 1 500 000 morts, avait vaincu la meilleure année du monde, était balayée comme un village en planches par un typhon caraïbe. Emportés par la ruée sauvage, les réalignements défensifs contrôlés et les replis stratégiques sur des positions préparées à l'avance étaient devenus retraite. la retraite déroute, la déroute débâcle et désastre national total.

Le 17 juin, il avait fallu demander les conditions d'un armistice.

Elles étaient dures. Le 25 juin, le maréchal Pétain ne le dissimule pas. Dans son allocution au peuple français, il dit :

*« L'armistice est conclu.*

*Le combat a pris fin ...*

*Les conditions auxquelles nous avons dû souscrire sont sévères. Une partie de notre territoire va être temporaire-ment occupée. Dans tout le nord, dans l'ouest de notre pays, depuis le lac de Genève jusqu'à Tours, puis de Tours jusqu'aux Pyrénées, l'Allemagne tiendra garnison.*

*Nos armées devront être démobilisées (2), notre matériel remis à l'adversaire, nos fortifications rasées, notre flotte désarmée dans nos ports. En Méditerranée, nos bases navales seront démilitarisées.*

*Du moins l'honneur est-il sauf. Nul ne fera usage de nos avions ni de notre flotte ... Le gouvernement reste libre. La France ne sera administrée que par des Français .. ,*

*Vous avez souffert. Vous souffrirez encore (3). Beaucoup d'entre vous ne retrouveront pas leur métier ou leur maison. Votre vie sera dure. Ce n'est pas moi qui vous bernerai par des paroles trompeuses. Je hais les mensonges qui vous ont fait tant de mal.*

*La terre, elle, ne ment pas. Elle demeure votre recours. Elle est la Patrie elle-même. Un champ qui tombe en friche, c'est une portion de la France qui meurt. Une jachère à nouveau emblavée, c'est une portion de la France qui renaît.*

*N'espérez pas trop de l'Etat. Il ne peut donner que ce qu'il reçoit.*

*Comptez pour le présent sur vous-mêmes, et, pour l'avenir, sur les enfants que vous aurez élevés dans le sentiment du devoir.*

*Nous avons à restaurer la France. Montrez-la, au monde qui l'observe, à l'adversaire qui l'occupe, dans tout son calme, tout son labeur et toute sa dignité.*

*Notre défaite est venue de nos relâchements. L'esprit de jouissance détruit ce que l'esprit de sacrifice a édifié. C'est à un redressement intellectuel et moral que je vous convie.» (4)*

Le Maréchal ne ment pas, mais il tait une partie de la vérité. Il ne révèle pas toute l'étendue de nos malheurs. Les prisonniers de guerre allemands seront immédiatement libérés. Les prisonniers de guerre français demeureront en captivité jusqu'à la paix. Il y en a deux millions. On ne le sait pas encore. Heureusement qu'ils sortiront avant, car elle n'est pas encore signée.

Les réfugiés politiques qui ont fui l'Allemagne nationale-socialiste, seront remis aux autorités allemandes (5). Les frais d'entretien des troupes d'occupation seront à notre charge. Nous devons payer tous les jours 400 millions de francs. Environ 2 000 millions actuels 1

Après ce fantastique effondrement militaire, politique, économique, social, que peut-il, en effet, nous arriver de pire ?

Ceci: après avoir été frappé par l'ennemi, que nous le soyons par l'allié qui, hier encore, nous proposait de faire une nation commune avec lui.

Cette éventualité, seuls quelques anglophobes de tradition l'envisageaient:

- Vous verrez, les Anglais sont capables de tout, disaient-ils. Si les intérêts français coïncident avec les leurs, tant mieux. Sinon, tant pis pour nous.

La majorité n'y croyait pas. Après tous nos sacrifices, après tout ce que nous avons fait pour eux, ils n'oseraient pas.

Les premiers ricanaient:

- Et Dunkerque ?

Ce 3 juillet 1940 allait leur donner raison.

### **Churchill : Il faut détruire la flotte français**

Si raide qu'ait été le dictat allemand, il n'a exigé ni qu'une portion de notre Empire colonial devienne allemand ou le redevienne (exemple: le Cameroun) ni que notre flotte passe sous le contrôle de la Kriegsmarine.

En ce qui la concerne, les ordres de l'amiral Darlan sont clairs. Il les a précisés, à plusieurs reprises, aux amiraux britanniques. Il leur a donné sa parole. En cas de menace allemande, les navires français se saborderont. Le 26 juin, il a adressé à tous les marins ses instructions, n° 3158/75, où l'on lit:

*« Les ordres formels de sabotage sont maintenus. Si je me trouvais arrêté, ou immobilisé d'une manière quelconque, ou soumis à une contrainte qui m'obligerait à révoquer les ordres permanents de sabotage, je vous enjoins de me désobéir. Ce serait la preuve que je ne serais plus libre de mes actes ni de mes décisions. » (6)*

Le Maréchal ajoute sa parole de soldat à celle de Darlan. Churchill n'est pas pour autant rassuré. D'autant que le général de Gaulle n'hésite pas à déclarer le 26 juin au micro de la BBC que, selon les conventions de l'armistice, « Notre flotte, nos avions, nos chars (seront) à livrer intacts, pour que l'adversaire puisse s'en servir contre nos propres alliés. »

Le 2 juillet, il ajoute :

*« Après l'effondrement moral du commandement et du gouvernement sous l' action foudroyante de la force mécanique allemande, deux voies se sont ouvertes:*

*L'une était la voie de l'abandon et du désespoir. C'est celle qu'a choisie le gouvernement de Bordeaux. Rompant l'engagement qui liait la France à ses alliés, ce gouvernement s'est, suivant le mot de Tacite, "rué à la servitude" .*

*L'autre voie est celle de l'honneur et de l'espérance. C'est cette voie qu'ont choisie mes compagnons et moi-même.*

*Mais beaucoup de Français se trouvent déchirés entre les deux chemins. D'une part, l'appel des gouvernants tombés au pouvoir de l'ennemi ; d'autre part, l'appel de la France qui crie vers la délivrance.*

*Ces bons Français, ces simples Français, ces Français qui font passer la France avant la cause de l'orgueil, de la terreur ou des intérêts, je les adjure de se demander ceci:..*

*Duquesne, Tourville, Suffren, Courbet, Guépratte auraient-ils jamais consenti à mettre à la discrétion de l'ennemi une flotte française intacte ? » (7)*

Si c'est le général de Gaulle qui l'affirme, comment Churchill en douterait-il ? L'opération *Catapulte*,

préparée de longue main, est décidée pour le 3 juillet. L'objectif est la destruction de la flotte française, la seule de nos armes qui ne soit pas sortie vaincue de la bataille.

En conséquence, le 3 juillet, au petit jour, à Plymouth, Portsmouth, Falmouth, Sheemes, les navires de guerre français qui s'y trouvent, dont les cuirassés *Paris* (22 000 tonnes) et *Courbet*, les contre-torpilleurs *Triomphant*, *Chevreuil*. *Savorgnan de Brazza*, le torpilleur *Mistral*, les sous-marins *Surcouf*, *L'Orion*, *Ondine*, en tout plus de cinquante bâtiments sont pris d'assaut. par surprise. Des commandos anglais, chaussés de charentaises, montent à bord, désarment les sentinelles, matraquent celles qui résistent, saisissent dans leur sommeilles officiers et les marins.

On les presse de rejoindre le général de Gaulle. Pierre Béarn (De Dunkerque à Liverpool) raconte :

« Chacun d'entre nous reçoit une feuille ronéotypée sur laquelle les Anglais nous demandent d'indiquer notre choix en rayant une des deux mentions :

1° : Je désire continuer à combattre aux côtés de l'Angleterre.

2° : Je désire être rapatrié.

**Note** : Le rapatriement ne signifie pas nécessairement le retour auprès des familles. Ce personnel sera remis à la disposition du gouvernement de Bordeaux. »

Ceux qui acceptent de « continuer à combattre aux côtés de l'Angleterre » sont rares.

« Voici quelques chiffres, poursuit Pierre Béarn: 150 sur le *Paris* pour un équipage de 1800, Y compris les passagers; 19 sur le *Commandant Dubuc* sur 65 ; 11 seulement sur le *Triomphant*. pour un équipage de 250 hommes ; 2 sur les 190 qui composent notre propre groupe ... » {8}

Notre flotte d'Alexandrie, appelée la Force X (trois croiseurs de 10000 tonnes: le *Suffren*. le *Tourville*, le *Duquesne*; un croiseur: le *Duguay-Trouin*; trois torpilleurs: le *Forbin*. le *Fortuné*, le *Basque* ; un sous-marin de 1500 tonnes: le *Protée*), aux ordres de l'amiral Godfroy, sont mouillés dans le bassin fermé du port, sous les canons de cinq cuirassés anglais, d'une flotille de torpilleurs et d'un porte-avion, que commande l'amiral Cunningham.

Celui-ci fait trois propositions aux Français:

1° - Ou bien vous acceptez de mettre vos bâtiments, armés de volontaires, à notre disposition.

2° - Ou bien vous acceptez qu'ils soient désarmés sous notre surveillance.

3° - Ou bien vous les coulez.

Réponse de l'amiral Godfroy :

« Dans la mise en demeure inattendue qui m'est signifiée, j'écarte la première solution qui n'est pas actuellement conciliable avec mon devoir militaire.

Je serais enclin à accepter la seconde si je pouvais la recommander à mes chefs directs qui, seuls, peuvent m'autoriser à désarmer mes navires dans un port étranger, sous la contrainte d'une autorité étrangère.

S'il m'est interdit d'en discuter avec eux, je m'en vois réduit à choisir la troisième! solution, si regrettable qu'elle puisse être pour l'avenir, parce qu'elle peut seule, dans ces conditions, se concilier avec notre sens moral de l'honneur. »

Consultée, l'Amirauté française donne l'ordre : «Appareillez immédiatement, par la force si nécessaire. »

Réponse de l'amiral Godfroy :

« Nos conditions d'amarrage dans le port d'Alexandrie ne permettent pas d'en sortir, même en combattant. Nous nous défendrons simplement sur place si nous sommes attaqués, en restant prêts à nous saborder, si cela devient nécessaire. »

Le drame de Mers-el-Kébir et, sans doute, la personnalité de l'amiral Cunningham vont sauver la Force X d'Alexandrie (9).

Mers-el-Kébir, port barbaresque, près d'Oran, abrite la flotte de l'Atlantique, celle qui a fait de la marine française la rivale de la Home Fleet Il ya là quatre cuirassés: le *Dunkerque*, le *Strasbourg*, la *Provence*, la *Bretagne*, six contre-torpilleurs: *Volta*, *Mogador*, *Lynx*, *Tigre*, *Terrible*, *Kersaint*. quatre sous-marins, des torpilleurs, des avions, le porte-avions *Commandant Teste*. L'amiral Gensoul commande. Il y a quelques jours, il a reçu à bord du *Dunkerque*, venant de Gibraltar, l'amiral sir Dudley North. Une visite de courtoisie et de bon voisinage ... Sir Dudley North n'a pas pu ne pas remarquer que les seize canons de 380 du *Dunkerque* et du *Strasbourg*, tournés vers la terre, ne peuvent tirer ni vers le large, ni vers la passe. 7 heures du matin. Il fait beau. Un peu de brume flotte à l'horizon. Surgit le torpilleur anglais *Foxfwud*. Il mouille devant l'entrée. Apparaissent bientôt le *Hood*, cuirassé de 42 000 tonnes, le *Resolution*, le *Valliant*, plus deux croiseurs, des torpilleurs et le porte-avions *l'Ark Royal*. Une nouvelle visite de courtoisie, vraisemblablement, entre frères d'armes ...

Au nom de cette fraternité, l'amiral Sommerville adresse à l'amiral Gensoul cet ultimatum :

« Veuillez vous conformer à l'une des attitude suivantes :

a : Appareillez avec nous et continuez à combattre pour la victoire contre les Allemands et les Italiens.

b : Appareillez avec équipages réduits sous notre contrôle vers un port britannique.

c : Appareillez avec équipages réduits vers un port français des Indes occidentales, par exemple la Martinique, où ils pourront être désarmés à notre satisfaction. ou peut-être confiés aux Etats-Unis.

Si vous refusez les offres ci-dessus. avec un profond regret, je dois vous requérir de saborder vos navires dans un délai de six heures. En définitive, faute de ce qui précède, j'ai les ordres du gouvernement de Sa Majesté d'employer telle force qui sera nécessaire pour empêcher vos navires de tomber entre les mains allemandes ou italiennes. »

L'amiral Gensoul réagit de trois façons:

1) Il ordonne le branle-bas général, la remise en ordre de marche et de combat de l'escadre.

2) La radio marchant mal (10), il télégraphie à l'Amirauté française, établie provisoirement à Nérac, et indique la réponse fait à l'ultimatum : « Bâtiments français répondront par la force à la force. »

3) Il cherche à gagner du temps.

N'entrons pas dans les détails (11). Après avoir fait mouiller des mines magnétiques dans le chenal, à 16 h 56, l'escadre anglaise ouvre le feu. La *Bretagne* explose et brûle, à quai. Le *Dunkerque* est touché par trois obus de 381 avant d'avoir été en position de tir. Il s'échoue sur la plage. La *Provence* est immobilisée. Le *Mogador* est coupé en deux dans les passes. Seul le *Strasbourg* et quelques contre-torpilleurs réussissent à gagner la haute mer. Ils vont rejoindre Toulon.

A Mers-el-Kébir, le 6 juillet, les Anglais reviennent Par air cette fois. L'amitié, c'est l'amitié. En trois vagues ils attaquent l'épave du *Mogador*, le *Provence*, le *Dunkerque*, le ravitailleur *Estérel*, et le chalutier *Terre-Neuve*. Bilan : une centaine de blessés et six morts ; à ajouter aux 1297 tués et disparus et aux 351 blessés du premier assaut.

Comme je l'écrivais en commençant, M. François Mauriac, dans *Le Figaro*, exprime la détresse et l'amertume de son cœur tourmenté :

« Au soir de l'armistice. nous ne pensions pas qu' il pût rien nous arriver de pire ... Et puis, tout à coup, ce retournement de l'Angleterre contre nous, ce guet-apens de Mers-el-Kébir et tous les marins sacrifiés ... M. Winston Churchill se souvient-il de ce qu' il a coûté d'efforts aux ouvriers de l'Entente Cordiale pour vaincre la vieille inimitié, pour conjurer cette haine héréditaire qu' entretenaient entre les deux peuples les souvenirs de la guerre de cent ans, une histoire sombre et cruelle jalonnée par le bûcher de Rouen, par Sainte-Hélène, par Fachoda? (12) Notre génération avait remonté ce courant ... et tout à coup, le suprême malheur, le seul auquel nous ne nous fussions pas attendus. le corps de ces marins que chacun de nous veille dans son cœur: M. Winston Churchill a dressé pour combien de temps contre l'Angleterre une France unanime. »

## La fin de l'Entente Cordiale

L'Entente Cordiale n'est plus ce qu'elle était. En 1937, quand les souverains britanniques vinrent en France, ils auraient pu croire visiter un dominion. Les journaux paraissaient avec des titres en caractères d'affiches et en anglais. Tout était pavoisé à leurs couleurs. On causait en anglais. On ne se poignait plus la main, on se donnait un shakehand. On dansait en anglais sur la musique du Horsey, horsey, horsey hop ! On buvait en anglais. C'est cette année que je bus mon premier whisky, sans me douter que j'entrais dans une longue sujétion au service des distilleries écossaises, et mon premier gin. J'étais avec mon pauvre père. Il le refusa, déjà soulevé par le dégoût et le mépris. « Ah non, par exemple, dit-il avec cette agressivité qu'ont les oppositionnels chroniques, ça a le goût de la punaise écrasée. » Un murmure surpris monta de l'assistance. Elle était composée de connaisseurs, dont Léon Vatin qui tenait un bar sur le port et était à Concarneau ce que César fut à Marseille. Mon pauvre père, il l'avait vu boire toutes sortes de liqueurs et spiritueux, de préférence anisés, jamais de punaise écrasée ...

En 1938, au retour de Munich, l'enthousiasme populaire était tel, et si frémissante la reconnaissance envers Chamberlain qui venait de sauver la paix, que *Paris-Soir*, le *Paris-Soir* de Lazareff et Prouvost, tirage un million d'exemplaires, lança une souscription nationale pour lui offrir une maison, pardon : un bungalow. La ferveur tomba en 1939, à la guerre, que l'Angleterre déclara à onze heures du matin et nous à cinq heures de l'après-midi, seulement. Preuve que nous n'étions pas aussi pressés que certains le prétendaient. Quand on apprit que la Grand-Bretagne n'avait pratiquement pas d'infanterie, la conscription n'existant chez elle que depuis le dernier printemps et qu'elle ne serait pas prête avant un an, peut-être deux, le fond de l'air devint

plus frais.

Quand les premiers détachements de Sa Majesté, débarqués au Havre ou à Cherbourg, furent au contact des unités françaises, l'aigreur monta d'un cran. Propagée par Radio Bouteillon (12), la rumeur se répandit dans tous les cantonnements. Les Angliches étaient sapés milord, avec des uniformes retaillés, des pantalons longs, des casquettes plates, des ceinturons fantoches et l'on allait jusqu'à affirmer (« *C'est Totor, tu sais, le rouquin des transmissions, qui l'a vu, de ses yeux vu, mon pote, parole d'homme* ») que chez eux, même les deuxième classe se baladaient avec le *stick* sous l'aileron (si tant est, bien sûr, qu'il y eût des deuxième classes dans l'armée british) alors que noziques, nous étions grées en épouvantail, avec nos calots à pointes sorties, nos vareuses qui permettaient aux petits de n'avoir pas froid aux genoux, l'hiver, nos bandes molletières, qui nous faisaient le molletogomme gonflé au vibramax, nos ribouis à clous qui rebiquaient du bout. .. Pas étonnant que les souris tournaient chesterfield. Car, en plus, ces tantes ne fumaient que du blond, à bout de liège, vu qu'ils touchaient des soldes de maharadjah, pharamineuses, surtout au regard de nos cinq sous (zéro francs ving cinq !) par jour. Ah, ces *roastbeef*! Non seulement ils ne venaient en France qu'au compte-gouttes, mais quand ils venaient, c'était pour nous humilier. Un puissant sentiment d'injustice gonfla nos ressentiments. L'injustice est parfois la sœur jumelle de la jalousie.

Après Dunkerque, l'inimitié se transforma en indignation et colère.

La rumeur s'amplifiait. La priorité nationale avait joué à bloc en faveur des Anglais. Les bateaux anglais rejetaient les soldats français à la mer. Parfois à coups de crosses ; ou en écrasant les mains agrippées au bastingage.

- Salauds d'Anglais!

Personne ne se cachait plus pour le dire.

Dans le ciel, on ne voyait pas un avion anglais.

- Alors, cette putain de RAF qui devait les tailler en pièces, qu'est-ce qu'elle fait ?

Sur le terrain, ils avaient souvent désobéi aux ordres (Gort à Arras, le général Fortune sur la Bresle, près d'Abbeville). Parfois ils s'étaient repliés sans avertir, pour regagner Le Havre et s'en aller.

Maintenant, c'est le bouquet, ils coulent nos bateaux, ils tuent nos marins. Salauds d'Anglais! On devrait leur casser la gueule (13) !

A Vichy, dans la salle du Petit Casino, Pierre Laval ne choque personne quand devant 80 parlementaires il déclare le 6 juillet:

- Par un effort soutenu j'avais engagé la France dans la seule voie où elle devait trouver son salut. J'avais noué avec Mussolini des relations étroites. Par ailleurs j'avais amené l'Autriche à accepter une entente avec les Etats successeurs. De même j'avais obtenu que la Yougoslavie s'entendît avec l'Italie. Le ministre des Affaires étrangères de Yougoslavie devait venir à Paris pour régler cela. Mais la veille du jour où il allait quitter Belgrade, l'ambassadeur anglais dans cette ville faisait une démarche auprès du gouvernement yougoslave et tout mon effort était ruiné. La France n'a jamais eu et n'aura jamais d'ennemi plus acharné que la Grande-Bretagne. Toute notre Histoire est là pour l'attester. Nous n'avons été que des jouets entre les mains de l'Angleterre qui s'est servie de nous pour sa propre protection. Nous sommes aujourd'hui au fond où elle nous a conduits. La France n'a le droit de conserver pour elle et son Empire qu'une armée de 100 000 hommes. Voilà la réalité tragique dans notre pays... » (14)

Dans cinq jours, la III<sup>e</sup> République aura cessé de vivre. Il n'est pas douteux que ce sont les canons anglais, tirant sur les bateaux français dans la rade de Mers-el-Kébir qui auront aidé à sa mise à mort.

## NOTES

(1) Claude Hisard. Histoire de la spoliation de la presse française, p. 72.

Notez que LE 10 novembre 1942, deux ans après les décrets sur les juifs et les francs-maçons, deux jours après le débarquement américain en Afrique du Nord, on pouvait lire dans *Le Figaro*: « *La révolution nationale, ce n'est pas autre chose que cette libre adaptation à un ordre nouveau dans la fidélité aux traditions et aux aspirations séculaires de l'âme française. Comprendre cela, agir et travailler en conséquence, voilà ce qui importe beaucoup plus que d'essayer de deviner quand et comment finira la guerre.* » Voilà qui paraît loin des mâles accents résistancialistes du *Figaro* qui reparut en 1944 grâce à l'appui d'Aragon, donc du parti communiste.

(2) A l'exception de cent mille hommes du contingent - essentiellement classe 39/1 et 39/2 - qui constitueront l'Armée de l'Armistice à laquelle j'ai eu l'honneur d'appartenir jusqu'en septembre 1942.

(3) On a beaucoup reproché au Maréchal ces phrases « *masochistes* » En revanche Churchill, lorsqu'il annonçait qu'il n'avait à apporter que « *du sang et des larmes* » ne suscitait que l'admiration.

(4) Dans Le Figaro du 3 juillet 1940, François Mauriac commentera le message du Maréchal en ces termes: « *Les paroles du maréchal Pétain, au soir du 25 juin, rendaient un son presque intemporel ; ce n'était pas un homme qui nous parlait, mais, du plus profond de notre histoire, nous entendions monter l'appel de la grande nation humiliée. Ce vieillard était délégué vers nous par les morts de Verdun et par la foule innombrable de ceux qui, depuis des siècles, se transmettent le même flambeau que viennent de laisser tomber nos mains débiles.*

*Une voix brisée par la douleur et par les années nous apportait le reproche des héros dont le sacrifice, à cause de notre défaite, a été rendu inutile. La voix de Pétain ... Et puis, ce silence de mort sur la France vaincue, ce silence que les communiqués du vainqueur ne peuvent même plus troubler et qui s'étend jusqu'au ciel. »*

(5) En 1945, le gouvernement français gaullo-communo-socialiste livrera à Staline les soldats russes qui avaient été faits prisonniers puis s'étaient engagés dans les unités étrangères du Grand Reich.

(6) Ce scénario qu'imagine l'amiral Darlan en 1940 va se réaliser en 1942. Lors du débarquement anglo-américain, l'amiral Darlan se trouve à Alger, au chevet de son fils Alain, atteint de poliomyélite. En métropole, l'amiral Laborde n'hésite pas. Le 27 novembre, il donne l'ordre de sabordage à la flotte qui se trouve à Toulon: *le cuirassé moderne, le Strasbourg, cinq croiseurs, un porte-avions, dix contre-torpilleurs, plus cent trente-cinq bâtiments. Seuls trois sous-marins désobéissent. Un seul rejoindra Alger.*

(7) Les citations des discours, appels, messages sont extraits de l'ouvrage de Benoist-Méchin, Soixante jours qui ébranlèrent le monde (Robert Laffont. Collection Bouquins).

(8) Ce témoignage vaudra à Pierre Béarn d'être placé sur la liste noire des écrivains interdits d'édition, liste établie par d'autres écrivains dont certains avaient publié des livres pendant l'Occupation. Citons: Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Raymond Queneau, François Mauriac qui adressa le sien avec cet envoi: « *Au lieutenant Helier, qui s'est intéressé au sort de La Pharisienne, avec ma gratitude.* »

(9) Un gentleman's agreement sera trouvé contre les instructions du gouvernement anglais, qui voulait que la flotte française fût coulée après l'expiration du délai.

(10) Il faut d'abord communiquer avec un torpilleur, ancré à Port-Vendres, qui répercute en métropole.

(11) Voir sur l'opération Catapulte et Mers-el-Kébir, Le Choc du Mois (n° de juillet-août).

(12) Le bouteillon - du nom de son inventeur, un certain Bouthéon - est un récipient dans lequel les troupes en campagne allaient chercher la soupe, après que le clairon eut sonné :

*C'est pas d'la soup' c'est du rata, C'est pas d'la m ... mais ça viendra.*

En attendant leur tour à la roulante, les hommes de corvée papotaient et colportaient les nouvelles du jour. Qu' ils rapportaient à la section, toujours améliorées par le goût très vif qu'ont les gens les plus simples pour le sensationnel et l'extravagant.

(13) C' est l'avis de l'amiral Darlan. Le 3 juillet. à 20 h 30. il adresse à « *tous bâtiments, toutes autorités navales de l'Amirauté française* » le télégramme secret n° 3332.11 est ainsi rédigé:

*« Devant attitude hostile prise par la marine royale britannique à Mers-el-Kébir, considérer comme hostile et attaquer tout bâtiment de guerre britannique. L'ordre ci-dessus s'adresse à tous bâtiments de surface, sous-marins et abonefs. Saisir tout bâtiment de commerce britannique et le conduire dans un port français.*

»

Le 4 juillet. à 10 h 30, l'amiral Darlan fait part de sa décision au maréchal Pétain, Président du conseil, à Pierre Laval, vice-président, et à Paul Baudouin, ministre des Affaires étrangères.

- Alors c' est la guerre avec l'Angleterre, dit Baudouin au Maréchal. Le Maréchal regarde Laval.

- Nous ne pouvons pas recevoir un coup pareil sans réagir, dit Laval.

Le Maréchal demeure silencieux. Finalement l'ordre de Darlan sera annulé.

(14) Robert Aron. Histoire de Vichy.

Livre : page 206

## CHAPITRE II

### PIERRE LAVAL: «NOUS ALLONS GAGNER LA PAIX.»

Les conventions de l'armistice faisaient de Bordeaux une ville occupée par la Wehnnacht. Le gouvernement et le président Lebrun s'y trouvaient. Le rituel républicain l'exigeait. A chaque guerre, l'avance des troupes allemandes poussait le pouvoir français jusqu'aux Quinconces. En 1870, Gambetta y était venu organiser (et perdre) les élections. En 1914, de septembre à décembre 1914, Viviani et Poincaré s'y étaient installés pour attendre que le miracle de la Marne se consolidât. Faute de Boches, on tuait le temps, comme on pouvait. Il y eut un remaniement ministériel et, le soir, les parlementaires et leurs petites alliées organisaient des diners-soupers aussi patriotiques qu'affectueux, l'un n'empêche pas l'autre, au *Chapon fin*, rendez-vous gastronomique et galant. On croyait jouer Sardou. C'était *Feydeau*. Ah ! la frivolité française !

En 1940, les préoccupations s'étaient avérées moins polissonnes : bottés de cuir, casqués de fer, armés jusqu'aux dents, les manches de leurs tuniques relevées jusqu'aux coudes, en pleine forme, les Allemands arrivaient sur la Loire. Tradition oblige, on s'était quand même offert une crise ministérielle. La 106<sup>e</sup>. Le 16 juin, estimant qu'il ne pouvait pas demander l'armistice, Paul Reynaud démissionnait et désignait son successeur: le maréchal Pétain.

Celui-ci avait sa liste prête. Il la remit sur-le-champ au président de la République, qui le chargeait de constituer le nouveau ministère.

- « *Je n'étais pas habitué à une telle rapidité, déclara plus tard Albert Lebrun (1) ... Dans la grande tristesse du moment, j'avais tout de même un petit soulagement: alors que les constitutions des ministères duraient parfois trois ou quatre jours, j'en avais un à la minute. Je trouvais cela parfait.* »

Pas si parfait que cela ...

Le Maréchal voulait que Pierre Laval fût ministre des Affaires étrangères.

- Ce n'est pas possible, dit le président Lebrun. Du côté anglais, les affaires ne vont pas très bien. Ne les compliquez pas encore.

En compensation, on offrit la Justice à M. Laval. Il refusa, avec humeur. M. Marquet, maire de Bordeaux, qui avait été longtemps à la SFIO avant de la quitter, en 1933, avec Déat et Renaudel, pour former le Parti socialiste de France (appelé couramment néo-socialiste), se solidarisa avec lui. Il était pressenti pour le ministère de l'intérieur. (Le cataclysme n'empêchait pas les combinaisons).

On l'y remplaça par M. Pomaret, député républicain-socialiste de la Lozère, tandis que les Affaires étrangères revenaient à M. Paul Baudouin, directeur de la *Banque d'Indochine*.

Ce qui n'empêcha pas Léon Blum d'y placer deux députés socialistes : les camarades Février (au Travail) et Rivière (aux Colonies). C'est M Rivière qui le révéla, dans une brochure intitulée: *Expliquons-nous*.

On le voit, l'entourage cagoulard et super-fasciste du Maréchal relève de la légende, et du dénigrement. Il y avait même deux francs-maçons, puis un seul, dans ce ministère : Camille Chautemps, vice-président du Conseil, chevalier *Kaddosh du Grand Orient*, et Ludovic Oscar Frossard, loge *L'Internationale*, qui disparut pour aller fonder à Marseille un quotidien: *Le mot d'ordre*. Aux ordres bien sûr de Vichy, qui payait.

Un seul franc-maçon dans le cabinet ! Jamais un gouvernement de la Troisième République n'en avait compté aussi peu. Ce n'est pas étonnant que ce 107<sup>e</sup> ministère ait été aussi le dernier.

Le 22 juin, le Maréchal revint à la charge auprès du président Lebrun.

- Au point où en sont les choses, rentrée de M. Laval au gouvernement n'offre plus d'inconvénients. Tous ces ménagements ne serviront à rien. Le gouvernement par contre en tirera un renforcement de son autorité, Laval étant très écouté des milieux parlementaires.

Très écouté, peut-être. Suivi ? C'est moins sûr.

On assiste ici à la naissance d'une double illusion dans laquelle vont baigner la fin de ce régime et le début de l'autre. Le Maréchal utilise le sénateur Laval, quatorze fois ministre, quatre fois président du Conseil, pour ses entrées au parlement, l'audience et le prestige qui lui sont accordés, les connivences qu'il peut y trouver.



La Chambre et le Sénat accueillent Laval parce qu'il représente le Maréchal.

La réalité est plus subtile et complexe. Laval déteste les militaires, qui le lui rendent bien, et n'estime pas le Parlement qui, depuis 1935, l'a tenu écarté du pouvoir. Il dit :

- Cette Chambre m'a vomi, je vais la vomir à mon tour (2).

On se tromperait pourtant en limitant l'attitude et l'action de Laval au désir opiniâtre d'une revanche personnelle, tournant parfois à la vengeance. L'homme est d'une autre valeur. Il se fait une haute idée de lui-même, de son intelligence, de son jugement des situations et des hommes, de ses qualités, de ses dons. Il croit aux mérites de sa politique. Il est persuadé qu'il aurait pu éviter la guerre et, partant, le désastre, si Herriot, Blum, Reynaud, Mandel et quelques autres ne s'étaient ligués pour le marginaliser. Sa revanche, c'est dans l'Histoire qu'il veut la prendre. A Bordeaux, il le dit à Pétain :

- En 1918, Monsieur le Maréchal, vous avez gagné la guerre et, autour du tapis vert, la France a perdu la paix. En 1940, nous venons de perdre la guerre ... mais cette fois, nous gagnerons la paix (3).

Qu'il faut entendre: - JE gagnerai la paix.

### **Laval, à Fresne (Choses vues et entendues)**

Ça y est. Chaque fois que je parle de Laval, le passé m'emporte sur sa vague. Je surfe. J'arrive plein pot au rez-de-chaussée de la prison de Fresnes, première division. Nous sommes au mois d'octobre 1945. Les cellules des condamnés à mort alternent avec celles des détenus en haute surveillance. J'occupe l'une de celles-ci. J'en ignore la raison. Je ne l'ai jamais sue.

Sous l'ampoule qui ne s'éteignait jamais, j'écrivais un roman :

Belles amies du temps passé. Mes connaissances n'allaient pas très loin dans le domaine de l'amour. Dans les autres non plus ... Mais à cet âge, la solitude, ça fait rêver. Je savais aussi que ma jeunesse était déjà finie.

De temps à autre, je me levais du tabouret. J'allais à la porte. Je regardais par l'œilleton. De l'autre côté du couloir dallé, à l'entrée d'une cellule toujours ouverte, fumant sans discontinuer, mais seulement jusqu'à la moitié de leur longueur, des cigarettes qui me semblaient roulées dans du papier maïs, un homme d'un soixantaine d'années, le poil gris, le teint jaunâtre, une sorte de vagabond auverpin, assez maigre, flottant dans un blouson et un falzar de bure, et portant aux chevilles des chaînes allégées, 3,3 kg au lieu des 7,8 kg que pesaient les normales, discutait familièrement avec les gardiens en cercle, les mains derrière le dos, et dans leurs mains la clé, polie et luisante à force de tourner, orgueil et symbole du métier. C'était Laval.

Pour un, deux, dix, ou mille auditeurs, qu'ils fussent manants ou ducs et pairs de France, Laval faisait toujours le grand numéro.

- Il les tombe tous, du directeur au balayeur, disait Marquet.

Aux matons qui écoutaient, attentifs, les oreilles dégagées de la casquette et le pli du sourcil jusqu'au menton, Laval expliquait les raisons de sa politique commandée par les circonstances.

Il n'avait pu le faire lors de l'instruction. Vingt-cinq audiences étaient prévues. A la treizième, le juge Béteille (4) s'estima suffisamment informé et boucla son dossier.

Il n'avait pu le faire non plus au cours du procès. Commencé le 4 octobre, ce ne fut qu'une suite d'incidents, de suspensions d'audience, dans le hourvari et les invectives.

- Condamnez-moi tout de suite, criait Laval. Ce sera plus clair. A quoi le jury répondait:

- Traïtte ! Salaud !

Et M. Worms, dit Germinal, juré particulièrement distingué, explosait:

- Douze balles ! Tu gueuleras moins fort dans quinze jours !

Les Droits de l'Homme et la Tolérance réunis venaient de gagner la guerre.

Les avocats de Laval, Me Naud et Baraduc, commis d'office, et Me Jaffré, quittèrent la défense, revinrent, repartirent, renoncèrent à plaider. Pour donner une idée de l'heureux climat du temps : Laval avait cité trente-trois témoins à décharge. Il n'en vint aucun. La trouille paralyse plus les honnêtes gens que la canaille. C'est une des vérités les plus tristes que la vie nous enseigne.

Le 6 octobre, Laval refusa définitivement d'assister aux débats. Le 9, le président Mongibeaux rapporta la sentence devant un box vide. C'était la mort. Le 12, vers sept heures du soir, le général de Gaulle reçut les trois avocats. Ils parlèrent pendant sept minutes. Pour l'honneur de la justice française, il fallait un nouveau procès. De Gaulle écouta, muet et figé, impassible, « sans qu'il parût entendre (5) ».

- Vous n'avez plus rien à me dire, Messieurs ?

Ce fut le seul mot que prononça le chef d'Etat le plus sanguinaire que la France ait connu depuis Thiers.

Le 15 octobre, au petit matin, ce fut le silence de la prison qui me réveilla, celui qui précédait et annonçait les exécutions capitales. Je me jetai à l'oeilleton. La petite languette extérieure qui l'occultait était baissée. Nous étions devenus aveugles; mais pas sourds.

Bientôt il y eut des bruits de pas, puis des exclamations, des cris, des mouvements divers qui n'appartenaient pas au rituel sonore des petits matins. Il se passait quelque chose d'imprévu. Mais quoi ?

C'est Georges Prade, ancien vice-président du conseil municipal de Paris, ancien administrateur de *Paris-Soir*, chef du service social de Fresnes, ce qui lui permettait de circuler partout et de tout savoir, qui m'apprit la suite, en m'apportant dans ma cellule de quoi améliorer l'ordinaire.

Laval était pelotonné sous ses couvertures. Momet, le procureur général (6), lui avait frappé sur l'épaule.

- Pierre Laval, l'heure est venue, avait-il dit. Préparez-vous à mourir courageusement

Tourné du côté du mur, Laval avait paru se ratatiner plus encore sur sa couche. Me Naud, gêné, était intervenu:

- Pour vous, pour vos avocats, pour l'Histoire: soyez courageux ! Sous les couvertures, le corps de Laval avait tressailli. Naud était au bord de l'indignation.

- Je vous en prie ... Un peu de dignité.

C'est alors que Laval avait basculé sur sa gauche. Il avait les yeux vitreux. Des borborygmes sortaient de sa bouche. Une ampoule tomba de sa main. Le Dr Paul, médecin légiste, qui était de toutes ces fêtes matinales, diagnostiqua immédiatement:

-Cyanure.

Laval s'était suicidé. « *A ma manière, par le poison, comme les Romains* », écrivait-il à ses avocats, dans une lettre où il disait:

*« Je n'ai maintenant aucun doute sur le sort qui m'attend. Le général de Gaulle n'hésite pas à ordonner ma mort. Ce n'est pas une exécution puisque l'arrêt qui me frappe n'est pas un jugement. On m'a fermé la bouche à l'audience, on veut éteindre ma voix pour toujours. Ainsi on ne redoutera plus mes déclarations. Il n'est pas nécessaire que la France connaisse son Histoire. On ne veut pas surtout qu'elle connaisse les responsables de nos malheurs.*

*J'ai adressé un appel suprême à deux hommes politiques dont j'ai sauvé la vie - à Léon Blum et Paul Reynaud. Tout a été vain. Je n'accepte pas la sentence, je n'accepte pas la souillure d'une exécution puisqu'il s'agit d'un meurtre. J'entends mourir à ma manière ... »* etc.

L'affolement était devenu général. Tous le monde courait dans tous les sens. On allait chercher les ordres. Ils furent très vite évidents. Il fallait ressusciter Laval pour le fusiller. Ce qui fut fait. Dans l'enceinte de la prison, après deux heures trente de lavages d'estomac et de vomissements, le meurtre rituel eut lieu derrière la troisième division.

Tout Fresnes hurlait:

- Assassins ! Assassins !

Terrible symbolique des signes : les soldats du peloton étaient vêtus d'uniformes anglais (1). L'adjudant qui commandait, sabre en main, était debout sur une caisse à savon. Laval eut la force de crier:

- Vive la France !

Ce fut fini. Pas tout à fait.

Quand on le plaça dans le cercueil, son corps bougeait encore (8). En 1952, lors d'une de ses fameuses conférences de presse, de Gaulle compara la situation dans laquelle se trouvait la France à celle de 1938. Il ajouta :

- Il n'y manque que Laval. Au fait, qu'est-il donc devenu, celui-là?

« *Cette réflexion inattendue a provoqué dans l'assistance une certaine stupeur* », écrivit *Le Figaro* (9).

### **On le surnommait ‘Jamaïck’**

C'est un grand privilège de raconter le passé en connaissant l'avenir. Le 29 juin 1940, quand il quitte Bordeaux pour Clermont-Ferrand, Royat et Vichy, Pierre Laval ne se doute pas de ce qui l'attend au bout du pouvoir.

Les Allemands ont exigé un déplacement en convoi pour faciliter le contrôle à la ligne de démarcation déjà en fonction. Le gouvernement, les services ministériels et divers forment une longue colonne de voitures et de camions. Dans les villes que l'on traverse (Pauillac, Tulle, Brive), les autorités locales ont organisé des

relais. Comme au temps des diligences. On refait le plein d'essence. Il y a des buffets.

- Ce n'était plus une fuite, mais presque un voyage de plaisance, note Beau de Loménie qui participait à la transhumance.

Laval est en pleine forme et impatient de passer à l'action. La veille, il a fêté ses 57 ans. C'est un homme de taille moyenne (pour l'époque; on dirait plutôt petit aujourd'hui), 1,70 m, râblé, 75 kg. Il n'a jamais été malade. Seuls quelques maux d'estomac l'affectent parfois. Il les combat en prenant de la poudre Azym. On en trouvera une boîte dans sa cellule, avec l'ampoule (10).

Ce qui frappe, ce sont ses yeux, bridés, au regard marron sombre, brillant d'intelligence, et son teint olivâtre et tavelé. A Chateldon, quand il était enfant, les gamins le surnommaient *Jamaïck*. Avocat des syndicats, les camarades de la Bourse du Travail l'appelaient *Pedro*. *L'Action Française* le tenait pour juif. Laval répondait:

- Si j'avais été juif, ce ne serait pas de ma faute; et si je l'étais, je n'en rougirais pas (11).

Il se défendait d'avoir jamais été antisémite (12). Pierre-Bloch, le profiteur du Résistancialisme, le président d'honneur (7) de la LICRA, vécut caché, pendant de longs mois, chez la nièce de Laval, Mme Leca.

Sur ses origines, Laval disait :

- Mon arrière-grand-père, mon grand-père, mon père, moi-même, sommes nés à Chateldon, en Auvergne. Ma femme est auvergnate, elle aussi, et non pas juive portugaise, comme l'écrit Maurras. Elle s'appelle ClaussaL. Depuis cent ans, un seul juif a tenté de s'installer à Chateldon. Il est reparti quelques mois après. Il ne lui restait plus que sa chemise.

D'où lui venaient alors ce faciès, cet air étrange et étranger ? De sa mère et de l'Auvergne, qui fut une terre d'invasions. Un hameau auvergnat se nomme encore: "*Les Arméniens*". A Chateldon, « *des descendants d'envahisseurs oubliés sont toujours appelés "les Cosaques". Par sa mère, Pierre Laval fut l'héritier lointain d'une de ces races. De là son type indéfinissable.* » (13)

Chateldon avait été une grande ville florissante de l'Auvergne. A la fin du Moyen Age, 25 000 âmes l'habitaient, groupées autour des églises et du château. Au début de ce siècle, il n'en restait plus que 1500, dont le petit Pierre. Il se détourna très tôt de l'Eglise; où il avait été tout de même enfant de chœur. En revanche, il devint propriétaire du château. Ce pragmatique, à l'esprit vif, avait dû comprendre très tôt que la politique rapportait plus que la piété.

Pierre Laval était le benjamin d'une famille de quatre enfants.

Milieu modeste. Le père faisait trois métiers: boucher, maître de poste - avec cinq chevaux dans l'écurie, pour assurer la liaison avec Vichy et le courrier avec Le Puy-Guillaume: le train ne passait pas par Chateldon - enfin aubergiste à l'enseigne de *l'Hôtel du Centre*, chambres, couverts, cuisine et vins du pays.

La fille épousa l'adjudant Dubroca et termina ses jours en régnant sur un bureau de tabac, à Hasparren, près de Bayonne. Joseph, le frère aîné, quitta le séminaire pour les chemins de fer. Il s'était trompé de direction. Il mourut jeune, avant la guerre de 14 où Jean, le deuxième, disparut, en 1914, à Apremont-la-Forêt, dans la Meuse. (Ça ne risquait pas d'arriver à Pierre: il était réformé, pour varices.)

Contre l'avis de son père, après l'école primaire, le petit Pierre continua seul à étudier, au milieu des brouhahas, dans la grande salle de l'auberge, comme Carnot dans son fournil. A quinze ans, il montait à Paris, hébergé à moindres frais par un Auvergnat, concierge à la Monnaie. Il prépara son baccalauréat à Saint-Louis, sur le boulevard Saint-Michel. Déjà malin, il le passa à l'Académie de Bordeaux. Le niveau y était moins relevé. Il fut reçu ric-rac, avec une note médiocre en histoire: 4 sur 10.

Pour aller jusqu'à la licence de sciences naturelles, puis de droit, Laval s'autofinança. Il devint pion au lycée Ampère de Lyon, à Autun, Saint-Etienne, Dijon et Paris, lycée Louis-le-Grand. C'est alors que la politique le saisit. Il adhéra au parti socialiste, devint avocat (en 1909) et mit son jeune talent au service de la cause; il défendait les anars, les postiers révoqués, les boyaudiers de la Villette, le syndicat des cochers, celui des déménageurs, et on pouvait le voir, dans les bistrotts du faubourg Saint-Martin (son cabinet était au 64) chanter avec les "émancipés" :

*Plus de guerre, Guerre à la guerre,*

*Tremblez potentats souverains,*

*Le peuple n'est pas un bétail humain. C'est lui qui régnera demain !*

Ou:

*Canons qui faites tant de bruit*

*Taisez vos gueules et qu'on s'entende.*

"Avocat du peuple", journaliste à la *Bataille* syndicaliste, la réputation de cet individualiste qui professait le collectivisme ne cessait de grandir.

- Un as, répétaient les camarades syndiqués.

Il ne plaidait pas comme les autres. Chez lui, pas de grandiloquence, pas de déclamation, pas d'effets oratoires ni de manches, pas de théâtre - ou plus secret. Sur le ton de la conversation, presque de la confidence, il racontait l'affaire avec des mots simples et familiers, le plus concrètement possible, d'une voix basse, chaude, que l'émotion rendait rauque et qui finissait pas envoûter.

On ne mentionne pas souvent cette composante de la personnalité de Laval. Il y avait en lui du sorcier de village. Sa fille chérie, le grand amour enchanté de sa vie - à peine revenu du Grand Royaume, quand on le conduisit au poteau, il dit : « Ça va lui faire de la peine. » - ne s'y trompait pas. Elle l'appelait: "Le grand sorcier", "Le grand initié".

Sorcier ou non, son charme opéra. En quelques années, le tarif de ses consultations passâ de deux à vingt-cinq francs. Un trait de son caractère se dessina. Laval préférait la négociation au procès. En 1914, il gagnait déjà 50 000 francs l'an. La Fédération socialiste de la Seine, sur pression des syndicats, le présenta dans le nord-est de Paris. Il fut élu député socialiste d'Aubervilliers, Noisy-le-Sec, Bobigny, Romainville, Rosny-sous-Bois, le cran pourpre de la ceinture rouge. Tout naturellement, à la Chambre, il prit place à gauche de la gauche.

### L'Ami de Staline et de Mussolini

En 1940, Pierre Laval se prétendait toujours socialiste. Il était le seul à le croire. S'il fallait classer cet inclassable, on dirait que c'était un opportuniste (14) à tendance pacifiste, un politique de terrain plus que d'idées, un empirique qui ne se fiait qu'à son instinct corrigé par son expérience, et on ajouterait que son socialisme ne l'empêcha pas de devenir millionnaire, car il savait tout de l'argent: comment le gagner et comment le garder. Il avait du bon sens et il était ladre.

Bourdot, son chauffeur, disait:

- Le patron est chic. Il n'y a que deux choses qu'il ne faut pas lui demander: de l'argent et des cigarettes.

Sa fortune, Laval la construisit en revendant cher ce qu'il avait acheté bon marché et en reprenant des entreprises en difficulté qu'il réorganisait pour les rendre compétitives. L'imprimerie Mont-Louis à Clermont-Ferrand, le Moniteur du Puy-de-Dôme et Radio-Lyon, par exemple. En revanche, sa source Sergentale, à Chateldon, qui fournissait trois millions de bouteilles de "l'eau la plus radioactive de France", l'eau que le médecin de Louis XIV considérait comme la meilleure de France, ne fut jamais d'un bon rapport.

Lors de l'instruction de son procès, les experts commis par M. Béteille estimaient sa fortune à 50 ou 60 millions, quoique ses biens eussent été saisis et certains même déjà vendus sans attendre la décision du juge. A quoi Laval répondait:

-J'ai mille francs au greffe.

Ce qu'il y a de certain, c'est que, malgré les bruits malveillants, l'accusation ne put retenir d'affaire délictueuse contre lui (15). Ce n'est pourtant pas que l'envie qui manquât.

Son pacifisme, Laval l'a manifesté dès 1914. Ne pouvant s'illustrer sur le front, Puisqu'il n'y était pas, il déclara la guerre à la guerre. En 1915 et 1916, deux conférences socialistes pour la paix s'étaient tenues à Zimmerwald et Kienthal. A la première participaient deux syndicalistes amis de Laval: Alfred Merrheim, de la puissante fédération des Métaux. et Bourderon, un extravagant de la Fédération du Tonneau ! Avec les deux délégués allemands : Adolf Hoffmann et Ledebout, ils avaient signé une motion finale proclamant : « Cette guerre n'est pas notre guerre ». Alors qu'on s'étripait en Champagne. on imagine le scandale. Laval fut l'un des rares députés à soutenir cette démarche. De même qu'il approuva, l'année suivante, la présence à Kienthal de deux députés socialistes Brizon et Raffin-Dugens. D'accord avec une importante délégation, ils avaient rédigé une résolution finale réclamant « *une paix immédiate. sans annexion ni indemnité* ».

Plus encore, en 1917, à la tribune de la Chambre des députés, Laval défendit le projet (bolchevique) d'une autre conférence de la paix, qui voulait réunir à Stockholm les représentants de tous les pays belligérants hostiles à la guerre. Il termina, lyrique pour une fois:

- Que vous le vouliez ou non, une grande espérance est née, un vent de paix souffle sur le pays. Nous devons aller à Stockholm parce que nous sommes sûrs de notre cause ... Nous imposerons, parce que c'est juste, les réparations, les garanties, le retour de l'Alsace et de la Lorraine. Oui à Stockholm, à l'appel de la

Révolution russe 1 Oui à Stockholm pour la paix! Oui, Stockholm, étoile polaire (16) !

Il fut copieusement hué. Les députés refusèrent leurs passeports aux « pèlerins de la paix ».

### Une carrière, mais pourquoi ?

L'amour de Laval pour le Bolchevisme ne devait pas durer longtemps. Après le Congrès de Tours et la scission entre socialistes et communistes, il donna sa démission. Le sectarisme et la discipline du parti lui pesaient. En outre, les socialistes refusant toute participation au gouvernement, demeurer à la SFIO empêchait d'être ministre. Laval en avait trop envie... Battu aux élections de 1918 (Chambre bleu horizon), il fut réélu en 1924 (Bloc des gauches), avant de devenir sénateur. C'est alors qu'il montra toute la force de son "opportunisme".

On va le retrouver sous-secrétaire d'Etat à la présidence et aux Affaires étrangères (huitième ministère Briand, 1925) ; ministre de la Justice (neuvième, dixième et onzième ministères Briand, 1926, 1929) ; ministre du Travail (deuxième ministère Tardieu, 1930) ; président du Conseil (premier, deuxième et troisième ministères Laval, 1931, 1932. Parmi ses ministres, on trouve: Briand, Flandin, Bérard, Tardieu, Paul Reynaud) ; ministre des Colonies (deuxième ministère Doumergue, 1934) ; ministre des Affaires étrangères (ministère Flandin et ministère Bouisson, 1935. Celui-ci fut constitué le 1 juin et destitué le 7) ; à nouveau président du Conseil (quatrième ministère Laval, du 7 juin 1935 au 24 janvier 1936).

Il s'en alla sans avoir été mis en minorité par la Chambre, miné par l'hostilité qu'il rencontrait et la démission de son ministre d'Etat, Edouard Herriot, président du parti radical.

Les deux hommes ne s'aimaient pas. En 1916, Herriot était ministre du Ravitaillement. Ce n'était pas une réussite. Les transports étaient déficients. La main-d'œuvre manquait. A la tribune, Herriot se lamentait:

- Si je le pouvais, j'irais décharger les péniches. Je porterais moi-même les sacs de charbon sur mes épaules.

De son banc, Laval le coupa :

- N'ajoutez pas le ridicule à l'incapacité !

Ce sont des flèches qui ne se pardonnent pas.

En 1940, quand le train gouvernemental roule vers Clermont, qui est Laval pour la majorité des Français ?

Un politicien rusé qui n'a de blanc que sa cravate. (« Qu'est-ce que Laval ? Une cravate », dit Weygand, « Qu'est-ce que Weygand ? Une cravache », réplique Laval.)

C'est un "maquignon". L'injure lui a été souvent servie. Est-ce une injure? Un maquignon, c'est un "marchand de chevaux" et "l'adroit entremetteur d'affaires diverses". La définition colle à Laval. Sûr de lui, de ses talents dans les palabres, de son intuition, de son charme (« Il avait l'art de l'enlacement »), « il nourrissait une véritable passion pour les négociations (17) », parce qu'il s'y sentait le plus fort. C'est ce qui l'a perdu. Repoussé par Franco, il quitta Barcelone pour Paris alors que M. de Valera lui offrait un refuge en Irlande, parce qu'il croyait mettre la Haute Cour dans sa poche. Fatale erreur.

N'allons pas plus loin que notre récit. En 1940, Pierre Laval, c'est un homme de gauche qui a fait une politique de droite et mieux réussi dans ses affaires que dans celles du pays.

C'est un copain de Mussolini, mais c'est aussi l'homme politique qui a signé avec Staline un pacte d'assistance mutuelle en cas d'agression allemande.

Laval, c'est encore le seul président du Conseil qui, pour sauver le franc, décida de baisser les salaires des fonctionnaires de 10 %. Il devint alors « *l'agent n° 1 des deux cents familles.* » et atteignit la cote record de l'impopolarité politique.

Enfin Laval, c'est l'homme de la paix, c'est le successeur de Briand, qui disait: « Moi vivant, il n'y aura jamais plus de guerre. » C'est celui qui, en séparant l'Italie de l'Allemagne, aurait peut-être pu éviter la guerre. Au bout du train d'autos et de camions qui va rejoindre la nouvelle capitale de la France, il porte cette auréole :

Laval-la-Paix t

Pour beaucoup de Français, en effet, l'armistice, c'est déjà la paix.

### NOTES

(1) Dans ses Mémoires et au procès du Maréchal.

(2) Propos tenu le 26 juin 1940 devant Paul Baudouin et Yves Bouthillier (ministre des Finances).

Baudouin le rapporte dans ses Mémoires et Bouthillier le confirme à Beau de Loménie (Les responsabilités des dynasties bourgeoises), t. 5, p. 616

(3) Pierre Nicolle. Cinquante ans d'armistice, p. 14.

(4) En 1941, M. Béteille avait siégé à la Cour de justice de Riom chargée par Vichy de juger les « responsables de la défaite » : Blum, Daladier, Paul Reynaud, Gamelin et Guy La Chambre. L'instruction de Pierre Laval dura moins d'un mois. Pour Petiot elle devait durer deux ans.

(5) Me Naud. Pourquoi je n'ai pas défendu Laval.

(6) Le féroce procureur général Mornet avait sollicité l'honneur de siéger à la Cour de Riom dans le procès contre Blum et consorts. En 1941, il appartenait à une commission chargée d'enlever la nationalité française à certains Juifs. (Me Jaffré. Les derniers propos de Pierre Laval, p. 214-215). Il ne pouvait donc rien refuser au pouvoir.

(7) Me Jaffré. Op. cit. p. 316.

(8) Guy Bechtel. Laval vingt ans après, p. 309. (9) 11 mars 1952.

(10) On s'est toujours demandé comment Laval avait pu se procurer cette ampoule. Les avocats furent suspectés. Laval écrivait dans sa lettre: « *Je vais utiliser le petit paquet de graines qu'aucune fouille n'a pu découvrir. Ce poison a voyagé - j'espère qu'il ne sera pas éventé - car il a dû souvent changer de refuge ; ma grosse pelisse, dans ma poche intérieure, et ma serviette, qu'on respecta toujours, l'accueillit parfois quand il était mieux empaqueté.* » Texte étrange: un paquet de graines, ce n'est pas une ampoule, laquelle ne risque pas que soit éventé le produit qu'elle contient.

(11) Darquier de Pellepoix l'écrivit à plusieurs reprises au *Pilori* et à *Je suis Partout*. Dans son mémoire en défense, Laval écrit : « J'accepterais volontiers d'être jugé par des Juifs français. Eux, mieux que d'autres, comprennent aujourd'hui ce qui leur serait advenu si je ne m'étais pas trouvé là pour les défendre. »

(12) Laval parle, p.103.

(13) Guy Bechtel. Op. Cit. p.13.

(14) L'opportunisme fut un mouvement politique lancé par Gambetta au début de la IIIe République et que Jules Ferry représenta longtemps à la Chambre des Députés..

(15) La Haute Cour ne prit pas en considération l'affaire Michelson qui avait pourtant nourri de fâcheux ragots. Le 25 juillet 1940, M. Michelson, un industriel juif ami de Mandel, avait été invité par Laval, de la façon la plus pressante, de céder à un tiers des actions d'une société radiophonique. Ayant refusé, Michelson se serait retrouvé en résidence surveillée à Riom. Vrai ? Faux ? Impossible de le dire. Michelson ne demanda pas à être entendu par la Haute Cour et la Haute Cour ne le convoqua pas.

(16) Alfred Mallet. Pierre laval. t.1,p. 20.

(17) Guy Bechtel. Op. cit.

Livre : page 220

## CHAPITRE III

PAUL BONCOUR  
(ANCIEN MINISTRE D'ÉTAT DE LÉON BLUM)

« MONSIEUR LE MARECHAL, COMME A ROME,  
NOUS VOUS OFFRONS LA DICTATURE »

C'est avec une certaine surprise, mêlée de sourires et de sarcasmes, que l'on apprend que le gouvernement s'installe à Vichy. Faire de cette ville d'eau, de cette ville d'opérette, la capitale de la France à un des moments les plus tragiques de son histoire paraît fâcheux. Ce choix a pourtant ses raisons.

On aurait pu remonter à Paris. Il y avait des précédents historiques.

En 1815 et en 1871, le pouvoir était resté dans la capitale, malgré l'invasion. La convention d'armistice le permettait, qui disait (article 3) : « *Le gouvernement français est libre de choisir son siège dans les territoires non occupés, ou bien, s'il le désire, de le transférer même à Paris.* »

Quoi que l'on ait pu raconter depuis, et malgré les apparences, le maréchal Pétain et son entourage sont trop anti-allemands (le Maréchal dit : « Les Boches ») pour revenir, de leur plein gré, dans la zone occupée par l'armée allemande. Ils ne refusent pas catégoriquement. Ils feignent même d'envisager cette solution comme possible, mais plus tard, après qu'on l'ait négociée. Pour l'instant, il y a des problèmes plus urgents à résoudre. Il faut que la mue politique s'accomplisse dans les règles. Il faut que le nouveau pouvoir soit défini et que soient arrêtées les réformes les plus urgentes. C'est le mot à la mode. Même Mauriac l'utilise : « *La réforme doit porter sur tout, sur le principe et sur les méthodes. La doctrine officielle de notre démocratie a fait ses preuves ; et elle les a faites sur tous les plans. Cette chute, terrible par sa rapidité, ne nous laisse plus aucune illusion* » (1). On ira à Paris quand l'Etat nouveau sera debout. Ce sera une des revendications des "collaborateurs" parisiens. Ils la répéteront pendant quatre ans sans l'obtenir.

On aurait pu s'établir à Lyon, capitale des Gaules, ville prestigieuse, la deuxième de France. Ni Laval ni le Maréchal ne le souhaitent. Tous deux détestent Edouard Herriot, qui en est le maire. Pour le Maréchal, Herriot est un des personnages symboliques du système qui a conduit la France de Verdun à Sedan. Pour Laval, Herriot est celui qui a torpillé son gouvernement en 1935. S'installer à Lyon, c'est lui redonner de l'importance. C'est aussi s'offrir à l'espionnage et au sabotage radical-socialiste, donc maçonnique.

Dans un premier temps, c'est Clermont-Ferrand qui a été choisi. A peine arrivé, il faut y renoncer. La ville manque par trop d'immeubles pour y loger les ministères et leurs services.

- Nous ne pouvons demeurer ici, dit Baudouin, le ministre des Affaires étrangères, au Maréchal. Songez que pour accueillir le Quai d'Orsay on a retenu une maison de sept pièces, sans électricité et sans téléphone. Il faut aller à Lyon.

- Non, dit le Maréchal. Alors ?

Alors ce sera Vichy. Les hôtels y sont nombreux. Il y a des salles de spectacle, un casino, des villas, et Chateldon n'est qu'à quinze kilomètres. Que peut-on espérer de mieux ?

### Le deuil semblait suspendu

En juillet 40, malgré le désastre, Vichy ressemble à ce qu'il est : une ville de vacances et de cure. Les réfugiés y grouillent, comme ailleurs. Mais ce sont des réfugiés distingués. Ce ne sont pas des réfugiés de l'exode, arrivés au bout de la route, hagards, défaits, sans bagages, vêtus d'oripeaux. Ce sont des réfugiés de la drôle de guerre ; des "repliés" qui ont suivi, avec leurs malles, le déménagement des banques et des compagnies d'assurance, où ils sont employés (2).

Vêtus comme des touristes, ils se promènent dans le parc. Les hommes portent des blazers et des canotiers ; les femmes des robes légères aux couleurs vives. Ils prennent place autour du kiosque à musique, comme si l'orchestre allait arriver. Us boivent à petites goulées l'eau fameuse, recommandée aux coloniaux et aux hépatiques. Dans la splendeur d'un été flamboyant, ils potinent sur le sujet du jour : la réquisition des hôtels par le gouvernement du Maréchal.

C'est la question primordiale. Où se loger ? Sous l'œil des curieux qui cherchent à reconnaître les vedettes

de la politique, les voitures s'arrêtent aux portes des hôtels et déversent sans discontinuer leur chargement d'officiels et de fonctionnaires, hauts, moyens et petits. Seul, le président de la République bénéficie, au bord de l'Allier, d'une résidence particulière entourée d'un beau jardin: le pavillon Sévigné. Le Maréchal occupe un étage de l'Hôtel du Parc qu'il partage avec les Affaires étrangères et l'Information. La Défense nationale est à l'Hôtel Thermal; l'Intérieur au Grand Casino. Le corps diplomatique loge aux Ambassadeurs. La questure du Sénat est au Majestic. Les parlementaires, convoqués pour le mardi 9 juillet, arrivent en rangs serrés. Ils n'étaient que 120 à Bordeaux. Ils seront bientôt 600 à Vichy. Leur premier souci est de se faire allouer une chambre. Laissons parler un témoin: Henri du Moulin de Labarthète qui va devenir le directeur du cabinet civil du Maréchal. Il arrive d'Espagne.

« *Vichy me surprit par son animation. Du monde, trop de monde, des uniformes, des femmes en toilettes claires, quelques physionomies parisiennes. Poussière et fièvre. En Espagne, la colonie française portait, depuis un mois, le deuil du pays. Ici le deuil semblait suspendu. Tout à la joie de se revoir, de vieux amis s'abordaient, s'étreignaient. Trop de visages souriaient qu'on eût aimés plus graves ... Je pénètre, au hasard, dans trois ou quatre hôtels proches de la gare. Ils sont pleins à craquer. La priorité ne joue plus qu'en faveur des militaires et je ne possède pas le plus petit ordre de mission. Vais-je passer la nuit dehors? Vers dix-neuf heures, à mon vingtième échec, je franchis le porche d'un hôtel élégant. Une sentinelle en barre l'entrée. J'essaie de l'attendrir et désespère y atteindre, lorsque j'entends, à travers le hall, la voix de Gorostarzu. Le colonel de Gorostarzu, "Goros" dans l'intimité, est un vieil ami. Ancien attaché de l'Air à Madrid, il fait maintenant partie de la maison militaire du Maréchal. Sa protection me vaudra-t-elle la faveur de quelque lit ? Gorostarzu sourit. Une chambre m'attend depuis trois jours au quatrième étage... »*

(3)

Encore une divine surprise !

### 21 h 30 : Voici le Maréchal

Sitôt la chambre obtenue, députés et sénateurs patrouillent dans la ville pour retrouver leurs amis et former ces groupes de manœuvre qui donnaient tant d'attrait à la vie des parlementaires de jadis. On voit passer Marcel Déat entouré de ses disciples : René Château, député radical-socialiste (nuance Camille Pelletan) de la Charente-Inférieure, franc-maçon, loge *L'Union parfaite*, membre actif de la *Ligue des droits de l'homme* ; François Chasseigne, ancien communiste, député Front populaire de l'Indre, franc-maçon, loge *La Gauloise de Châteauroux* ; René Gounin, sénateur néo-socialiste de la Charente, franc-maçon, loge *Concorde et Tolérance d'Angoulême*. De quoi parlent-ils ? Du parti unique. Mais Doriot et ses amis font bande à part. Bergery et les siens (Piétri, Dommange, Portmann, Temple, Georges Bonnet) se tiennent à l'écart. Les amis du colonel de la Rocque se contentent de maintenir les contacts par Edmond Barrachin (futur député gaulliste) et Ybamégaray.

Discrètement, rasant les murs, se tenant dans l'ombre l'un de l'autre, glissent Léon Blum et son ancien ministre de l'Intérieur, Marx Dormoy, celui qui avait mis en prison les chefs de la Cagoule. Leurs apparitions provoquent des mouvements divers.

Coiffé à la Jeanne d'Arc, voici encore Georges Monnet, député socialiste de l'Aisne, ancien ministre de l'Agriculture du Front popu, franc-maçon, loge *Le Phare soissonnais*. Avec son épouse, il essaye d'être reçu aux Ambassadeurs. Il doit renoncer.

Caillaux est là : l'ennemi de Clemenceau, mais aussi celui qui provoqua la chute de Léon Blum. Voici Léon Bérard, académicien français, sénateur des Basses-Pyrénées, l'esprit, le talent, la culture, la malice, le plus Béarnais des Béarnais, et son fils spirituel, notre JeanLouis Tixier-Vignancour, vif, drôle, percutant, plein d'inventions et de feu, qui veut que la France règle ses comptes avant de repartir du bon pied.

Paul Marchandau, député-maire radical de Reims, franc-maçon, loges *Orion de Gaillac* et *La Sincérité* de Reims, promène mélancoliquement sa longue et triste figure. On peut le comprendre. En 1939, ministre de la Justice dans le cabinet de Daladier, il avait pris un décret-loi pour empêcher que fût soulignée la qualité de juif de tel ou tel homme politique ou journaliste engagé dans le combat contre la paix. Cela ne l'empêchera pas d'être épuré en 1944. Son journal, *L'Eclaireur de l'Est*, diffusé sur cinq départements, sera interdit et lui frappé d'inéligibilité.

Voici encore Paul Boncour, ancien député socialiste, sénateur de gauche du Loir-et-Cher, plusieurs fois ministre de la Guerre et des Affaires étrangères, représentant de la France à la Société des Nations. En veston de voyage, la crinière blanche, la cravate rouge, la taille cintrée, dressé sur ses talonnettes, il parade



avec deux personnes du sexe dit faible, dont l'une, très jeune, se destine au théâtre. Paul Boncour a 67 ans.

Laissons encore parler un témoin : Pierre Nicolle, un des meilleurs observateurs de ce que fut la capitale provisoire de la France.

*«La foule, chaque heure de plus en plus dense, continue à tourbillonner dans Vichy. Les allées du parc. la Restauration, le Chantecler - c'est le restaurant de l'Hôtel du Parc - les bars des Ambassadeurs, du Parc, du Cintra sont autant de centres de parloirs, de diffusion de nouvelles vraies et fausses.*

*Chaque soir, après le dîner, la fièvre atteint son maximum. Le grand salon de l'Hôtel du Parc est ouvert comme un moulin. Pélemêle, ministres, journalistes, estivants, hommes politiques, simples curieux sont réunis à l'heure du café. La grande salle, bruyante comme une taverne, sous les feux de ses lustres de cristal, baigne dans la fumée bleue des cigares et des cigarettes. Chacun s'affaire, fait l'important, serre les mains, recueille la dernière nouvelle, la colporte aussitôt. Les femmes ne sont pas les moins agitées. Tous les potins de la journée rebondissent, amplifiés, déformés ... Vichy, capitale provisoire, s'apprête à devenir la capitale des bobards. Et les journalistes de tous les pays recueillent tous les bruits qui traînent.*

*21 h 30 ! Soudain les conversations baissent de diapason. Ce n'est pas le silence, ce sont des chuchotements. L'attention de tous est attirée irrésistiblement vers le fond du grand salon, dans la partie qui sépare celui-ci de la salle à manger privée. A chaque table, les femmes, les hommes se lèvent dans une attitude respectueuse. Un homme vient d'apparaître, entouré de deux ou trois personnages. Cet homme, c'est le maréchal Pétain. Il est en veston, la tête haute. Il avance lentement, de cette démarche curieuse qui semble le porter majestueusement. Ses yeux bleus posent leur regard sur la salle entière. Il répond aimablement, d'un signe de tête et de ce geste de la main qui lui est familier, aux saluts déférents qui l'accueillent. A plusieurs reprises il s'arrête, échange quelques paroles avec les uns et les autres, questionne, sourit, puis se retire, accompagné de son secrétaire particulier, le docteur Ménétrel.*

*Les conversations reprennent, les journalistes apportent les dernières dépêches des agences et la fièvre se maintient longtemps après minuit. » (4)*

### **Le plan de Weygand**

Voilà ... Le décor est planté. Les acteurs se préparent. L'été est superbe. Dans un grand ciel bleu brille un soleil implacable qui éclaire de la même lumière Austerlitz et Waterloo (Encore qu'il ait plu à Waterloo ... ). Malgré la désorganisation ferroviaire et la pénurie d'essence, les parlementaires continuent d'affluer. Ils s'agglutinent. Les députés sont au Petit Casino ; les sénateurs dans les locaux de la Société Médicale. Ils s'interrogent. Ils palabrent. Ils écoutent Plusieurs thèses sont en présence et les avis divergent Le 4 juillet, au lendemain de Mers-el-Kébir, s'adressant au gouvernement, Laval n'a pas mâché ses mots, ni caché le fond de sa pensée. Il a dit:

*- Le Parlement doit être dissous. La Constitution doit être réformée. Elle devra s'aligner sur celle des Etats totalitaires. Tout est à reconstruire. Une tâche immense nous attend. Nos soldats vont être démobilisés. Il faudra instituer une sorte de service du travail. Beaucoup d'autres mesures devront également être prises. Si le Parlement n'y consent pas, c'est l'Allemagne qui nous les imposera. Et alors ce sera sans doute l'occupation de toute la France (5).*

Dans les jours qui suivent, tant à la Société Médicale qu'au Petit Casino, devant des salles pleines ou des petits groupes, il plaide sur ce thème, ajoutant ici et rognant là, selon l'interlocuteur. En habile négociateur, il module son propos. Il le modifie. Bientôt il ne parle plus de dissolution du Parlement. Les sénateurs et les députés garderont leurs titres, et leurs émoluments. Le courant passe mieux. Même les hommes à principes font deux repas par jour.

Quand il sent des réticences, Laval évoque la menace d'une dictature militaire.

*- Ne voyez-vous pas que je suis le garant du pouvoir civil ? Aidez-moi dans ma tâche au lieu de me contrecarrer. Si j'échoue, vous aurez Weygand (6).*

Il n'est nullement prouvé que le général Weygand ait jamais brigué le pouvoir. Mais il a rédigé une sorte de manifeste où il résume en quatre points sa réaction politique devant les événements :

*« 1. L'ancien ordre des choses, c'est-à-dire un régime politique de compromissions maçonniques, capitalistes et internationalistes nous a conduits où nous sommes. La France n'en veut plus.*

*« 2. La lutte des classes a divisé le pays, empêché tout travail profitable, permis toutes les surenchères de la démagogie. Le relèvement de la France par le travail ne peut être réalisé sans l'institution d'un nouvel ordre social, fondé sur la confiance et la collaboration entre ouvriers et patrons. C'est ce régime qu'il faut*

instituer.

« 3. La baisse de natalité, en diminuant le potentiel de la France, nous a menés, du point de vue militaire, à défendre notre territoire avec une proportion inadmissible de contingents nord-africains, coloniaux et étrangers ; du point de vue national, à effectuer des naturalisations massives et regrettables et à livrer une partie de notre sol et de nos richesses à des exploitants étrangers. Lafamille doit être remise à l'honneur.

« 4. La vague de matérialisme qui a submergé la France, l'esprit de jouissance et de facilité, sont les causes profondes de nos faiblesses et de nos abandons. Il faut revenir au culte et à la pratique d'un idéal résumé par ces quelques mots: Dieu, patrie, famille, travail. » (7)

Tout cela, qui paraît de strict bon sens et conforme aux intérêts du pays, exprime l'opinion générale du peuple français durement secoué par la catastrophe. En revanche, il y a dans ce texte de quoi faire pâlir de nombreux sénateurs et députés, toujours attachés à "l'ordre ancien des choses".

### ... Et celui de Flandin

Marcel Héraud, député de droite de Paris (il appartenait au Centre Républicain de Tardieu), qui a gagné sur les champs de bataille de 14-18 la Légion d'honneur, la médaille militaire et la croix de guerre (avec citation), déclare:

- On parle de changer la forme du gouvernement Pourquoi ? Si la République a perdu une guerre, n'oublions pas qu'elle en a gagné une autre ... Nos malheurs, c'est aux hommes qu'il faut les attribuer plus qu'au régime républicain.

Vingt-cinq sénateurs anciens combattants (parmi lesquels Paul Boncour), sous la présidence de Jean Taurines, sénateur du Rhône, grand blessé de guerre, « saluent avec émotion et fierté leur chef, le maréchal Pétain, qui, en des heures tragiquement douloureuses, a fait don de sa personne au pays. Ils lui apportent leur confiance pour, dans la légalité républicaine, regrouper la force nationale, galvaniser les énergies, et préparer le terrain moral qui refera une France digne de leurs sacrifices ».

Le 6 juillet, ils sont reçus par le Maréchal. M. Taurines l'assure de leur « confiance totale et absolue ». Concernant Laval et « ses projets à la fois immenses et peu précis », ils sont plus réservés au point d'avoir « au moment de voter, une grave crise de conscience ».

Le Maréchal les rassure :

- J'ai chargé le président Laval d'être l'avocat devant le Parlement du projet de gouvernement, parce que je ne désire pas participer moi-même au débat. Le rôle politique auquel m'ont contraint les circonstances ne correspond nullement à mes véritables ambitions. Après la signature de la paix, je demanderai le droit de me retirer à Villeneuve-Loubet. pour jouir d'un repos que j'aurai, je crois, bien gagné. En attendant, je désire ne plus subir les difficultés et les entraves que je rencontre ... ; je désire ne pas avoir à tenir compte des groupes et des partis dont les rivalités ne sont plus de saison (8).

Tant de grandeur tranquille enflamme Paul-Boncour, surnommé Robespierrot. Il a été le ministre d'Etat du Front Populaire (cabinets Blum 1936-1937). Cela ne l'empêche pas de s'écrier:

- A vous-même, nous acceptons de faire toute confiance pour la révision de la Constitution. Nous n'hésiterions pas à suspendre la Constitution pour vous donner à vous, et à vous seul. une dictature comme la loi romaine l'a plusieurs fois établie.

Le Maréchal sourit :

-Je ne suis pas César, et ne souhaite pas l'être. Paul-Boncour insiste. Pathétique, il déclame:

- Monsieur le Maréchal, pour vous prouver à quel point ceux qui, avec moi, ne peuvent donner leur vote à un projet de Constitution dont on ne précise pas les bases, sont prêts à vous donner, à vous, je dis à vous, tous les pouvoirs, je dis tous, que vous jugerez nécessaires pour maintenir l'ordre, rétablir, libérer et reconstituer ce pays, et conclure la paix, j'irai jusqu'à voter un texte qui dirait:

« La Constitution est suspendue jusqu'à la signature de la paix. Le maréchal Pétain, chef du Pouvoir exécutif, a pleins pouvoirs de prendre par décrets toutes les mesures et, en même temps, d'établir en collaboration avec les Assemblées les bases d'une Constitution nouvelle. »

- Voilà une proposition ! dit le Maréchal. Soumettez-moi un texte.

Le 7 juillet, une autre vedette de la Troisième entre dans la danse anti-Laval. C'est Pierre-Etienne Flandin, grand bourgeois, député de l'Yonne sans interruption depuis 1914, président de l'Alliance Démocratique, une dizaine de fois ministre, ancien président du Conseil, (nous l'avons vu) considéré comme l'homme de la City - en 1944, alors qu'il va être fusillé, il sera sauvé par Churchill. A la tribune du Petit Casino, transformé

en Chambre des députés, Flandin sort une martingale d'enfer.

- Tandis que tout est à faire, que fait le gouvernement ? Rien. Ah si, il nous réunit ici, et pourquoi ? Pour nous demander de l'aider dans l'action qu'il entend mener pour organiser la France occupée, pour assurer l'envoi et la répartition des denrées, des secours, pour reprendre le pays en main ? Pas du tout. Pour modifier ou changer la Constitution. Cela paraît incroyable ...

Applaudissements. Clameurs. Un cri :

-Bravo!

- Changer la Constitution, mais pourquoi ? poursuit Flandin.

Quel besoin y a-t-il de changer des institutions que l'on peut surtout nous faire grief de ne pas avoir respectées.

Flandin fait ici allusion à la déclaration de guerre faite, contrairement à la Constitution, sans un vote formel du Parlement.

- Que veut le gouvernement ? Que voulons-nous tous ? Que le maréchal Pétain soit placé à notre tête pour négocier avec les Allemands et pour couvrir de son nom et de son prestige la réorganisation française. Quel besoin y a-t-il pour cela de changer la Constitution ? Nous sommes réunis ici, sénateurs et députés. Le président de la République est également à Vichy. L'Assemblée est convoquée. Rien de plus simple dans ces conditions, que de demander à M. Lebrun de donner sa démission, de nommer le maréchal Pétain président de la République à sa place. Il suffira ensuite de lui conférer les pleins pouvoirs. Ainsi nous obtiendrons le résultat désiré, tout en respectant la Constitution (9).

Les applaudissements sont si forts qu'on croit entendre s'effondrer l'échafaudage monté par Pierre Laval. C'est le président de la République qui va le sauver avec le concours d'un député d'extrême gauche: François Chasseigne, d'un député de gauche: Charles Spinasse, ancien ministre de l'Economie de Léon Blum, et d'un député d'extrême droite, monarchiste et catholique, héros de 14-18 : Xavier-Vallat.

#### NOTES

(1) Le Figaro, 19 juin. Cité par Beau de Loménie. Les responsabilités des dynasties bourgeoises, t. 5, p. 615.

(2) Tout ce passage est emprunté à Pierre Nicolle: Cinquante mois d'armistice. chapitre: Prise de contact avec la capitale provisoire.

(3) Henri du Moulin de Labarthète : Le temps des illusions. Inspecteur des Finances. ancien directeur du cabinet de Reynaud. du Moulin de Labarthète (1900-1948) était attaché, à la veille de la guerre, à l'ambassade de France à Madrid - et donc au Maréchal. Radicalement opposé à Laval et à sa politique. il se fit nommer en Suisse en 1942 comme attaché financier.

(4) Pierre Nicolle. Op. cit. pp.J2-13. (5) Benoist-Méchin. 60 jours ...• p. 667.

(6) Benoist-Méchin. Op. cit., pp. 661 et '699. (7) Cité par Beau de Loménie. Op. cit., p. 615.

(8) Procès-verbal de la réunion. Commission d'enquête de l'Assemblée nationale. Rapport VIII. 2343-2348. Cité par Benoist-Méchin. p. 687.

(9) Aron. Histoire de Vichy. p. 126.

Livre : page 230

## CHAPITRE IV

### L'INTÈGRE LÉON BLUM QUÉMANDE UNE FAVEUR

#### À LAVAL : LA REPARUTION DU "POPULAIRE".

#### ON LE LUI REFUSE : IL SE TAIT !

Que la Constitution soit suspendue ou supprimée et remplacée ; qu'il soit élu président de la République ou nommé chef de l'Etat n'est pas, dans ces premiers jours fiévreux et pressés de juillet 1940, le premier souci du Maréchal. Ce qu'il veut, c'est que le Parlement soit neutralisé afin qu'il puisse gouverner sans avoir à s'inquiéter de la politique politicienne, des crises ministérielles, des querelles de boutiques des "comités Théodule" ou des groupes de pression. C'est pourquoi, le 6, il n'a pas été hostile à la proposition de Paul-Boncour. C'est pourquoi, le 7, il écoute attentivement Flandin venu, sur le conseil de Laval le rusé, lui présenter les grandes lignes de son plan.

- Ce projet me paraît excellent, lui dit le Maréchal à la fin de son propos, et je serais pour ma part disposé à m'y rallier. Mais, dans cette affaire, j'ai pris la décision de ne pas intervenir, et de laisser Laval mener seul la négociation. C'est donc son consentement qu'il faut d'abord obtenir. Je doute qu'il vous le donne. Il est passionnément attaché à sa loi constitutionnelle. Voyez-le .

Voici de nouveau Flandin chez Laval. Celui-ci espérait un refus du Maréchal. Comme il n'en est rien, il bougonne:

- Le Maréchal t'a donné son accord ? Il le donne à tout le monde et l'oublie aussitôt D'ailleurs l'important n'est pas là. Ce qui compte avant tout, c'est l'accord de Lebrun. Je me rallie à ton projet si tu m'apportes sa démission.

- Je ne vois pas pourquoi je donnerais ma démission, répond immédiatement le président Lebrun, courroucé qu'on ait l'audace de lui faire une telle proposition. La situation est des plus claires. Les Chambres vont être saisies d'un projet de loi déposé par le gouvernement, ou bien cette loi leur agréée, ou bien elles la rejettent. Dans le premier cas, je m'efface. Dans le second, je constitue un nouveau gouvernement. Je ne puis concevoir aucune autre procédure (1).

Légaliste jusqu'au suicide, le président de la République remet celle-ci aux mains de l'Assemblée nationale composée, ne l'oublions pas, du Sénat et de la Chambre des députés, dite du Front populaire, élue en 1936. Dans cette Chambre, la gauche était largement majoritaire. Donnons les chiffres. On les esquivait trop souvent. Le Front popu rassemblait 386 députés répartis ainsi. Communistes: 72 ; socialistes : 149 ; radicaux-socialistes: 109 ; divers gauche: 56. L'opposition en comptait 212. Modérés: 84 ; droite et extrême droite: 128 (2).

Certes, en 1940, les communistes sont pratiquement éliminés. Il n'en reste plus qu'une dizaine. Les autres sont en prison ou en fuite, après que leurs amis socialistes, radicaux et divers aient, avec la droite, voté leur déchéance par 522 voix contre 2. C'était en septembre 39. En juillet 40, malgré la disparition des staliniens, la majorité de la Chambre des députés est toujours de gauche: 325 députés environ contre 212. La gauche est donc maîtresse du jeu. Mais il se produit un étrange phénomène. Un mouvement de communion nationale qui fait penser à la nuit du 4 août.

Le premier qui donne le branle, c'est François Chasseigne. J'ai eu l'occasion déjà d'en parler. C'est un homme de 38 ans, trapu, massif avec des épaules de lutteur et un cou de pilier de rugby. Les cheveux coupés ras, les yeux bleus légèrement globuleux, il n'est pas sans ressembler à Eric von Stroheim. Il revient des Flandres. Il y a été blessé. Dans la plaine de Gembloux, son unité est une de celles qui ont fait face aux blindés allemands. Ancien dirigeant des Jeunesses communistes, ayant ensuite rejoint le PUP (Parti d'Unité Proletarienne), François Chasseigne est député de l'Indre depuis 1932. Il peut être considéré comme d'extrême gauche. Le 5 juillet, au Petit Casino, il n'en a pas moins fait une déclaration stupéfiante. Lui, l'ancien agitateur révolutionnaire professionnel, lui, l'ancien antimilitariste, au retour du feu où il s'était porté volontaire, il déclare:

- *Il faut liquider les anciens partis. Les événements exigent une transformation profonde. Ne comprendra-t-on pas ici ce qu'ont compris tous les soldats du front? Le Parlement n'a qu'un devoir: assurer la reconstruction du pays. Pour cela il doit s'en remettre au Maréchal Pétain.*

## De Spinasse à Vallat

Le 6, Charles Spinasse ne tient pas un autre discours. De lui j'ai aussi eu souvent l'occasion de parler, notamment à propos de Chirac dont il allait devenir un des mentors. Charles Spinasse, surnommé *Cérébrospinasse*, est, à 47 ans, un des théoriciens de l'Economie marxiste au sein du parti socialiste, pardon de la SFIO - Section Française de l'Internationale Ouvrière. Rédacteur en chef du *Populaire du Centre*, maire d'Egletons, député socialiste de la Corrèze depuis 1924, Léon Blum en avait fait son ministre de l'Economie. C'est dire l'importance de Spinasse (3).

Or concentré, ému, grave et simple, il monte à la tribune :

*- Le Parlement va se charger des fautes communes, déclare-t-il.*

*Ce crucifiement est nécessaire pour éviter que le pays ne sombre dans la violence et l'anarchie. Notre devoir est de permettre que se fasse une révolution sans que coule le sang. Si l'autorité du Maréchal Pétain rend possible cette tâche. alors le don qu'il nous a fait de sa personne n'aura pas été vain. Que notre décision soit sans appel. Elle engage définitivement la France. Nous devons aussi rompre, sans esprit de retour, avec le passé. Celui-ci était plein d'illusions, et si les horizons du monde ont paru s'en approcher, ce n'était qu'un mirage. Nous avons cru à la liberté individuelle, à l'indépendance de l'homme. Ce n'était qu'une anticipation sur un avenir qui n'était pas à notre portée. Une nouvelle foi doit naître sur des valeurs nouvelles. Tout ne s'effacera d'un passé condamné que lorsque nous nous retrouverons Français, sur la terre de France, héritiers d'un patrimoine commun qui conserve sa grandeur. Retrouvons un orgueil national. Mais tout cela serait insuffisant si nous ne corrigeons pas notre fléchissement moral et intellectuel. Il fut la cause de notre retard technique, industriel et partant militaire. La France s'était abandonnée. Il faut qu'elle se reprenne! » (4)*

Venant d'un socialiste marxiste, c'est stupéfiant et révélateur du bouleversement des esprits.

Une autre voix s'élève. Une grande voix. Elle vient de l'autre côté de la barricade, de l'extrême droite. C'est celle de Xavier Vallat. Fils d'un instituteur public, dixième enfant d'une famille qui en comptait onze, professeur puis avocat dans le civil, lieutenant au 114e Bataillon de chasseurs alpins dans le militaire, héros de 14-18, trois fois blessé, trois fois cité, trois retours au front comme volontaire, amputé de la cuisse gauche, énucléé de l'œil droit, invalide à 100 % + 9, il a été élu député nationaliste de l'Ardèche en 1919, battu en 24 (Cartel des Gauches), mais réélu régulièrement depuis 1928. Maire de Paillarès, conseiller général, membre du Conseil de l'ordre, du comité directeur de la Fédération nationale. Catholique. A la Chambre, il siège à l'extrême droite. Aujourd'hui ce réactionnaire de raison et de cœur dit ce qu'avait dit Chasseigne:

*- Je me réjouis de voir demain tous les partis réunis en un seul rassemblement national où s'effaceront les malentendus que nous persistions à entretenir entre nous. Les institutions ont corrompu les hommes; il faut changer les institutions. Mais les hommes ont aussi corrompu les institutions ; il faut aussi changer les hommes pour que revive la France (5).*

Naturellement les journaux sont sensibles à cette atmosphère électrique où frémit un sentiment nouveau. *Le Figaro* écrit: « *Personne ne conteste la nécessité d'une transformation. Il faut en finir avec ce que M. Marquet a appelé un régime de facilité. La question d'une réforme constitutionnelle se trouve donc dès maintenant posée. JI Paris-Soir* ajoute : « *L'opinion française aura le sentiment de sortir du cauchemar le jour où on lui dira : "Voici une Constitution nouvelle qui va permettre à notre pays de retrouver ses valeurs traditionnelles et d'espérer."* »

Les mouvements de cohésion et d'unité nationales ne sont pas fréquents en France; terre gauloise, et ils sont courts. Il est prudent de se dépêcher d'en profiter. Pierre Laval en est bien conscient et d'autant plus que, pour le moment, Flandin dribblé en souplesse, il n'a plus d'adversaire ni de concurrent à sa taille.

Daladier, Jean Zay, Mandel, passagers du *Massilia*, sont au Maroc.

Mandel s'y trouve même en résidence surveillée pour avoir voulu prendre le pouvoir. Pas moins. Encore une aventure tragico-burlesque, signe des périodes troublées. A l'arrivée du *Massilia* à Casablanca, Mandel essaya de joindre le général Noguès. Le gouverneur général du Maroc était en déplacement à Alger. Il en profita pour se dérober. Dans ces situations confuses et incertaines, c'est souvent ce qu'il ya de mieux à faire.

Mandel ne se découragea pas. Il fila au consulat britannique et entra en communication avec les autorités militaires de Gibraltar, lesquelles alertèrent Londres aussitôt. Quel fut la teneur de l'entretien ? On l'ignore. Ce que l'on sait, c'est que Mandel sortit du consulat en bolide. Il faisait 30° à l'ombre. Comme à son

ordinaire, il portait un chapeau melon enfoncé jusqu'aux oreilles, un col empesé de dix centimètres et un lourd pardessus brun qui lui flottait au-dessous des genoux. Ainsi harnaché, il s'en fut à l'agence Havas pour essayer de lancer un nouvel appel du 18 juin ainsi libellé:

« *En accord avec les Alliés britanniques. et dans cette heure de détresse nationale. j'ai pris le pouvoir. L'armée coloniale et la flotte française poursuivront la guerre jusqu'à la victoire.* »

Seul le gouvernement fut informé. Il ordonna de se saisir de Mandel et de l'isoler. Quand Duff Cooper, ministre britannique de l'Information et le général Gort - que Londres avait aussitôt dépêché en hydravion - arrivèrent à Rabat, Mandel, sous bonne garde, était introuvable et intouchable. Il ne devait plus retrouver la liberté (6).

### La grande peur de Léon Blum

Blum, lui, est à Vichy. Mais il y est presque aussi absent: il a peur.

Il en a parlé, dans une page fameuse, en l'attribuant aux autres: « *J'ai vu là, pendant deux jours. des hommes s'altérer. se corrompre comme à vue d'œil, comme si on les avait plongés dans un bain toxique. Ce qui agissait. c'était la peur: la peur des bandes de Doriot dans la rue. la peur des soldats de Weygand à Clermont-Ferrand, la peur des Allemands qui étaient à Moulins ...* » (7)

A part une altercation dans le parc entre Doriot et Marx Dormoy -le ministre de l'Intérieur du Front populaire qui l'avait révoqué en tant que maire de Saint-Denis - je n'ai jamais entendu parler des « *bandes de Doriot* » dans les rues de Vichy.

« *Les soldats de Weygand à Clermont-Ferrand* », ce sont ceux du général de Lattre de Tassigny, passés en revue le 4 juillet, place de Jaude, lors d'un défilé imposant. De Lattre n'avait rien d'un général factieux, quoiqu'il ne cachât pas l'admiration qu'il portait au Maréchal. Un an plus tard, donc après les lois antijuives et antimaçonniques, il disait aux troupes rapatriées de Syrie: « *Portez vos regards sur l'image sereine et magnifique du Maréchal. notre guide et notre sauveur.* » (8)

Quant aux Allemands, il n'appartient pas à Léon Blum d'en brandir la menace. Ils l'ont toujours ménagé, même en déportation. A Dachau, il disposait d'une villa et son amie, Mme Jeanne Reichenbach, fut autorisée à l'y rejoindre par von Ribbentrop, après de pressantes interventions d'Otto Abetz et de Fernand de Brinon (9).

Cela ne signifie pas que Blum, comme les autres criminels responsables de la guerre, n'avaient pas raison d'avoir peur. Mais c'était surtout la colère des Français qu'ils devaient redouter. Ils peuvent remercier le Maréchal et le président Laval de s'être établis à Vichy. A Lyon, grande ville populaire, reconnus par la foule, ils auraient été lynchés.

Cette considération n'empêche pas Léon Blum de continuer son numéro moralisateur sur Vichy: « *C'était vraiment un marécage humain, dans lequel on voyait, je le répète, à vue d'œil, se dissoudre, se corrompre, disparaître tout ce qu'on avait connu à certains hommes de courage et de droiture.* »

Ici nous touchons au paroxysme de l'imposture. Si quelqu'un a manqué dans la circonstance de droiture et de courage, c'est Léon Blum. Non seulement il n'est pas intervenu contre la constitution du cabinet Pétain à Bordeaux, mais il y a collaboré ! C'est lui qui a permis que deux socialistes en fassent partie: Rivière et Février. Lesquels, à Vichy, et toujours avec la caution de Blum, appartiennent encore au gouvernement qui va porter en terre la IIIe République!

Dans ses *Mémoires*, Blum se pose comme l'opposant irréductible de Laval. A Vichy; le 4 juillet, en présence de Monnet, Barthe et Marquet, il lui a néanmoins demandé une faveur: la réparation du *Populaire*. Laval refuse. Blum continue d'assister aux séances sans intervenir personnellement. Le 10 juillet. dans la séance secrète du matin, Laval le prend personnellement à partie. Il lui reproche d'avoir, en 1936, « *subordonné sa politique étrangère à des consignes partisans* ». Blum reste muet. Nous le verrons tout à l'heure (10). Il ne se manifeste que pour aller complimenter Pierre-Etienne Flandin, son vieil adversaire, le représentant du Capital, à sa descente de tribune (11).

Pour l'essentiel, Blum reste, dans l'ombre, frémissant, aux toutes antennes dehors, poussant devant lui ses amis IX manœuvres de diversion et de torpillage.

Vincent Auriol, Georges Monnet, Jules Moch, Marx Dormy viennent tour à tour affirmer qu'il n'existe pas d'adversaires plus qu'eux de la Constitution de 1875. C'est un produit du conser bourgeois et de la réaction orléaniste. Qu'on ne compte pas pour la défendre (12).

Cependant c'est la proposition Paul-Boncour qui leur paraît convenable. Car c'est elle qui ferait capoter

Laval. Et sans L Maréchal ne ferait pas le poids devant des professionnels de tique.

Georges Monnet, le sourire onctueux sous la frange, évoque l'évoquer tout en l'évoquant l'âge du Maréchal (84 ans).

- Vous nous demandez de nous ranger derrière le maréchal Pétain, dit-il. Nous y souscrivons volontiers. Mais il est un point qui nous préoccupe et sur lequel nous voudrions avoir une précision. Qu'arrivera-t-il si, le maréchal Pétain étant investi du pouvoir, un accident lui survient ?

Blum espère ainsi diviser maréchalistes et lavailiens sur la nalité du dauphin.

Comme son nom l'indique, Vincent Auriol joue double. Le de Muret fait afficher dans sa ville une proclamation où il dit sans confiance au gouvernement. » A Vichy, le député de la Garonne ne cache pas que cette confiance, il ne la votera pas.

Il affirme que le gouvernement devrait partir pour Alger, précise que, lui, ne quittera pas Muret. *«Je suis maire. La région occupée. Mon devoir est de rester au milieu de mes administrés ne pas laisser mes concitoyens seuls en face de l'occupant.»* (1)

C'est très exactement la considération qui a dicté l'attitude du Maréchal. C'est ce qui l'oppose à de Gaulle. Cela n'empêche Vincent Auriol, devenu président de la République, de garder dans une casemate du fort de la Pierre-Levée, le vainqueur de Verdun, âgé de 95 ans, et de ne l'en sortir qu'à la toute dernière extrémité, pour que l'histoire ne puisse écrire qu'il est mort en prison. Bel exemple d'humanisme laïque et républicain.

### Reynaud sous son turban

Le 8 juillet, brusquement, comme le feu dans la broussaille, une rumeur court de l'hôtel du Parc au Petit Casino et à la grande salle de la Société des Sciences médicales: Reynaud vient d'arriver. Il est descendu à l'hôtel Régina-Grande Grille. Il ne passe pas inaperçu. Il arbore autour du crâne un pansement comme un turban. C'est sa façon de porter le deuil de son amie, de sa maîtresse, de son inspiratrice, de son égérie, Hélène de Portes, tuée dans un accident où il a lui-même failli trouver la mort.

Cela s'est passé il y a quelques jours à peine ... le 28 juin ; Paul Reynaud ne savait plus très bien où il en était. Opposé à l'armistice, tout au moins en apparence - voir l'analyse très fine de L. D. Girard dans Montoire, *Verdun diplomatique* - il l'avait finalement permis en démissionnant et en faisant savoir au Maréchal que *« les Etats-Unis ne faisaient pas d'objections à la cessation des hostilités par la France, pourvu que sa flotte ne tombât pas aux mains de l'Allemagne. »* (14)

Il avait promis à Churchill qu'il gagnerait l'Angleterre. Le président du Conseil, désigné par le président de la République et élu par la Chambre, s'installant à Londres: l'événement aurait eu un autre retentissement et une autre portée politique que l'arrivée du général (à titre provisoire) Charles de Gaulle, alors inconnu. Au moment de faire le saut, Reynaud s'était dérobé, comme un cheval apeuré, devant l'obstacle.

Il avait demandé au Maréchal l'ambassade de France à Washington. Le Maréchal la lui avait accordée. Alors Paul Reynaud n'en avait plus voulu. Bizarre .

Il semble aussi que depuis quelque temps Mme de Portes et lui ne sont plus d'accord sur la politique à suivre. Le 22 juin, au soir, à Bordeaux, Reynaud et Philippe Barrès s'entretiennent sur la place des Quinconces. Arrive Mme de Portes.

- J'espère que vous ne lui avez pas dit trop de bêtises, dit-elle à Barrès.

*« Les bêtises, commente Barrès, c'étaient des suggestions de résistance. »* (15)

Paul Reynaud et elle n'en décident pas moins de fuir. Le 28 juin, en voiture, ils essayent de gagner l'Espagne. La chaleur, la fatigue, la pression de ces jours haletants : près de la frontière, un accident survient. Mme de Portes est tuée sur le coup. Sérieusement blessé à la tête, Paul Reynaud est hospitalisé tandis que l'opinion publique s'émeut et commence à grogner. Dans les valises éventrées, on a trouvé des valeurs, de l'or, des billets ... (16)

Ce n'est pas tout A la frontière espagnole, on a arrêté deux collaborateurs de Paul Reynaud. les nommés Leca et Devaux, chargés d'or, de bijoux, de fortes sommes de monnaie. L'argent vient des fonds secrets. Les bijoux sont ceux de la "du Barry 40". Sur les documents, les avis sont partagés. *« Importants »*, prétendent les uns. *« Anodins »*, affirment les autres. Mais pourquoi s'emploierait-on à mettre à l'abri, à l'étranger, des documents anodins?

Quoi qu'il en soit, c'est cette histoire plus que le changement de régime qui amène Reynaud à Vichy. Sitôt arrivé, il écrit à Pétain:

*« Hôtel Régina et Grande Grille*

Vichy

le 8 juillet 1940

Monsieur le Maréchal,

*Ayant appris qu'un des membres du gouvernement m'aurait mis en cause au cours d'une réunion de sénateurs, je suis venu ici malgré l'ordre formel de mes médecins pour répondre aux critiques qui me seraient adressées.*

*Je n'ai pas besoin de vous dire que je serais heureux de répondre à celles qui auraient pu être déposées dans votre esprit. **J'ai gardé de notre travail en commun un tel souvenir qu'il me serait odieux qu'il pût être terni par un soupçon.***

*Veillez agréer, monsieur le Maréchal, l'expression de ma haute considération et de mes sentiments dévoués. »*

- Qu'on ne parle plus de cette affaire, dit le Maréchal au garde des Sceaux, Ch. Frémecourt, un magistrat de carrière, inconnu du monde politique.

Reynaud se retire.

- Vous n'allez pas intervenir dans le débat ?

-Non.

L'opposition à Laval est déçue. Rien ne peut plus empêcher sa victoire. C'est oublier la pugnacité des anciens combattants de 14-18, toujours échauffés par Taurines, et ignorer l'offensive d'un ancien combattant de 39-40 : Vincent Badie.

## NOTES

(1) Belloist-Méchin- qui rapporte cette réponse faite par Albert Lebrun à Flandin, venu le voir accompagné de Gratien Candace, député de la Guadeloupe, socialiste modéré, franc-maçon, loge *Les Elus d'Orient*, de Basse Terre et Jean Mistler, député radical-socialiste de l'Aude, ancien ministre explique parfaitement cette position du président de la République: « *Quel est son rôle? Veiller au maintien de la Constitution. Si l'Assemblée décide de l'abolir selon les règles constitutionnelles, son devoir est de s'incliner, et il n'y faillira pas. Mais si on lui demande de s'en aller de sa propre initiative et dans des conditions qui lui paraissent friser la désertion, sa réponse est forcément négative.* » Op. cil p. 697.

(2) Malgré cette écrasante majorité en sièges de la gauche, la droite n'avait perdu que 3 % du nombre des voix par rapport à 1932. En suffrages, le Front populaire n'était pas du tout le raz de marée qu'on a essayé de faire croire.

(3) Henry Coston. Dictionnaire, t. 2.

(4) Jean Monligny. Toute la vérité sur un mois dramatique de notre lùstoire, pp. 59-60.

(5) Id.

(6) Il y a longtemps que Mandel pense à un coup d'Etat. Dans son livre *La rançon de la victoire*, M. Créchanovski rapporte ce dialogue entre Zaleski (ancien ambassadeur de Pologne) et Mandel. Nous sommes le 15 juin 1940. Zaleski demande:

« *Pourquoi, vous et vos amis politiques, n'allez-vous pas de l'avant, jusqu'au coup d'Etat s' il le faut ?*

*-Ah, répliqua M. Mandel, rien ne m'arrêterait d'agir de la sorte. Mais il ne faut pas oublier que je suis juif. Les temps onl changé depuis l'époque où je travaillais avec Clemenceau. Les événements se sont succédé et ont laissé des cicatrices ... Des gens me surveillent étroitement dans la crainte que je ne fasse ce que vous venez de me suggérer et que je n' hésiterais pas un instant à faire si, parmi nos politiciens et nos chefs militaires, j'avais la certitude de rallier un nombre suffisant d' hommes sûrs et résolus à m'aider. Malheureusement je ne peux rien faire. Mais il ne faut pas désespérer ... Je vais m'opposer à ce que la décision soit prise aujourd' hui. Si je réussis, les délibérations prendront peut-être demain un tour plus favorable ... » Cité par L. D. Girard. Montoire, Verdun diplomatique, pp. 85-86.*

(7) Cité par Robert Aron. Histoire de Vichy, p. 132.

(8) Pétain toujours présent. Numéro spécial des Lectures françaises, p. 122.

(9) Louis Guitard. *Mon Léon Blum*. Lire en particulier l'édifiant et Editions Regira, 62 rue Ampère, 75017 Paris. Naturellement les grandes maison d'édition n'avaient pas cru devoir s'intéresser à l'ouvrage non conformiste de M. Guitard.

(10) Robert Aron. Op. Cil.p.133. (11) L. D. Girard. Op. cil p. 99. (12) Benoist-Méchin. Op. cil. p. 709.

(13) Vincent Auriol. Hier el demain, p. 77. (14) L. D. Girard. Op. cil. p. 68.



(15) Cité par Beau de Loménie. Op. cit. p. 606.

(16) Selon certains témoignages, l'accident aurait été provoqué par le choc frontal de deux voitures. Paul Reynaud avait violemment cogné de la tête dans le pare-brise, tandis que Mme de Portes avait eu les cervicales brisées par une mallette chargée de lingots.

Livre : page 241

## CHAPITRE V

### JULES JEANNENEY (PRÉSIDENT DU SÉNAT, CONSCIENCE DE LA TROISIÈME) :

« J'ATTESTE AU MARÉCHAL NOTRE VÉNÉRATION...  
NOUS SAVONS LA GRANDEUR DE SON ÂME. »

Vincent Badie a 38 ans. Avocat, député radical de l'Hérault, il a été mobilisé. Depuis le 10 mai, il s'est battu dans les rangs de la III<sup>e</sup> Armée. C'est un homme courageux et résolu, un caractère. Sa vie va le prouver. Résistant, déporté par les Allemands, à son retour des camps on le verra lutter contre l'Épuration, le vol des journaux, et pour l'amnistie aux pétainistes emprisonnés.

Le 9 juillet 40, il rassemble un certain nombre de ses amis, sur un texte qui mérite d'être rappelé. Il est peu connu et révèle bien la réalité de ces journées cruciales. C'est la Motion des 27. La voici.

« *Les parlementaires soussignés, après avoir entendu la lecture de l'exposé des motifs du projet concernant les pleins pouvoirs à accorder au maréchal Pétain, tiennent à affirmer solennellement:*

« *Qu'ils n'ignorent rien de tout ce qui est **condamnabile** dans l'état actuel des choses et des raisons qui **ont entraîné la défaite de nos armées.***

« *Qu'ils savent la nécessité impérieuse d'opérer d'urgence le **redressement moral** et économique de notre **malheureux pays** et de poursuivre les négociations en vue d'une **paix durable dans l'honneur.***

« *A cet effet, ils estiment qu'il est **indispensable** d'accorder au maréchal Pétain, qui en ces heures graves **incarne si parfaitement les valeurs traditionnelles françaises**, tous les pouvoirs pour mener à bien cette œuvre de salut public et de paix.*

« *Mais, se refusant à voter un projet qui aboutirait inéluctablement à la disparition du régime républicain,*

« *Les soussignés proclament qu'ils restent plus que jamais attachés aux libertés démocratiques, pour la défense desquelles sont tombés les meilleurs de ses fils. »*

Les 27 - qui seront finalement 38 - sont presque tous de gauche. On y trouve sept francs-maçons: Biondi, député de l'Oise, loge *La Liberté* ; Labrousse, sénateur de la Corrèze, vénérable de la loge *La Fraternité latine* ; Michel, sénateur de la Dordogne, vénérable de la loge *Vers la Justice*; Noguères, député des Pyrénées-Orientales, loge *Action*; Ramadier, député de l'Aveyron, loges *La Nouvelle Cordialité* et *L'Internationale*; Roy, député de la Gironde; Thiébaud, député de la Meuse, loges *Régénération* et *Jules Michelet*.

On y trouve également des anciens ministres du Front populaire comme Ramadier, André Philip, Philippe Serre, disciple de Marc Sangnier et membre important de la *Jeune République*, etc.

Or tous, même Noguères (qui deviendra le président de la Haute Cour de justice jugeant les ministres du Maréchal), s'ils témoignent de leur attachement aux « *libertés démocratiques* » et au « *régime républicain* » « tiennent à affirmer solennellement... qu'il est indispensable d'accorder tous les pouvoirs au maréchal Pétain qui incarne si parfaitement les valeurs traditionnelles françaises... » et « qu'ils savent la nécessité impérieuse... de poursuivre les négociations en vue d'une paix durable dans l'honneur ».

Donc des négociations avec Hitler et l'Allemagne nationale-socialiste : voilà ce que proposent le 9 juillet 1940 des députés de gauche, et non des moindres, qui plus tard devaient se flatter de leur héroïque opposition à Pierre Laval. Réfléchissez. Ce simple texte de gauche fait exploser les mensonges de l'après-guerre.

#### Deux fantoches : Jeanneney et Herriot

Ce texte rédigé, Vincent Badie et une délégation des 27 vont le soumettre à un haut personnage du système: Jules Jeanneney, 76 ans, sénateur de la Haute-Saône, président du Sénat, qui doit présider le lendemain la séance solennelle de l'Assemblée nationale - c'est-à-dire des deux chambres réunies.

Comme tous les cousins Jules (Grévy, Ferry), Jeanneney est un républicain pur et dur ; une conscience. Il reçoit ses jeunes collègues avec gravité et les écoute avec bienveillance. Il semble même les approuver.

On lui demande:

- M. Badie peut-il se faire inscrire comme orateur dans la discussion et donner lecture de cette motion ?

- C'est évident.

- Lui donnerez-vous la parole?

- Bien entendu, dit Jules Jeanneney (1).

Sur cette promesse formelle, il s'en va, guilleret, défendre la République devant le Sénat lors de la séance préparatoire à l'Assemblée plénière du lendemain. C'est à la fin de cette séance du 9 juillet, juste avant le vote sur la

révision des lois constitutionnelles, que ce démocrate exemplaire prononcera ces paroles définitives qu'il se dépêchera d'oublier:

- *J'atteste au maréchal Pétain notre vénération et la pleine reconnaissance qui lui est due, pour un don nouveau de sa personne. Il sait nos sentiments envers lui, qui sont de longue date. Nous savons la noblesse de son âme ; elle nous a valu des jours de gloire; qu'elle ait carrière en ces jours de terrible épreuve et nous prémunisse, au besoin, contre toute discorde ... il eût fallu épargner à nos enfants le lamentable héritage que nous allons lui laisser. Ils expieront nos (autes, comme ma génération expia, puis répara, les fautes d'un autre régime.*

Quatre ans plus tard, Jules Jeanneney était ministre d'Etat du gouvernement du général de Gaulle qui faisait condamner à mort le maréchal Pétain, commuait sa peine en détention perpétuelle et l'envoyait, dans la vénération et la reconnaissance, finir ses jours au bagnon, nonobstant la noblesse de son âme. Ce discours d'allégeance au vainqueur de Verdun, prononcé par le président du Sénat, fait écho à celui qu'a tenu, le matin même, lors d'une séance similaire de la Chambre des députés, son président, le citoyen Edouard Herriot

Quoiqu'il soit le président du parti radical et radical-socialiste, dont les responsabilités sont écrasantes dans la répétition des crises ministérielles et la décadence de la III<sup>e</sup> République, Herriot a également fait donner les grandes orgues de la dévotion. Il a dit:

- *Autour du maréchal Pétain. dans la vénération que son nom inspire à tous, notre nation s'est groupée en sa détresse. Prenons garde à ne pas troubler l'accord qui s'est établi sous son autorité ... Nous avons à refaire la France. Le destin de cette œuvre dépend de l'exemple de sagesse que nous allons donner.*

Applaudissements. Ovations. Pour cette chambre républicaine à majorité socialiste l'heure est pourtant grave. Conformément à l'article 8 de la loi du 25 février 1875, lors de ces séances préparatoires (et séparées), les chambres doivent décider, à la majorité des voix, s'il y a lieu ou non de réviser la Constitution. C'est-à-dire, en langage clair, de mettre un terme à la Troisième République.

La Chambre des députés s'est réunie la première dans la salle de théâtre du Grand Casino, que M. Didkowski, directeur de la Sûreté nationale, a fait entourer de gardes mobiles. 398 députés sont en séance. Le rapporteur de la Commission s'appelle Jean Mistler. C'est un homme de gauche. Député radical-socialiste de l'Aude, il a été plusieurs fois secrétaire d'Etat et ministre dans les ministères de Chautemps, Sarraut, Daladier, Paul-Boncour et Herriot. Pourtant quand celui-ci essaye de manœuvrer pour retarder le vote, Mistler ne le suit pas. Brusquement ce diplomate au ton mesuré devient véhément - et cela, aussi, est révélateur de l'air du temps.

- Assez de vos règlements, crie-t-il. Ce temps est passé. Aux voix ! Aux voix ! Nous sommes tous d'accord. La Commission du suffrage universel est unanimement favorable à la proposition (2).

On passe au vote. Le résultat est écrasant. Pour la révision de la Constitution: 395. Contre 3 (MM. Biondi et Roche, socialistes, Margaine, radical).

Même quasi-unanimité au Sénat. Pour : 229 voix. Contre : une voix, celle du marquis Pierre de Chambrun, sénateur de la Lozère, dont le neveu a épousé Josée Laval. Famille, je vous hais!

Pour Albert Lebrun, ce résultat constitue une « *petite surprise* ...

*Cette révision, on savait en quoi elle consisterait. C'est donc ce jour-là que les membres des Assemblées qui lui étaient hostiles auraient dû voter "non" »* déclare-t-il.

C'est oublier la truille, ce ciment des unanimités, la prudence, le souci de la dissimulation, la volonté de ne pas compromettre ses chances de l'avenir.

Ainsi Frossard, ce maître-fourbe de Ludovic-Oscar ... Berthelot le rencontre. Il note dans son journal: « *Frossard ... déplore la hâte mise à dresser l'acte de décès de la Constitution de 1875 : « Le Maréchal n'y pensait pas. Rien ne pressait, puisque le Parlement était en vacances pour une durée indéterminée. C'est Laval qui a tout fait. C'est lui qui a "embobiné" le Parlement. Les positions sont prises et il n'est pas douteux que le texte sera voté (3). »*

D'autant plus facilement que Frossard se gardera bien de faire entendre publiquement le son de sa voix protestataire. Quand on émerge aux fonds secrets, il faut savoir être discret.

### **Le message de Charles Maurras**

« Embobiné » le Parlement ? Le mot de Frossard ne me paraît pas exact. Je l'écris d'autant plus nettement que j'ai longtemps partagé ce sentiment. Je me trompais. On ne retourne pas une Assemblée de 600 politiciens dont 400 vous sont hostiles, si elle n'a pas - et s'ils n'ont pas - envie d'être retournés pour que le pays oublie ce qu'elle fut et ce qu'ils furent, et leurs responsabilités dans l'écroulement.

Que Laval ait louvoyé, c'est certain. Il y a un admirable portrait de Vincent Auriol qui le montre en action: « *Une éternelle cigarette à la bouche, comme Briand, il va comme lui, légèrement courbé, la démarche compassée, la tête dans les épaules. penché en avant ... Il aperçoit un groupe et s'approche. Il s'arrête avec un collègue qu'il feint d'écouter: en vérité, d'un regard oblique, il surveille "son monde". De ses yeux de Mongol rapetissés, prisonniers dans un pli de paupières lourdes, on n'aperçoit qu'un point noir ... »*

C'est vmi que Laval va rouler dans la farine les Anciens Combattants de Taurines pour les empêcher de mettre aux voix leur motion.

C'est vrai qu'il va faire pression sur Vincent Badie, par Marquet qui dim au député de l'Hérault :

- Vous êtes un garçon plein de qualités, nous aurions peut-être besoin de vous. Nous allons avoir à désigner des préfets régionaux. Vous seriez certes qualifié pour un tel poste. C'est ainsi que Potut et d'autres vont être nommés (4).

C'est vrai qu'il a offert des préfectures. A son procès, quand on lui fit ce grief, il répliqua :

- Cinq cent soixante-neuf parlementaires ont voté "pour". La France compte quatre-vingt départements. Ne dites pas que je les ai tous nommés préfets, et je ne leur avais pas promis des places de sous-préfets, n'est-ce pas? (5)

J'ajoute ceci. Je viens de relire la quasi-totalité des discours que Laval prononça du 4 au 10 juillet. Je les ai trouvés plus raides qu d'habiles, souvent abrupts, cassants ou maladroits. Le meilleur fut sans doute celui du 10 au matin, lors de la première réunion commune de la Chambre et du Sénat

Laval a voulu que cette séance soit "secrète". C'est-à-dire sans public ni journalistes. Les nombreux curieux sont maintenus au large du casino par un cordon de gardes mobiles casqués, mousquetons au poing. Il fait un temps radieux, un vrai temps de vacances. Le parc est d'un vert brillant, pailleté par le soleil. La foule caquète. On se montre les vedettes, comme s'il s'agissait du grand gala de la saison. Voici Blum aux yeux furtifs; Reynaud au front emmaillotté. Et celui-ci, monté sur ses ergots, qui dresse sa perruque blanche et son menton pointu? C'est Paul-Boncour. Herriot tête sa pipe, comme Maigret, et pousse son ventre. On raconte sur lui des histoires polissonnes. Ce serait un rude gaillard, paraît-il. Voici encore Flandin, long comme un jour sans pain, Louis Marin, avec sa cravate à pois, Vincent Auriol, le financier à la godille du Front popu qui amputa le franc au tiers de sa valeur ... Il y a quelques sifflets; mais surtout des rires. Il faut faire un effort pour réaliser que près de deux millions de soldats français sont prisonniers ; que les deux tiers de la patrie sont occupés par les soldats allemands; que ceux-ci se trouvent à 57 km, à Moulins, de l'autre côté d'un taillis de barbelés et d'une barrière peinte aux couleurs du Reich!

Des camelots d'Action française distribuent un tract de Charles Maurras : Unité française. On lit :

*« A la première rumeur de l'armistice, L'Action française élevait à Poitiers où elle paraissait le cri qu'elle répètera en reprenant sa publication ; « Fou et fou à lier serait n'importe quel Français qui voudrait substituer son jugement à celui qu'ont émis les compétences militaires des Pétain et des Weygand." Ces grands Français avaient sous les yeux tous les renseignements sur ce qu' il importait de savoir. Absolument personne ne pouvait en juger comme eux. Que les spécialistes aigris élèvent leur murmure, ce n'est qu'une offense au bon sens. De tous ceux qui voudraient poursuivre la lutte à outrance (6) pas un n'ignore qu'elle est impossible sur le territoire de la métropole: ils veulent la réfugier dans nos colonies! Cela équivaldrait à abandonner la France et à la livrer tout entière. Quand la reverrat-on ? Peut-être jamais.*

*« Ce point militaire réglé, tout est dominé par la question nationale. Ceux qui ont le sens de notre passé se demandent si nous ne sommes pas tombés au degré le plus bas de l'Histoire de France. Eh bien ! nous en remonterons si nous gardons le sentiment vital et essentiel de notre unité.*

*« Unité française d'abord ! Dans l'unité tout peut revivre. Mais si nous avons le malheur de nous diviser - même avec l'illusion de faire face à l'adversaire victorieux - cette division ne profiterait jamais qu'à lui.*

*« Nous n'avons d'autres chances que dans le maintien fier et fort de l'unité nationale incarnée par le maréchal Pétain et ses collaborateurs. Pour triste et dure que soit la situation, une chose peut l'aggraver: et c'est la déchirure de la tunique de la Patrie. Or ceux qui tendent à ce crime sont précisément les responsables de cette guerre mal préparée, ceux qui nous ont fait perdre en dix mois l'effort de dix siècles. Contre les nécessités douloureuses auxquelles la raison solide et le cœur fidèle sont bien contraints de se résigner, les mêmes responsables font un déchaînement de patriotisme verbal dont il n'est pas bien difficile de comprendre le sens. Il s'agit de servir des causes fort peu nationales : l'oubli de leurs erreurs, les intérêts de leurs partis et les manœuvres de l'étranger.*

*« Unité française d'abord ! C'est le seul axe et la seule colonne de l'espérance. Nul Français digne de ce nom ne peut perdre de vue cet axiome fondamental. Tout notre avenir de peuple en dépend (7). »*

### **Taurines met Laval en danger**

La dernière journée de la IIIe République est prévue en deux actes.

Le premier commence à 10 h 30. Dans la salle du théâtre du Grand Casino, on a essayé de planter le décor du Palais-Bourbon. A gauche et à droite, des escaliers permettent aux orateurs d'accéder à la scène où une table rehaussée et couverte d'un tapis vert sert de tribune. A l'entrée, le tri est sévère. Seuls les députés et les sénateurs sont admis.

- Pour débayer le terrain et permettre à l'opposition de formuler ses critiques, a dit Laval.

Les 666 parlementaires présents reçoivent le texte du projet du gouvernement Il est ainsi conçu:

*« Article unique. L'Assemblée nationale donne tous pouvoirs au gouvernement de la République, sous la signature et l'autorité du maréchal Pétain, président du Conseil, à l'effet de promulguer, par un ou plusieurs actes, la nouvelle Constitution de l'Etat français.*

*Cette Constitution sera ratifiée par les Assemblées qu'elle aura créées. »*

C'est M. Jean-Edouard Valadier, sénateur d'Eure-et-Loir, ancien ministre, vice-président du Sénat, franc-maçon : loge *Les Amis des Hautes-Alpes* qui préside. Quatre interventions sont prévues. Celles de MM. Taurines, Vincent

Badie, Flandin et Bergery. Dans un silence pesant. c'est M. Taurines qui ouvre le feu en présentant immédiatement un contre-projet:

« Article unique.

1°. *L'application des lois constitutionnelles des 24, 25 février et 6 juillet 1875 est suspendue jusqu'à la conclusion de la paix.*

2°. *M. le maréchal Pétain a tous pouvoirs pour prendre, par décrets ayant force de lois, les mesures nécessaires au maintien de l'ordre, à la vie et au relèvement du pays et à la libération du territoire. »*

Commentaire de Benoist-Méchin:

« On voit qu'à l'époque, même les députés hostiles à Laval ne comptaient pas sur le général de Gaulle pour libérer le territoire. Ils préféreraient pour cela s'en remettre au Maréchal. »

3°. *L'Assemblée nationale confie à M. le maréchal Pétain la mission de préparer, en collaboration avec les commissions compétentes, les constitutions nouvelles qui seront soumises à l'acceptation de la nation dès que les circonstances permettront une libre consultation. »*

Laval intervient aussitôt. Le projet Taurines a déjà rassemblé 39 signatures. S'il est proposé contre celui du gouvernement, il peut attirer une forte minorité. Ce que Laval ne veut pas. Il a besoin d'unanimité. C'est elle qui assoiera la légitimité. Calme et tranquille, il se fait conciliant:

- Par déférence envers les Anciens Combattants du Sénat, j'accepte de modifier le projet gouvernemental, dit-il. La version actuelle stipule que « *la Constitution sera ratifiée par les Assemblées qu'elle aura créées* ». Je propose de substituer à cette phrase la formule suivante: « *La Constitution sera ratifiée par la Nation et appliquée par les Assemblées qu'elle aura créées.* » Voilà qui doit vous donner toute satisfaction.

- Merci de cette preuve de bonne volonté, lance le sénateur Dormann, grand mutilé de 14-18, ancien ministre des Pensions.

Laval soupire. Il croit avoir réussi. Dormann est l'un des maîtres d'œuvre du contre-projet

C'est faire bon marché de la pugnacité de Taurines. Le sénateur de la Loire, grand mutilé également, repousse la conciliation.

- J'insiste pour l'adoption du contre-projet, s'écrie-t-il. Il a été soumis au Maréchal et a reçu son approbation, au cours d'une entrevue où il a lui-même déclaré qu'il ne voulait être « *ni un dictateur, ni un César* ». Plusieurs de mes collègues en ont été témoins. Les Anciens Combattants ne veulent pas du texte gouvernemental car ils ont tout lieu de craindre qu'il ne serve à porter atteinte à la continuité de la République.

L'attaque du sénateur est très habile. Il oppose un projet qui a l'approbation du Maréchal à un texte de Laval. Autant dire le Maréchal à Laval, avec entre eux l'objet du conflit: la pérennité de la République. Laval sent le danger. S'il n'emploie pas les grands moyens, il est perdu ...

## NOTES

(1) Benoist-Méchin. Soixante jours ... , p. 716, et Vincent Badi4 : Déposition devant la commission d'enquête, VII12272. (2) Benoist-Méchin. Op. ciL,p. 712.

(3) Jean Berthelot. Sur les rails du pouvoir, p. BO. (4) Robert Aron. Histoire de Vichy,p.135. (5)/d.

(6) *Sur cette idée de lutte à outrance, Maurras-le-Magnif"lue reviendra à de nombre. Ses reprises:« Nous pensions qu'il fallait se battre jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au dernier point de l'utilité pour la victoire et la puissance. Nous ne pensions pas qu'il fallût pousser toujours cette guerre à outrance ...*

« La guerre à outrance de 1870 consistait à chanter en septembre qu'on ne céderait pas un pouce de territoire ni une pierre des forteresses, à rejeter les conditions, en somme modérées, proposées par Bismarck - cession d'un morceau de l'Alsace et contribution de deux milliards - tout ce tapage pour devoir, cinq mois plus tard, céder toute l'Alsace, une partie de la Lorraine et payer cinq milliards. Quant à l'honneur ? L'honneur, d'abord, avait été sauvé à Saint-Privat et à Reischoffen. L'honneur n'a rien gagné au siège de Paris, au campement des Allemands aux Champs-Élysées, ni à la Commune de Paris et au second siège qui en est sorti.

«Si les adversaires de Napoléon 1er avaient fait la guerre à outrance sur ce modèle, il ne leur serait pas resté un soldat ni un canon pour prendre leur revanche en 1812, 1813, 1814 et 1815.

«Si les Allemands de 1918 avaient fait la guerre à outrance, ils auraient été encerclés et faits prisonniers par Foch, Pétain et Castelnau, pendant que Franchet d'Espérey serait entré à Berlin. Ils n'auraient pas pu se réorganiser et préparer leur revanche de 1940. »

(7) Albert Marty. L'Action française racontée par elle-même. Cette déclaration fut rédigée à Villefranche-de-Rouergue, le 26 juin 1940, où. Charles Maurras et Maurice Pujo s'étaient repliés avant de s'installer à Limoges, dans les locaux de l'Imprimerie du Cantal, puis à Lyon.

## CHAPITRE VI

### LE VOTE TOMBE: PLEINS POUVOIRS AU MARÉCHAL.

CONTRE : 80. POUR : 569.

DONT 98 FRANCS-MAÇONS

La veille, Pierre Laval avait été pathétique. Il avait évoqué la France divisée, les députés délibérant dans une salle de cinéma à quelques dizaines de kilomètres des troupes allemandes, les millions de réfugiés errant de ville en ville, les prisonniers.

- C'est le plus grand désastre que la France ait connu, avait-il dit. Aujourd'hui, au moment de jouer la partie décisive de son destin, alors que son instinct et son expérience lui répètent que ce qu'il croyait acquis ne l'est pas, il se fait simple et bonhomme. Tacticien retors, il sait que dans ce genre d'affaire, les détails ont beaucoup d'importance. Avant de provoquer son premier coup de théâtre, il commence par un peu de mise en scène. Il refuse la tribune. Il avise une petite table, réservée sans doute aux secrétaires ou qu'il a peut-être fait installer pour y produire l'effet recherché. Il s'y installe. En souriant, il dit d'une voix tranquille, sur le ton de la conversation:

- Je vais rester assis. Le débat prendra ainsi un caractère plus familier. J'ai répondu tout à l'heure à vos objections, en vous faisant connaître le nouveau texte qu'acceptait le Maréchal. Pour éviter tout malentendu, je veux placer ces observations sous le signe du Maréchal lui-même, en vous lisant la lettre qu'il m'a remise le 7 juillet dernier.

C'est la risposte foudroyante à l'offensive Taurines. Celui-ci avait opposé le Maréchal à Laval et montré qu'on satisfaisait aux souhaits du premier en ne votant pas pour le second. Laval réplique en se faisant défendre par le Maréchal lui-même. Il tire un papier de sa poche. Il le déplie:

- Voici la lettre du maréchal Pétain.

Puis, d'une voix toujours égale et neutre, comme si ce n'était pas son sort et celui de toute son entreprise qui se jouait, il lit :

*«Monsieur le Président,*

*Le projet d'ordre constitutionnel déposé par le gouvernement que je préside viendra en discussion le mardi 9 et le mercredi 10 juillet devant les Assemblées.*

*Comme il m'est difficile de participer aux séances, je vous demande de m'y représenter.*

*Le vote du projet que le gouvernement soumet à l'Assemblée nationale me paraît nécessaire pour assurer le salut du pays.*

*Veillez agréer, mon cher Président, l'expression de mes sentiments bien cordiaux. »*

Voilà, tout est dit. C'est clair et simple. Pétain-Laval, même combat. Avec, sous-entendu, un avertissement qu'entendent très bien ceux qui s'apprêtaient à voter pour Taurines, pour voter contre Laval. Si le projet Laval est repoussé, ou s'il est voté à une médiocre majorité, le Maréchal estimera qu'il n'a pas l'autorité « nécessaire pour assurer le salut du pays », Il s'en ira en disant pourquoi aux Français. Ce qu'aucun parlementaire, surtout pas les parlementaires de gauche, ne désire. La sanction populaire pourrait être chaude ...

Le silence est de pierre. Laval replie la lettre. Il se la remet en poche. Il se lève. Il monte à la tribune pour y prononcer selon Benoist-Méchin « un des plus beaux discours de sa carrière. On voudrait dire un chef-d'œuvre de l'art. Mais cette image comporte encore une nuance d'artifice. Or chacune de ses paroles est empreinte de sincérité absolue. Même ses pires adversaires sont obligés d'en convenir ». (1).

Robert Aron, qui ne l'aime pas, écrit:

*« A l'instant où il s'agit pour lui de donner le coup de grâce au régime qu'il rend responsable de la défaite, tous ses propos ont un accent d'authenticité qui, quelque discutabile qu'en soit le contenu, ne manque pas de grandeur. Laval semble répudier toutes les malices, toutes les bassesses auxquelles il avait eu recours dans les journées précédentes. Il ne ment plus ; il ne prend plus ses adversaires en traître. Discours plein de vie. Laval dit crûment, presque avec provocation, les paroles qui, par leur excès, font réagir l'Assemblée (2). »*

On est loin de l'embobineur. Voici quelques extraits de ce discours fameux.

### **Le discours de Pierre Laval...**

- Le plus grand crime qui a été commis dans notre pays depuis longtemps est certainement d'avoir déclaré la guerre (Applaudissements prolongés) et d'avoir déclaré la guerre sans l'avoir préparée, ni militairement ni diplomatiquement. Je ne crois pas qu'il y ait dans notre Histoire de plus grand désastre à enregistrer. Je crains que les jours qui viennent ne nous fassent réaliser plus encore l'immense malheur qui s'est abattu sur nous ...

Aucune brutalité, aucun régime de force ne pourra jamais faire fléchir la fierté de notre race. Si nous sommes résolus, si nous voulons nous refaire une autre âme, de ce grand mal qu'a été la défaite, un grand bien peut sortir pour notre pays ...

Partir ? C'était vouer ce qui restait de la France à l'invasion totale.

On ne sauve pas la France en quittant son sol, ai-je dit. Je le maintiens. Notre place était de rester au milieu des populations qui souffrent, pour souffrir, si cela était nécessaire avec elles ...

Un devoir domine tous les autres, un seul auprès duquel tous les autres ne sont rien : essayer de sauver, de notre pays, tout ce qui peut être sauvé ...

J'affirme que nous n'avons pas l'intention de déclarer la guerre à l'Angleterre, mais, chaque fois que nous y serons contraints, nous rendrons coup pour coup ...

Tout d'abord l'Angleterre nous a entraînés dans la guerre ; puis (elle n'a rien fait pour nous permettre de remporter la victoire. Enfin la France a été meurtrie ; mais tandis que nous pensions être les associés de l'Angleterre, comment nous a-t-elle traités, nous Français ? A peine comme des mercenaires. En Afrique du Nord, les consuls britanniques sont venus dire à nos chefs civils et militaires : « Ne reconnaissez pas l'autorité du maréchal Pétain; écoutez la voix du général de Gaulle ! Pour vos traitements, vos soldes, vos retraites, rassurez-vous ! L'Angleterre paiera et améliorera même vos situations. » Ensuite, c'est l'équipée de Ouff Cooper, du général Gort, venant amerrir au Maroc pour essayer de se mettre en contact avec un ancien ministre, M. Mandel, pour fomenter l'insurrection contre le gouvernement de la France ...

Pierre Laval évoque Alexandrie, Mers-el-Kébir, Dakar et d'une voix qu'assourdit l'émotion, il continue:

- J'ai voulu dire ces choses, pour ceux qui sont mal informés et parce que l'Angleterre, non contente d'agir comme elle l'a fait, répand dans le monde ce mensonge indigne que la France ne voulait pas respecter les clauses de l'armistice et désirait livrer sa flotte à l'Allemagne et à l'Italie (Applaudissements). Vous savez bien que nous aurions préféré couler nos bateaux plutôt que de les livrer... (*Très bien !*)

Silence. Puis un ton plus bas :

- Sentez-vous que le malheur est sur la France ? Sentez-vous comme tout cela est triste et douloureux.

Nouveau silence. L'orateur se tait. L'Assemblée se recueille. Mais Laval refuse une communion sur les effets qui ne serait pas accompagnée d'une communion sur les causes. Comment en sommes-nous arrivés là ?

### **... Et le silence de Léon Blum**

Laval entreprend alors une critique du régime et des mœurs parlementaires. TI rappelle des souvenirs et des faits :

- Un jour je me trouvais devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat. Le général Franco m'avait fait dire qu'il était encore temps, pour la France, d'envoyer auprès de son gouvernement, comme l'avait fait la Grande-Bretagne, un consul général, qu'il l'accepterait mais que ce serait l'extrême limite de son attente. J'ai fait cette déclaration devant M. Georges Bonnet, le ministre des Affaires étrangères, qui m'a dit en sortant: « Je vous ai compris, mais cela me dépasse. » Je compris que je devais en parler au président du Conseil. Je trouvai M. Daladier dans la salle de conférences. Je lui fis la même communication. Voici quelle fut sa réponse: « Tu as raison, me dit-il, mais si je fais ce que tu me demandes, je perdrai 80 voix à la Chambre (*Mouvements divers*). »

Au mois de janvier 1937, l'ambassadeur d'Italie, M. Cerruti, est allé trouver M. Léon Blum. Il lui a porté une note. Dans ce document, M. Mussolini disait qu'il intervenait en Espagne parce qu'il ne pouvait tolérer l'existence en Méditerranée d'un gouvernement bolcheviste ou bolchevisant, qu'il comprenait fort bien l'inquiétude de la France devant l'action du général Franco, mais qu'en raison de ses bons rapports avec

celui-ci, il était prêt, comprenant également les scrupules du gouvernement français, à demander au général Franco de déclarer que son effort n'est pas dirigé contre la France.

- Votre démarche est courtoise, dit M. Léon Blum.

- Elle est même amicale, répondit l'ambassadeur, puisque mon chef s'offre pour établir désormais de meilleurs rapports entre vous et le général Franco. Seulement, donnez-moi une réponse.

- Eh bien, dit M. Léon Blum, j'en parlerai au ministre des Affaires étrangères.

Et savez-vous - je le dis sans passion, mais j'expose que nos mœurs politiques n'étaient pas conformes aux intérêts du pays - ce qu'on répondit à l'ambassadeur ?

Que l'on reconnaissait que la démarche était amicale, mais qu'un gouvernement de Front populaire ne pouvait pas faire ce que M. Mussolini demandait (*Exclamations*). »

Pâle et figé dans son fauteuil, Léon Blum ne répond rien. Sur ce thème, le parti plus fort que la patrie, Laval poursuit:

- Dans certaines de nos écoles, un mot était trop souvent proscrit du vocabulaire, c'est le mot: "Patrie". Eh bien, il faudra le faire revivre, il faudra le restaurer, il faudra qu'il soit la foi de demain ... Un grand désastre comme celui que nous venons de subir ne peut pas laisser survivre les institutions qui l'on amené ... L'autorité de l'Etat ne sera plus jamais bafouée ! On ne pourra plus jamais, dans l'avenir, décider comme on l'a fait, il y a neuf mois, du sort du pays et le jeter dans la guerre, sans même que les Assemblées soient consultées ...

L'autre jour, dans la salle du Petit Casino, j'ai entendu deux discours qui m'ont profondément ému: le discours de M. Spinasse et celui de M. Vallat ... Ils parlaient le même langage; ils exprimaient les mêmes sentiments et demandaient les mêmes choses. Quand j'assiste à un tel spectacle et quand je vois des hommes, hier dressés les uns contre les autres, comprendre ainsi la leçon du malheur et se rendre compte que quelque chose doit changer, cela me donne foi dans mon pays. Le soir, j'ai dit au Maréchal : « Ayez confiance. La France a compris: elle se redressera par l'accord, dans le souvenir de ses traditions! » Nous avons la chance, le bonheur d'avoir en France, à travers le malheur que nous vivons, un soldat victorieux, un Maréchal de France. L'univers entier a du respect pour cet homme qui incarne la plus belle page de notre histoire. Nous avons la bonne fortune de l'avoir pour essayer d'assurer le salut de notre pays. C'est à cela que je vous convie, et ce soir, j'en suis sûr, il ne manquera pas un suffrage pour l'adoption du projet, parce que c'est à la France que vous le donnerez (*Applaudissements prolongés sur de nombreux bancs*) (3).

Laval vient de réussir: sur les ruines l'espérance renaît.

### **Le Front popu renverse la III<sup>e</sup>**

Tout désormais va aller très vite. Le texte de Bergery est escamoté.

Pierre-Etienne Flandin, malgré des réserves (« *Rien ne serait pire qu'une copie servile d'institutions dont on ne prendrait peut-être que ce qu'elles ont de médiocre ou de mauvais et on n'en assimilerait pas au contraire ce qu'elles ont de fort.* »), se rallie à Laval:

- Si le projet était repoussé, que se passerait-il en France? Que dirait-on à l'étranger? Un terrible dommage serait causé au pays. Je considère donc son adoption comme nécessaire.

Sous les acclamations de l'Assemblée les deux hommes se serrent longuement les mains. Vincent Badie persiste pourtant. Il veut présenter sa "motion des 27". C'est M. Jeanneney qui l'en dissuade.

- Pas maintenant. Cet après-midi vous aurez toute latitude de défendre votre texte.

Le président, le franc-maçon Valadier, n'intervient pas. En revanche, Laval reprend la parole.

- Je suis monté à cette tribune pour souligner un argument de M. Flandin qui a déclaré: « Si vous ne votiez pas ce projet, que se passerait-il ? » Je n'en sais rien. Plus exactement ce serait la porte ouverte à toutes les aventures, et je sais, comme vous, que je suis là pour défendre le pouvoir civil. Je suis là pour vous dire que, sous la haute autorité du Maréchal, nous referons une âme à la France, et qu'à la jeunesse nous donnerons des raisons d'espérer ... Savez-vous ce qu'il y a au fond de tout ce que je vous ai dit ? Savez-vous pourquoi, surtout, nous avons déposé ce projet? Retenez bien ce propos, méditez-le avant de venir en séance publique : c'est pour apporter à la France la paix la moins mauvaise possible. »

M. Valadier lève la séance. La foule qui attend depuis le matin est excitée et bruyante. On commente dans la fièvre et l'indignation les événements qui se sont déroulés le 8 juillet à Dakar. Les Anglais ont voulu recommencer le coup de Mers-el-Kébir. Une escadre britannique, accompagnée du porte-avions *Hermès*, a



attaqué le cuirassé *Richelieu*, qui était en réparation et partiellement désarmé. Torpillé, bombardé, il a pris de la gîte sous les coups. « *C' est un assassinat* », a dit le Maréchal.

Blum et Reynaud sont conspués à la sortie du Grand Casino. Au déjeuner, Blum et Marx Dormoy doivent quitter la salle à manger des Ambassadeurs sous les huées (4).

Il y a de l'électricité dans l'air. Dès 13 heures, une foule nombreuse a envahi les loges et les balcons pour assister à la séance publique. On s'attend à des incidents. On se trompe. Tout est calme.

Sous l'auguste présidence de M. Jeanneney, on discute pour savoir si le projet gouvernemental est prioritaire. Vote à mains levées. Il l'est. Les contre-projets (Taurines, Vincent Badie) ne seront donc examinés que s'il est rejeté.

On débat sur la majorité. Comment sera-t-elle calculée? Sur le nombre légal des parlementaires (932), ou sur le nombre des votes exprimés?

Discussions. Laval l'emporte. Ce sera sur le nombre des votants. Suspension de séance. Réunion d'une commission spéciale, pour quelques précisions. A la demande de Marx Dormoy, qui s'inquiète de savoir qui déclarera la paix ou la guerre, Laval s'engage à inclure dans la Constitution « *l'interdiction pour le chef de l'Etat de déclarer la guerre sans l'assentiment préalable des Assemblées* ». Celle-ci n'est pas encore finie qu'on pense déjà à la prochaine.

En échange, Laval obtient que le Maréchal dispose des pleins pouvoirs exécutifs et législatifs. C'est ce que Maurras appellera « la divine surprise (5) ». Retour en séance à 17 h 15. M. Boivin-Champeaux, le rapporteur, déclare que la commission spéciale est favorable au vote du projet. M. Jeanneney le lit :

**« L'Assemblée nationale donne tous pouvoirs au gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain, à l'effet de promulguer, par un ou plusieurs actes, une nouvelle Constitution de l'Etat français. Cette Constitution devra garantir les droits du travail, de la famille et de la Patrie. Elle sera ratifiée par la nation et appliquée par les Assemblées qu'elle aura créées. »**

La discussion est close. On va passer au vote. Vincent Badie proteste. Il a le sentiment d'avoir été roulé. Il escalade la scène. Fernand Buisson, député de Marseille, l'arrête, le repousse, l'oblige à descendre, aidé de deux huissiers. M. Jeanneney ne bronche pas.

Le scrutin commence. Il donne les résultats suivants :

Votants: 666

(Majorité absolue: 334)

Pour l'adoption: 569

Contre: 80 Abstentions: 17

Applaudissements. La Chambre du Front populaire vient de renverser la III<sup>e</sup> République.

### Lumière sur les Lumières

Aucun des ouvrages que j'ai pu consulter ne constate un fait qui me paraît pourtant capital : la franc-maçonnerie s'est profondément divisée sur ce vote historique.

Elle est loin de constituer la majorité de la minorité. Sur les 80 opposants qui ne sont pas tous socialistes (exemples: le marquis de Moustiers ou le marchand de cognac Hennessy qui, dans les années trente, fonda le Parti Social National), on ne compte que 21 francs-maçons et encore à condition d'y inclure Vincent Auriol, ce qui est contesté. Certains affirment qu'il appartient à la loge *Les Cœurs réunis* de Toulouse, mais je n'ai trouvé son nom ni dans la *Franc-maçonnerie au Parlemenl* de Saint-Pasteur, ni dans les *Documents maçonniques*. Dans le doute, abstenons-nous. Disons 20.

En revanche, sauf erreurs et omissions, fatales dans de telles investigations, j'ai relevé 98 francs-maçons parmi les 569 parlementaires qui portèrent le maréchal Pétain à la tête de l'Etat français. J'en donne la liste complète en annexe. Contentons-nous ici d'en citer quelques-uns parmi les plus représentatifs (en suivant l'ordre alphabétique) :

**Léon Archimbaud**, député radical-socialiste de la Drôme, directeur de la *République du Peuple*, loges *Les Etudiants* et *L'Humanité de la Drôme* ; **Albert Bedouce**, député socialiste de la Haute-Garonne, maire de Toulouse, fondateur de l'hebdomadaire *Le Peuple*. loge *L'Harmonie sociale*; **Paul Bénazet**. sénateur républicain-socialiste de l'Indre. loge *La République*; **William Bertrand**. député puis sénateur radical-socialiste de Charente-Inférieure, plusieurs fois ministre, haut dignitaire maçonnique, loge *L'Union rétablie*. 33e, membre du Conseil de l'Ordre du Grand Orient} : **François Blanche**, député maire socialiste de Saint-Nazaire. sous-secrétaire d'Etat à la Marine du Font populaire, loge *Le Trait d'Union* ; **Jean-Baptiste**

**Bossoutrot**, député radical-socialiste de la Seine, l'aviateur du Front populaire. loges *Thélème et Paris* ; **Camille Chautemps**, député puis sénateur du Loir-et-Cher, plusieurs fois ministre. président et vice-président du Conseil. ministre d'Etat de Léon Blum, loges *Les Démophiles et Les Enfants de Rabelais*. 30' ; *Chevalier Kaddosch* ; **Louis Deschizeaux**, député SFIO. puis de L'Union Républicaine et socialiste de l'Indre, maire de Châteauroux. loge *La Clémentine Amitié* ; **Ludovic-Oscar Frossard**, ancien secrétaire général du Parti communiste, député socialiste de la Haute-Saône, plusieurs fois ministre (cabinets Buisson, ..aval, Chautemps. Blum, Daladier. Reynaud). loge *L'Internationale* ; Eugène Frot. député du Loiret, plusieurs fois ministre (de gauche), loge *Etienne Dolet*, fondateur de la loge *Aristide Briand*; **Max Iymans**, député républicain-socialiste de l'Indre, sous-secrétaire l'Etat de Léon Blum. loges *Isis Montyon, Conscience et Volonté et Gustave Mesureur* ; **Louis Louis-Dreyfus**, banquier. ancien bailleur le fonds de *L'Humanité*. sénateur des Alpes-Maritimes. loges *L'Etoile Polaire et La République* ; **Paul Marehandeau**, député radical-socialiste de la Marne. plusieurs fois ministre, directeur de *L'Eclairer de l'Est*, loges *Orion et La Sincérité*; André Maroselli. sénateur radical socialiste de la Haute-Saône. maire de Luxeuil-les-Bains. loge *Les Coeurs unis de Vesoul* ; **Léon Meyer**, député radical socialiste de la Seine-Inférieure, plusieurs fois ministre, loge H.H.H. ; **Albert Paulin**, député socialiste (SFIO) du Puy-de-Dôme, loge *Les Enfants de Gergovie* ; **Alphonse Rio**, le libérateur d'André Marty, sénateur radical du Morbihan. plusieurs fois ministre, loges *La Libre Conscience et La République* ; **Paul Rives**, député socialiste de l'Allier. loge *Les Amis Internationales* ; **Mario Roustan**, sénateur centre gauche de l'Hérault, plusieurs fois ministre de l'Instruction Publique, loge *Les frais Amis fidèles*. 33° du *Droit Humain*; Albert Sarraut, sénateur de l'Aude, directeur de *La Dépêche de Toulouse*, douze fois ministre, deux fois président du Conseil, *lowton* ; **Abraham Schrameck**, sénateur radical des Bouches-du-Rhône, ancien ministre de la Justice et de l'Intérieur (à l'époque de l'assassinat de Philippe Daudet et de Marius Plateau), loge *La Justice*.  
De quoi corriger certaines idées toutes faites et d'inspirer d'utiles réflexions.

#### NOTES

(1) Benoist-Méchin. Soixante jours ... p. 719.

(2) Robert Aron. Histoire de Vichy. p.143.

(3) D'après Jean MONTigny. La vérité sur un mois dramatique de notre histoire.

(4) Pierre Nicolle. Cinquante mois d'armistice.p. 24. (5) Benoist-Méchin. Op. cit.p. 730.

Livre : page 261

## CHAPITRE VII

### LE MARÉCHAL:

**«TOUS LES FRANÇAIS FIERS DE LA FRANCE,  
LA FRANCE FIÈRE DE CHAQUE FRANÇAIS.**

**TEL EST L'ORDRE QUE NOUS VOULONS INSTAURER. »**

Six mois après ce vote historique, Roosevelt écrit à l'amiral Leahy: *«Le maréchal Pétain occupe une situation unique à la fois dans le cœur des Français et dans le gouvernement. En vertu de la Constitution existante, sa parole fait loi et rien ne peut être accompli s'il s'y oppose à moins d'être fait à son insu. »* (Lettre du 20 décembre 1940).

En effet, le 11 juillet, trois actes constitutionnels ont donné à Philippe Pétain, maréchal de France, chef de l'Etat français, la plénitude du pouvoir gouvernemental. Il nomme et révoque les ministres. Ceux-ci ne sont responsables que devant lui. Jusqu'à la création des futures assemblées, il exerce le pouvoir législatif en Conseil des ministres. Il promulgue les lois. Il assure leur exécution. Il dispose de la force armée. Seule restriction (consentie à Marx Dormoy) : il ne peut déclarer la guerre sans l'assentiment des Assemblées législatives.

Le 12, après avoir rendu au Maréchal la visite que celui-ci lui avait faite la veille au Pavillon Sévigné, Albert Lebrun, qui n'est plus rien puisqu'il n'y a plus de présidence de la République, quitte Vichy. On a raconté qu'il s'accrochait et qu'il avait fallu lui dépêcher un député noir, Candace, avec ce message: *« Au nom de l'Empire. allez-vous en (1). »* Il ne semble pas que cela soit exact. Les entrevues entre l'ancien et le nouveau chef de l'Etat ont été sobres et assez dignes. Le Maréchal a dit:

- Monsieur le Président, le moment pénible est arrivé. Vous avez bien servi le pays et cependant le vote de l'Assemblée nationale crée une situation nouvelle. Je ne suis pas votre successeur puisqu'un nouveau régime commence ...

Albert Lebrun a répondu:

- Soyez sans souci à mon égard. J'ai été toute ma vie le serviteur fidèle de la loi, même quand elle n'avait pas mon adhésion morale. Je n'éprouve aucune gêne à lui obéir une fois de plus. L'Assemblée nationale a prononcé. Tous les Français doivent se soumettre.

Sur cette noble formule (qu'on se dépêchera d'oublier: en 1944, la décision de l'Assemblée nationale sera déclarée nulle et non avenue), le dernier président de la Troisième se retire dans ses terres, plus exactement à Vizille, près de Grenoble, chez des parents.

Le même jour, la composition du premier gouvernement de l'Etat français est connue. Elle étonne et déçoit. On s'aperçoit d'abord que le Maréchal s'est séparé de deux ministres socialistes : Février et Rivière ; de deux ministres francs-maçons : Chautemps et Frossard ; du radical Chichery, de Robert Schuman, de Pomaret et de FrémicourL

Celui-ci, magistrat effacé, est remplacé à la Justice par Raphaël Alibert, un des hommes forts du régime. Cinquante-trois ans, juriste, conseiller d'Etat, candidat mal aimé du suffrage universel, raide, abrupt, péremptoire, intransigeant, ce grand bourgeois du Rouergue, très influencé par Maurras est de ceux qui ont le plus poussé au changement de régime. On lui devra les poursuites contre les responsables de la défaite et la dissolution de la franc-maçonnerie, obtenue non sans mal (Laval y était opposé; son beau-frère Joseph Claussat, député du Puy-de-Dôme, était franc-maçon).

A l'exception de quelques initiés, le grand public ignore le nom d'Alibert et celui de Caziot, *« fonctionnaire. théoricien assez effacé des questions rurales (2) »*. Je me souviens avoir demandé autour de moi qui était Mireaux, promu à l'Instruction publique et n'avoir pas obtenu de réponse. Il était pourtant sénateur des Hautes-Pyrénées, agrégé d'histoire et de géographie, collaborateur du *Temps* et l'auteur distingué de la *Reine Bérénice*, mais sa renommée n'était pas venue jusqu'à nous.

En revanche, je connaissais bien René Belin, mais j'étais stupéfait de le trouver à la *Production industrielle et au Travail*. Il y avait de quoi ! Belin, ancien secrétaire général du syndicat des postiers, avait été à côté de

Léon Jouhaux, à la tête de la CGT. C'est lui qui rédigeait les éditoriaux du *Peuple*, le quotidien de la CGT que mon père lisait gravement, tous les jours, par devoir, sans réussir à dissimuler son ennui. Belin fut aussi un des trois secrétaires du *Rassemblement populaire*, organisme créé en 1935 pour assurer la liaison entre les gauches radicales-socialistes et socialistes, les communistes et l'extrême gauche. Les deux autres secrétaires du *Rassemblement* étaient Emile Kahn de la *Ligue des Droits de l'homme* et Octave Rabaté, membre du Comité central du parti communiste, représentant le *Mouvement Amsterdam-Pleyel*. Le *Front populaire* allait sortir du *Rassemblement populaire*. Découvrir cinq ans après son secrétaire ministre du Travail du Maréchal, entre le général Weygand (*Défense nationale*) et le Croix de feu Ybarnegaray (*Jeunesse et Famille*) : il y avait de quoi couper le souffle à un jeune naïf comme moi.

### Contre la ténébreuse alliance

Si le ministère, au regard de l'immense tâche qui l'attend, paraît manquer de panache et de force (3), le message du Maréchal prononcé le soir même à la radio, nous touche au plus profond de nous-mêmes. Jamais personne ne s'est adressé ainsi au pays, tous âges mêlés, toutes classes sociales confondues. Nous sommes bouleversés, émus, empoignés. Politiquement je n'ai jamais connu de vague populaire aussi forte que celle que le Maréchal déclenche. Venue on ne sait d'où, du fond de la mémoire collective, ce mouvement d'adhésion va bien plus loin qu'un simple assentiment. Le Maréchal fait don de son prestigieux destin à la patrie blessée. Nous avons envie de lui faire don de nos humbles personnes.

Déposant comme témoins à charge en 1945, devant la Haute-Cour de Justice, MM. Lebrun, Jeanneney, Herriot, Reynaud et Blum durent concéder qu'en 1940 le Maréchal eût été plébiscité (4). J'ai l'intime conviction que le peuple consulté lui aurait offert une majorité plus forte encore que celle donnée par l'Assemblée nationale.

Un demi-siècle plus tard, je ne sais quels échos ces paroles trouveront chez vous. Voici en tous cas les passages les plus importants de ce message qui mérite d'être retenu:

« Français!

*L'Assemblée nationale m'a investi de pouvoirs étendus. J'ai à vous dire comment je les exercerai.*

*Le gouvernement doit faire face à l'une des situations les plus difficiles que la France ait connues ; il lui faut rétablir les communications du pays, rendre chacun à son foyer, à son travail, assurer le ravitaillement.*

*Il faut négocier et conclure la paix ...*

*Pour accomplir la tâche immense qui nous incombe, j'ai besoin de votre confiance. Vos représentants me l'ont donnée en votre nom. Ils ont voulu, comme vous et moi-même, que l'impuissance de l'Etat cesse de paralyser la nation.*

*J'ai constitué un nouveau gouvernement.*

*Douze ministres se répartiront l'administration du pays. Ils seront assistés par des secrétaires généraux qui dirigeront les principaux services de l'Etat. Des gouverneurs seront placés à la tête des grandes provinces françaises. Ainsi l'administration sera à la fois concentrée et décentralisée.*

*Les fonctionnaires ne seront plus entravés dans leur action par des règlements trop étroits et par des contrôles trop nombreux. Ils seront plus libres; ils agiront plus vite. Mais ils seront responsables de leurs fautes ...*

*Notre programme est de rendre à la France les forces qu'elle a perdues. Elle ne les retrouvera qu'en suivant les règles simples qui ont, de tous temps, assuré la vie, la santé et la prospérité des nations.*

*Nous ferons une France organisée, où la discipline des subordonnés réponde à l'autorité des chefs, dans la justice pour tous.*

*Dans tous les ordres, nous nous attacherons à créer des élites et à leur conférer le commandement, sans autre considération que celle de leurs capacités et de leurs mérites.*

*Le travail des Français est la ressource suprême de la Patrie. Il doit être sacré. Le capitalisme international et le socialisme international qui l'ont exploité et dégradé font également partie de l'avant-guerre. Ils ont été d'autant plus funestes que, s'opposant l'un à l'autre en apparence, ils se ménageaient l'un et l'autre en secret. Nous ne souffrirons plus leur ténébreuse alliance. Nous supprimerons les dissensions dans la cité. Nous ne les admettrons pas à l'intérieur des usines et des fermes.*

*Pour notre société dévoyée, l'argent, trop souvent serviteur et instrument du mensonge, est un moyen de domination.*

*Nous renonçons ni au moteur puissant qu'est le profit, ni aux réserves que l'épargne accumule.*

*Mais la faveur ne distribuera plus de prébendes. Le gain restera la récompense du labeur et du risque. Dans la France refaite, l'argent ne sera que le salaire de l'effort.*

*Votre travail sera défendu. Votre famille aura le respect et la protection de la nation.*

*La France rajeunie veut que l'enfant remplisse vos cœurs de l'espoir qui vivifie et non plus de la crainte qui dessèche. Elle vous rendra, pour son éducation et son avenir, la confiance que vous aviez perdue.*

*Les familles françaises restent les dépositaires d'un long passé d'honneur. Elles ont le devoir de maintenir, à travers les générations, les antiques vertus qui font les peuples forts. Les disciplines familiales seront sauvegardées.*

*Mais, nous le savons, la jeunesse moderne a besoin de vivre avec la jeunesse, de prendre sa force au grand air, dans une fraternité salubre qui la prépare au combat de la vie. Nous y veillerons.*

*Ces vieilles traditions qu'il faut maintenir, ces jeunes ardeurs qui communieront dans un zèle nouveau, forment le fond de notre race.*

*Tous les Français fiers de la France, la France fière de chaque Français, tel est l'ordre que nous voulons instaurer. Nous y consacrerons nos forces. Consacrez-y les vôtres.*

*La Patrie peut assurer, embellir et justifier nos vies fragiles et chétives. Donnons-nous à la France ; elle a toujours porté son peuple à la grandeur. »*

### **Les miracles du Maréchal**

Cette pluie bienfaisante tombe sur le petit peuple comme la rosée sur les fleurs du printemps. Elle crée un climat que du Moulin de Labarthète a fort bien décrit: « *Limpidité de l'air, gravité de l'âme, pureté de l'émotion, les images me manquent pour rendre sensible l'atmosphère de ces premiers mois de Vichy. Comme nous étions loin du « sabbat sacrilège », de la danse au cœur des ruines, du lâche agenouillement devant l'envahisseur, de cet insolent triomphe de la « réaction » où trop de Français de Londres et de Paris croyaient que nous nous délections ... Miracle du Maréchal. cette projection sur l'écran brisé de la nation d'une France meilleure : miracle du Maréchal, ces incessants appels au renouvellement, au rafraîchissement, au jaillissement des forces ataviques ; miracle du Maréchal, cette résurrection cristalline des consciences.. . Un peu de folie, de folie pieuse, flottait dans l'air. L'on allait vers des jours meilleurs. L'on pouvait, au nom d' un avenir hésitant, condamner un passé trop lourd. Sur des plaies encore vives, le Maréchal répandait un baume merveilleux (5). »*

Et pourtant le chaos est colossal. Selon une Cormule de Pierre Nicolle, on s'aperçoit chaque jour que « la défaite n'est pas un mauvais cauchemar, c'est une épouvantable réalité ». Jean Berthelot, vice-président de la SNCF le constate.

*« Nous sommes découragés. Nos protestations sont vaines. Des Allemands on ne peut rien tirer de positif. Finie notre illusion que l'armistice serait une trêve à l'abri de laquelle la France pourrait se refaire dans le calme. On ne tire plus le canon, mais c'est bien encore une forme de guerre qui se poursuit " l'Allemagne, inexorablement, refusant toute concession, nous inflige diktat sur tribut, et nous passe le carcan de son économie de guerre (6). »*

Contre cette attitude, une seule politique, celle de la présence: discuter, argumenter, protester, négocier, retarder.

Exemples :

*« Depuis un mois que le Pays est mis au pillage, nombre de wagons sont sortis de nos frontières, chargés de richesses. Un recensement opéré au début du mois montre que 80 000 wagons sur un total de 450 000 ont disparu de notre parc.*

*Alors que nous débattons avec la WYD (Direction des transports de la Wehrmacht) afin d'obtenir un renversement du courant, deux diktats nous parviennent.*

*Le 4 août, la SNCF reçoit l'ordre de livrer 1000 locomotives à l'Allemagne.*

*Le 7 août, elle est invitée à mettre 35000 wagons à la disposition de la Reichsbahn.*

*Le 8 août, je proteste en qualité de délégué à la Commission d'armistice, en invoquant les accords de Wiesbaden.*

*Les Allemands répondent qu'il ne s'agit pas d'une réquisition mais d'une "cession obligatoire à titre de prêt", le matériel prêté devant rester la propriété de la France.*

*L'euphémisme est admirable. »*

Berthelot continue de protester. En vain. « *Les cheminots ne peuvent que s'incliner devant la force. Ils s'ingénieront à pallier le manque de wagons par une meilleure exploitation. en accélérant la rotation du matériel ... mais de même que. lorsque nous étions les plus forts, l'Allemagne accumulait les réclamations, nous ne devons pas nous lasser de protester (7). »*

Cette pugnacité vaudra à Jean Berthelot de devenir secrétaire d'Etat aux Communications. C'était ça, Vichy 40 !

## Quand ‘ils’ ne pillent pas, ‘ils’ achètent

Economiquement la situation n'est pas dramatique, elle est tragique. Peu d'usines fonctionnent (un quart environ) et celles qui travaillent, travaillent au ralenti: entre 24 et 32 heures par semaine (8). Il s'ensuit un chômage considérable que la démobilisation accroît. Or beaucoup de salariés sont sans ressources depuis mai. Les économies ont fondu. Dans les petites villes et villages, les commerçants vendent à crédit. Pour combien de temps ? Et, bien entendu, quand ils ont quelque chose à vendre, ce qui n'est pas toujours le cas. Les Allemands ont imposé un taux de changes très avantageux, pour eux. Quand ils ne pillent, ils achètent. Ils vident nos magasins. Par colis individuels, nos stocks sont acheminés en Allemagne où les restrictions étaient sévères. Il faut imposer des cartes de rationnement. Les Allemands ne facilitent pas la réorganisation française. Le Dr Roos, qui représente en France le Front du Travail, intervient. Il critique, suggère, exige, convoque les fonctionnaires. Ce ne sera plus vrai dans les mois qui vont suivre, mais, en juillet-août, tout se passe comme si les autorités d'occupation veulent aggraver la dissociation sociale pour remplacer le pouvoir administratif français. Le 7 juillet, Pierre-Etienne Flandin l'avait dit aux députés réunis au Petit Casino:

- « J'arrive de l'Yonne et vient de passer les dernières semaines au contact des autorités allemandes. Je considère que nous courons un péril mortel. Si le gouvernement n'agit pas sans retard, nous assisterons à une nazification complète de nos populations. Elles manquent de tout et les Allemands le leur fournissent. Ils se substituent aux autorités françaises qui ont pris la fuite. Il n'existe plus aucun représentant du gouvernement français. Par contre les autorités allemandes multiplient leurs efforts pour assurer le ravitaillement, pour organiser les secours. Cette propagande allemande porte. Les gens qui ont faim suivent ceux qui leur donnent à manger. »

Benoist-Méchin, qui rapporte ce propos (9), ajoute en note:

« *C'est exact. Les organisations sociales du parti national-socialiste ont organisé dans beaucoup de localités des centres d'accueil et des soupes populaires. Les murs des villes occupées sont couverts d'affiches où l'on voit un soldat allemand, portant un enfant dans ses bras, avec l'inscription: "Populations abandonnées, faites confiance au soldat allemand !"* »

Il y a encore la ligne de démarcation, que l'armée allemande ferme selon son bon plaisir et les deux zones interdites du nord et de l'est. En Lorraine, un organisme spécial, dirigé par l'industriel sarrois Herman Roechling, était installé et agissait en maître. Les directeurs français étaient mis à la porte de leurs usines et obligés de quitter le pays après avoir été invités à remettre en marche les fabrications.

Dans les usines textiles du Nord, les Allemands réquisitionnaient, sous des formes diverses, les produits finis et refusaient tout approvisionnement en matières premières (10).

Or il y a le blocus. La Grande-Bretagne l'a étendu à la France et il nous frappe encore plus durement que l'Allemagne. L'Allemagne peut compter sur le pétrole roumain et russe, et sur l'acier scandinave. Nous, nous n'avons pas de pétrole. Nos mines du Nord sont aux mains des Allemands. La pénurie d'essence bloque les transports. L'asphyxie économique menace un pays de 40 millions d'habitants, dont deux millions sont prisonniers et qui doit payer 400 millions par jour pour couvrir les frais des troupes d'occupation !

## Pour la réconciliation et la collaboration

Dans ces conditions, le redressement français que les gouvernements du Maréchal vont accomplir peut aussi être qualifié de miracle. D'autant que, si le peuple est rassemblé derrière Philippe Pétain, à Vichy le changement de régime n'a pas modifié les mœurs politiques. Des clans se sont formés.

Il y a ceux pour qui l'Armistice était le seul moyen de n'être pas broyé par la guerre et de permettre de préparer la revanche. C'est l'attitude du général Weygand, du général Laure, de l'amiral Femet, de Bouthillier, Baudouin, Caziot, Borotra, et sans doute du Maréchal dont ils se réclament.

D'autres se réclament aussi du Maréchal, mais parce que sa politique implique « *par un dosage de collaboration avec les puissances latines et l'Allemagne - l'établissement d'un nouvel ordre européen* ». Ce sont Bergery, Brille, Chasseigne, Château, Déat, Dommange, Montigny, Rives, Scapini, Xavier Vallat, Michard-Pélissier, de Clermont-Tonnerre, d'Audiffret-Pasquier, Polimann, Temple, Reille-Soult, etc.

Ils pensent que, si l'on veut continuer à combattre l'Allemagne, il faut suivre « *la politique Reynaud de repli sur l'Angleterre* ».

En revanche, si l'on a choisi la France, il faut collaborer. Ils disent:

*« Nous croyons pouvoir affirmer que, dans le cas actuel, il n'y a pas de solution tierce.*

*Un repli ulcéré hors de la lutte et hors de la collaboration nous parait devoir nous faire perdre les avantages des deux politiques et cumuler leurs inconvénients.*

*Le Reich, en effet, ne commettra pas, assurément, la faute que les Alliés vainqueurs ont commise en 1918 : il cherchera soit la collaboration à la Nouvelle Europe, soit l'écrasement définitif de la France.*

*Certains s'étonnent que l'on puisse espérer une collaboration qui n'équivaille pas à une servitude. Quant à nous, nous ne voulons pas fonder cet espoir sur la générosité ou la parole du vainqueur. Nous le fondons sur la compréhension par ses chefs des intérêts durables de l'Allemagne.*

*Autour du Führer Chancelier, certains voudraient sans doute profiter de notre défaite pour nous écraser et prendre ainsi la revanche d'Iéna. Mais d'autres peuvent comprendre, en vertu du précédent d'Iéna lui-même, qu'il est impossible d'écraser durablement une nation authentique de 40 millions d'habitants - surtout lorsqu'on a, par ailleurs, à maintenir l'ordre parmi 40 millions de Slaves mélangés d'Allemands au centre et à l'est de l'Europe. Ce n'est pas être paradoxal que d'affirmer que, si le rôle d'opprimé n'est pas un rôle enviable, le rôle d'oppresseur prolongé pendant des dizaines d'années sur des millions d'hommes n'est pas un rôle profitable.*

*Nous pensons donc que, dans l'esprit du vainqueur, telle ou telle tendance l'emportera. Selon qu'il trouvera devant lui, en France, des hommes qui veuillent et puissent tenter l'œuvre de réconciliation et de collaboration.*

*C'est, pour une grande part, de notre choix - et d'un choix sans équivoque - que dépend notre destin. »*

Entre ces deux clans, l'opposition est totale, avec des nuances certes, mais avec une hostilité que le cours des événements et les engagements vont aiguïser et durcir. Cette guerre sourde, faite de manœuvres, de rumeurs, de commérages, d'intrigues, de délation commence dès juillet 40. Mais nous n'en savons rien. J'ai adhéré à la déclaration de Gaston Bergery et, le cœur plein d'espérance et de foi, je suis le Maréchal. Je le suivrai jusqu'au bout. Cette fidélité me conduira en prison, à Fresnes où, la gorge serrée, je lirai la déclaration qu'il venait de faire devant la Haute-Cour de Justice. La voici. Il n'y a pas de meilleure conclusion à ce travail.

*« J'ai passé ma vie au service de la France. Aujourd' hui, âgé de près de quatre-vingt-dix ans, jeté en prison, je veux continuer à la servir en m'adressant à elle une fois encore. Qu'elle se souvienne! J'ai mené son armée à la victoire en 1918. Puis, alors que j' avais mérité le repos, je n'ai cessé de me consacrer à el/e. J'ai répondu à tous ses appels, quels que fussent mon âge et ma fatigue. Au jour le plus tragique de son Histoire, c'est encore vers moi qu'el/e s'est tournée. Je ne demandais rien, je ne désirais rien. On m'a supplié de venir. Je suis venu. Je devenais ainsi l'héritier d' une catastrophe dont je n'étais pas l'auteur. Les vrais responsables s'abritaient derrière moi pour écarter la colère du peuple. Lorsque j'ai demandé l'armistice, d'accord avec nos chefs militaires, j'ai rempli un acte nécessaire et sauveur. Le pouvoir a/ors m'a été confié légitimement et reconnu par tous les pays du monde. De ce pouvoir, j'ai usé comme d'un bouclier pour protéger le peuple français. J'ai fait à la France le don de ma personne. C'est à ce moment même que mon sacrifice ne doit plus être mis en doute. A votre jugement répondront celui de Dieu et de la postérité. Ils suffiront à ma conscience et à ma mémoire. Je m'en remets à la France. »*

Mais la France peut être une marâtre. Le maréchal Pétain, qui n'avait formulé qu'un souhait : être enterré à Verdun avec ses soldats, dort toujours, de son dernier sommeil, dans le petit cimetière de l' Île d'Yeu, l'île de sa déportation.

## NOTES

(1) Fabre-LUCe. Journal de la France. p. 412.

(2) Beau de Loménie. Responsabilités des Dynasties bourgeoises. p. 662. (3) En voici la composition complète. Président du Conseil: maréchal Pétain. - Vice-président du Conseil: Pierre Laval. - Justice: Alibert. Intérieur: Marquet. - Affaires étrangères: Baudouin.- Finances: Bouthillier. - Défense nationale: général Weygand. - Instruction publique et Bœux-Arts : Mireaux. -Jeunesse et Famille: Ybamegaray.

- Jeunesse et famille : Caziot - Production industrielle et Travail : Belin. - Communications: Piétri. - Colonies: Lémery.

(4) L. D. Girard. Montoire Verdun diplomatique, p. 60.

(5) Le temps des illusions. pp. 35-36.

(6) Jean Berthelot. Sur les rails du pouvoir, p. 86. (7) Id.

(8) René Belin. Du secrétariat de la CGT au gouvernement de Vichy. p.140.

(9) Soixante jours ... p. 695.

(10) Belin. Op. cit . p.144.

(II) Déclaration de Bergery à l'Assemblée nationale. Parmi les signataires de ce texte, nombreux sont les Anciens Combattants: Bergery, blessé et cité (infanterie) ; Chasseigne (39-40), blessé ; Déat, mobilisé comme simple soldat, quatre années dans l'infanterie, finit capitaine d'une compagnie de mitrailleuses, cinq citations et la Légion d' Honneur ; Desbons,, président de la Fédération interalliée des Anciens Combattants ; Scapini, aveugle de guerre; Vallat, grand blessé, trois fois cité, trois retours volontaires au front. etc.

Livre : page 272

CES TEXTES ONT ÉTÉ PUBLIÉS  
AU COURS DE L'ANNÉE 1989-1990  
PAR *NATIONAL-HEBDO*  
ET LE *CHOC DU MOIS*.



## ANNEXE

Un document exclusif : la liste des 98 députés et sénateurs francs-maçons qui, le 10 juillet 1940, votèrent les pleins pouvoirs au maréchal Pétain et la fin de la Troisième République.

**D : député**

**S : sénateur**

- 1- Allemane Gaston - D de la Seine - Loge *Marat*.
- 2- Albertin Fabien - D des Bouches-du-Rhône - Loge *Les Inséparables du Progrès et Groupe d'Action LAique*.
- 3- Archimbaud Léon - D de la Drôme - Loges *Les Etudiants et L' Humanité de la Drôme*.
- 4- Aubaud Raoul - D de l'Oise - Loge *L'Etoile de l'Espérance, 33e membre du Conseil de l'Ordre du Grand-Orient*.
- 5- Bachelet Paul - S du Pas-de-Calais.
- 6- Baron Charles - D des Basses-Alpes - Loges *La Nouvelle Jérusalem et LA Fraternité provençale*.
- 7- Basquin Alfred - D de la Somme - Loge *Picardie*.
- 8- Bazile Gaston - S du Gard -
- 9- Beaugrand Kléber - D du Loir-et-Cher - *Fédération maçonnique* et Loge *L'Union de Belleville*.
- 10- Beaumont Jean - S de l'Allier - Loge *Les Enfants de Mars (de Constantine)*.
- 11- Beauvillain Auguste - D du Nord - Loge *Themis*.
- 12- Bedouce Albert - D de la Haute-Garonne - Loge *L' Harmonie Sociale*, de Toulon.
- 13- Beltremieux Gaston - D du Pas-de-Calais - Loge *L'Aurore de la Liberté*.
- 14- Bénazet Paul - S de l'Indre -Loges *Maurice Monier* et *La République*.
- 15- Bérenger Raymond - D de l'Eure-et-Loir - Loge *Justice et Raison*.
- 16- Bernier Paul - D de l'Indre-et-Loire - Loges *Les Démophiles, l'Ecole mutuelle* et *l'Atelier socialiste*.
- 17- Bertrand William - S. de la Charente-Inférieure - Loge *L'Union Rétablie, 33"*, *membre du Conseil de l'Ordre du GrandOrient*.
- 18- Besnard René - S de l'Indre-et-Loire - Loge *Les Enfants de Rabelais, 18° secrétaire général du groupe français de la Fédération Maçonnique de la SDN*.
- 19- Besnard-Ferron Louis - D du Loir-et-Cher - Loge *L'Evolution sociale*.
- 20- Blancho François - D de la Loire-Inférieure - Loge: *Le Trait d'Union*
- 21- Bon Léon - S des Bouches-du-Rhône - Loge *Garibaldi*.
- 22- Borrel Antoine - S de la Savoie - Loge *La République*.
- 23- Bossoutrot J.-B. - D de la Seine - Loges *Thélème* et *Paris*.
- 24- Boudet René - D de l'Allier - Loge *L'Equerre*.
- 25- Boulay Henry - D de la Saône-et-Loire - Loge *Les Arts Réunis*.
- 26- BouHy Georges S de l'Yonne - Loge *Réveil de l'Yonne*.
- 27- Brandon Raoul- D de la Seine - Loge *L'Amitié*.
- 28- Brunet Auguste - D de la Réunion - Loge *Pythagore*.
- 29- Candace Gratien - D de la Guadeloupe - Loge *Les Elus d'Occident*.
- 30- Carré-Bonvalet René - S de la Charente-Inférieure - Loges *L'accord Parfait* et *l'Union parfaite*.
- 31- Cassez Emile - S de la Haute-Marne - Loge *L'Etoile de la Haute-Marne*.
- 32- Chasseigne François - D de l'Indre - Loge *La Gauloise*.

- 33- Château René - D de la Charente-Inférieure - Loge *L'Union parfaite*.
- 34- Chautemps Alphonse - S d'Indre-et-Loire.
- 35- Chautemps Camille - S du Loir-et-Cher - Loges *Les Démophiles* et *Les Enfants de Rabelais*, 30' *Chevalier Kadosch*
- 36- Chouffet Armand - D du Rhône - Loge *La Fraternité Progressive*.
- 37- Colomb Pierre - D de la Vienne - Loge *La Cordialité*.
- 38- Courson Léon - D de l'Indre-et-Loire - Loges *Les Démophiles* et *Les Enfants de Rabelais*.
- 39- Dauzier Louis - S du Cantal - Loge *La Libre Pensée d'Aurillac*.
- 40- Delaunay A. - D de la Charente-Inférieure - Loges *La Tolérance* et *L'Etoile de la Saintonge Réunies*.
- 41- Delthil Jean-Marie - D du Lot-et-Garonne - Loge *Locarno*.
- 42- Deschizeau Louis - D de l'Indre - Loge *La Clémentine Amitié*.
- 43- Donon Marcel - S du Loiret - Loges *Germinal* et *Etienne Dolet*.
- 44- Fabre Ulysse - S du Vaucluse - Loges *La Sincère Union* et *La Cité Future*.
- 45- Frossard L-O. - D de la Haute-Saône - Loge *L'Internationale*.
- 46- Frot Eugène - D du Loiret - Loges *Etienne Dolet*, *Les Fervents du Travail* et *Aristide Briand* (co-fondateur).
- 47- Gardey Abel - S du Gers - Loges *L'Etoile de Bordeaux* et *Les Cadets de Gascogne*.
- 48- Gardiol Louis - D des Basses-Alpes - Loge *La Fraternité Provençale*.
- 49- Garrigou Louis - S du Lot - Loge *Gustave Mesureur*.
- 50- Gasparin Lucien - D de la Réunion.
- 51- Gellié J.-M. - D de la Gironde - Loge *L'Etoile du Progrès*.
- 52- Goirând André - S des Deux-Sèvres - Loges *Cosmos* et *La Prévoyance*.
- 53- Gounin René - S de la Charente - Loges *Concorde et Tolérance* et *Vérité et Fraternité*.
- 54- Guerret Marcel - D du Tarn-et-Garonne - Loge *Les Elus*.
- 55- Guichard Louis - D du Vaucluse - Membre de *L'Association Fr.-. des Journalistes*.
- 56- Hay Jean - D de la Charente-Inférieure - Loge *L'Union rétablie*, 30'.
- 57- Hymans Max - D de l'Indre - Loge *Isys Mondon, Conscience et Volonté*. *Gaston Mesureur*.
- 58- Jacquier Paul - S de la Haute-Savoie - Loges *L'Avenir dit Chablais* et *Le Réveü de Faucigny*.
- 59- Laffont Paul - D de l'Ariège - Loge *La Fraternité Latine*. 60- Lambin Paul - D de l'Aisne - Loge *Athina*.
- 61- Laroche Ernest - D du Puy-de-Dôme - Loge *Justice*.
- 62- Lebret René - D de la Seine-Inférieure - *Ass. Fr.: des Journalistes*.
- 63- Louis-Dreyfus Louis - S des Alpes-Maritimes - Loges *L'Etoile Polaire* et *La République* (II aurait été exclu en 1936).
- 64- Maffray Marius - D de l'Indre-et-Loire - Loge *Les Enfants de Rabelais*.
- 65- Marchand Paul - D de la Marne - Loges *Orion* et *La Sincérité*.
- 66- Maroselli André - S de la Haute-Saône - Loge *Les Cœurs Unis*.
- 67- Martin Henri - D de la Marne - Loge *La Bienfaisance*.
- 68- Menier Georges - D de la Charente - Loges *La Liberté* et *Honneur et Probité*.
- 69- Mennecier Albert - D de l'Aisne - *Grande Loge de France*.
- 70- Merlin Henri - S de la Marne - *Grande Loge*.
- 71- Meyer Léon - D de la Seine-Inférieure - Loge *HHH*.
- 72- Mitton Jules - D de l'Eure - Loge *Les Tempsfuturs*.
- 73- Morin Ferdinand - D d'Indre-et-Loire - Loge *Les Démophiles*.
- 74- Naphle André - D de la Gironde - Loge *La Concorde*.
- 75- Pageot Auguste - D de la Loire-Inférieure - Loges *Paix et Union* et *Mars et les Arts réunis*.
- 76- Pascaud Edouard - D de la Charente - Loge *La Parfaite Union*.
- 77- Paulin Albert - D du Puy-de-Dôme - Loge *Les Enfants de Gergovie*.
- 78- Pelletier Jean-Marie - D de la Saône-et-Loire - Loge *Les Enfants réunis de Mâcon*.
- 79- Perin Emile - D de la Nièvre - Loge *L'Humanité*.
- 80- Peschadour Julien - D de la Corrèze - *Loge de L'Intime Fraternité*.
- 81- Planche Camille - D de l'Allier - Loge *L'Equerre*.
- 82- Ranquet Joseph - D du Gard - Loge *La Sincère Union*.
- 83- Ravanat Joannès - D de l'Isère - *Assemblée Fr.: des journalistes*.

- 84- Raynaud Clément - S de l'Aude - Loge *Les Vrais Amis Réunis*.  
 85- Régis Marcel - D du Vaucluse - Loge *Le Soleil Levant*.  
 86- Richard Paul- D du Rhône - Loge *Union et Liberté*.  
 87- Rio Alphonse - D du Morbihan - Loge *La Libre Conscience et la République*.  
 88- Rives Paul - D de l'Allier - Loges *Les Amitiés Internationales*.  
 89- Roussel Emile - S de l'Aisne - Loge *La Bonne Foi*.  
 90- Roustan Mario - S de l'Hérault.- Loges *Les Vrais Amis Fidèles et Maria de Deresme*, 33e .', *membre du Conseil de l'Ordre du Grand Orient*.  
 91- Roy Henri - D du Loiret - Loge *Etienne Dolet*.  
 92- Saint-Venant Charles - D du Nord - vénérable de la loge *La Lumière du Jour*.  
 93- Sarraut Albert - S de l'Aude - *Lowton*.  
 94- Satineau Maurice - D de la Guadeloupe - Loge *Les Admirateurs de l'Univers*.  
 95- Schmeck Abraham - S des Bouches-du-Rhône - Loge *La Justice*.  
 96- Thiéfaine Maurice - D de la Loire-Inférieure - Loge *Paix et Union*.  
 97- Valadier Jean - S de l'Eure-et-Loir - Loge *Les Amis des Hautes-Alpes*.  
 98- Villedieu Antoine - D du Puy-de-Dôme - Loge *Les Enfants de Gergovie*.  
 (Cette liste est vraisemblablement incomplète)

## TABLE DES MATIÈRES

Le dernier été de la paix.....	05
Le premier hiver de la guerre.....	47
L'explosion du printemps.....	66
L'espérance dans les ruines.....	99
Annexe.....	138

---

LES PRESSES BRETONNES  
 SAINT-BRIEUC  
 Dépôt légal: Octobre 1990  
 N° d'impression: 2278

---